

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

SAMEDI 7 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La face cachée de l'empire Maxwell

N'EST pas fondateur d'une dynastie qui veut. Un mois à peine après la mort de l'homme d'affaires, l'empire de Robert Maxwell est à vendre, et les révélations sur les malversations de l'empereur défilent sur la première page de ses propres journaux. Ses deux fils aux affaires ont dû renoncer à endosser un costume trop grand pour leurs épaules et, surtout, déjà gorgés de la banque bien au-delà de sa valeur.

Avec son air de colosse jovial, Robert Maxwell avait incarné le rêve du pauvre immigré parvenu aux sommets du pouvoir et de la réussite sociale. On découvre aujourd'hui - ou, plutôt, on a découvert tout le monde de ce que beaucoup pressentaient - que cet extraordinaire succès était non seulement fragile, mais fondé sur des pratiques pour le moins douteuses. Passe encore, pour le grand public, que des fondations au Liechtenstein, aux Bahamas ou à Gibraltar aient pu contrôler dans l'opacité la plus totale un groupe de taille mondiale : avec l'insolite et le yacht personnel, ces signes extérieurs de richesse appartenaient à la panoplie du capitaliste triomphant.

En revanche, le jeu de bascule financier permanent entre les sociétés du groupe, facilité d'un côté, ouverts au public de l'autre, qui aboutit à léser les petits actionnaires et à léser les banques sur l'état réel des dettes, n'aurait jamais dû échapper au contrôle des spécialistes et des autorités de surveillance des marchés.

Au-delà des banques qui s'indignent - mais un peu tard - de ces pratiques, c'est la révélation de la ponction opérée par Robert Maxwell sur les fonds de retraite des salariés du groupe qui choque le plus l'opinion britannique. Et cette mésaventure ne manquera pas d'alimenter les débats sur la retraite par capitalisation. Y compris en France, où l'on hésite encore entre modèle allemand et anglais pour introduire ce régime.

La chute de l'empire Maxwell a également des conséquences politiques. Alors que les élections se rapprochent en Grande-Bretagne, les travaillistes s'inquiètent à juste titre de l'orientation que pourrait prendre, en cas de changement de majorité, le Daily Mirror, seul journal populaire à grand tirage qui les soutienne de ses éditeurs.

IRONIE de l'histoire : l'ascension de Maxwell et la chute de la maison Maxwell ont coïncidé avec les bouleversements politiques du continent européen. Sa fortune de compatriote, l'empire de M. Maxwell l'avait bûché sur la division de l'Europe et les ruines de l'Allemagne. Citoyen britannique, il avait pu, immédiatement après la guerre, exporter avec profit les livres scientifiques allemands, et jouer ensuite les intermédiaires entre les banques de l'Est et de l'Ouest. Quand s'affirme l'Europe des Six, dans les années 60, il traverse une première période sombre, pour irréguliers financiers, déjà... Aujourd'hui, alors que l'Europe des Douze cherche à renforcer son union, le groupe Maxwell, son fondateur disparu, tombe en lambeaux.

Comment Robert Maxwell a-t-il pu séduire si longtemps les apparences ? Ce personnage hors du commun savait admirablement jouer de la peur et de la séduction. Il avait réussi à bloquer assez efficacement les révélations sur ses pratiques peu orthodoxes. Dans le grand déballage posthume, ne faudrait-il pas inclure ceux qui, pour des raisons diverses, ont contribué à maintenir le silence ?

Lire page 25 les articles de LAURENT ZECCHINI

M0147 - 1207 0 - 6.00 F



La préparation du sommet des Douze

M. Delors met en garde les Européens contre un « mauvais » accord à Maastricht

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui devait s'entretenir avec M. François Mitterrand vendredi 6 décembre en fin de matinée à l'Élysée, a mis en garde la veille contre la conclusion d'un « mauvais » accord sur l'union politique lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, la semaine prochaine, à Maastricht. M. Delors n'a pas exclu de démissionner dans une telle hypothèse. Il a ajouté qu'une dizaine de points restaient à régler avant la signature des traités.



Ambiguïtés françaises

par Claire Tréan

On aura une fois de plus beaucoup glosé sur la vocation « fédérale » ou non de l'Europe. En pure perte, puisqu'on n'est toujours pas parvenu à s'entendre sur ce que le fédéralisme veut dire et ce mot qui, à Bonn, évoque l'image d'une Europe des régions épanouies et prospères désigne toujours, à

Londres, la bête immonde du centralisme anonyme et bureaucratique. De ce mot, à Paris, on n'a apparemment pas grand-chose à faire. Par une sorte de politesse tactique envers le chancelier, les Belges, les Néerlandais et quelques autres, on a demandé avec eux qu'il figure dans le traité sur l'Union politique en discussion à Maastricht, mais en s'apprêtant

dès le départ à y renoncer sans déchirement. L'Europe a jusqu'ici avancé sans dire où elle allait, et si, depuis 1983, M. François Mitterrand fut constamment parmi ceux qui ouvrirent la voie et pressèrent le mouvement, il l'a fait sans jamais lui fixer de but ultime, sans l'enfermer ni s'enfermer lui-même dans un dogme fédéraliste.

Lire la suite page 4

Les brevets sur le patrimoine héréditaire

Le commerce du génome humain condamné par le Comité d'éthique

Le Comité consultatif national d'éthique a pris position, vendredi 6 décembre, sur la « non-commercialisation du génome humain ». Selon le Comité, « l'ensemble de l'information contenue dans le génome humain appartient au patrimoine commun de l'humanité : c'est un domaine de la connaissance qui ne peut faire l'objet de monopole ». Cet avis s'oppose aux dernières décisions qui, aux Etats-Unis et en Europe, tendent à autoriser la prise de brevets sur les patrimoines héréditaires.

par Franck Nouchi

A l'origine, le programme « Génome humain » était considéré comme l'un des projets de recherche les plus considérables auxquels l'homme s'est jamais attaqué. Il s'agissait - il s'agit toujours - de déchiffrer l'enchaînement de toutes les molécules d'ADN présentes dans les 23 paires de chromosomes de l'homme, sachant qu'il y a dans le noyau de nos cellules pas moins de 3,5 milliards de paires de bases nucléiques. A ce jour, ce qui en dit long sur le chemin qui reste à parcourir, à peine 1 800 gènes - sur les 30 000 à 100 000 gènes dont on suppose l'existence chez l'homme - ont été localisés avec précision sur nos chromosomes (Le Monde du 4 septembre).

L'objectif initial était clair : connaître suffisamment bien le génome humain pour que tout gène dont l'altération est responsable

d'une maladie puisse être aisément identifié et analysé. Théoriquement, outre une meilleure connaissance de la physiopathologie des maladies, cela devrait permettre dans nombre de cas d'envisager, sinon de nouveaux traitements, du moins de nouvelles pistes thérapeutiques. Il allait de soi au départ que la condition *sine qua non* pour que cet ambitieux programme soit couronné de succès était de s'assurer d'une circulation à la fois libre et rapide de l'information par l'intermédiaire de banques de données pouvant être consultées par n'importe quel laboratoire dans le monde. Immédiatement, plusieurs équipes (six à dix aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France et au Japon) entreprirent le séquençage systématique des fragments d'ADN. Mais très vite apparurent d'autres enjeux liés à l'utilisation de ces gènes pour des réalisations biotechnologiques industrielles futures.

Lire la suite page 12
Lire également page 34

François Mitterrand ou la confiance perdue

Au-delà d'une opinion versatile
le chef de l'Etat paraît victime d'une véritable désaffection

par Jean-Marie Colombani

Deux Français sur trois sont aujourd'hui rassemblés dans une même défiance envers le président de la République (lire page 9 les résultats du baromètre de la SOFRES). Le record d'impopularité enregistré, comme le précédent de 1984, à mi-mandat, peut naturellement être mis au compte du « régime des sondages », comme le dit M. Raymond Barre. La situation actuelle peut n'apparaître alors que comme un épisode

parmi d'autres, banal en soi, et qui ne saurait s'éterniser. La vie politique est en effet rythmée par les enquêtes d'opinion : celles-ci ne mesurent pas des comportements, et ne sont pas en elles-mêmes des prises de position ; elles enregistrent des mouvements d'opinion, par nature variables.

M. Mitterrand peut donc légitimement considérer qu'il ne peut fonder sa relation avec les Français sur la recherche d'une adéquation permanente avec ces variations. Fort d'une longue

expérience, ayant déjà vécu des périodes d'hostilité forte, le président peut être tenté de croire à sa formidable capacité de rebond, et déclarer, comme en 1984 : « Même si les sondages doivent descendre à zéro, je continuerai cette politique, car je la crois bonne pour le pays ! »

A cette relativisation d'une cote de popularité effondrée, M. Mitterrand peut ajouter qu'il est victime d'une conjoncture économique internationale déprimée (qui touche d'ailleurs moins la France que d'autres pays), que le passage

de la mi-mandat est toujours délicat et s'accompagne le plus souvent d'un regain de tension sociale, et que ses amis, divisés, ne font rien pour l'aider. Dans le secret de ses pensées - qu'il livre à des cercles rapprochés - il complète cette liste par la désignation d'un coupable : M. Rocard ! L'ancien premier ministre n'aurait pas su préserver la gauche, et n'a pas donné à son électorat suffisamment de satisfaction.

Lire la suite page 9

Quand Yasser Arafat dialoguait avec Plantu

Au printemps dernier, le président de l'OLP avait souhaité rencontrer notre collaborateur Jean Plantu, qui se trouvait à Tunis. L'entretien, filmé pour la télévision par LMK-Images, a obtenu le prix du document rare au Festival du journalisme d'Angers. Nous publions les principaux extraits de cette rencontre

page 2

Un entretien avec le premier ministre indien

De passage à Paris, le premier ministre indien, M. P.V. Narasimha Rao, a accordé un entretien au Monde, dans lequel il estime que l'Inde devrait être à même de s'adapter aux rapides changements survenus en Union soviétique, longtemps son principal allié.

page 8

Pologne : M. Olszewski proposé comme premier ministre

Le Parlement polonais devait se prononcer, vendredi 6 décembre, sur la candidature de M. Jan Olszewski au poste de premier ministre. Cet évocat de solennité et un ans avait été proposé la veille par le président Walesa pour former un nouveau gouvernement.

page 3

Les dockers « raisonnables » de Saint-Nazaire

Les dockers CGT ont décidé de faire grève deux jours par semaine, à partir du samedi 7 décembre, pour s'opposer à la réforme de leur statut, projetée par le gouvernement. A Saint-Nazaire toutefois, on refuse de s'associer à ce mouvement, le syndicat local CGT, qui revendique sa part du développement du port, ayant choisi un « langage de raison ».

page 26

Demain dans « le Monde »

Un tour de France des régions : l'Ile-de-France

Un Français sur cinq y habite, un sur quatre y travaille. L'Ile-de-France, qui concentre depuis longtemps une grande partie de la richesse économique, intellectuelle et humaine du pays, ambitionne de jouer un rôle « capital » dans l'Europe de demain. Et elle est loin de manquer d'atouts. A condition qu'elle évite le piège d'un nouveau désert autour d'elle qui laisserait à la périphérie et aux banlieues lointaines les plus mauvaises cartes.

Demain, dans le Monde daté 8-9 décembre, le « Tour de France des régions » fait étape en Ile-de-France.

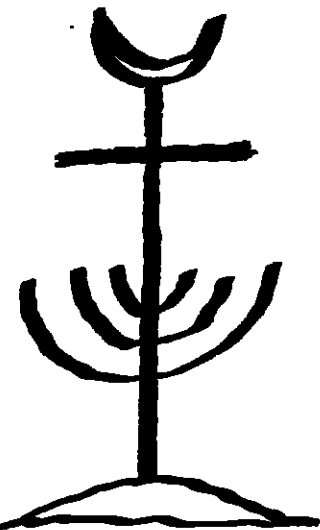
Cartier

13, RUE DE LA PAIX. PARIS. 42.61.58.56

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 760 mt ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 S CAN ; Danemark, 8 F ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 F ; Italie, 2,250 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 RS ; Thaïlande, 1,80 THB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Quand Yasser Arafat dialoguait avec Plantu...



Au printemps dernier, le président de l'OLP Yasser Arafat a souhaité rencontrer notre collaborateur Jean Plantu qui se trouvait à Tunis pour une exposition de dessins. L'entretien a eu lieu dans la nuit du 15 au 16 mai 1991. Le reportage télévisé « Rencontre au sommet Plantu-Arafat », réalisé à cette occasion et produit par LMK-Images, a obtenu le prix du document rare au dernier festival international du scoop et du journalisme d'Angers. En voici les principaux extraits.

Jean Plantu : « Vous pouvez montrer votre carte d'identité palestinienne ? Car, sur l'image de la carte d'identité, il y a une église, il y a une mosquée, mais il n'y a pas de synagogue. »

Yasser Arafat (montrant sa carte d'identité) : « Il y a là l'église Notre-Dame ainsi que le dôme de la mosquée de Jérusalem (...). Dans notre mouvement, voilà ce que représente pour nous un État laïque : le croissant, la croix, le chandelier. »

« Vous avez appris à dessiner lorsque vous étiez architecte ? »

[Yasser Arafat crayonne, puis montre son dessin.]

« Oui, j'étais architecte en Égypte. »

« Alors, pourquoi ce dessin... »

[celui avec le chandelier] n'est-il pas sur votre carte ?

« Tout simplement parce que jusqu'à là ils ont toujours refusé de vivre avec nous. »

« Un jour, il faudrait espérer que vous puissiez tous vous rejoindre autour de ce symbole du Mur des lamentations, où chacun pourrait prier. »

« Oui, certes. Savez-vous que tout près de ce Mur des lamentations se trouve la petite maison dans laquelle j'ai été élevé ? La maison de la famille de ma mère. »

« Vous êtes né à Jérusalem ? »

« Je suis né à Jérusalem, j'ai été élevé dans cette petite demeure. Le jour où les Israéliens ont envahi Jérusalem, tout près du Mur des lamentations où se trouve immédiatement cette petite maison... »

« Le savez-vous ? - cette maison a été détruite. J'ai pleuré de tristes souvenirs. Pourquoi cette petite maison a-t-elle été détruite ? Abattue ? Quel crime a-t-elle commis, la famille de ma mère, pour qu'on lui détruise sa maison de la sorte ? »

« Depuis 1988, vous avez décidé de ne plus cautionner les attentats ? »

« Nous n'avons jamais procédé à des opérations terroristes. Vous ne pouvez pas dire que les Français qui ont combattu l'occupation nazie pendant la seconde guerre mondiale étaient des terroristes. Selon la Charte des Nations unies, et ses résolutions, et toutes les lois civiles, les peuples ont le droit de combattre l'occupation. Est-ce que de Caillaud était terroriste ? Est-ce que le président Washington était terroriste ? Est-ce que Mugabe est terroriste ? »

« Quand je parle de terrorisme, je parle de terrorisme aveugle, celui qui touche les civils, les innocents. Je pense au détournement, en 1985, du paquebot Achille-Lauro. »

« Je vous accorde ça. En effet, je suis contre ce genre de terrorisme. Je le combats même. J'ai condamné l'attaque de Sabra et Chatila, qui a fait 7 642 morts, hommes et enfants confondus. Je suis contre ce qui se passe aujourd'hui dans les territoires arabes occupés. Je suis contre tout attentat ayant pour cible un citoyen civil de par le monde, même si l'artisan de cet attentat se dit palestinien. »

« D'accord, mais vous n'êtes pas toujours suivi, ou entendu, ou écouté, ou obéi. »

[Jean Plantu montre l'un de ses dessins.]

« Là, par exemple, je vous représente devant une table avec des chaises vides. Vous tapez du poing sur la table et vous dites : « J'avais dit : pas d'attentats ! » »

« Vous pourriez citer Aboul Abbas, par exemple, qui était responsable du détournement de l'Achille-Lauro, et qui était aussi l'auteur de la tentative d'attentat sur la plage israélienne en mai 1990. Il faisait partie de l'OLP. »

« Lequel attentat, selon l'aveu même des Israéliens, n'a fait aucun blessé en Israël. »

« Parce qu'il a été neutralisé avant ! »

« Ce n'est pas important ! »

« C'était important quand même pour les gens qui étaient sur la plage, qui ont failli être assassinés ! »

« N'oubliez pas que nous sommes des démocrates. Aboul Abbas a été élu pendant le Conseil national palestinien. Il a été élu, donc, ce qui signifie qu'il était élu par le peuple palestinien. Car ce conseil a lui-même élu Aboul Abbas au même titre que moi j'ai été élu. Pouvez-vous changer un député, un parlementaire français ou un ministre ? Ce sont des changements qu'on opère au niveau du parti, mais ceux qui sont élus ne peuvent être changés que par ceux qui les ont élus. »

« Donc, cela fait partie de vos projets. Mais vous auriez pu condamner cette tentative, parce que cela a fait capoter les négociations que vous aviez depuis 1988 avec les États-Unis. »

[Jean Plantu montre l'un de ses dessins.]

« La reconnaissance de l'État d'Israël avec la signature de Yasser Arafat. »

« Attendez ! »

« Là, je vous représente à une même table, vous êtes dos à dos, certes, mais c'est la même table ; il y a un début de dialogue, mais ce dialogue a été interrompu à cause de la non-condamnation de cette tentative d'attentat l'année passée. »

« Non, ce n'est pas juste. Ce n'est pas correct. Nous avons officiellement désavoué Aboul Abbas. Il a comparu devant le comité exécutif de l'OLP, et il s'est mis à la disposition du Conseil national palestinien pour décider de son sort. Est-ce que les États-Unis ont arrêté leur dialogue avec Israël, qui massacre quotidiennement les Palestiniens ? C'est là la question ; c'est là toute la question. Il y a

donc un problème : il y a deux poids, deux mesures [...]. On va étudier le cas d'Aboul Abbas, et l'espérer quand même que les autres parleront et étudieront le cas de ceux qui tuent les enfants palestiniens. »

« Vous dites avoir condamné officiellement Aboul Abbas... Mais j'ai cherché partout dans la presse, dans le Monde, bien sûr, et je n'ai pas trouvé la moindre condamnation. »

« Vingt-quatre heures après la réunion du comité exécutif vingt-quatre heures après l'opération dont vous parlez... »

« En mai 1990, c'est ça ? Il y a eu une condamnation ?... »

[Interruption de l'entretien sur demande de Yasser Arafat.]

« Après l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes, je vous ai dessiné mangeant avec Saddam Hussein. Il y a là l'ennemi du Koweït, et vous dites : « Encore un pleurnichard qui réclame la libération de son territoire occupé ! » Vous seriez pu

avec Deng Xiaoping, cela n'a pas arrangé l'image, que vous vouliez donner aux Palestiniens ou la cause que vous voulez défendre ? »

[Yasser Arafat montre son album de photos le représentant avec différents chefs d'État - le roi Fahd d'Arabie saoudite, l'émir de Bahreïn, le cheikht Zayed, Hassan II du Maroc, le président Chadli d'Algérie, le président Mubarak d'Égypte.]

« Donc, j'ai plein d'amis, j'ai été pris en photo avec tous les chefs d'État arabes ; les embrassades, les accolades, ça fait partie de nos traditions arabes. »

« C'est un peu embêtant, quand on voit sur des photos avec des dictateurs... »

« Alors, dans ce cas, je devrais interrompre mes relations avec la moitié du monde ! Est-ce que le président Mitterrand a rompu avec les dictateurs de par le monde ? Et M. Bush ? Est-ce qu'il a rompu avec certains dictateurs ? Ça concerne leur peuple. Tout le monde ne peut pas se prévaloir d'avoir la démocra-

tie, de vivre en démocratie, mais c'est l'affaire de leur peuple. »

« Les dirigeants du monde arabe vous ont laissé tomber plus d'une fois, ils vous ont mis en prison plus d'une fois. Là, je vous montre un vieux dessin qui date de 1978, au sommet de Riyad, avec un Saoudien, Sadate, Hafez El Assad. Vous êtes là sur un fauteuil un peu inconfortable. Vous ne pensez pas qu'ils auraient pu faire un petit effort pour vous aider davantage ? Vous pensez que c'est exagéré ou que c'est la réalité ? »

« Non, pas du tout. Vous n'avez dessiné sur le siège le plus important. C'est le siège sur lequel est inscrit le nom de la Terre sainte : Palestine. C'est le siège de la conscience du monde arabe, des musulmans, des chrétiens, des Arabes, et même des Juifs. Cette chaise, donc, n'est peut-être pas confortable physiquement parlant, mais, moralement et psychologiquement, c'est la chaise la plus importante [...]. Vous semblez oublier où nous nous trouvons actuellement : nous sommes à Tunis. Les Tunisiens nous ont ouvert leur cœur, avant de nous ouvrir leurs maisons pour y abriter les Palestiniens. »

[Yasser Arafat montrant le dessin de Shamir et du Grand Israël.]

« A Genève, mon frère, qui est le président du Croissant-Rouge palestinien, m'a parlé de ce dessin. »

« Et si Shamir vous disait un jour : « On va se rencontrer pour essayer de discuter », on pourrait imaginer une rencontre ? »

« Bien sûr que oui. Avec qui discute-t-on généralement ? Avec qui négocie-t-on ? Avec son ennemi. Avec les amis, on discute. Mais, avec les ennemis, on négocie. »

« Voici un dessin qui représente un Palestinien qui essaie de signer avec son stylo : le même stylo est utilisé par un

Israélien, et chacun aimerait bien signer, mais on dirait que... »

« C'est simple : on leur donnera deux stylos à la place d'un, parce que nous avons déjà signé à l'aide d'un stylo au nom du Conseil national palestinien. »

[Yasser Arafat signe la partie gauche du dessin.]

« Donc, la semaine prochaine je vais voir Shamir et je lui demande de signer le dessin. »

« Mais bien sûr, puisqu'on est d'accord que la solution, c'est l'existence de deux États. Une solution, à deux États. »

« Pourriez-vous me dessiner la carte de la Palestine telle que vous seriez prêt à la définir ? »

[Yasser Arafat, en dessinant.]

« Voilà la Palestine ! »

« Oui, mais montrez-moi Israël. »

« C'est la Palestine avant 1947. »

« Oui, mais alors, là, j'ai l'impression de reculer. Ça m'aiderait quand même si vous pouviez me dessiner des frontières un peu plus définies. »

« Vous n'avez pas été délégué par les Israéliens pour que je vous fasse un dessin, je suppose. Je ferai ce dessin à la fin, et avec beaucoup de précision, comme résultat des négociations. »

[Jean Plantu, en dessinant.]

« Pourrait-on imaginer une frontière et des drapillons de part et d'autre ? »

[Yasser Arafat, en continuant le dessin, colore le drapeau palestinien.]

« Et, avec le feutre bleu, pouvez-vous me dessiner le drapeau israélien que je verrais de l'autre côté de la frontière ? »

[Yasser Arafat dessine en bleu le drapeau israélien.]

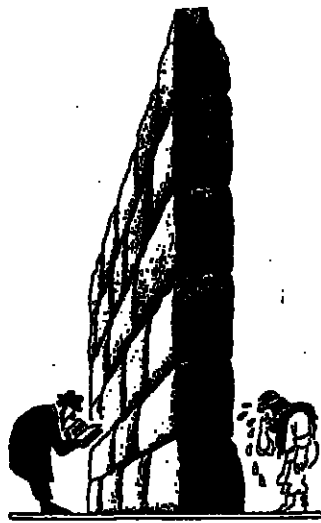
[Jean Plantu, montrant le dessin.]

« Et ça, on le vivra un jour ? »

« Si Shamir et l'administration israélienne décident de la paix, on atteindra cela. S'ils choisissent la paix, ça, c'est la solution. »

Propos recueillis par JEAN PLANTU

Les drapeaux palestinien et israélien dessinés par Yasser Arafat



Israélien, et chacun aimerait bien signer, mais on dirait que...

C'est simple : on leur donnera deux stylos à la place d'un, parce que nous avons déjà signé à l'aide d'un stylo au nom du Conseil national palestinien.

[Yasser Arafat signe la partie gauche du dessin.]

« Donc, la semaine prochaine je vais voir Shamir et je lui demande de signer le dessin. »

« Mais bien sûr, puisqu'on est d'accord que la solution, c'est l'existence de deux États. Une solution, à deux États. »

« Pourriez-vous me dessiner la carte de la Palestine telle que vous seriez prêt à la définir ? »

[Yasser Arafat, en dessinant.]

« Voilà la Palestine ! »

« Oui, mais montrez-moi Israël. »

« C'est la Palestine avant 1947. »

« Oui, mais alors, là, j'ai l'impression de reculer. Ça m'aiderait quand même si vous pouviez me dessiner des frontières un peu plus définies. »

« Vous n'avez pas été délégué par les Israéliens pour que je vous fasse un dessin, je suppose. Je ferai ce dessin à la fin, et avec beaucoup de précision, comme résultat des négociations. »

[Jean Plantu, en dessinant.]

« Pourrait-on imaginer une frontière et des drapillons de part et d'autre ? »

[Yasser Arafat, en continuant le dessin, colore le drapeau palestinien.]

« Et, avec le feutre bleu, pouvez-vous me dessiner le drapeau israélien que je verrais de l'autre côté de la frontière ? »

[Yasser Arafat dessine en bleu le drapeau israélien.]

[Jean Plantu, montrant le dessin.]

« Et ça, on le vivra un jour ? »

« Si Shamir et l'administration israélienne décident de la paix, on atteindra cela. S'ils choisissent la paix, ça, c'est la solution. »

Propos recueillis par JEAN PLANTU

Les drapeaux palestinien et israélien dessinés par Yasser Arafat

L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT

Cette étude fait le point des progrès réalisés par les pays de l'OCDE au cours des deux dernières décennies. Elle étudie les questions prioritaires des années 90 : problèmes mondiaux relatifs à l'atmosphère, air, eaux intérieures, milieu marin, sols, forêts, faune et flore sauvages, déchets solides et bruit. L'étude évalue essentiellement axée sur les relations entre l'état de l'environnement, la croissance économique et le changement structurel dans les pays de l'OCDE, son analyse s'inscrit dans le cadre d'une interdépendance écologique et économique mondiale et de la nécessité de parvenir à un développement durable.

Le supplément : Indicateurs de l'environnement - Une étude préliminaire de la performance en matière de protection de l'environnement dans les pays de l'OCDE.

(1991) ISBN 92-64-23442-X, 330 pages, F180 ... ex.

DONNÉES OCDE SUR L'ENVIRONNEMENT - COMPENDIUM 1991

Revue des statistiques sur la pollution et sur les ressources naturelles à des secteurs d'activité économique tels que l'énergie, les transports, l'industrie et l'agriculture. Propose une base de données actualisée destinée à accompagner l'étude précédente.

(1991) ISBN 92-64-03512-5, 320 pages, F235 ... ex.

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

Comment appliquer les instruments économiques. Présente des lignes directrices pour l'application pratique d'instruments économiques dans les domaines de la pollution atmosphérique, de la pollution de l'eau, des déchets, du bruit et à des secteurs qui ont des répercussions sur l'environnement - énergie, transports, agriculture et industrie.

(1991) ISBN 92-64-23568-X, 128 pages, F115 ... ex.

LUTTE CONTRE LE BRUIT DANS LES ANNÉES 1990

Analyse l'effet des politiques de lutte contre le bruit mises en œuvre dans six pays - Allemagne, Australie, France, Japon, Pays-Bas et Suisse - et formule des recommandations pour réduire efficacement cette forme insidieuse de pollution.

(1991) ISBN 92-64-23457-8, 138 pages, F100 ... ex.

Egalement disponibles

L'ÉTIQUETAGE ÉCOLOGIQUE DES PRODUITS DANS LES PAYS DE L'OCDE

(1991) ISBN 92-64-23538-8, 136 pages, F135 ... ex.

LES TRANSPORTS DE MARCHANDISES ET L'ENVIRONNEMENT

(1991) ISBN 92-821-2156-9, 180 pages, F120 ... ex.

ENVIRONNEMENT, ÉCOLE ET PÉDAGOGIE ACTIVE

(1991) ISBN 92-64-23569-8, 152 pages, F125 ... ex.

L'ENVIRONNEMENT URBAIN - Quelles politiques pour les années 1990 ?

(1990) ISBN 92-64-23435-7, 84 pages, F100 ... ex.

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE et supplément.

gratuits ... ex.

Publications en vente à la Librairie de l'OCDE, 33 rue Octave-Faurel,

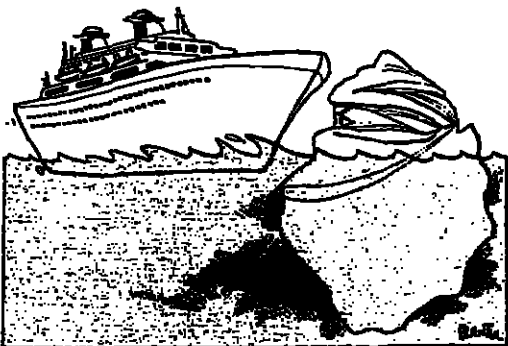
75016 Paris (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures) ou par cor-

respondance en envoyant cette annonce accompagnée de votre titre

de paiement au Service des publications.

OCDE

Organisation de Coopération et de Développement Économiques
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16



même pour les gens qui étaient sur la plage, qui ont failli être assassinés !

« N'oubliez pas que nous sommes des démocrates. Aboul Abbas a été élu pendant le Conseil national palestinien. Il a été élu, donc, ce qui signifie qu'il était élu par le peuple palestinien. Car ce conseil a lui-même élu Aboul Abbas au même titre que moi j'ai été élu. Pouvez-vous changer un député, un parlementaire français ou un ministre ? Ce sont des changements qu'on opère au niveau du parti, mais ceux qui sont élus ne peuvent être changés que par ceux qui les ont élus. »

« Donc, cela fait partie de vos projets. Mais vous auriez pu condamner cette tentative, parce que cela a fait capoter les négociations que vous aviez depuis 1988 avec les États-Unis. »

[Jean Plantu montre l'un de ses dessins.]

« La reconnaissance de l'État d'Israël avec la signature de Yasser Arafat. »

« Attendez ! »

« Là, je vous représente à une même table, vous êtes dos à dos, certes, mais c'est la même table ; il y a un début de dialogue, mais ce dialogue a été interrompu à cause de la non-condamnation de cette tentative d'attentat l'année passée. »

« Non, ce n'est pas juste. Ce n'est pas correct. Nous avons officiellement désavoué Aboul Abbas. Il a comparu devant le comité exécutif de l'OLP, et il s'est mis à la disposition du Conseil national palestinien pour décider de son sort. Est-ce que les États-Unis ont arrêté leur dialogue avec Israël, qui massacre quotidiennement les Palestiniens ? C'est là la question ; c'est là toute la question. Il y a

der de les libérer et de lui soumettre mon initiative, qui stipulait le retrait des forces irakiennes du Koweït. »

« Mais étiez-vous allé le voir en 1988, quand il avait gazé 5 000 Kurdes ? Étiez-vous allé le voir quand il rapportait d'Ariston International, sorti en 1988, dénonçant la torture des enfants et que, pour faire parler les enfants dans des cellules ? On les enfermait pour que les parents entendant les enfants crier, pour qu'ils puissent parler et servir le régime. »

« Parions franchement, voulez-vous ? A supposer que tout ce que vous dites soit vrai, Saddam Hussein est-il le seul dictateur dans le tiers-monde ? Est-il le seul dans le monde arabe ? Les Israéliens ont fait la même chose, si ce n'est pire, contre les Palestiniens. Et jamais on n'a envoyé 700 000 soldats ni une armée pour libérer et défendre le peuple palestinien et la Palestine. »

« Comme Français, comme Européen ou comme Occidental, on n'a pas pu ne pas être surpris et choqué par ce flirt qui existait entre vous et Saddam Hussein... »

« Ce n'est pas un flirt. Il y a toujours eu beaucoup de rapprochements avec d'autres chefs des États arabes. »

[Yasser Arafat demande qu'on lui apporte un album de photos qui le représentent avec certains chefs d'État arabes.]

« ...Ou avec Deng Xiaoping ? Là aussi, cela a été une photo qui a peut-être fait du tort à la cause des Palestiniens, parce que, au lendemain des 3 000 morts de la place Tiananmen, se retrouver comme ça

être plus solidaire avec quelqu'un qui avait perdu son territoire, justement ! »

« Je crois que cette caricature a été un peu dure à mon égard, un peu sévère. Vous auriez dû montrer combien de fois je suis allé à Bagdad, combien d'otages j'ai réussi à faire libérer, combien d'États, de pays dans le monde, du Brésil jusqu'au Japon, m'ont demandé d'intervenir personnellement, d'aller à Bagdad pour aider à la libération des otages. »

« Mon but, en tant que dessinateur, c'est de critiquer quand il y a des atteintes aux droits de l'homme, que ce soit l'invasion du Koweït... »

« Je suis d'accord avec vous, mais je n'ai jamais eu ce comportement-là ! »

[En montrant le dessin.]

« Vous auriez dû mettre ici, là, à côté, les otages, et vous auriez pu me montrer en train de lui deman-

der de les libérer et de lui soumettre mon initiative, qui stipulait le retrait des forces irakiennes du Koweït. »

« Mais étiez-vous allé le voir en 1988, quand il avait gazé 5 000 Kurdes ? Étiez-vous allé le voir quand il rapportait d'Ariston International, sorti en 1988, dénonçant la torture des enfants et que, pour faire parler les enfants dans des cellules ? On les enfermait pour que les parents entendant les enfants crier, pour qu'ils puissent parler et servir le régime. »

« Parions franchement, voulez-vous ? A supposer que tout ce que vous dites soit vrai, Saddam Hussein est-il le seul dictateur dans le tiers-monde ? Est-il le seul dans le monde arabe ? Les Israéliens ont fait la même chose, si ce n'est pire, contre les Palestiniens. Et jamais on n'a envoyé 700 000 soldats ni une armée pour libérer et défendre le peuple palestinien et la Palestine. »

« Comme Français, comme Européen ou comme Occidental, on n'a pas pu ne pas être surpris et choqué par ce flirt qui existait entre vous et Saddam Hussein... »

« Ce n'est pas un flirt. Il y a toujours eu beaucoup de rapprochements avec d'autres chefs des États arabes. »

[Yasser Arafat demande qu'on lui apporte un album de photos qui le représentent avec certains chefs d'État arabes.]

« ...Ou avec Deng Xiaoping ? Là aussi, cela a été une photo qui a peut-être fait du tort à la cause des Palestiniens, parce que, au lendemain des 3 000 morts de la place Tiananmen, se retrouver comme ça

être plus solidaire avec quelqu'un qui avait perdu son territoire, justement ! »

« Je crois que cette caricature a été un peu dure à mon égard, un peu sévère. Vous auriez dû montrer combien de fois je suis allé à Bagdad, combien d'otages j'ai réussi à faire libérer, combien d'États, de pays dans le monde, du Brésil jusqu'au Japon, m'ont demandé d'intervenir personnellement, d'aller à Bagdad pour aider à la libération des otages. »

« Mon but, en tant que dessinateur, c'est de critiquer quand il y a des atteintes aux droits de l'homme, que ce soit l'invasion du Koweït... »

« Je suis d'accord avec vous, mais je n'ai jamais eu ce comportement-là ! »

[En montrant le dessin.]

« Vous auriez dû mettre ici, là, à côté, les otages, et vous auriez pu me montrer en train de lui deman-

der de les libérer et de lui soumettre mon initiative, qui stipulait le retrait des forces irakiennes du Koweït. »

« Mais étiez-vous allé le voir en 1988, quand il avait gazé 5 000 Kurdes ? Étiez-vous allé le voir quand il rapportait d'Ariston International, sorti en 1988, dénonçant la torture des enfants et que, pour faire parler les enfants dans des cellules ? On les enfermait pour que les parents entendant les enfants crier, pour qu'ils puissent parler et servir le régime. »

« Parions franchement, voulez-vous ? A supposer que tout ce que vous dites soit vrai, Saddam Hussein est-il le seul dictateur dans le tiers-monde ? Est-il le seul dans le monde arabe ? Les Israéliens ont fait la même chose, si ce n'est pire, contre les Palestiniens. Et jamais on n'a envoyé 700 000 soldats ni une armée pour libérer et défendre le peuple palestinien et la Palestine. »

« Comme Français, comme Européen ou comme Occidental, on n'a pas pu ne pas être surpris et choqué par ce flirt qui existait entre vous et Saddam Hussein... »

« Ce n'est pas un flirt. Il y a toujours eu beaucoup de rapprochements avec d'autres chefs des États arabes. »

[Yasser Arafat demande qu'on lui apporte un album de photos qui le représentent avec certains chefs d'État arabes.]

</

YOUgoslavie : la guerre en Croatie

La mission de M. Cyrus Vance n'a pas interrompu les combats

De violents combats d'artillerie se sont déroulés, jeudi 5 décembre, sur plusieurs fronts de Croatie, alors que l'ambassadeur spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance, poursuivait sa mission en Yougoslavie pour juger de la possibilité d'envoyer des casques bleus dans le pays. Après avoir rencontré les présidents croate, M. Franjo Tudjman, et serbe, M. Slobodan Milosevic, ainsi que le ministre fédéral de la Défense, le général Veljko Kadijevic, M. Vance devait se rendre vendredi à Sarajevo pour y rencontrer M. Alija Izetbegovic, le président de Bosnie-Herzégovine, exposée à une extension de la guerre. Pour leur part, les États-Unis ont affirmé, jeudi, leur opposition à une reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie, soulignant qu'ils ne reconnaissent aucune modification des frontières intérieures ou extérieures de la Yougoslavie opérée par la force.

BELGRADE

de notre correspondant

« Je crois que j'ai accompli mon devoir. La Yougoslavie n'existe plus. » Ces deux phrases, prononcées jeudi 5 décembre devant le Parlement de Zagreb par M. Stipe Mesic alors qu'il annonçait sa démission de ses fonctions de président de la Yougoslavie, ont été chaleureusement accueillies par les députés croates. Le Parlement a ensuite approuvé à l'unanimité la démission de M. Mesic et a décidé de son effet rétroactif à compter du 8 octobre dernier, date à laquelle la Croatie s'est constituée en État indépendant, coupant tous ses liens avec la fédération yougoslave.

La faillite des institutions fédérales

Ce Croate de cinquante-sept ans, membre de l'Union démocratique croate (HDZ) au pouvoir à Zagreb et fervent défenseur de l'indépendance de la Croatie, était arrivé à la tête de l'État yougoslave en déclarant à plusieurs reprises qu'il serait « le dernier président de la Yougoslavie ». Ces déclarations avaient provoqué une vive réaction de la Serbie et de ses alliés (Kosovo, Voïvodine et Monténégro), retardant son élection de plus d'un mois - elle n'a pu avoir lieu que le 1^{er} juillet.

Les divergences entre les protagonistes yougoslaves, qui se sont ensuite accentuées avec la guerre en Croatie, n'ont pas permis à la plus haute instance de l'État de fonctionner. L'accélération de la désintégration de la Yougoslavie a entraîné celle des institutions fédérales.

À l'issue du moratoire de trois mois sur les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, le 8 octobre dernier,

M. Mesic avait annoncé qu'il démissionnerait. Il a néanmoins attendu presque deux mois pour quitter officiellement ses fonctions. Et c'est en tant que président yougoslave qu'il a participé, pendant cette période, à la conférence de paix de La Haye, même si sa démission officielle de jeudi est rétroactive et a pour date effective le 8 octobre.

« Un coup d'État militaire »

Dans son discours de jeudi devant le Parlement de Zagreb, M. Mesic a constaté que « l'armée yougoslave avait fait un coup d'État militaire dont l'instigateur était vraisemblablement le président serbe Slobodan Milosevic ». D'autre part, il a accusé le ministre fédéral de la Défense, le général Veljko Kadijevic, d'être « un criminel de guerre qui doit être poursuivi en justice en tant que tel, car c'est lui qui commande et mène cette guerre contre la Croatie ».

Ensuite, M. Mesic a affirmé que la présidence yougoslave, restreinte à la Serbie et au Monténégro, avait demandé, le 16 novembre dernier, à l'armée fédérale de lancer une offensive de grande envergure en Croatie pour renverser le régime de Zagreb. Le général Kadijevic, qui aurait refusé en raison de la « longueur du front » (quatre-vingts kilomètres), aurait alors proposé de progresser ville par ville.

Selon les informations dont dispose M. Mesic, l'armée s'appuie à conquérir Osijek, Vinkovci, Karlovac, Gospić et Zadar. « Ils n'ont pas renoncé à ce plan, précise M. Mesic, car c'est le long de cette ligne (allant de l'est de la Croatie à la côte adriatique) qu'ils veulent attendre les casques bleus... »

FLORENCE HARTMANN

A Belgrade

Des réservistes serbes dénoncent les atrocités commises dans des villages croates

Quelques deux cents réservistes serbes, en permission après avoir passé deux mois sur le front en Croatie, ont dénoncé les violences, jeudi 5 décembre à Belgrade, en demandant à être relevés, a rapporté jeudi le quotidien belgradois Borba. Une cinquantaine d'entre eux ont réussi à déjouer les barrières de la police militaire pour manifester devant le Parlement de Serbie tandis que les autres ont été dirigés sur une caserne belgradoise.

« On égorge et on pille »

« Nous ne retournerons jamais plus à Knin [sud-ouest de la Croatie], disaient-ils, nous désolerons », ont déclaré au journal les protestataires en soulignant qu'ils ne pouvaient « plus regarder comment on égorge et on pille ». Les réservistes, basés dans l'arrière-pays croates, se sont élevés contre les atrocités commises par les irréguliers

serbes qui « mènent leur guerre privée ». « Quand nous libérons un village croate, les troupes de Matic [chef de la police autonome serbe de Knin], les tchetniks [du nom des maquisards monarchistes serbes pendant la seconde guerre mondiale] et autres terroristes [serbes] arrivent derrière nous et pillent, violent, et même égorgent », selon les témoignages de ces réservistes dont les noms ne sont pas cités.

« Nous ne pouvons plus assumer la responsabilité morale de ces atrocités auxquelles nous n'avons pas participé et que nous avons essayé de prévenir », ont souligné les réservistes interrogés par le journal. Selon Borba, ils ont accueilli avec réserves les déclarations du général Ratko Mladic, commandant de la garnison fédérale de Knin, selon lesquelles les auteurs de ces actes avaient été arrêtés. - (AFP)

■ IRLANDE DU NORD : « Un attentat à la voiture piégée a fait 23 blessés. L'explosion d'une charge de plusieurs centaines de kilos d'explosifs, dissimulée dans une camionnette, a fait 23 blessés, mercredi 4 décembre, dans le centre de Belfast, en Irlande du Nord. Cet attentat, qui a provoqué d'importants dégâts matériels, a été revendiqué par l'Armée républicaine irlandaise (IRA). L'IRA avait prévu la police afin de faire évacuer la zone. - (AFP)

■ LETTONIE : la Russie suspend ses livraisons de pétrole et de gaz. La principale région de Russie à produire du gaz et du pétrole, la province de Tioumen, a suspendu, depuis dimanche 1^{er} décembre, toutes ses livraisons à la République baltique de Lettonie. Les autorités de Tioumen espèrent ainsi contraindre Riga à relâcher un commandant des « bécots noirs », Sergueï Parfenov, détenu dans une prison lettone, a révélé jeudi la Komzomolskaïa Pravda. l'organe des jeunes communistes. - (AFP, AP)

POLOGNE : plus d'un mois après les élections

Le Parlement se prononce sur la nomination de M. Olszewski au poste de premier ministre

Le Parlement polonais devait se prononcer, vendredi 6 décembre, sur la nomination au poste de premier ministre de M. Jan Olszewski qui avait été désigné la veille par le président Walesa pour former un nouveau gouvernement, plus d'un mois après les élections législatives du 27 octobre qui n'ont pas permis de désigner une majorité (nos dernières éditions du 6 décembre). Le chef de l'État a toutefois émis des doutes sur l'aptitude de M. Olszewski à mener une politique économique cohérente. Il a estimé que M. Olszewski et la coalition de cinq partis de centre droit qui le soutient ne sont pas prêts à diriger le pays. « Ce premier ministre va probablement accepter le programme du gouvernement sortant et se contenter de le corriger ici et là », a souligné M. Walesa.

Le président polonais s'est opposé pendant plus d'un mois à la nomination de M. Jan Olszewski, faisant valoir que cet ancien avocat de Solidarité ne garantissait pas la poursuite des réformes économiques sévères, engagées depuis le début 1990. Il lui préférait le chef de gouvernement sortant, le libéral Jan Krzysztof Bielecki dont le Parlement a accepté la démission jeudi.

Hormis l'investiture du futur premier ministre, la Diète devait également examiner, vendredi, une réforme constitutionnelle, présentée par M. Walesa, visant à renforcer le rôle du président. « Sans

pouvoirs spéciaux, a indiqué le chef de l'État, il ne sera pas possible d'accélérer les réformes, surtout dans le domaine économique. » Ce projet prévoit la possibilité pour l'exécutif de gouverner par décrets et de nommer l'ensemble du gouvernement. La coalition des cinq partis de centre droit qui soutient M. Olszewski, est partagée sur cette initiative. Elle est favorable à un renforcement des pouvoirs de l'exécutif mais critique l'orientation présidentielle du régime. M. Walesa s'en est défendu en déclarant que « le président ouvrier ne recherche ni la gloire ni le pouvoir pour lui-même ». - (AFP, Reuters)

Un avocat catholique et modéré

M. Jan Olszewski vient d'être chargé d'une mission que l'on pourrait aisément qualifier d'historique : celle de former le premier gouvernement issu des premières élections législatives entièrement démocratiques depuis plus de quarante ans en Pologne. Mais, à l'image du personnage, c'est avec circonspection que cet avocat de soixante et un ans a accueilli sa désignation au poste de premier ministre.

« Ma tâche sera très dure », s'est-il borné à déclarer. Et M. Olszewski parle en connaissance de cause. D'abord, il sait qu'il n'est pas le favori du président Walesa, qui avait préféré reconduire son premier ministre sortant, le libéral Jan Krzysztof Bielecki. Ensuite, M. Olszewski connaît bien la personnalité du chef de l'État avec lequel il a travaillé dès la création de Solidarité. Mais surtout, ce n'est pas la première fois que cet opposant de longue date au régime communiste est chargé de mettre en

place une équipe gouvernementale. Avant même son élection à la présidence de la République en décembre 1990, M. Walesa lui avait demandé d'engager des consultations sur la composition d'un nouveau cabinet. Mais la tentative fut de courte durée. M. Olszewski a jeté l'éponge au bout de quinze jours, non pas tant en raison de son opposition à la politique d'austérité de l'ancien ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz, mais principalement à cause de l'attitude de M. Walesa, qui cherchait à limiter sa marge de manœuvre dans le choix des futurs ministres.

Mais, à l'époque, la désignation de M. Olszewski avait été favorablement accueillie par la classe politique, y compris parmi les partisans de l'ancien premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki. Aujourd'hui encore, son assise dépasse largement les clivages strictement partisans, même si M. Olszewski n'est officiellement soutenu que par une coalition de

cinq partis de centre-droite. Catholique modéré, M. Jan Olszewski est né en 1930 à Varsovie dans une famille de cheminots. Influencé dans sa jeunesse par la gauche démocratique, il adhère d'abord au Parti socialiste polonais et collabore, à partir de l'année charnière de 1956, au prestigieux hebdomadaire *Po Prostu*, qui a joué un rôle important dans la désatmosphère du pays. Après la fermeture du journal, il est interdit de plume et entame en 1959 une carrière d'avocat.

Il se distingue par la suite en soutenant de nombreux opposants politiques, dont Jacek Kuron et Adam Michnik. Il retrouve ceux qu'il a défendus en 1976 lors de la création du KOR, le Comité de défense des ouvriers, qui passe pour l'ancêtre de Solidarité. Pendant les grandes grèves sur le littoral de la Baltique, Jan Olszewski rejoint Lech Walesa et participe à la rédaction des premiers statuts du syndicat indépendant. Il joue de nouveau

un rôle discret mais efficace au cours des négociations de la table ronde entre les communistes et Solidarnosc en 1989.

Lorsque la famille Solidarité éclate, Jan Olszewski rejoint l'alignement du centre, l'aile droite du syndicat qui a été l'artisan de la victoire présidentielle de Lech Walesa. Le discours de M. Olszewski s'est radicalisé depuis un an et il prône aujourd'hui une purge contre les « apparatchiks » de l'ancien régime. Mais, au-delà des déclarations d'intention, sur ce thème comme sur celui du rejet de la politique économique du gouvernement précédent, M. Olszewski devra sûrement composer. D'autant que le Fonds monétaire international (FMI) s'impatiente et a déjà gelé l'accroissement de crédits à la Pologne en attendant de connaître les orientations de la nouvelle équipe au pouvoir. La tâche de M. Olszewski s'annonce délicate.

Y.-M. R.

ALBANIE : alors que la crise s'aggrave

La veuve d'Enver Hodja a été arrêtée pour corruption

M^{me} Nedjmiye Hodja, la veuve du fondateur de l'Albanie socialiste, Enver Hodja, a été arrêtée, mercredi 4 décembre, à Tirana et accusée d'abus de pouvoir et de corruption. M. Rila Marko, ancien membre du bureau politique du Parti du travail (communiste) et ancien vice-premier ministre, ainsi que M. Djemal Dymylis, ancien chef du Parti du travail du district de Shkoder, ont aussi été incarcérés.

En juin dernier, M^{me} Nedjmiye Hodja, âgée de soixante et onze ans, avait démenti disposer d'une « fortune fabuleuse » déposée dans des banques à l'étranger, comme le laissait entendre l'opposition. Restée fidèle jusqu'au bout à l'héritage idéologique de son époux, M^{me} Hodja a continué à défendre sa mémoire après la transformation, en juin dernier du Parti du travail en Parti socialiste, auquel elle a refusé d'adhérer. Ancienne dirigeante de l'Institut des études marxistes-léninistes, elle occupait depuis quelques mois un simple appartement dans la capitale.

La « bête noire » de l'opposition

Les deux enfants du couple Hodja pourraient être bientôt arrêtés à leur tour. Sokol, le fils aîné, est directeur général des PTT et ne fait pas l'objet de critiques particulières au sein de l'opposition, contrairement à son épouse Liljana, vice-directrice de l'agence de presse ATA, accusée d'avoir des goûts de luxe. Le deuxième fils, Ilir, dirigerait un institut de recherches militaires à Tirana.

L'arrestation de celle qui reste la bête noire de l'opposition n'a pas été suffisante pour faire revenir le Parti démocratique, principale formation de l'opposition, sur sa décision de quitter le gouvernement. Les ministres de ce parti ont ainsi remis leur démission jeudi, après que le président du parti, le dr Sali

Berisha, a annoncé, mercredi, son intention de rompre l'accord passé avec le Parti socialiste (ex-communiste). Il reprochait principalement aux autorités de freiner l'application des réformes économiques et de soustraire à la justice les anciens dirigeants accusés de corruption.

Cette décision de quitter la coalition n'a toutefois pas fait l'unanimité au sein du Parti démocratique. Ainsi, M. Gramoz Pashko, vice-premier ministre, a déclaré à Londres : « Ce n'est pas le moment de démissionner. Il nous faut un gouvernement qui dure jusqu'à des élections pour nous permettre de traverser cette crise politique. » Il a ajouté qu'il s'efforcerait de faire revenir les dirigeants de son parti sur leur décision mais qu'il suivrait en tout état de cause leurs consignes.

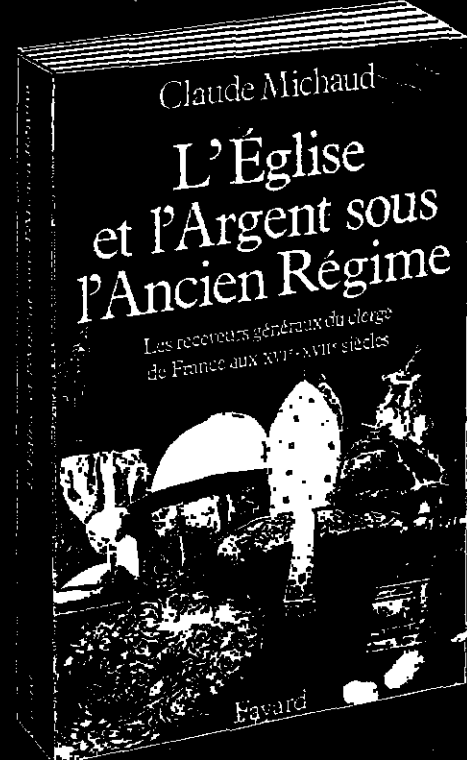
Les trois ministres d'une autre formation d'opposition, le Parti républicain, avaient été limogés la semaine dernière pour avoir critiqué ouvertement la politique économique du gouvernement.

Une situation économique désastreuse

Le président Ramiz Alia a exhorté, jeudi, les membres de la coalition à préserver la cohésion gouvernementale. « La situation créée dans le pays est la plus grave que nous ayons jamais connue », a-t-il notamment déclaré. Le président de la République a annoncé qu'il fixerait avant le 20 décembre la date des prochaines élections générales, qui devraient avoir lieu avant le printemps. Les premières législatives libres, en mars 1991, avaient été remportées par le Parti socialiste qui dispose d'une majorité des deux tiers au Parlement.

Cette crise politique ne pourra qu'aggraver une situation économique désastreuse. Pays le plus pauvre d'Europe, victime d'une politique d'isolementisme suicidaire, l'Albanie ne parvient toujours pas à faire redémarrer une économie moribonde. - (AFP, Reuters, AP)

LES FINANCIERS DE L'ÉGLISE ROYALE



C'est le système fisco-financier sur lequel l'État monarchique a construit sa puissance qui va finir par le dévorer... Même l'Eglise, exemptée d'impôts mais soumise au « don gratuit », comme nous le rappelle salubrement Claude Michaud, au moment où les historiens s'évaluent trop facilement sur les ailes de la métaphysique, se fait banquier et participe sans vergogne au sabbat des financiers.

André Burguière, Le Nouvel Observateur

Une grande thèse d'État, savante et écrite... De l'Eglise, il est peu question, mais de l'appareil financier de la monarchie administrative et des hommes et des alliances en sa circonstance, car Claude Michaud est un historien, un vrai et son livre attachant même pour le non-spécialiste qui y prendra plaisir.

Pierre Chénou, Le Figaro

L'Histoire
chez
FAYARD

EUROPÉEN DE MAASTRICHT

Un entretien avec M. Gianni De Michelis

La désintégration de l'Europe de l'Est menacerait l'intégration européenne
nous déclare le ministre italien des affaires étrangères



ROME

de nos envoyés spéciaux
« A la veille du conseil européen de Maastricht, quel est votre pronostic ? »

« Qu'il y aura finalement accord, même si tous les problèmes ne sont pas encore réglés. Sur pratiquement tous les sujets en suspens, on peut voir les compromis qui seront acceptés, même s'ils ne sont pas encore formellement conclus. La bataille la plus difficile qui soit en cours concerne la question du vote à la majorité pour les questions sociales. Ce sera difficile de faire accepter un tel approfondissement communautaire aux conservateurs. »

« Pour le reste, j'estime qu'il s'agit de bons compromis, équilibrés, même s'ils ne donnent pas entière satisfaction aux fédéralistes, qui auraient voulu une plus grande accélération du processus d'intégration. En deux ans, nous avons cependant fait un grand pas en avant, bien des positions ont été conquises du point de vue de l'intégration. Je ne suis pas d'accord avec Jacques Delors - mais c'est son rôle de président de la commission - lorsqu'il regrette que l'union politique n'ait pas d'identité juridique : on ne peut pas passer sans stade intermédiaire de la coopération intergouvernementale à l'intégration politique. »

« Pensez-vous qu'après Maastricht on assiste à un changement qualitatif de l'équilibre d'une politique étrangère commune ? »

« Oui, Jacques Delors aurait voulu qu'on puisse avoir recours au vote majoritaire pour toutes les questions relevant de ce qu'on a appelé les actions communes. Le compromis final ne retiendra sans doute pas cette condition. Mais comment éviter de telles pu-

deuses, à ce stade ? Il n'empêche : si le principe des actions communes avait été adopté plus tôt, M. Thatcher n'aurait pas pu lever, un an avant la Communauté, les sanctions contre l'Afrique du Sud. Et, dans le cas de la Yougoslavie, l'hypothèse d'une reconnaissance des indépendances dans le désordre se poserait pas. »

« Mais une telle évolution demande du temps, tout comme dans le domaine monétaire. Peut-être faudra-t-il encore vingt ou vingt-cinq ans pour arriver à une union politique totale ! »

« L'existence de la force française de dissuasion est-elle un obstacle à une défense commune ? Estimez-vous le concept de dissuasion dépassé en Europe ? »

« Oui, et il faudra bien un jour prochain discuter de ces problèmes si nous voulons avancer vers une défense européenne, et même s'ils posent d'une certaine manière le problème du statut particulier et du prestige de la France. Cela arrivera. En même temps, il ne faut pas grossir artificiellement les différences d'approche entre des pays comme la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Italie, qui ne veulent pas affaiblir l'Alliance atlantique et les liens transatlantiques et des pays comme l'Allemagne, la France et l'Espagne qui voudraient une identité européenne de défense plus marquée. »

« On l'a bien vu, lors du dernier sommet de l'OTAN à Rome : personne ne veut affaiblir l'Alliance et lui enlever sa dimension politique. Une semaine après Maastricht, l'OTAN va se réunir avec les pays d'Europe orientale et centrale : personne ne prétend plus que cette coopération va freiner la construction européenne. Il ne faut pas voir de contradiction entre l'OTAN et

la construction européenne mais une complémentarité qui va se transformer en convergence. »

« Quelle est la position de l'Italie à propos de la reconnaissance de l'Ukraine ? »

« Nous envoyons un ambassadeur à Kiev lundi prochain. Nous allons en parler entre ministres des affaires étrangères européens le 16 décembre. Il faudrait aussi que l'OTAN s'occupe des questions de



sécurité. Mais, pour nous, l'URSS n'existe plus. Peut-être que quelque chose d'autre existera un jour, mais nous sommes de toute façon favorables à une reconnaissance totale et complète de l'Ukraine, qui est d'ailleurs déjà membre des Nations unies. Cela ne doit pas empêcher les Européens non pas de négocier cette reconnaissance, mais de discuter avec les dirigeants ukrainiens de toute une série de questions comme la protection des minorités, le maintien des frontières existantes et le sort de l'armement nucléaire stationné en Ukraine. »

« Que doit devenir, selon vous, le siège de membre per-

manent du Conseil de sécurité de l'URSS ? »

« C'est une question très difficile à laquelle je vois trois réponses. Soit les Républiques soviétiques arrivent à maintenir quelque chose de cohérent, qui leur permet de conserver le siège, soit le siège passe à la Russie, soit il disparaît purement et simplement. »

« Une proposition dépassée »

« Etes-vous favorable à la proposition de M. Mitterrand visant à réunir une conférence des quatre puissances disposant d'armes nucléaires en Europe, pour traiter de l'avenir des armes nucléaires soviétiques ? »

« C'est une proposition déjà dépassée ne serait-ce que parce qu'on ne sait plus qui pourrait parler au nom de l'Union soviétique. Si les armes stratégiques soviétiques sont toujours contrôlées par un « centre » de plus en plus faible, il n'en va pas de même pour les armes tactiques. Nous pensons d'autre part que ce grave problème concerne l'OTAN. Nous n'avons pas d'armes nucléaires et nous n'en voulons pas, mais nous voulons être associés aux décisions politiques de l'Alliance à laquelle nous appartenons. »

« Cela dit, et pour des raisons tout aussi techniques que politiques, la question de la décomposition de l'URSS repose sur les épaules des Occidentaux. L'Europe est le théâtre où il va falloir choisir entre deux tendances mondiales, l'intégration et la désintégration. La première tendance se manifeste à l'Ouest du continent ; la seconde à l'Est. C'est à nous, Européens de l'Ouest, à nous montrer assez forts et sages pour transmettre ce mouvement vers l'intégration à l'autre partie de l'Europe. Faute de quoi

non seulement l'Est glisserait vers la désintégration, mais il pourrait bien nous entraîner avec lui. »

« Est-ce que cela n'a pas déjà commencé ? »

« Si, et le mécanisme est clair : émigration, peur de l'émigration, réveil des pires réflexes nationalistes. On commence à le voir partout en Europe occidentale, en France, en Suède, en Belgique, en Autriche, en Allemagne, en Italie. Encore que le cas italien soit tout à fait spécifique : il y a bien une raison européenne à notre malaise, qui se traduit, par exemple, dans les succès électoraux de la Ligue lombarde, mais il ne faut pas oublier également que l'Italie est le seul pays occidental où, pendant plus de quarante ans, le Parti communiste a contrôlé un tiers des suffrages, où un tiers des électeurs appartenaient, d'une certaine manière, au bloc de l'Est. La fin de ce phénomène explique en partie la confusion politique et sociale que nous connaissons aujourd'hui. »

« C'est pour toutes ces raisons que le message qu'enverra la réunion de Maastricht pourrait être très important, décisif même, s'il devait être négatif. »

« Nous n'avons pas le choix »

« Les appels en faveur de l'Europe n'ont jamais été très mobilisateurs... »

« Il faut attendre l'après Maastricht. Le seul pays où il y ait eu débat, pour des raisons bien précises, c'est la Grande-Bretagne. Mais des pays comme la France et l'Italie n'échapperont pas au débat après Maastricht, ne serait-ce que parce que leur vie politique nationale va être affectée par les décisions. La fin de la menace communiste - qui était malgré tout stabilisatrice - va d'autre part

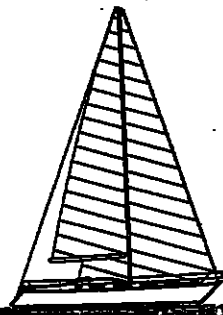
accentuer le malaise psychologique et historique de nos sociétés. Un malaise qui n'a d'ailleurs pas de raisons objectives. Il n'en demeure pas moins que nous n'avons pas d'autre solution que de prendre en charge ces pays de l'Est, sinon nous serons submergés par leurs problèmes, leur chômage, d'éventuels fascismes, leur échec économique. Nous n'avons pas le choix. »

« La crise yougoslave tendra-t-elle une grande place à Maastricht ? »

« En principe non, car nous sommes dans l'attente de la décision de l'ONU et de la reprise de la conférence de La Haye. Nous en parlerons à Douze au niveau ministériel, le 16 décembre. A cette occasion et si aucun progrès n'a été enregistré, nous proposerons la reconnaissance avant la fin de l'année non seulement de la Slovaquie et de la Croatie mais aussi de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine. Je peux comprendre les pruden-ces françaises, mais on ne peut plus attendre indéfiniment. La Slovénie ne peut pas vivre économiquement sans reconnaissance. Et pourquoi reconnaitrions-nous l'Ukraine et pas la Croatie ? »

« Il faut enfin prendre de vitesse les extrémistes minoritaires croates et serbes qui cherchent à tout faire décaler. C'est un miracle que la Bosnie n'ait pas encore explosé, et cela prouve qu'une majorité de Yougoslaves ne sont pas favorables à la guerre. Mais il faut éviter que la crise, par les biais du Kosovo et des musulmans yougoslaves, ne contamine le sud du continent, à commencer par l'Albanie où les communistes pourraient bien être tentés par l'ultranationalisme. »

Propos recueillis
par JACQUES AMALRIC
et MARIE-CLAUDE DECAMPS



Larguez tout, sauf le superflu

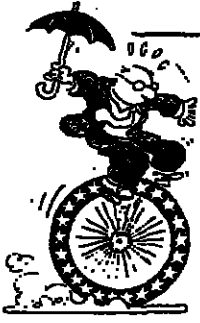
Sur le bleu profond des Caraïbes, votre disque laser favori accompagne le bruit de l'eau... Votre hôtesse souriante dense pris au téléphone un cocktail tropical bien frais... Marin chevronné, votre skipper met le cap sur Tobago Cay... Splendeur intarable, magie des îles. Moments rares, plaisirs raffinés... En voilier quatre étoiles ou en motor-yacht de rêve, vous voguez sereinement d'un paradis à l'autre. A bord règnent l'espace, le confort absolu, et la très haute technologie. Sur la puppe de nos bateaux, salle de bains individuelle, télé, mini vidéo, fax... A votre disposition, tout ce qu'il faut pour profiter pleinement de la plus belle mer du monde... Parce que la devise de JET SEA est que rien ne vous manque pour jouir des jours sans pareil. Rien, surtout pas le superflu.

Jet Sea location de bateaux : le meilleur des Caraïbes



Jet Sea Paris
6, avenue Franklin D. Roosevelt 75008 Paris - Tél. (33) 1 42 56 60 60
Jet Sea Nice
Immeuble Le Neptune - 8, quai des Docks 06300 Nice - Tél. (33) 93 56 54 52
Jet Sea Pointe-à-Pitre Jet Sea U.S.A. INC.

POINT/L'UNION POLITIQUE EUROPÉENNE



Maastricht malgré les réticences britanniques

Le nouveau traité offrira à la CEE la possibilité d'intervenir dans des domaines beaucoup plus variés que ceux prévus par le traité de Rome, en dépassant le cadre habituel de l'activité économique, mais en respectant le principe de subsidiarité, en vertu duquel il n'y a action au niveau de la Communauté que s'il en résulte un « plus » par rapport à ce qui pourrait être entrepris au niveau des États membres.

Depuis l'Acte unique de 1986, l'environnement, la politique sociale, celle de la recherche relative à la compétence de la CEE, mais avec des moyens d'intervention juridiques limités. Il s'agit de les accroître, en particulier en élargissant les cas où les décisions pourront être prises à la majorité qualifiée au lieu de l'actuelle — et très paralysante — unanimité.

• La politique sociale

Le projet mis sur la table dans ce sens par la présidence néerlandaise, d'élargir une majorité de suffrages, se heurte aussi à de vives oppositions. C'est vrai en particulier en ce qui concerne la politique sociale que les Britanniques ne veulent absolument pas voir réglementée au niveau européen. Le projet néerlandais, pourtant, est prudent, ne proposant le passage au vote majoritaire que dans un nombre limité de domaines, dont les conditions de travail, l'information et la consultation des salariés, l'égalité de traitement entre hommes et femmes.

Même s'il ne s'agit que d'adopter des « prescriptions minimales applicables progressivement », les Britanniques, qui se méfient d'une interprétation extensive de tels textes par la Commission, ne veulent rien savoir. La majorité des autres États membres, au premier rang desquels la France, estiment au contraire qu'il est politiquement impossible de laisser sans suite concrète la charte européenne des droits sociaux fondamentaux, adoptée voici quelques années. Sur ce ter-

rain hautement symbolique, le compromis, à Maastricht, sera difficile à trouver.

• L'environnement

L'Espagne, qui ne souhaite pas voir émerger une réglementation sociale communautaire trop ambitieuse (ce qui porterait atteinte à la compétitivité de ses entreprises), considère également avec méfiance le développement trop rapide d'une législation européenne de l'environnement. C'est vrai aussi de la Grèce et de l'Irlande. Ces pays ne veulent pas être embarqués contre leur gré dans une politique de défense de la nature et de la qualité de vie trop coûteuse pour leurs moyens, du moins tant qu'ils n'auront pas la garantie qu'une partie très significative des dépenses sera prise en charge par la CEE.

• La recherche

La politique commune de la recherche, qui peut constituer un apport précieux, notamment pour favoriser la modernisation de l'appareil de production, a été jusqu'ici handicapée par des procédures très lourdes de décision. Le nouveau traité élargira les missions de la recherche communautaire, et surtout devrait simplifier ses procédures. La dernière version présentée par la présidence néerlandaise prévoit ainsi que le programme-cadre pluriannuel, qui constitue l'armature de cette politique commune, sera dorénavant adopté à la majorité qualifiée, de même que les programmes spécifiques qui le composent.

Les chefs d'État et de gouvernement des Douze, ainsi que le président de la Commission européenne, se retrouvent les 9 et 10 décembre à Maastricht, aux Pays-Bas, pour essayer d'adopter le nouveau traité qui servira de base juridique à l'activité de la Communauté au cours des années à venir. Deux textes, qui devraient ensuite être rassemblés en un seul traité, sont sur la table : l'un, pratiquement « boudé », vise à instaurer une union économique et monétaire (UEM). Le second, plus controversé, jette les bases d'une union politique.

Il est le fruit d'une initiative lancée en commun par MM. François Mitterrand et Helmut Kohl en avril 1990. Cette démarche, d'abord bien accueillie, s'est vite heurtée à une double réticence : le refus du Royaume-Uni d'envisager une politique étrangère et de sécurité commune impliquant des transferts de souveraineté, et les réserves des

Etats-Unis à l'égard du concept de défense européenne. Les Britanniques n'ont guère trouvé d'alliés dans leur campagne contre la politique étrangère commune. Mais plusieurs pays membres se sont montrés sensibles à certains de leurs arguments ou ont voulu leur faciliter la tâche pour éviter de les laisser au bord du chemin.

L'effort que les Douze sont prêts à accomplir pour démocratiser le fonctionnement de la CEE sera relativement limité, en deçà de ce que souhaitent l'Allemagne, l'Italie ou les pays du Benelux. Le Royaume-Uni bloque une avancée significative de la CEE sur le plan de la politique sociale. Cependant l'union politique devrait se traduire par une extension importante des compétences de la Communauté, complétant ainsi l'Acte unique, avec une généralisation du vote majoritaire.

Compétences plus étendues pour la CEE

• L'industrie

Le nouveau traité prévoit, par ailleurs, d'attribuer des compétences tout à fait nouvelles à la CEE. C'est vrai notamment en matière de politique industrielle. Les Français insistent pour que la CEE se dote enfin des moyens appropriés pour soutenir ses entreprises lorsque nécessaire. « Pas plus, pas moins que ne le font les Japonais ou les Américains », expliquent-ils.

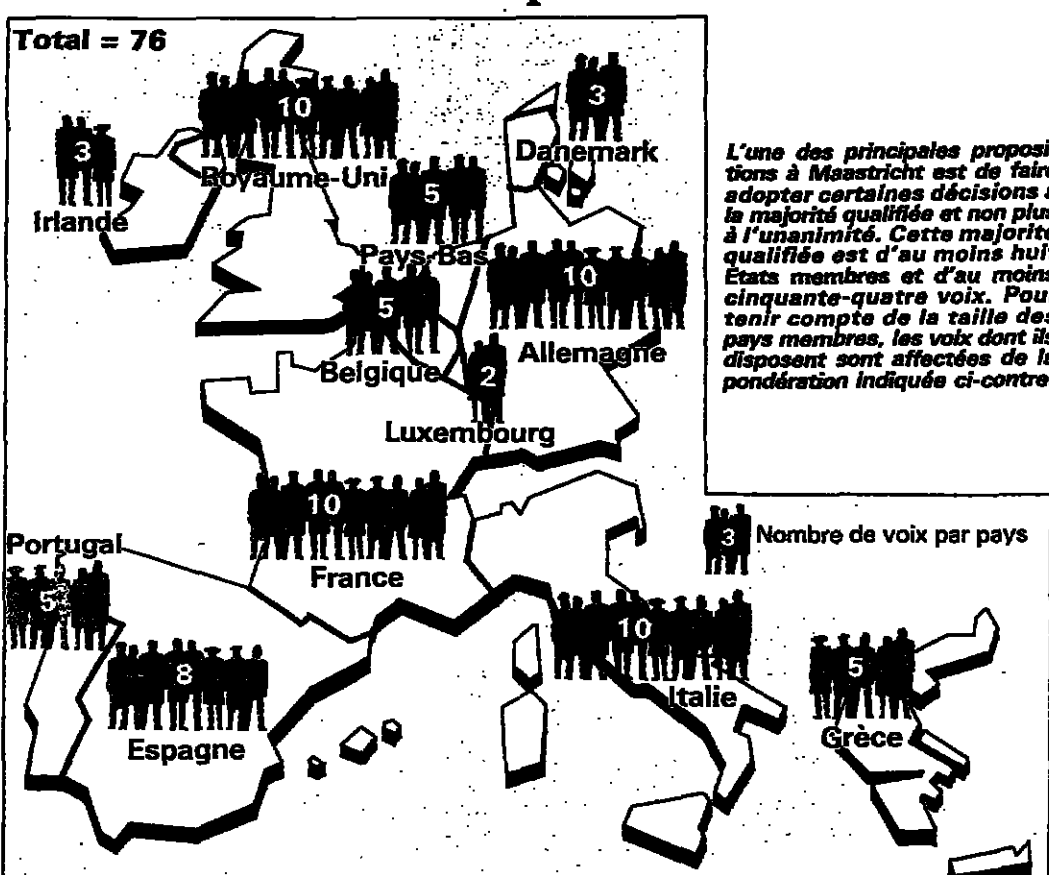
L'affaire n'est pas jouée car les pays libéraux, tels l'Allemagne ou le Royaume-Uni, regardent d'un mauvais œil ce type d'intervention. Cependant le projet de traité envisage la possibilité de mesures spécifiques, c'est-à-dire sectorielles, qui seraient adoptées à la majorité qualifiée.

La compétitivité des entreprises implique l'existence d'infrastructures satisfaisantes. Les Douze entendent consacrer un titre du traité à la mise en place de « réseaux trans-européens dans les secteurs des infrastructures de transport, des télécommunications et de l'énergie ». Ces réseaux, aux qualités intégrantes supposées élevées, sont donc promus au rang de politique nouvelle.

• La culture et la santé

La Communauté, dont l'action en matière d'éducation, de formation professionnelle, de jeunesse devrait prendre de l'ampleur, se verra attribuer des compétences nouvelles dans les domaines de la culture et de la santé. Il ne s'agit certainement pas là pour elle de se substituer aux politiques nationales, mais d'être dotée de la base juridique pour mener à bien des programmes, par exemple de prévention, de recherche ou d'éducation, en matière de santé ; d'encourager à la mobilité, à la coopération, à l'échange d'informations, dans le secteur de l'éducation.

Une autre mécanique institutionnelle



L'une des principales propositions à Maastricht est de faire adopter certaines décisions à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité. Cette majorité qualifiée est d'au moins huit États membres et d'au moins cinquante-quatre voix. Pour tenir compte de la taille des pays membres, les voix dont ils disposent sont affectées de la pondération indiquée ci-contre.

Les institutions vont être concernées par une double modification affectant leur champ de compétence, qui devrait être élargi, et les rapports qu'entretenaient les trois pôles que sont le conseil des ministres, la Commission et le Parlement européen. La mécanique communautaire devrait, théoriquement, gagner en démocratie mais pas forcément en clarté.

Le conseil (des ministres). C'est la principale instance décisionnelle, l'autorité suprême étant le conseil européen (les chefs d'État et de gouvernement). La présidence tournante est assurée pendant six mois par cha-

cun des États membres (actuellement les Pays-Bas). C'est le conseil des ministres qui arrête les actes juridiques que sont les règlements, les directives et les décisions européennes. Dans la grande majorité des domaines communautaires, le conseil se prononce à la majorité qualifiée, l'unanimité ne joue que pour les domaines majeurs (modification des traités, adhésion d'un nouvel État, etc.).

Si le traité de Maastricht est signé, le conseil devrait voir sa sphère de compétence croître, du fait de l'extension des compétences commun-

taires : industrie, social, recherche et développement technologique, réseaux trans-européens, environnement. Dans le domaine nouveau de la politique étrangère (domaine intergouvernemental), le projet de traité propose la règle de l'unanimité pour les décisions de principe (un sujet particulier entre alors dans le champ commun), mais les mesures concrètes d'application pourraient se faire à la majorité qualifiée des deux tiers. Une perspective que les Britanniques récusent en se prononçant pour l'unanimité à tous les niveaux.

La Commission. Sa légitimité devrait être renforcée. Elle devrait être, en effet, soumise à un vote d'investiture du Parlement. D'autre part, le nombre des commissaires devrait être réduit, passant de dix-sept à douze (un par pays). M. Delors souhaite, pour sa part, que cinq commissaires adjoints, choisis parmi les parlementaires européens, viennent renforcer la Commission en élargissant son caractère collégial. Cette dernière proposition ne fait pas l'unanimité.

Le Parlement européen. L'Assemblée de Strasbourg (518 membres), qui pouvait seulement renverser la Commission par un vote de défiance, aura donc la possibilité de l'investir de sa confiance. Le nombre des élus devrait augmenter, l'Allemagne réunifiée voyant ses rangs rejoins par dix-huit nouveaux membres. Mais plusieurs pays, dont la France, souhaitent que tous les autres pays voient leur « contingent » réévalué de façon à ne pas laisser l'Allemagne en position numériquement dominante.

D'autre part, l'Acte unique (1987) avait renforcé les pouvoirs du Parlement en créant la procédure de coopération, alors qu'elle ne bénéficiait, jusqu'alors, que d'un pouvoir de consultation dans le processus législatif. Le conseil conservait toutefois le pouvoir de décider en dernier ressort. Le Parlement franchira une nouvelle étape avec un pouvoir de codécision dans quatre domaines : la recherche, l'environnement, le marché intérieur et la consommation.

Il devrait également disposer d'un droit de veto qui ne jouera plus seulement pour les adhésions des nouveaux membres et les accords d'association mais également pour tous les accords internationaux importants et la procédure électorale.

Ce dossier a été établi par Philippe Lemaître, Pierre Servat et Claire Tréan.

Une politique étrangère commune mais pas unique

La politique étrangère est le point fort du projet d'union politique. L'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est, la crise du Golfe, puis celle de la Yougoslavie, ont mis en évidence la nécessité de doter la Communauté des moyens d'agir plus efficacement sur la scène internationale. Ce sont la France et l'Allemagne qui ont pris les initiatives en ce domaine.

Il s'agit de développer une politique étrangère commune, pas unique. C'est-à-dire que chaque pays conserve évidemment sa politique propre en direction de telle ou telle région du monde avec laquelle il a des relations spécifiques. Une liste des domaines prioritaires de la politique commune devrait figurer dans le traité. Elle est pour l'instant limitée mais pourrait être revue en 1996.

Il existe déjà une politique étrangère commune, la « coopération politique », en vertu de laquelle

l'Europe des Douze prend des positions, dépêche sa « troïka », décide d'actions communes. L'innovation majeure est la proposition d'introduire une procédure de décision à la majorité qualifiée, l'idée étant que l'unanimité actuellement de règle est un facteur de blocage ou d'affaiblissement des positions européennes quand le consensus ne peut se réaliser qu'autour du plus petit dénominateur commun. La procédure majoritaire insufflerait une dynamique communautaire nouvelle : elle signifie évidemment un abandon de souveraineté dans un domaine crucial de la politique des États, chacun acceptant de pouvoir être engagé par une décision à laquelle il n'a pas souscrit.

Ce n'est malgré tout pas une révolution : le conseil européen (chefs d'État et de gouvernement), statuant à l'unanimité, restera le responsable suprême de la politique étrangère commune. C'est lui qui déciderait qu'un domaine

relève de cette politique commune et fixerait les orientations. La procédure majoritaire n'interviendrait qu'à des stades ultérieurs de la décision, ceux de la mise en application.

Beaucoup de bruit pour rien ? On souligne du côté français que la procédure majoritaire a notamment pour énorme avantage de permettre à un pays de se faire battre sans avoir à imposer aux autres son veto, dans tous les cas où il pense que la ligne majoritaire est la bonne mais où il ne peut pas officiellement l'admettre. Il ne s'agit que d'amorcer une pratique appelée à se développer. Une clause de révision est prévue pour 1996.

La Grande-Bretagne reste hostile à toute introduction de la procédure majoritaire, même limitée, en matière de politique étrangère. C'est l'un des grands débats pour Maastricht.

Coopération policière et judiciaire

La suppression des frontières à l'intérieur de la CEE, conjuguée avec la pression grandissante de l'immigration en provenance du Sud, mais aussi maintenant de l'Est, plaide pour un renforcement de l'action collective. En juin dernier, le chancelier Helmut Kohl, estimant la simple coordination actuelle insuffisante, s'était prononcé pour la définition d'une politique commune de l'immigration et du droit d'asile, impliquant une harmonisation progressive des législations.

Plusieurs États, en particulier le Royaume-Uni, n'ont souhaité une telle « communautarisation », et le traité ne propose d'adopter une réglementation commune qu'en ce qui concerne les courts séjours. Il y aura donc bientôt des directives européennes sur le franchissement des frontières extérieures ainsi que sur la politique des visas.

Pour le reste, le plus important, l'initiative du chancelier Kohl n'aura pas pour autant été vaine. Des dispositions, intégrées dans le traité, soulignent que la politique d'asile, d'immigration, de lutte contre la drogue... sont « des questions d'intérêt commun » méritant une concertation renforcée et, si nécessaire, des « actions communes » dont les mesures d'application pourront le cas échéant être adoptées à la majorité qualifiée. On est loin de la coopération intergouvernementale traditionnelle, sans compter que la Commission sera de plein droit associée à ces travaux.

Il s'agit de l'effort de solidarité entrepris par la Communauté en faveur des États membres les moins riches. L'Espagne, avec une détermination toute particulière, mais aussi l'Irlande, la Grèce et le Portugal réclament davantage pour pouvoir être en mesure de se plier aux disciplines de l'union économique et monétaire et à celles de l'union politique.

Le projet de traité indique que de nouveaux fonds structurels pourront être créés, des actions spécifiques entreprises ; la présidence néerlandaise prépare une déclaration par laquelle les Douze s'engagent à prendre en compte ces requêtes. La Commission, très ouverte à ce problème de solidarité, fait valoir que la révision des règles budgétaires ainsi que des fonds structurels aura lieu en 1992 et qu'on ne peut anticiper ce débat. Les Espagnols ne s'en contentent pas et, redoutant de devenir bientôt « contributeurs nets » au budget de la CEE, demandent que le traité prévoit explicitement une réforme de la méthode employée pour établir la contribution de chacun. Ce dossier est sensible et pourrait provoquer une réelle tension à Maastricht.

Solidarité avec les moins riches

Assurer la sécurité et la défense

On ne peut prétendre à une politique étrangère commune sans définir aussi une politique de sécurité et de défense communes et sans, au moins à terme, s'en donner les moyens. Cette idée figurait dans les initiatives conjointes de MM. Kohl et Mitterrand d'avril et de décembre 1990 ; elle a été développée dans leur texte du 16 octobre 1991.

Le débat très vif qu'a provoqué ce projet entre les pro-européens menés par Paris et les atlantistes américains relayés en Europe par la Grande-Bretagne, ainsi que par les Pays-Bas et le Portugal, a perdu de sa virulence. L'idée que la défense figure parmi les objectifs de l'union politique est maintenant acceptée par

tous et a même été entérinée par le sommet de l'OTAN début novembre à Rome. Elle figure dans la proposition que la Grande-Bretagne et l'Italie ont mise sur la table des négociations communautaires le 5 octobre et qui fait concurrence au texte franco-allemand. Le consensus est acquis également sur le fait que l'Union de l'Europe occidentale (UEO) est le cadre institutionnel approprié pour l'élaboration d'une identité européenne de défense.

Pour les Français et les Allemands, l'UEO doit avoir avec l'union politique une « relation organique », être chargée de mettre en œuvre les décisions du Conseil. Pour les Britanniques, l'UEO doit être moins étroite-

ment liée à l'Europe et plus à l'OTAN, elle doit être un pont entre les deux.

Vis-à-vis d'une « politique de défense communes » ou « défense commune », c'est-à-dire aussi les moyens opérationnels de cette politique, ce qui est l'idée franco-allemande ? Le traité sur l'union politique ne définit pas ces moyens ; il peut tout au plus affirmer la vocation de l'Europe à s'en doter. Chacun reconnaît d'autre part le caractère progressif de la constitution de l'identité européenne de défense. Le texte devrait comporter une clause de révision.

السلامة

PROCHE-ORIENT

LIBAN : sous l'égide de l'ONU

Les tractations continuent pour la libération des deux otages allemands

Au lendemain de la libération du dernier des otages américains au Liban, M. George Bush n'a pas exclu que les Etats-Unis poursuivent en justice leurs ravisseurs. « Quelque soit le résultat de la justice internationale, il ne faut pas que nous emprunions cette voie », a-t-il averti. De son côté, Tayatollah Ali Khamenei, le « guide » de la République islamique d'Iran, a lancé, jeudi, un appel « aux nations arabes et musulmanes pour qu'elles offrent les Etats-Unis et Israël ».

L'Allemagne et les Etats-Unis ont demandé la libération des deux otages allemands, tout en démentant les rumeurs de « marché » avec leurs ravisseurs. Le porte-parole du ministère allemand des affaires étrangères a évoqué « une libération possible avant Noël ». Selon l'agence

iranienne IRNA, Téhéran aurait été informé d'un possible élargissement par Bonn des frères Hamadé, condamnés pour terrorisme.

L'Association pour la sécurité et l'indépendance des fonctionnaires internationaux vient de rappeler, dans un message à M. Pérez de Cuellar, que quatre fonctionnaires palestiniens de l'ONU, en Syrie et au Liban, ont été enlevés par des milices ou « éléments inconnus ». D'autre part, le Quai d'Orsay a confirmé, jeudi, qu'un Français, M. Claude Girard, avait été enlevé en octobre 1989 au Liban puis libéré en septembre 1990 lors d'un échange d'otages entre le Hezbollah et une milice chrétienne libanaise, mais que « l'affaire a été traitée avec la plus grande discrétion dans l'intérêt de la victime et de sa famille ». — (AFP, Reuters)

LIBYE

Le colonel Kadhafi se dit prêt à rompre avec le terrorisme

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire égyptien *Al-Ahram*, le colonel Kadhafi s'est dit prêt, jeudi 5 décembre, à rompre toute relation entre son pays et les organisations terroristes. Il a annoncé son intention « de proposer au monde ou aux Nations Unies une nouvelle initiative pour faire face au terrorisme et aux armes chimiques ». Le « guide de la révolution libyenne » a condamné « le terrorisme qui appelle le terrorisme, défigure les causes sacrées et touche des personnes innocentes ».

La proposition de Tripoli d'enquêter sur les deux agents libyens, tenus pour responsables, par Washington et Londres, de l'attentat contre le Boeing de la PanAm en 1988, a été qualifiée, jeudi, de « loufoque » par le porte-parole du département d'Etat, qui a renouvelé la

demande d'extradition de ces deux suspects.

D'autre part, évoquant les suites de l'attentat contre le DC-10 de l'UTA, en 1989, M. Roland Dumas a affirmé qu'il n'y aura « pas de limites dans l'échelle de la rétorsion » si la responsabilité du gouvernement libyen est démontrée. Dans le cadre de cette enquête, le juge Jean-Louis Bruguière a été reçu, jeudi, au Quai d'Orsay.

De son côté, le Conseil de la Ligue arabe, réuni, jeudi, en session extraordinaire, au Caire, a voté, à l'unanimité, une résolution qui appelle les parties concernées « à ne pas adopter contre la Libye des mesures économiques ou militaires qui pourraient entraîner une escalade de la situation ». — (AFP, Reuters)

AFRIQUE

TOGO : contraint au compromis avec le président Eyadema et les putschistes

Le premier ministre M^e Koffigoh est lâché par ses amis politiques

Les frontières du Togo, fermées depuis le coup de force des militaires putschistes, ont été rouvertes, jeudi 5 décembre. Elles resteront cependant fermées durant la nuit, a précisé la radio nationale, qui a également indiqué que l'aéroport de Lomé fonctionnait à nouveau. Malgré ce retour au calme, la situation politique reste confuse. Le premier ministre, M^e Joseph Kokou Koffigoh, salué comme un héros par la population, vit avec amertume le désaveu de ses anciens compagnons de route. Il a appelé, jeudi, à la reprise du travail.

LOMÉ

correspondance

Debout sur la terrasse, dans sa petite villa dont le mur d'enceinte a été réhaussé depuis sa nomination au poste de premier ministre, il y a trois mois, M^e Koffigoh grille cigarette sur cigarette. Ses collaborateurs lui chuchotent des messages à l'oreille. On lui glisse un tract du « Comité de défense de la transition », créé au lendemain du coup de force des militaires et dirigé par M^e Yao Agboyibo, président du Comité d'action pour le renouveau.

Avocat, comme le premier ministre, M^e Agboyibo est un des témoins de la vie politique togolaise. Comme lui, c'est également un modéré, partisan — il y a encore quelques semaines, du moins — du dialogue avec le président Eyadema. Mais les temps ont changé. Le ton aussi.

Dans ce tract, largement diffusé, jeudi, dans les rues de Lomé, les auteurs dénoncent fermement l'accord conclu mardi entre le président et le premier ministre, car il « remet gravement en cause les acquis de la Conférence nationale

souveraine, notamment le Haut Conseil de la République... ». A la lecture du tract, l'expression du visage de M^e Koffigoh se durcit. Il allume une énième cigarette et lance : « Moi, je travaille pour la population, pas pour des groupes d'intérêt particulier ».

Depuis quarante-huit heures, le premier ministre, chargé de former un nouveau « gouvernement provisoire d'union nationale », est politiquement seul. Ses amis l'ont lâché. L'attitude de la classe politique a suscité chez lui une profonde amertume. « Les militaires lui ont tiré dessus et, aujourd'hui, ce sont ses propres amis qui tirent dans le dos ! » constate l'un de ses conseillers. « On lui donne des leçons depuis Paris ou Cotonou, c'est facile ! » ajoute-t-il.

Les chefs de partis ont « pris le maquis »

Il est vrai que, tout au long de cette crise, la classe politique n'a pas brillé par son courage. Les membres du Haut Conseil de la République ont disparu dans la nature et ne sont toujours pas réapparus. Les chefs de partis ont « pris le maquis ». A leur manière : la plupart vivent terrés dans de luxueuses villas, équipées d'antennes paraboliques. Leurs craintes d'une éventuelle répression semblent pourtant, jusqu'à ce jour, infondées : à l'exception de M. Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), dont la résidence secondaire a été saccagée et incendiée par des militaires, il n'y a eu aucun attentat ou tentative d'enlèvement.

Dans un tel contexte, quelle « réconciliation » espérer ? s'interroge un observateur. M^e Koffigoh, qui a présidé, jeudi matin, son dernier conseil des ministres, a invité « tous les travailleurs à reprendre le travail » et lancé un appel pour que

soit « assurée la protection des étrangers ».

Cette déclaration survient alors qu'un fort ressentiment anti-Français se manifeste à Lomé. Les murs de l'ambassade de France sont couverts de graffitis — « Mitterrand traître », « Français, dehors ! ».

« Le peuple est avec moi »

Quant à l'invitation à reprendre le travail, elle constitue un test. Pour l'instant, les administrations et les banques restent paralysées — aucun salaire n'ayant été versé. Le premier ministre compte sans doute sur sa popularité pour remettre le pays sur les rails et éloigner, provisoirement, le spectre d'une nouvelle crise. Jeudi, des milliers de Togolais ont salué, avec force cris et applaudissements, le passage de la Mercedes bleue du premier ministre dans les rues de Lomé. « Je sais que le peuple est avec moi. Et c'est pour lui que je me bats ! », a simplement commenté M^e Koffigoh.

JEAN-KARIM FALL

■ BURKINA-FASO : des « éléments militaires » accusés de violations des droits de l'homme. — Le Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples (MBDHP) a accusé, jeudi 5 décembre, à Ouagadougou, des « éléments militaires » d'avoir procédé à des « enlèvements » de personnes, soupçonnées d'appartenir à l'opposition. Cette vague de répression ferait suite, selon le MBDHP, aux incidents qui ont marqué l'élection présidentielle du 1^{er} décembre. A Bobo-Dioulasso, plus de cent trente personnes auraient été arrêtées, et certaines « bastonnées », précise le mouvement. — (AFP)

ALGÉRIE

Les islamistes ont renoncé à manifester dans la rue

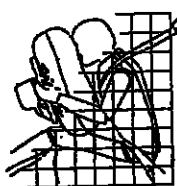
Le Front islamique du salut (FIS) a annoncé, jeudi 5 décembre, qu'il renonçait à organiser, vendredi, des marches dans tout le pays, pour réclamer notamment la libération de ses dirigeants incarcérés, dont MM. Abassi Madani et Ali Benhadj. Dans un communiqué signé par M. Abdelkader Hachani, le bureau exécutif provisoire demande aux militants intégristes de s'en tenir à des « rassemblements ».

Le FIS précise qu'il a renoncé aux marches, au demeurant interdites par le ministère de l'intérieur, « afin de ne pas permettre (...) une exploitation des foyers de tension entraînant le pays dans une spirale d'effrontements, dont les seuls bénéficiaires seraient les ennemis de la solution islamique ». Il affirme vouloir « continuer à travailler sans répit avec le peuple algérien pour lui permettre de réaliser son gigantesque projet de société, l'établissement de l'Etat islamique ».

Les walis (préfets) pourront désormais faire appel à l'armée pour maintenir l'ordre public, sans avoir à proclamer l'état d'exception, selon les dispositions d'une loi qui a été adoptée, jeudi, par l'Assemblée. Elle complète celle qui a été votée, dimanche, et qui impose des restrictions aux manifestations sur la voie publique. — (AFP)

■ GAMBIE : le président Jawara renonce à briguer un nouveau mandat. — Le président Dawda Jawara a annoncé, mercredi 4 décembre, à Banjul, qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle d'avril 1992. Agé de soixante-sept ans, Sir Dawda Jawara avait été premier ministre, en 1965, alors que la Gambie était un protectorat britannique, avant d'être élu président, en avril 1970, au moment de l'indépendance. — (AFP, Reuters)

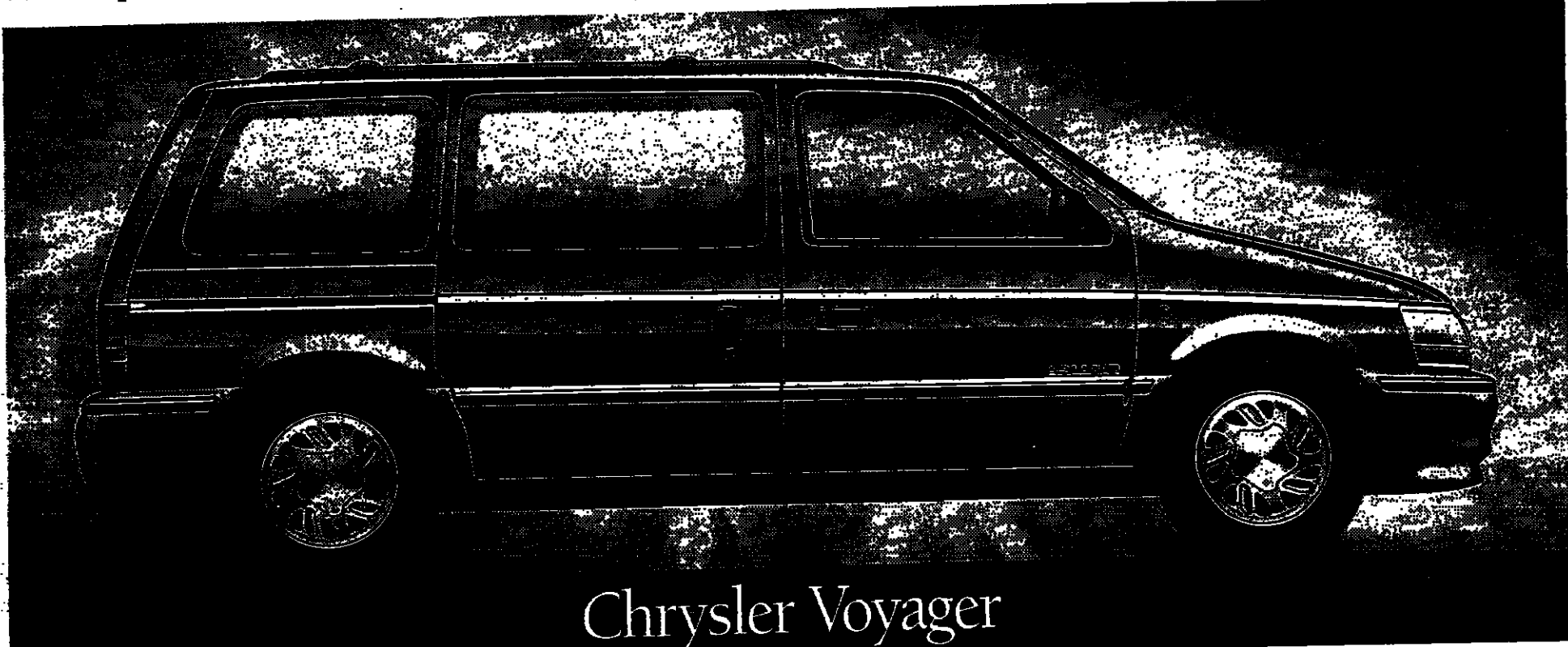
Ce Voyager AWD_t n'a qu'une seule option : quelquefois, il est très agréable de ne pas avoir le choix.



Aujourd'hui, le Voyager AWD_t est équipé en série d'un Airbag* côté conducteur et d'un système de freinage ABS pour une plus grande sécurité, d'une boîte automatique à 4 rapports, d'une transmission intégrale, d'une direction assistée, de l'air conditionné, d'un ordinateur de bord, de 7 places, d'un régulateur électronique de vitesse, d'une extinction temporisée des phares, d'un siège conducteur à réglage électrique, de jantes 15" en alliage d'aluminium, d'une radio-cassette stéréo avec 4 haut-parleurs et de vitres teintées. Entre autres... La seule option que nous vous laissons choisir est la peinture métallisée parce que les goûts et les couleurs ne se discutent pas.

Venez en parler avec votre concessionnaire Chrysler. Et découvrez par la même occasion les autres Voyager.

CHRYSLER



Chrysler Voyager

*Airbag : coussin gonflable de protection. Modèle présenté : Voyager AWD_t, option peinture métallisée.

POLITIQUE

Selon le nouveau projet de loi

L'Etat assurera plus de la moitié du financement de l'indemnisation des victimes des transfusions sanguines

La casuistique est souvent l'ultime argumentation des philosophes en difficulté. M^{me} Edith Cresson, qui se flatte d'être une praticienne plus qu'une théoricienne, doit être aujourd'hui bien heureuse d'avoir dans son entourage quelques dialecticiens habiles.

Après sa recrudescence de mercredi, lorsqu'elle a dû, sous la pression des députés socialistes, renoncer au mode de financement prévu pour indemniser les victimes des transfusions sanguines, ses proches collaborateurs ont passé la journée de jeudi à expliquer que cette défaite pouvait être en fait une victoire. Selon eux, M^{me} Cresson a prouvé en effet qu'elle savait réagir rapidement à une difficulté imprévue, et trancher, dans l'instant, un problème délicat, afin d'éviter qu'un débat, long et donc désagréable, sur le financement ne cache l'essentiel, c'est-à-dire la volonté du gouvernement de régler au plus vite ce problème douloureux.

D'autre part, souligne-t-on à l'hôtel Matignon, le premier ministre a mis en pratique ce qui est sa ligne de conduite depuis son arrivée à l'hôtel Matignon : dialoguer avec les élus, qu'ils appartiennent ou non à la majorité présidentielle. En effet, assure-t-on, M^{me} Cresson a pris sa décision non pas simplement sous la pression des députés socialistes, mais après avoir constaté la réaction négative à son

projet initial de l'ensemble des groupes parlementaires, montrant ainsi qu'elle sait être à l'écoute de l'opinion et de ceux qui en sont les relais naturels, c'est-à-dire les parlementaires.

On veut se persuader à l'hôtel Matignon que cet incident est clos, mais on n'en est pas assuré, bien que M. Jean Auroux, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, ait déclaré jeudi que ses amis n'avaient « pas voulu censurer le gouvernement » et « confirmer » leur soutien à M^{me} Cresson. Aussi est-on décidé, dans l'entourage de celle-ci, à ne pas céder à toutes les récriminations des députés du PS, et on est convaincu qu'il faudra, à un moment ou à un autre, leur rappeler le principe de base de la V^e République : l'autorité de l'exécutif sur sa majorité.

Les assurances et non les assurés devront payer

Il reste, maintenant, à trouver l'argent nécessaire au financement de l'indemnisation des victimes des transfusions. Il est d'ores et déjà décidé que l'Etat devra fournir un peu plus de la moitié des sommes indispensables. Il n'est pas question, pour ce faire, de privatiser une partie des compagnies d'assurances lui appartenant, puisque la doctrine, fidèle par le président de

la République lorsqu'il a accepté le principe des privatisations partielles, est que les crédits ainsi récoltés ne doivent servir qu'à développer l'investissement et à favoriser l'emploi. Il faudra donc faire des économies sur les dépenses courantes de l'Etat, de l'ordre de 2 milliards de francs. Mais le choix des budgets qui seront écorchés en 1992 n'a pas encore été opéré. Cela sera fait tout au long de l'année et régulièrement dans le collectif qui sera soumis au Parlement à la fin de 1992.

Les compagnies d'assurances et les mutuelles, qui ont ramporté une première victoire mercredi, ne doivent pas s'estimer quittes pour autant. A l'hôtel Matignon on est bien décidé à leur faire payer leur lobbying. Elles devront donc apporter un peu moins de la moitié des sommes indispensables, mais les collaborateurs de M^{me} Cresson assurent que toutes les précautions seront prises pour qu'elles ne puissent pas récupérer cette dépense sur leurs assurés.

L'engagement est ferme : « Les primes ne pourront pas augmenter pour cette raison ». L'argent devra donc être trouvé sur leurs bénéfices ou sur leurs liquidités puisqu'il n'est pas question non plus de réduire les réserves qu'elles doivent faire pour garantir l'ensemble de leurs risques. Les compagnies devront faire preuve d'imagination.

Et très rapidement. Le premier ministre veut en effet que cette partie du dossier soit réglée avant la fin de la session parlementaire, c'est-à-dire avant le 20 décembre. Si un accord à l'amiable n'est pas trouvé d'ici là avec les assurances, le gouvernement est décidé à imposer sa solution par un vote du Parlement.

Le souci primordial de M^{me} Cresson est de faire comprendre que les victimes des transfusions ne doivent en rien être pénalisées. C'est aussi pour cela qu'elle a tranché très vite, afin que la partie essentielle du projet, le principe de l'indemnisation, puisse être voté rapidement, et que le fonds de garantie soit mis en place dès le mois de janvier. L'hôtel Matignon ajoute que pour faire face à ses premières dépenses, en attendant que ses recettes ne lui parviennent, toutes facilités lui seront données pour qu'il puisse emprunter.

Il est impossible de nier, toutefois, que cette affaire complique la tâche du premier ministre. Depuis plusieurs jours il était prévu que M^{me} Cresson intervienne sur la 5^e, dimanche 8 décembre, dans l'émission de Jean-Pierre Elkabbach. Elle ne voulait parler que du sommet de Maastricht. Elle sait, aujourd'hui, qu'il lui faudra profiter de cette occasion pour tenter de reprendre l'initiative.

THIERRY BRÉHIER

La préparation du congrès extraordinaire du PS

Les dirigeants socialistes veulent éviter un débat sur le mode de scrutin

Les dirigeants du Parti socialiste, réunis en « séminaire », jeudi 5 décembre, pour préparer le congrès extraordinaire de la fin de la semaine prochaine, sont convenus d'éviter toute polémique interne. Le « congrès du projet » — dénomination officielle des assises organisées du 13 au 15 décembre à l'arche de la Défense — devra, selon eux, mettre en valeur l'effort de rénovation doctrinale et d'analyse accompli par les socialistes, la vision de la société qu'ils proposent, les objectifs qu'ils estiment être ceux d'un parti réformiste à l'horizon de l'an 2000. Il devra, aussi, manifester leur volonté de lutter contre une conjoncture désastreuse pour la gauche et d'engager une contre-offensive face à la droite et à l'extrême droite.

MM. Laurent Fabius, Lionel Jospin et Michel Rocard, tous trois présents jeudi après-midi, ont parcellément insisté sur la nécessité de donner un contenu et un sens à un congrès dont la préparation, selon M. Michel Charzat, chargé du « projet », a été « polluée » par la querelle sur le mode de scrutin pour les élections législatives. M. Rocard a fait le même constat en regrettant qu'un projet chargé de thèses « lourdes » ait été occulté par des discussions de tactique électorale. M. Fabius a demandé que le congrès ne « plaque pas de problématiques internes sur un débat de fond ».

Le projet de résolution finale du congrès, rédigé par M. Pierre Moscovici, membre du secrétariat

national chargé des études, comporte un paragraphe rappelant les positions adoptées par les instances dirigeantes du PS sur le mode de scrutin, y compris l'adresse de M. Pierre Mauroy aux formations politiques, début octobre. Ce texte exprimait le souhait d'une « adaptation » du « scrutin majoritaire de circonscription », afin « d'assurer une représentation plus équitable de l'ensemble du corps électoral ». Doit-il être repris, ou non, dans le document qui sera soumis au congrès ? M. Rocard y est favorable. MM. Fabius et Jospin sont plus réservés. Tous trois sont d'accord, en revanche, pour que la question du mode de scrutin ne soit pas autrement évoquée au congrès.

Le bilan de l'action des socialistes au pouvoir, préparé aussi par M. Moscovici et qui pourrait être annexé à la résolution, a donné lieu à un bref débat entre son auteur et M. Jean-Pierre Chevènement, qui a reproché à ce texte d'avoir été écrit « avec des lunettes roses ». Enfin, la réforme des statuts, destinée à réduire le poids des courants en permettant aux militants d'être directement une partie du comité directeur, ne bénéficie pas d'un accord entre les dirigeants. Il est entendu que les statuts devront être modifiés pour le prochain congrès ordinaire, prévu pour 1993, mais la discussion sur les changements à apporter ne sera pas close la semaine prochaine.

P. J.

François Mitterrand ou la confiance perdue

Suite de la première page

Cette vision, qui exonère le président de sa responsabilité, comporte un avantage : reposant sur une analyse mécanisée de la crise de confiance, elle indique de façon tout aussi mécanique le bout du tunnel. La situation économique va s'améliorer en 1992 ; les mesures pour l'emploi vont donner des fruits dans la seconde partie de cette année-là ; l'approche des échéances électorales va aider le pouvoir à ressaisir son propre électorat, et pour peu que les socialistes consentent, par une réforme du mode de scrutin, à mettre le président à l'abri d'un renouveau excessif de l'opinion, qui le rendrait prisonnier de la prochaine cohabitation, il lui sera possible de repartir au combat dès le lendemain des législatives de 1993 avec quelque chance de succès, puisque la droite ne manquera pas à l'approche de l'échéance présidentielle de se déchirer.

Cette vision banalisée de la crise politique comporte, bien sûr, sa part de vérité. Mais elle ne rend pas compte de la réalité : celle-ci conduit plutôt à s'interroger sur le point de savoir si, en fait de sautes d'humeur, une opinion trop facilement réputée versatile, il ne s'agit pas d'une véritable désaffection. Tout se passe comme si M. Mitterrand était en passe de perdre durablement la confiance du pays.

La « séquence » qui s'achève avec l'année 1991 a vu le président, en effet, perdre vingt et un points au baromètre de la SOFRES en trois mois, alors même que M. Mitterrand n'a manifesté les interventions (conférence de presse, radio, télévision) et les initiatives (pour apaiser la colère agricole ou pour lancer le débat sur les institutions), alors même que la politique conduite n'a subi aucune inflexion de la nature de celle qui, en 1982 et 1983, avait conduit, avec le tournant de la rigueur, au retournement de l'opinion ; ou ne comporte aucune saute telle que celle qui, en 1984, avait mobilisé une partie du pays pour la défense de l'école privée. Il y a plus grave : cette chute n'est plus, aujourd'hui, imputable à M^{me} Cresson.

La question du mode de scrutin

C'est le président lui-même qui est atteint, au plus mauvais moment : traditionnellement, en effet, l'approche d'une échéance électorale remobilise chaque camp. Cette fois, elle démobilitise davantage : celle-ci est encore possible — la gauche et entrent ainsi une véritable spirale de la défiance. En lieu et place d'un dispositif de combat électoral — celui-là même qui était censé justifier le départ de M. Rocard — voilà les socialistes pourvus d'un président affaibli, d'un chef de gou-

vernement sans autorité, d'un parti divisé et d'un présidentiable entravé, sinon empêché par le jeu de M. Mitterrand.

Car en fait de crise, il y a d'abord celle du système majoritaire qui se cristallise autour de la délicate question du changement de mode de scrutin, et qui sépare ceux qui font prévaloir la fidélité au président de ceux qui voudraient bâtir l'après-Mitterrand. Ce clivage-là conduit des responsables socialistes à se figer pour résister à l'urgence du débat, alors qu'il leur en va de leur pouvoir. Mais, d'une certaine façon, l'heure de vérité approche.

Du côté de M. Mitterrand, le raisonnement est simple : dans une période aussi difficile de repli pour la gauche et de forte offensive pour la droite, il ne faut pas hésiter à se protéger des mouvements de balancier trop vigoureux : d'où le recours à la proportionnelle. Mais alors, dit-on par exemple du côté de M. Rocard, comme de celui de M. Fabius, on fait le lit du Front national !

C'est là que l'on touche à un point crucial : pour M. Mitterrand, M. Le Pen exprime la vérité de la droite. Il n'est pas l'extrême droite, avec son cortège de malheurs, mais la pointe extrême de la droite, qui n'est dangereuse que parce qu'elle révèle la droite à elle-même. Dans ces conditions, entre une Assemblée dominée par trois cents députés RPR-UDF, qui ligotent le président, et une Assemblée qui laisse au président une marge de manœuvre parce qu'y siègent une cinquantaine de députés FN, il n'y a pas à hésiter ! Pour d'autres socialistes, au contraire, la République doit se défendre contre la montée d'un courant national-populiste comme elle le fit face au général Boulanger : hier par manipulation du mode de scrutin, aujourd'hui par la défense d'un mode de scrutin à dominante majoritaire qui fait à lui seul barrage à l'extrême droite.

Quoi qu'il en soit, M. Mitterrand a prévenu : ceux qui prendraient la responsabilité du statu quo, et donc d'une Assemblée où siègeraient, au vu des intentions de vote actuellement exprimées, moins de cent députés socialistes, ceux-là, on phé-

celui-là, seraient bien mal placés pour prétendre livrer la bataille présidentielle au nom des socialistes !

La question posée est donc, chez les socialistes comme dans le pays, celle de l'autorité présidentielle, celle qui lui est encore consentie, ou celle qui lui serait déjà refusée.

Une rupture morale

Lorsqu'un président paraît sans prise sur l'événement, lorsque non seulement il n'incarne plus l'avenir, mais lorsque dans le pays, et autour de lui, on pense à l'avenir en dehors de lui, il est temps, peut-être, de faire apparaître une perspective autre que la préservation du pouvoir du président en place. Surtout lorsque, la querelle du mode de scrutin aidant, c'est bien le rapport au pouvoir de ce président-là qui fait problème ; c'est bien le lien entre lui et le pays qui est altéré ; c'est bien le rapport de ce pouvoir-là à l'avenir qui est compromis — qui fait mal, au point d'être à l'origine d'une rupture morale entre les socialistes et une partie de leur propre électorat.

A ce stade, d'ailleurs, l'opinion des Français peut paraître injuste : l'histoire devrait, en effet, rendre justice à « Mitterrand l'Européen », celui qui, à Maastricht, devrait pouvoir montrer au pays qu'il est encore utile, au poste qu'il occupe. Mais le jugement de l'histoire est généralement lointain, trop lointain pour un homme qui aurait aujourd'hui le plus grand besoin d'un hommage immédiat.

JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Mitterrand bat son record d'impopularité dans le baromètre de la SOFRES. — Selon le sondage de la SOFRES pour le Figaro-Matin du 7 décembre, la popularité de M. François Mitterrand enregistre en décembre une chute de huit points. Seulement 31 % des personnes interrogées font confiance au chef de l'Etat, au lieu de 39 % en novembre. M. Mitterrand bat par la même occasion son record d'impopularité dans le baromètre de la SOFRES depuis son accession à l'Elysée, en 1981. Son plus mauvais score remontait à décembre 1984 avec 36 % d'avis favorables. M^{me} Edith Cresson accuse pour sa part une chute de quatre points avec 26 % d'avis favorables au lieu de 30 % en novembre. Cette enquête a été réalisée du 23 au 27 novembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

Adoption sans vote du collectif budgétaire. — Le projet de loi de finances rectificative pour 1991 devait être considéré comme adopté, vendredi 6 décembre à 16 h 30. La veille, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, avait engagé la responsabilité de son gouvernement sur ce projet, en application de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, mais l'opposition n'avait pas l'intention de répliquer par le dépôt d'une motion de censure.

Bureaucratie... l'Eglise aussi?

Jean-Claude Didelet
CLÉROCRATIE
DANS
L'ÉGLISE
DE FRANCE

« Ce livre est un grand, un immense acte de charité... Il institue un débat qui ne peut plus être étouffé. »

Marcel Clément - L'Homme Nouveau

« Une pelote de souffrances qui grossit au fil des pages. »

Philippe Oswald - Famille Chrétienne

« Un cri de révolte et d'amour. »

Denis Lancel - Le Quotidien de Paris

« La question du rôle et du pouvoir des différents secrétariats ou services de l'Eglise mérite d'être posée, sans a priori ni complaisance. »

Guillaume Tabard - France Catholique

« Un pavé contre l'Eglise [...]. C'est tout. »

M.K. - La Croix-L'événement

FAYARD

550 F*

UNE VOITURE ET JUSQU'A 5 PERSONNES

L'Angleterre n'a plus le sens des valeurs !



*ALLER SIMPLE OU ALLER-RETOUR 72 H MAXI SUR PLACE 550 F
ALLER-RETOUR 5 JOURS MAXI SUR PLACE 850 F
ALLER-RETOUR LONGUE DURÉE 1100 F

CA LAIS - DOUVRES JUSQU'AU 31/03/92
BOULOGNE - FOLKESTONE JUSQU'AU 31/12/91

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT

SEALINK
Jusqu'à traverser n'auront paru si courtes.

CONCILIUM
REVUE INTERNATIONALE DE THÉOLOGIE 174

RELIGIONS ET ÉGLISES EN EUROPE DE L'EST

NORDREIT GRIENKOWSKI - VIRGIL ELIZONDO
DERRIÈRE LE BUREAU DE FÉVRIER 1992

LE CAHIER 67 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

L'opposition juge « timide »
le projet de loi sur l'eau

Les députés ont commencé, jeudi 5 décembre, l'examen du projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux, adopté en première lecture par le Sénat (le Monde du 19 octobre) et présenté par M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement. Le texte a été bien accueilli par les députés de la majorité comme par ceux de l'opposition, qui l'ont cependant jugé « timide ».

L'eau semble avoir été épargnée jusqu'à présent de la boulimie législative qu'on reproche à tous les gouvernements. Vingt-sept années se sont en effet écoulées depuis l'adoption, en 1964, de la dernière grande loi sur l'eau. Tous les députés en sont convenus : si, en une génération, l'usage de cette ressource naturelle a évolué, ce sont surtout les pénaux des trois derniers états « une ex-

acte leçon de géographie », selon M. Jean Royer (nouveau inscrit, Indre-et-Loire), président de l'Établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents (EPALA), — conjugués à l'urgence de l'écologie dans l'opinion publique, qui ont imposé la nécessité d'une adaptation de la législation sur une ressource devenue fragile.

Le projet soumis aux députés unifie le droit relatif à l'eau et jette les bases de sa gestion par l'intermédiaire des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) établis dans chacune des agences de bassin créées par la loi de 1964 et que le projet rebaptise agences de l'eau. Seul le porte-parole du groupe communiste, M. Gilbert Millet (Gard), s'est montré résolument hostile au texte de M. Lalonde. « Il nous paraît dangereux, car il aggrave considérablement les difficultés financières des collectivités locales » en créant de nouvelles charges, a-t-il expliqué.

Les autres députés, majorité et opposition confondues, ont réservé

au projet un accueil beaucoup plus favorable. « Cette loi fait l'unanimité », a annoncé M. Guy Malandain (PS, Yvelines), rapporteur de la commission de la production et des échanges. L'opposition a pourtant regretté le trop grand nombre de décrets d'application prévus par le texte ainsi que le manque d'audace de M. Lalonde. « Il ne s'agit pas d'une grande réforme », a assuré M. Robert Galley (RPR, Aube). « Le texte est plus timide que novateur », a précisé M. Paul-Louis Tenaillon (UDF, Yvelines). « Ce projet ne peut susciter ni l'enthousiasme ni l'hostilité ni l'enthousiasme, il comporte certaines anomalies intéressantes », a résumé M. André Guilleux (UDC, Finistère). L'opposition a d'ailleurs décidé de subordonner son vote au sort fait à des amendements dont M. Lalonde a assuré qu'ils seraient, en règle générale, « les bienvenus ».

Le vote sur l'ensemble du texte aura lieu mardi 10 décembre à l'occasion d'un scrutin personnel.

G. Pa.

La préparation des élections régionales

Méchoui Vert à Pantin

Ce n'est pas à qu'on les attendait le plus volontiers, surtout si on les imagine d'un genre ludique et bucolique. Ils étaient pourtant quelque cent cinquante militants Verts ou sympathisants de Seine-Saint-Denis à s'être réunis, jeudi 5 décembre, à Pantin, dans une ancienne usine, pour l'un des tout premiers dîners-débats, sans doute, de l'histoire du mouvement écologiste. Au menu, pour 80 francs, punch-plumet, mousse de légumes, méchoui, fromage et granité de framboise au champagne, avec, en accompagnement, le chef de file des Verts, M. Antoine Waechter.

« Ce n'est pas un banquet républicain, on n'a pas encore l'expérience », prévient-on à l'entrée de cet entrepôt glacé, de ce jeunes stagiaires sont en train de rattraper pour en faire une « Maison des associations, des ateliers et de la formation », dotée d'un restaurant et d'une salle de spectacles. Les écologistes de Seine-Saint-Denis ont d'ailleurs les pieds dans le béton et le bitume que dans la glace. « Plus que le discours du

parti Vert, ce sont les aspirations au changement qu'ils représentent qui sont intéressantes, parce qu'il est important de garder l'espoir, contre un invité qui se dit « encore un peu socialiste ».

« Plus grave encore que le chômage est la détresse de ce département, où l'effondrement du PC a entraîné la disparition des réseaux associatifs », explique un habitant de l'Île Saint-Denis. « Quelles pratiques peut-on avoir dans les quartiers pour scrapper ces scores du Front national qui grimpent les escaliers de nos chers poteries », demande encore Mme Michèle Zamor, membre du mouvement Refondations et candidate d'ouverture sur la liste des Verts de Seine-Saint-Denis aux élections régionales.

En réponse à toutes ces interrogations, souvent anxieuses, M. Waechter a quelque peine à trouver à lui seul les bonnes réponses. « Le pivot de la politique française ne doit pas être le Front national, mais la recherche de la cohésion sociale », dit-il. L'ancien candidat à la présidence de la

République fait même sursauter plus d'un de ses interlocuteurs, lorsque, pour effacer le barbare, où s'est noyée la ville, il propose, entre autres solutions, « la réintroduction des espèces végétales et animales » dans la région parisienne.

Comme pour justifier son propre cheminement culturel, il fait alors référence à Camille, sa fille, qu'il ne voit plus guère depuis que les Verts l'accaparent, mais qui, « à seize mois, voit passer le chat, peut regarder les moutons, les vaches et les fleurs », parce qu'elle habite l'Alsace. « Il y a quand même des limites à l'écologie alternative », lui répond-on de la salle. Il faut aussi rappeler que nous sommes pour les trente-cinq heures, le relèvement des bas salaires, et pas pour les petits boulots. Il s'agit là d'une autre espèce de Vert, un nouveau militant, dont le père, communiste, fut maire de Dugny, en Seine-Saint-Denis.

JEAN-LOUIS SAUX

Un colloque à la Défense

Le clin d'œil de M. Rocard
aux théoriciens de l'autogestion

Il existe encore, en France, des marxistes fréquentables. La preuve en est que le colloque international organisé à l'arche de la Défense, du 5 au 7 décembre, par MM. Philippe Herzog, professeur à l'université de Paris-X-Nanterre, directeur de la revue *Economie et Politique*, Paul Boccard, maître de conférences à l'université de Picardie, directeur de la revue *Issues*, et les autres animateurs de l'école marxiste de la régulation, chefs de file de la section économique du PCF, ne connaît pas moins de succès d'affluence que les précédents. Experts, universitaires, chercheurs dans diverses disciplines, dirigeants d'entreprises, personnalités engagées dans les activités associatives, syndicales ou politiques, français et étrangers, échantonnant, cette année, leurs convictions, sur un triple thème : « Créativité institutionnelle, nouvelles méthodes, avancées autogestionnaires ».

Il s'agit de savoir si en ces temps de socialisme déconsidéré et de capitalisme essouffé il est possible de trouver des codes de crise des voies convergentes vers des constructions sociales plus novatrices.

Une « redécouverte »

Il est donc question de mieux « organiser l'insertion des populations dans l'emploi et la formation », de « penser les codes de la recherche-développement, refondre les rapports entre le secteur public et le secteur privé, susciter la participation des salariés dans les décisions, organiser des zones de coopération monétaire et financière », bref, de « remodeler », dans une perspective résolument autogestionnaire, tous les systèmes de pouvoirs et de relations, « de l'entreprise et la région à l'Europe, de la nation aux institutions internationales, à l'échelle du monde entier ».

Il y a là, à côté de nombreux marxistes réfractaires à la ligne majoritaire du PCF, des hommes

comme le président de la SNCF, M. Jacques Fournier, celui d'EDF, M. Pierre Delaporte, le PDG de Pechiney, M. Jean Gandois, celui de l'UAP, M. Jean Peyrelevade, celui de la SNECMA, M. Louis Gallois, et même un sénateur RPR, M. Yves Guéna, maître de Péguis, présent pour dire qu'il convient aujourd'hui de débattre partout et avec tout le monde parce que « tout est à changer » et que « tout est à repenser ». M. Abel Farnoux, le conseiller spécial du premier ministre, a promis de participer. Et M. Jacques Delors, samedi, devait apporter sa contribution aux conclusions des travaux.

Il y a même eu, mardi matin, un « invité-surprise » en la personne de M. Michel Rocard, venu accompagner son ami Guy Carcassonne, professeur à Paris-X-Nanterre, comme M. Herzog. En tant qu'ancien chaire de l'autogestion façon PSU, l'ancien premier ministre était là en pays de connaissance. On l'a donc prié de dire « quelques mots ». Il s'est excusé, en regrettant de devoir le faire discrètement : « Le fait que je m'adresse à vous pourrait vous compromettre... », a-t-il lancé en souriant à ses hôtes.

Cela ne l'a pas empêché, en quelques mots, de poser des jalons pour l'avenir en se déclarant solidaire de ceux qui s'efforcent d'entretenir les débats d'idées au-delà des divergences politiques et en vantant la « capacité d'écoute et de dialogue » des participants au colloque. « Je suis pour ma part convaincu que des débats de cette nature sont la condition préalable à ce que nous appelons la redécouverte du socialisme », a-t-il ainsi souligné. Vous apportez là une pierre à la restauration de notre édifice public qui en a bien besoin... Merci ! Bon courage ! Tout le monde a perçu la portée politique de ce clin d'œil.

ALAIN ROLLAT

Critiquant M. Delors
et la Commission de BruxellesM. Chirac dénonce
un « complot
contre l'agriculture »

ANGERS

de notre envoyé spécial

A l'occasion du quinzième anniversaire de la création du RPR, M. Jacques Chirac s'est rendu, jeudi 5 décembre, à Angers, où, devant environ un millier de personnes, il a vanté les mérites de l'union entre le RPR et l'UDF, car « les petites agresses ne sont plus de mise ». Dans ce département, largement dominé par l'UDF, la liste commune de l'opposition aux élections régionales sera conduite par M. Hervé de Charette, député (UDF-FR).

Le président du RPR a dénoncé « l'immobilisme et le conservatisme » du gouvernement socialiste « qui est sans projet, qui a perdu ses idées, sa foi et qui, au total, ne fait pratiquement plus rien ». Selon M. Chirac, « le président de la République tente d'escamoter le débat sur les vrais problèmes ». Critiquant la récente modification du mode de désignation des grands électeurs pour les élections sénatoriales, qui vise une meilleure représentation des zones urbaines, le maire de Paris a stigmatisé « une nouvelle turpitude, qui va au-delà de la simple combine et qui dénote la volonté d'abandon de nos zones rurales ».

Au cours du dîner avec des représentants du monde agricole, M. Chirac a reproché aux membres de la Commission de Bruxelles de se prendre pour des « super-chefs d'Etat » qui cependant « n'ont pas assez d'argent ». « Pour pouvoir jouer avec des chefs d'Etat, a-t-il poursuivi, M. Delors et compagnie n'ont qu'une seule ressource, c'est de diminuer l'aide à la politique agricole commune ». Estimant avoir été trompé dans le passé, M. Chirac a ajouté : « Je n'ai plus confiance dans ce que dit M. Delors, dans ce que dit la Commission ; il y a un véritable complot contre l'agriculture ».

Enfin, le président du RPR a mis en opposition ce qui, selon lui, est la « légèreté » des gouvernements européens, et particulièrement français, à l'égard des agriculteurs, et l'insistance des États-Unis à parler du green power. Pour M. Chirac, ce thème « est beaucoup plus important que tous les sujets dont on va parler à Maastricht » lors du prochain sommet européen. « Je crains qu'actuellement nous soyons en train de nous tromper d'Europe », a-t-il conclu.

OLIVIER BIFFAUD

Avant le sommet de Maastricht

Partisans et adversaires d'une Europe fédérale
s'opposent au Sénat

Les sénateurs ont rejeté, jeudi 5 décembre, les crédits du ministère des affaires étrangères dont le montant de 14,09 milliards de francs enregistre une progression de 7,8 % par rapport à 1990. Actualité oblige, le débat a vu s'opposer partisans et adversaires d'une Europe fédérale.

Tergiversations vis-à-vis des pays de l'Est, absence à la conférence de Madrid sur le Proche-Orient, impuissance face à la tragédie yougoslave : la majorité sénatoriale a largement puisé dans l'actualité de ces derniers mois pour trouver matière à censurer la politique étrangère du gouvernement. Mais, à la veille du rendez-vous de Maastricht, c'est évidemment l'Europe qui domine les esprits au Palais de Luxembourg. Selon un scénario désormais bien rôdé, la question a bouclé les civiques habituels puisqu'on a pu voir les centristes cautionner la démarche européenne du gouvernement et les communistes partager avec le RPR la thématisation de « l'indépendance nationale ».

Cette Europe, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, l'a présentée comme étant « la seule voie pour l'avenir ». « Les Européens savent, a-t-il expliqué, que la division les laisserait dému-

nis face aux formidables concentrations économiques et parfois militaires en Asie et en Amérique, mais aussi face à la demande si pressante des peuples en voie de développement ». D'où cette nécessité, rappelée par M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, d'œuvrer pour une « union à vocation fédérale » qui finirait par doter l'Europe de « l'ensemble des prérogatives de la puissance publique ».

« Saborder
l'indépendance nationale »

A l'instar de M. Jean Garcia (PC, Seine-Saint-Denis), qui a décliné dans cette « marche forcée » une entreprise visant à « saborder l'indépendance nationale », M. Yves Guéna (RPR, Dordogne) a jugé que « le mot de fédération, sous quelque déclinaison que ce soit, n'est pas acceptable » car, selon lui, « le fait national est aujourd'hui trop fort, et pas seulement en France, pour qu'on se lance dans une telle aventure ». Abondant dans ce sens, M. Maurice Couve de Murville (RPR, Paris) s'est demandé si les Français étaient réellement disposés à « abandonner leur personnalité internationale » et à « admettre un gouvernement collectif ». « Parler d'Europe fédérale, a-t-il estimé, est totalement irréaliste ».

F. B.

M. Le Pen en Grande-Bretagne

« Plus tôt il partira, mieux cela vaudra ! »

LONDRES

de notre correspondant

M. Le Pen, qui aime la publicité, fût-elle négative, peut être satisfait : sa visite en Grande-Bretagne ne sera pas passée inaperçue. Plusieurs jours avant qu'il ne pénètre sur le territoire britannique, mercredi 4 décembre, la presse a commencé à publier des articles pour donner l'alerte. Tel journal n'hésitait pas à le représenter descendant la passerelle d'un avion vêtu de l'uniforme du Führer et le bras levé à la verticale, tandis que le *Times* a consacré un éditorial, titré « Le poison Le Pen », à celui qu'il nomme le « fantôme d'un horrible passé », précisant amplement que « 38 % des Français soutiennent le président du Front national ».

M. Roy Hattersley, ministre de l'intérieur du « cabinet fantôme » (Parti travailliste), s'est, de son côté, livré à ce commentaire : « Les opinions de M. Le Pen sont répugnantes pour tous les gens qui ont des idées saines. Sa présence ici est un affront pour la population britannique et noire de Grande-Bretagne. Plus tôt il partira, mieux cela vaudra ».

M. Le Pen, qui avait riposté avant même son arrivée en précisant qu'il « se fiche pas mal de

ce que pensent les parlementaires travaillistes », est à Londres depuis qu'il a 7 décembre, pour présider une réunion du groupe des Droites européennes du Parlement de Strasbourg, lequel compte 17 parlementaires (dont 10 membres du Front national), mais aucun élu britannique. Dans une vaine tentative pour empêcher son arrivée, une centaine de parlementaires de différents partis politiques ont signé une motion demandant au premier ministre de lui interdire le sol britannique.

Un « mouvement
fasciste européen »

Mercredi, quelque 400 manifestants « antifascistes » se sont regroupés devant l'hôtel qui héberge M. Le Pen, au nom du comité « Stop Le Pen » qui s'est créé et dont le but, selon son responsable, M. Steve Myers, est de « montrer la nature fasciste de Le Pen ». Le comité demande à tous les « démocrates » de le rejoindre puisque le vrai motif de la visite de l'ancien candidat à la présidence de la République est, selon lui, d'organiser un « mouvement fasciste européen ».

En Grande-Bretagne, M. Le Pen est accueilli par une organisation obscure mais dont les vues sont

sens ambiguës, le Western Goals Institute (Institut des « objectifs occidentaux »). Les initiatives plus remarquables de cette organisation à l'origine anticomuniste (fondée en 1985 aux États-Unis) ont été d'avoir pris en charge la visite en Grande-Bretagne de M. Andreas Treuendt, chef du Parti conservateur sud-africain, de soutenir les mouvements d'extrême droite salvatoriens, enfin d'organiser des dîners à la mémoire ou en l'honneur de « grandes figures » : l'année dernière, il s'agissait de Franco ; cette année, c'est au tour de M. Le Pen.

Les responsables du Western Goals Institute ont pris un malin plaisir à souligner que « plusieurs parlementaires conservateurs rancouneux M. Le Pen, mais ils ont demandé que ces entretiens soient privés et dans la plus stricte anonymité ». Les membres du British National Party, groupe fasciste qui fait campagne pour le départ forcé des immigrants en Grande-Bretagne, mais dont l'audience reste très limitée, auront de leur côté des entretiens plus officiels avec le chef du Front national.

LAURENT ZECCHINI

EN BREF

■ M. Gérard Nicoud adhère au CNL — Ancien dirigeant, dans les années 70, du CID-UNATL, organisation de défense des commerçants et des artisans, M. Gérard Nicoud, quarante-quatre ans, a annoncé, jeudi 5 décembre, son adhésion au Centre national des indépendants (CNI) que préside M. Yvon Briant. Selon M. Nicoud, « l'entrée massive de militants permettrait de redynamiser ce parti, qui représente la droite libérale et raisonnable ». Se déclarant « inquiet des arrière-pensées du Front national », l'ancien dirigeant syndical, qui a créé en 1984, à Toulouse, l'Union des travailleurs indépendants pour la liberté d'entreprendre (UTILE), souhaiterait conduire une liste du CNI dans les Bouches-du-Rhône aux élections régionales et sera candidat aux cantonales à Aix-en-Provence.

■ Le professeur Minkowski candidat de Génération écologie à Paris. — Le professeur Alexandre Minkowski conduira la liste de Génération écologie aux prochaines élections régionales à Paris, a annoncé, jeudi 5 décembre, le mouvement présidé par le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde. Spécialiste de médecine néonatale, l'auteur du *Mandarin aux pieds nus* a rejoint le mouvement écologiste au mois d'octobre dernier. Génération écologie souligne que le professeur Minkowski proposera aux Parisiens « un projet de réappropriation de leur ville » autour des priorités suivantes : le sort des femmes qui travaillent, la réanimation de la vie des quartiers, la maîtrise du développement de la circulation automobile et la lutte contre toutes les formes d'exclusion sociale.

EX 121150

JUSTICE

Les fausses factures du Sud-Est au tribunal de Paris

Grenade marseillaise et rumeur d'Orléans

Les avocats de la Ligue des contribuables et l'ex-inspecteur Antoine Gaudino ont annoncé, jeudi 5 décembre, devant la onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris, qu'une plainte pour «*forfaiture*» avait été déposée à l'encontre du procureur général de Paris, M. Pierre Truche, dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est.

On croyait avoir eu droit à toutes les bizarreries possibles. Des audiences programmées au même moment qu'un procès présumé similaire, de manière à en réduire l'impact. Des prévenus qui le sont pour la seule raison qu'ils ont peur des motifs divers manqués les trains du non-lieu et de l'amnistie. Un procureur dont le ton aigre indique qu'il s'apprête, dans ses réquisitions à venir, à se démarquer assez nettement de son supérieur, le procureur général, lequel estimait que le dossier ne permettait aucun renvoi en correctionnelle. Plusieurs parties civiles enfin (un ex-magistrat rayé des cadres, un ancien partenaire en affaires d'un ancien associé des prévenus, un groupe pseudo-politique censé représenter les intérêts des contribuables), aux intérêts hétéroclites mais convergents, s'efforçant bruyamment de transformer ce micro-procès en voiture-balai du ressentiment public à l'égard de la classe politique.

Bref, on croyait avoir fait le tour de ce fruit monstrueux de l'accomplissement du judiciaire et du politique. Il restait à voir, à l'audience, le spectacle rare d'un substitut contraint de voler à la rescousse de son procureur général, dont il partage pourtant si peu les conclusions.

Le scandale survint cette fois par l'ex-inspecteur Antoine Gaudino, qui était cité comme témoin. M. Gaudino est le «*petit flic*» de la brigade financière de Marseille qui a «*sorti*» la présente affaire de l'obscurité. Il a été depuis radié de la police. Entre-temps, il est vrai, il a raconté son

enquête dans un livre, sur la couverture duquel était reproduit en fac-similé un PV converti par le secret de l'information. Il vient enfin d'annoncer sa candidature, dans les Bouches-du-Rhône, aux prochaines élections régionales.

Le policier-auteur-candidat est officiellement cité à la barre par la Ligue des contribuables (groupe ment présidé par un conseiller général RPR des Alpes-Maritimes). Ils arrivent ensemble, sans qu'on discerne bien qui voyage dans les bagages de qui.

L'ex-inspecteur sait qu'il doit frapper fort. Lancer au tribunal – et par-dessus lui, aux médias qui se pressent – que ce procès est «*trouqué et truqué*» ne constitue pas un scoop depuis que tout un chacun a bien saisi la distance qui sépare l'affaire Urbia (le financement du PS sur le plan national) et ce procès Sormas, où ne sont évoqués qu'une toute petite dizaine de factures.

M. Sanmarco mis en cause

Mettre en cause, implicitement et par rancune, la probité du chef de l'Etat en rappelant qu'il n'ignorait rien, à l'époque, de la création d'Urbia ? D'autres l'ont fait avant lui à la même barre, et, s'il sacrifie au rite, c'est presque machinalement. Alors il lui faut une autre grenade. Il l'a trouvée. Et il la lance.

Il commence par prévenir qu'il va se maintenir bien que n'étant nullement dupe – dans le cadre du procès Sormas, de ce tout petit procès «*trouqué et truqué*». Car même dans ce dossier amputé, dans ces quelques factures ayant échappé à l'amnistie pour des raisons de date, il y avait matière selon lui à mettre en cause un élu politique, M. Philippe Sanmarco, député (PS) des Bouches-du-Rhône, désigné dans le dossier comme le titulaire d'un compte bancaire sur lequel ont été versés des fonds d'Urbia.

A vrai dire, cette mise en cause n'est pas nouvelle. Le nom de M. Sanmarco avait déjà été prononcé à l'audience. Mais voici la grenade : selon la Ligue des contri-

bubles, le procureur général de Paris, Pierre Truche, a délibérément étouffé l'affaire.

Comment ? La controverse, à n'en pas douter, va faire les délices des juristes dans les semaines qui viennent. Découvrant dans son dossier le nom de M. Sanmarco, le magistrat instructeur, M. Culié, a saisi, comme il y est tenu, M. Truche pour demander à être dessaisi. Et M. Truche, selon la Ligue des contribuables, aurait dû lui-même saisir immédiatement la chambre criminelle de la Cour de cassation, afin qu'elle désigne un autre magistrat instructeur.

Les amis de M. Gaudino se prévalent d'un arrêt de la Cour de cassation, du 13 janvier 1987, qui stipule que, dans un cas semblable, «*le ministère public doit adresser sans délai à la chambre criminelle une nouvelle requête en désignation de juridiction*».

«*Le procureur général n'a aucune obligation de saisir la chambre criminelle*», rétorque vivement le substitut Jean-Claude Marin, pour qui cette «*obligation*» se situe elle-même à l'intérieur du principe général selon lequel le procureur apprécie seul l'opportunité des poursuites. Et de rappeler que M. Sanmarco, ainsi que deux autres élus socialistes marseillais, MM. Michel Pezet et Pierre Rastoin, sont déjà l'objet d'une information à Lyon. «*Ce n'est pas le même procès*», réplique non sans quelque raison M. Sylvain Garant, avocat de la Ligue des contribuables.

Trois heures d'héroïsme

Toujours est-il que les «*héros*» ont tenu bon pendant trois heures, au cabinet du doyen des juges d'instruction de Paris, une plainte pour «*forfaiture*» à l'encontre de M. Truche, qui viendra, quelle que soit son issue, emmener un peu plus l'imbroglio judiciaire qui entoure cette affaire.

Cette fantaisie procédurale avait été présentée par trois heures d'audience des deux derniers prévenus du procès, anciens responsables de la société Sud-Est

Equipement. Cette société est victime d'une malediction : une rumeur insistante, «*pire que la rumeur d'Orléans*», ironise le procureur Marin, «*puisqu'elle dure encore*», la présente comme participant au système de financement du PCF.

Mais, à la différence du PS, le PCF n'a jamais admis officiellement avoir été financé par ces bureaux d'études. Aussi, avec autant d'énergie que M. Monate en avait déployé la veille à assumer la finalité politique de ses actes, MM. Biernat et Pierrat le nient-ils aujourd'hui. Ce sont d'ailleurs ces dénégations qui leur valent de se retrouver en correctionnelle : eussent-ils admis que SEE avait pour but de financer le PCF qu'ils eussent alors bénéficié, comme tout le monde, de l'amnistie.

Le tribunal s'offre donc le spectacle de trois heures d'héroïsme. Leur société avait-elle un rapport avec le PCF ? «*A ma connaissance, non*», martèle M. Maurice Pierrat. La presse locale (y compris le quotidien communiste *la Marseillaise*) les a pourtant ainsi présentés avec insistance. Ont-ils demandé la publication de droits de réponse ? Attaqué en diffamation ? Geste las : «*Cela n'aurait servi à rien. Ces journaux auraient recommencé le lendemain*». «*D'ailleurs, chez nous, il y avait aussi des anticommunistes*», ajoute M. Pierrat. Il y avait une dame, par exemple, qui tenait à la cantine des propos très anticommunistes, mais comme elle faisait bien son travail, nous l'avons gardée quand même.

Tout le monde s'acharne sur M. Pierrat. Les avocats de la SAE, d'abord, qui n'ayant pas les mêmes raisons idéologiques de se taire, guignent pour leurs clients l'application de la loi d'amnistie, et s'efforcent de «*démanteler*» les deux présumés communistes. On jette donc à la figure de M. Pierrat un rapport parlementaire dans lequel sont évoqués les liens de SEE avec le PCF. Mais M. Pierrat ne l'a pas lu, «*car [il est] à la retraite*». Ce qui ne l'empêche pas, une minute plus tard, de dénoncer «*les fautes d'orthographe*» dans les noms des sociétés dénoncées par ledit rapport.

La présidente Jacqueline Chevalier : «*Et pourquoi M. Desjournes (un cadre d'Urbia, NDLR) vous présente-t-il aussi comme communiste ?* » M. Pierrat : «*Parce que tout le monde en est convaincu. Et dès qu'on dit le contraire, tout le monde rigole*». «*Et ce n'est pas fini !*» coupe le substitut Marin, qui insiste : «*Vos commerciaux n'ont-ils pas pour le moins entretenu le doute sur vos liens avec le PCF ?*»

M. Pierrat jette à son avocat un regard inquiet, et se lance : «*Il est peut-être vrai... que sans qu'un commercial ait affirmé à son interlocuteur que ce n'était pas vrai, son silence ait pu laisser penser que c'était vrai*... ». Ouf ! Mais cela suffit-il à les faire amnistier malgré eux ?

DANIEL SCHNEIDERMAN

SCIENCES

□ Ozone : activité des bombes atomiques. De grandes concentrations de monoxyde de chlore (gaz dégagé notamment par les bombes atomiques) ont été décelées à l'aplomb des zones de la basse atmosphère où la couche d'ozone est la plus mince, par exemple au-dessus de l'Antarctique. Cette observation, qui confirme les indices déjà recueillis à partir du sol et par avion, a été communiquée par le satellite de recherche sur la haute atmosphère lancé par la NASA en septembre dernier. (AFP)

□ Deux satellites japonais commandés au consortium Loral - La firme japonaise Nippon Telegraph and Telephone Corp. (NTT) vient de commander, pour une somme qui n'a pas été précisée, deux satellites de télécommunications de quatre tonnes chacun au consortium Loral-Space Systems. Ce premier succès de ce groupement issu de la réunion des intérêts de l'américain Loral, des français Aerospatiale et Alcatel et de l'italien Alenia fait des japonais américains Hughes et General Electric. Les deux satellites, N-STAR A et B, devraient être livrés en avril et en octobre 1995. Loral-Space Systems espère gagner d'autres contrats, en particulier avec l'Iran où Alcatel conduirait les négociations et en Argentine où la Dasa allemande, futur actionnaire du groupe, jouerait ce rôle. (AFP)

Recherché pour crimes contre l'humanité

Aloïs Brunner aurait quitté Damas

Les autorités syriennes ont procédé au «*déménagement*» d'Aloïs Brunner, affirme M. Serge Klarsfeld. Recherché pour crimes contre l'humanité par la France et l'Allemagne, Brunner a été l'un des adjoints d'Eichmann.

«*J'ai appris qu'Aloïs Brunner a quitté son domicile de Damas dans une ambulance*», nous a déclaré vendredi 6 décembre M. Klarsfeld. Selon le président de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France, la Syrie – qui a toujours nié la présence de Brunner sur son sol – a cherché à «*masquer ce déménagement, qui remonte au 15 octobre, en attribuant aussitôt sa villa située 7, Shara George-Haddad à un membre des services de sécurité du président Assad*».

Brunner fut l'un des principaux responsables de la «*solution finale*». Secrétaire particulier d'Eichmann avant-guerre, il a ensuite traqué les populations juives en Autriche, à Salonique, en Slovaquie et en France.

Pression et évolution diplomatique

Une synthèse judiciaire résume ainsi son action sur le territoire français : «*En juin 1943, il arrive à Paris où il devient commandant du camp de Drancy et où notamment, le 31 juillet 1944, il imposa l'arrestation et la déportation de plus de deux cents enfants dont aucun ne reviendra*». (2) Brunner opère par ailleurs de nombreuses rafles à travers toute la France et en particulier à Nice. Il aura ainsi déporté plus de vingt-quatre mille juifs de France.

Aujourd'hui, sa fuite organisée par la Syrie intervient alors que la justice française tente d'obtenir son extradition. Le juge Jean-Pierre

Getti, chargé de ce dossier, a délégué en juin une commission rogatoire internationale dans laquelle il prie Damas «*de bien vouloir accepter la présence des enquêteurs de la section de recherches de Paris*». Le juge d'instruction demande notamment que les gendarmes français puissent vérifier sur place que le mandat d'arrêt du 10 juin 1988 est bien «*applicable à Aloïs Brunner alias Georg Fischer, alias Fisser*» et procéder à toutes les auditions, perquisitions et saisies nécessaires.

Fidèle à son attitude concernant ce dossier, la Syrie n'a pas répondu à cette commission rogatoire, de même qu'elle n'a jamais réagi aux demandes d'extradition formulées depuis plusieurs années par l'Autriche, l'Allemagne et la France. L'évolution diplomatique de Damas depuis les prémices de la guerre du Golfe permet pourtant d'espérer un changement et le «*déménagement*» d'Aloïs Brunner en constitue éventuellement la préfiguration. «*Les Syriens ont peut-être décidé de le découvrir ailleurs qu'à Damas. Cela leur permettrait de ne pas perdre la face*», déclare M. Klarsfeld.

La pression occidentale sur la Syrie s'est en tout cas accrue depuis plusieurs mois. Le Congrès américain a ainsi adopté une résolution, le 22 avril, pressant George Bush de «*faire appel au président syrien afin qu'il autorise l'extradition du criminel de guerre nazi Aloïs Brunner pour qu'il soit jugé en Allemagne*». La France et l'Allemagne, pour leur part, envisagent une «*démarche conjointe*» pour redemander avec force l'extradition de Brunner tandis que plusieurs pays veulent demander l'exclusion de la Syrie de l'organisation internationale Interpol si Damas continue d'attemporer.

LAURENT GRELSAMER

Une semaine de mobilisation dans les juridictions

Les greffiers protestent contre le projet de réforme de leur statut

L'intersyndicale regroupant la Fédération autonome justice (FAJ), la CFDT, la CGT et Force ouvrière, qui juge le projet de réforme du statut des greffiers et greffiers en chef proposé par la chancellerie «*inacceptable*», a lancé une semaine de «*mobilisation et d'action*» à partir du lundi 2 décembre. Le préavis de grève a été reconduit pour la semaine du 9 au 13 décembre.

Les greffiers portent la robe noire, au même titre que les avocats et les magistrats, mais leur métier est souvent mal connu. Au sein des juridictions, ils occupent pourtant une place essentielle : les greffiers authentifient les actes des procédures, assistent les magistrats lors des audiences, et dressent les procès-verbaux dans le cadre des procédures d'instruction et de jugement.

Ces dernières années, leurs tâches se sont largement étoffées : sous couvert de préparation ou d'exécution des décisions de justice, nombre d'entre eux exercent aujourd'hui des prérogatives théoriquement réservées aux magistrats. Le rapport Le Vert (1), qui constatait ainsi à l'autonomie des greffiers, a été remis en cause par la loi de nationalité des greffiers, dénonçant la «*confusion des tâches*» et le «*malaise*» régnant actuellement dans les juridictions. Un malaise accru par l'indigence des salaires perçus par la profession : un greffier (ils sont environ cinq mille) débute avec un salaire net mensuel hors indemnités de 5 550 francs pour atteindre, en fin de carrière, 10 100 francs. Les greffiers en chef sont mieux lotis, mais ils sont moins nombreux (environ mille cinq cents). Les personnes des greffes, qui sont douze mille, bénéficient, eux, des «*petits*» salaires des catégories C de la fonction publique.

Rémunérations insuffisantes, carrières bloquées, manque d'ef-

fectifs, rapports parfois difficiles avec les magistrats : depuis des années, les greffiers demandent une réforme de leur profession (2). Commissions, groupes de travail, et rapports se sont succédés, mais, malgré la grève des greffes et un mouvement entamé au printemps 1989, aucun de ces travaux n'a débouché sur un véritable projet de réforme.

Cette attente vient de prendre fin : dans le cadre du plan de «*modernisation*» de la justice lancé par le garde des sceaux, M. Nallet, la chancellerie a élaboré ces derniers mois un avant-projet de réforme qui a été soumis aux syndicats au mois de septembre. Ce texte prévoit la fusion des corps de greffiers et greffiers en chef des cours et tribunaux et des conseils des prud'hommes et modifie la formation et le recrutement de la profession.

A peine annoncé, ce projet soulevait toutefois un vent de fronde : l'intersyndicale regroupant la Fédération autonome justice (FAJ), la CFDT, la CGT et Force ouvrière (3) dénonçait la volonté de «*réduire la négociation à un niveau mineur*». Le principal point de désaccord porte sur l'évolution des métiers de greffe. Prenant acte du divorce entre les textes et la réalité, la chancellerie propose aux greffiers une «*participation à l'élaboration des décisions*» qui devrait leur permettre de «*préparer*» les actes dévolus aux magistrats.

La plupart des syndicats revendiquent, eux, un véritable «*transfert des tâches*», qui confie officiellement aux greffiers des actes aujourd'hui réservés au juge : certificats de nationalité, consentement à adoption, injonctions de payer, vérification des comptes de tutelle. Tous actes que certains greffiers effectuent déjà... Les syndicats souhaitent également que la responsabilité de gestion soit clairement attribuée aux greffiers en chef, et que le ministère accorde de vraies contreparties financières.

Malgré ses désaccords, la chancellerie, qui exclut toute revalorisation indiciaire en raison des accords Durafor, s'est dite prête, lors d'une réunion qui a eu lieu le 2 décembre, à négocier sur certains de ces points. Une nouvelle réunion devrait se tenir la semaine prochaine.

ANNE CHEMIN

(1) Créé en 1990 par le garde des sceaux de l'époque, M. Pierre Arpaillange, cette mission, présidée par M. Dominique Le Vert, conseiller d'Etat, avait rendu son rapport au mois de novembre 1990.

(2) Le statut date de 1967. Avant leur revalorisation, en 1985, les greffiers étaient titulaires d'une charge qu'ils achetaient.

(3) Lors des dernières élections professionnelles dans les services judiciaires, en 1988, le poids respectif des organisations syndicales s'établissait comme suit : 51 % pour les autonomes, 26,5 % pour la CFDT, 11,5 % pour la CGT, et 11 % pour FO.

SÉCURITÉ

À partir du 1^{er} janvier

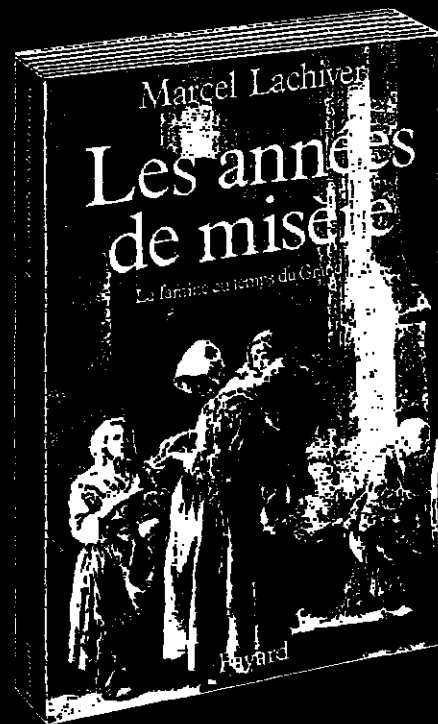
Ceinture obligatoire pour les enfants sur les sièges arrière des voitures

Les enfants voyageant sur les sièges arrière des véhicules automobiles devront être attachés, sans exception, à partir du 1^{er} janvier prochain. Cette mesure, dont l'application est problématique pour les familles de plus de trois enfants, diviserait par deux le risque d'atteinte corporelle. Pour les enfants de moins de neuf mois, le choix est laissé entre le lit-nacelle équipé d'un filet pour empêcher l'éjection et le porte-bébé homologué qui fait voyager l'enfant le dos à la route. Pour les plus de neuf mois, le dispositif de protection sera soit un siège-basquet à réceptacle, soit un siège à hamac.

LE PAIN NOIR DU ROI-SOLEIL

La tradition historique veut que l'on conserve du siècle du Roi-Soleil le souvenir des fastes de la cour et des grandes batailles destinées à assurer cette «*ceinture de fer*», véritable obsession royale. L'historien Marcel Lachiver, lui, a choisi de révéler l'envers du décor. Certes, le XVII^e n'a plus rien à voir avec le siècle noir de la Grande Peste, mais il demeure une époque rude, violente, où la mort familière s'apparente toujours à une délivrance.

Anne Muratori-Philip. Le Figaro

576 p.
180 F.

Un dossier accablant et fort bien documenté sur l'envers agricole du Grand Siècle.

André Burguière. Le Nouvel Observateur

C'est un travail remarquable qu'a entrepris Marcel Lachiver. Si le Grand Siècle mérite à bien des égards son nom, l'envers du décor méritait d'être connu car il fait aussi partie de la vérité historique. Le mythe du bon vieux temps en prend pour son grade.

Alfred Elbel. Le Quotidien

L'Histoire

chez

FAYARD

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Une opération très critiquée

Les quiproquos du Téléthon

Le principe et la finalité du Téléthon, dont la cinquième édition devait avoir lieu vendredi 6 et samedi 7 décembre sans la participation de l'acteur Alain Delon, sont de plus en plus contestés.

A la suite des informations concernant son absence sur le plateau du Téléthon, Alain Delon nous a déclaré avoir pris l'engagement auprès des responsables de l'AFM « de ne faire aucune déclaration susceptible de nuire au Téléthon 91, c'est-à-dire aux intérêts des enfants tout en conservant l'espoir que ce seront bien eux qui bénéficieront des dons qui seront offerts ».

Appuyé cette année par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et par M. Martine Aubry, ministre du travail, M. Michel Gillebert, secrétaire d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie, s'oppose de longue date au Téléthon. En 1989 il avait accusé cette manifestation de donner « une image misérabiliste et désastreuse des handicapés ». « Les Français croient qu'en une soirée ils ont résolu le problème du handicap. On ne peut plus laisser un service public comme Antenne 2 agir ainsi », déclarait-il alors. « En tant que représentant de l'Etat, je dis que cela n'est pas acceptable ».

Inacceptable ou non, la situation n'a guère changé. Les Français continuant à se mobiliser et à donner, individuellement ou via les entreprises, des sommes croissantes à l'AFM (Association française contre la myopathie). De 194,5 millions de francs de 1987, on est ainsi passé à 305,1 millions l'an dernier. Le succès grandissant du Téléthon ne doit pourtant nullement masquer les graves problèmes qu'il soulève. Ceux-ci sont schématiquement de trois ordres. Il y a tout d'abord les contraintes inhérentes au spectacle télévisé qui ne parvient pas le plus souvent depuis 1987 à faire l'économie du misérabilisme, associé ici à un voyeurisme, l'émotion née de l'exposition de l'anormalité et de la souffrance étant le plus sûr moyen d'augmenter le nombre et le volume des dons.

Il y a ensuite le principe même d'une opération centrée sur un seul groupe d'affections — les myopathies — ce qui paradoxalement conduit à faire de ceux qui en souffrent des handicapés particuliers bénéficiant, à la différence des autres, de la charité publique. Conscient sans doute de l'effet pervers d'une telle situation et prenant en compte les progrès considérables de la génétique moléculaire, l'AFM, que préside M. Bernard Barraud, a, après bien des hésitations, progressivement élargi le champ de la pathologie concernée. C'est ainsi que cette année le Téléthon met plus que jamais l'accent sur la lutte contre l'ensemble des maladies d'origine génétique.

Enfin, parmi les nouvelles critiques formulées contre l'AFM et son président, il faut compter désormais celles de Jerry Lewis et d'Alain Delon qui, depuis le départ, ont paré le Téléthon. Inquiets des diverses rumeurs et informations qui entachent a priori l'action de l'AFM, ces deux personnalités expliquent aujourd'hui ne plus pouvoir apporter leur soutien si l'on ne parvient pas au plus vite à mettre en place un comité de surveillance chargé du contrôle et de la gestion, « dans la plus grande transparence », des sommes recueillies depuis 1987. Quelles que soient les réponses

Chiens sans collier. — Journées d'adoption d'animaux familiers, samedi 7 et dimanche 8 décembre, dans tous les refuges de la Société protectrice des animaux et notamment au refuge de Gennevilliers, 30, avenue du Général-de-Gaule, 92230 Gennevilliers, tél. : 47-98-57-40.

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde
RADIO
TELEVISION

Chaque samedi
numéro écrit et illustré

apportées par M. Barraud sur la clarté des comptes de l'AFM, cette initiative inattendue revient au fond à remettre en question plusieurs des choix effectués par le président de l'Association.

Quinze bénéficiaires sur cent patients

S'engageant totalement et avec fougue dans la lutte contre les myopathies et le développement de son Association, M. Barraud ne peut éviter des conséquences liées à son mode de fonctionnement quelque peu autoritaire sinon autocratique. Certains contestent notamment les choix et les investissements prioritaires effectués en faveur de la recherche sur la génétique moléculaire et qui, d'un certain point de vue, viennent fort opportunément, grâce au Généthron, pallier les carences du financement public sur la cartographie du génome humain (« Monde Sciences-Médecine » du 4 septembre). Les volumes importants des sommes provisionnées (200 millions de francs) en prévision de futurs investissements, sont également contestés.

Il s'agit d'autant plus que d'autres critiques relèvent le décalage entre la réalité et ce que l'on imagine généralement quant au soutien financier et matériel accordé aux malades. A cet égard, les résultats d'une enquête menée par le professeur Yves Rieunier (service de rééducation fonctionnelle, CHU de Poitiers) mériteraient d'être pris en compte et analysés par les responsables du Téléthon. Réalisée en 1990 et 1991 auprès de cent patients atteints de différentes formes de myopathies, elle conclut que depuis 1987 seuls quinze d'entre eux ont bénéficié d'une aide matérielle équivalente en moyenne à 8 000 francs.

Plus généralement, au-delà des nouvelles polémiques et des quiproquos, le Téléthon illustre l'ensemble des difficultés inhérentes au développement d'un puissant secteur associatif et à l'utilisation parabolique des fonds qu'il génère. Ces difficultés sont encore plus grandes lorsque, la charité s'épuise, les records successivement battus depuis 1987 ne pourront plus l'être.

JEAN-YVES NAU

Le commerce du génome humain condamné

Suite de la première page

Le 20 juin 1991, Craig Venter, un chercheur américain travaillant au National Institute of Health (NIH), déposa au bureau américain des brevets (US Patent Office) une demande de brevets concernant 337 « nouveaux gènes humains » potentiels — des gènes « mass » issus d'une séquence d'environ 250 lettres de l'ADN.

Contrairement aux autres dépôts de brevets enregistrés auparavant aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, il n'était plus question de préciser la nature de ces gènes, leurs éventuelles utilisations diagnostiques ou encore les caractéristiques des protéines qu'ils avaient pour fonction de coder. En gros, l'idée de Craig Venter était de breveter plusieurs centaines de gènes potentiels sans s'être assuré au préalable de leur caractère codant, en espérant que parmi ce lot il s'en trouverait bien cinq ou six qui s'avèreraient scientifiquement et industriellement rentables.

Invention ou découverte

Outre le problème éthique ainsi posé — peut-on protéger une découverte destinée en principe au bien commun et la considérer comme une invention ou une innovation technologique ? — il convient de se demander si tout cela est bien conforme à la législation sur le brevet. En effet, de profondes différences entre les législations européennes et américaines, trois critères de brevetabilité sont retenus :

- la nouveauté ;
- l'inventivité : on peut à ce propos s'interroger sur le point de savoir si les dépôts de demande de brevet du NIH répondent bien à ce critère, sachant que ce travail peut être fait à partir de banques d'ADN et en utilisant une technologie à la pointe de tout laboratoire correctement équipé ;

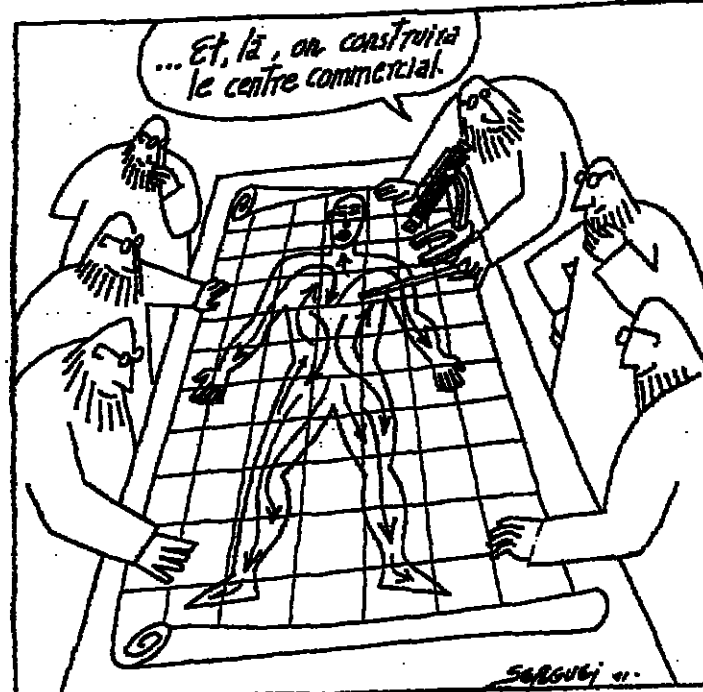
- l'application industrielle : la demande de brevet doit préciser les applications potentielles de l'invention. Les Etats-Unis prennent en compte la notion d'utilité de l'in-

vention alors que les Européens considèrent son application industrielle. Dans le cas des demandes du NIH, on fait valoir la fonction probable des séquences d'ADN que l'on souhaite breveter.

Au total, et quelle que soit l'interprétation que l'on peut faire des différences législatives, tout se passe comme si les chercheurs qui déposent ces demandes de brevet pour des gènes potentiels confondaient à dessein découverte et invention. En revanche, tel n'est pas le cas, à titre d'exemple, de l'INSERM qui a dernièrement déposé une demande de brevet en vue de permettre un diagnostic du syndrome de l'X fragile à partir de la séquence moléculaire mise au point par l'équipe du professeur Jean-Louis Mandel à Strasbourg (le Monde du 25 mai).

« Les séquences de gènes, c'est un peu comme les hiéroglyphes avant qu'ils ne soient déchiffrés par Champollion, ou encore un lexique que l'on utilise en vue d'écrire un roman, confie un spécialiste de ces questions. Vous imaginez un chercheur brevetant un hiéroglyphe ou un lexique. En revanche, il n'y a rien de plus normal qu'un écrivain touche des droits d'auteur pour le livre qu'il a écrit. C'est exactement la même chose pour les chercheurs qui travaillent au séquençage du génome humain : ils peuvent breveter un nouveau gène à condition de pouvoir dire à quoi il sert et ce qu'il fabrique. A condition que ce chercheur ait vraiment fait preuve de créativité ».

Aux Etats-Unis, la discussion sur le point de savoir s'il convient de breveter le génome humain bat son plein. Il y a ceux qui estiment que ces dépôts de brevet « à l'aveugle » coûtent trop cher au bénéfice escompté ; ceux, nombreux dans l'entourage du président Bush, qui trouvent cette pratique contraire à l'éthique ; et ceux, à la direction du NIH en particulier, qui, comme l'écrit le professeur Axel Kahn (directeur de l'unité INSERM N-129) dans un récent éditorial de la revue *Médecine-Sciences* (novembre 1991), voient là un bon moyen « de protéger l'avenir des biotechnologies américaines, c'est-à-dire



leurs droits à utiliser en priorité les informations tirées du programme «Génome humain». Cette justification, écrit le professeur Kahn, démontre de façon éclatante que ce programme a bien une autre face que son versant humanitaire et académique : fournir le socle sur lequel se développera l'effort biotechnologique industriel de toute une nation ».

Le bon moment

Dès lors, estime-t-il, il s'agit d'un tournant extrêmement important dans les rapports entre science et propriété industrielle. « Il était généralement admis jusqu'ici que la découverte appartenait à la science... c'est-à-dire à la collectivité qui pouvait, éventuellement, rendre hommage au découvreur sans autre obligation à son encontre, alors que l'invention pouvait être protégée afin que l'inventeur en tire une juste rémunération ».

Cette situation est d'autant plus alarmante qu'en Grande-Bretagne des chercheurs du Medical Research Council (MRC), dirigés par le docteur Sidney Brenner, envisagent pour leur part tout simplement de faire payer les chercheurs pour pou-

voir accéder à leur banque de données. Il n'est donc même plus question, à la différence des Américains, de publier les séquences des gènes qu'ils seraient amenés à découvrir.

Dès lors, fait-on remarquer au Comité d'éthique, se pose la question de savoir si ceux qui ont investi massivement temps et argent dans la confection de ces outils accepteraient un libre accès de compétiteurs chercheurs ou industriels. Cette question de l'accès aux bases de données est liée directement à celle de la « propriété du savoir ». « C'est donc un problème fondamental d'éthique de la recherche », il serait non éthique, ajoute-t-on, qu'un retard non justifié dans la diffusion des connaissances entraîne des retards dans les applications thérapeutiques possibles ».

Sur un plan plus général, l'avis du Comité d'éthique — sans aucune ambiguïté quant à la non-commercialisation du génome humain — tombe au bon moment. Dans l'attente de prises de position ultérieures des autorités gouvernementales, il réaffirme avec solennité que la France n'entend pas voir une partie du patrimoine commun de l'humanité passer dans le domaine commercial et industriel.

FRANCK NOUCHI

ÉDUCATION

Grève des enseignants à Mantes-la-Jolie

Les écoles mortes du Val-Fourré

La quasi-totalité des enseignants des écoles, collèges et lycées du quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie (Yvelines) ont organisé une opération « école morte », jeudi 5 décembre, pour protester contre le climat d'insécurité qui règne dans cette cité et contre la dégradation de leurs conditions de travail. Une journée de grève a également été observée, le même jour, dans quatre collèges de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) pour protester contre l'agression dont a été victime un professeur de judo du collège Jacques-Prévert.

« La plus grande ZUP, la plus grande ZEP, tout est trop grand au Val-Fourré. Tout le monde sait qu'au-delà de six cents élèves, on ne peut pas tenir un collège dans un quartier difficile. Les trois établissements du Val-Fourré ont chacun plus de mille élèves. On ne tient plus. Même les vieux profs, ceux qui sont là depuis dix à quinze ans, commencent à déserter. Si eux fichent le camp, c'est foutu ».

Frank, tout jeune prof qu'il est, n'est pourtant pas un bluth. Il a commencé sa carrière dans les quartiers nord de Marseille avant d'atterrir, à la rentrée dernière, au collège Paul-Cézanne du Val-Fourré, et de découvrir « une situation qu'il ne soupçonnait même pas ». Avec quelque cent cinquante à deux cents collègues de la ZUP, il bat la semelle à l'entrée de la rue de Varanne et

lorgne avec envie sur le cordon de CRS qui bloque l'accès de la rue en attendant le retour de la délégation reçue à l'Hôtel Maitreton. « Des flics, j'en ai jamais vu autant depuis que je suis à Mantes. Au Val-Fourré, la nuit, ils sont une dizaine pour vingt mille habitants, et ils n'ont pas pénétré dans certaines cités du quartier ».

Jeunes maîtresses de maternelle, profs de collège et de lycée, enseignants de base et militants syndicaux (soutenus par Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, venus en voisin donner un coup de main), ils sont tous là, au coude à coude. C'est la première fois, et ils n'en reviennent pas.

« Nous les profs, on prend les coups »

Leur colère couve depuis septembre. Après les incidents violents de mai-juin dernier, qui ont fait trois morts au Val-Fourré, « ils n'ont rien vu venir, pas d'argent, pas de poste, rien ». Et la situation s'est dégradée. Jeta de pierres dans les cours, vitres endommagées, insultes, intrusions dans les classes. Les instituteurs qui vivent dans les logements de fonction de l'allée Manet, un des secteurs les plus durs de la cité, sont menés au créneau les premiers. « On vit dans le noir, volets fermés à cause des pierres, les yeux rivés sur nos voitures », résume une enseignante. Alors, ils ont rédigé une plate-forme où ils réclament en vrac « l'indemnisation des collègues victimes de préfu-

lices », la suppression des préfabriqués, l'abandon, de tous postes d'enseignants, de pions, d'assistants sociaux, de psychologues scolaires.

Jusqu'au lundi 2 décembre, où la voiture d'un enseignant de collège a été incendiée pendant un conseil de classe. Le lendemain, ils se sont tous retrouvés au centre-ville pour une manifestation, puis ils ont occupé la mairie et décidé de fermer les écoles.

« Parce que, au Val-Fourré, si vous fermez les écoles, il n'y a plus rien, pas de commerces, pas de commissariat. Les facteurs ne distribuent pas le courrier dans certaines cités, dit un enseignant du lycée Saint-Euphrasy. Et nous, les profs, nous sommes là, en première ligne. On prend les coups. Nous sommes allés partout, au ministère de la ville, à l'Education nationale, en préfecture. Nos interlocuteurs sont affligés, compatissants, admiratifs. Mais ils nous disent tous la même chose : on ne peut rien faire ».

Les enseignants du Val-Fourré veulent « simplement travailler ». « Les faire à leur bout de profs ». « Les écoles, on ne peut pas les avoir tout seuls. Il faut un projet global, un suivi, restructurer le quartier, faire tomber des barres, construire des petits collèges, dit un enseignant du collège Paul-Cézanne. Moi, je ne suis qu'un prof, un petit prof de maths, je ne suis ni maire, ni ministre. Bon sang, à chacun son boulot ».

CHRISTINE GARIN

La grève des instituteurs parisiens a été largement suivie. — A l'appel du Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC), du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN) et de FO, les écoles primaires parisiennes étaient en grève,

jeudi 5 décembre, pour protester contre le non-paiement des salaires de cent vingt-quatre instituteurs. Dans un communiqué, le rectorat de Paris a précisé que les instituteurs allaient recevoir, dès lundi 9 décembre, un « acompte » d'un

montant égal à 80 % des traitements dus. La régularisation interviendrait « au plus tard » fin janvier. Le paiement des compléments de salaire dus à 2 800 instituteurs de la capitale serait également régularisé en janvier.

Le texte de l'avis

Voici les principaux points de l'avis du Comité national d'éthique sur « la non-commercialisation du génome humain » : « Derrière les objectifs énoncés du programme génome humain et son évidente importance en termes d'acquisition des connaissances, d'applications dans le domaine de la santé, apparaissent d'autres objectifs liés à la compétition industrielle aux conséquences redoutables sur le plan de l'éthique : les gènes détectés sont non seulement des informations utiles pour le monde scientifique, mais aussi des données de base pour des réalisations industrielles futures à travers des prises de brevet de séquences d'ADN ou des monopoles d'utilisation des informations contenues dans des banques de données.

« Le brevet protégeant des fractions d'ADN apparaît dans les conditions où il est revendiqué, comme constituant un détournement des conditions normales et éthiquement admissibles, en vue d'obtenir un avantage économique injustifié.

« La différence entre découverte et invention trouve là une exemplaire application.

« Sur le plan de l'éthique, le problème posé par l'application des règles sur le brevet au génome humain se situe au confluent de principes auxquels la

comité attache une importance fondamentale. L'un, sur lequel le Comité consultatif national d'éthique a nettement pris position, est le principe intangible de la non-commercialisation du corps humain. L'autre conduit à constater à propos de cette affaire que l'ensemble de l'information contenue dans le génome humain appartient au patrimoine commun de l'humanité : c'est un domaine de la connaissance qui ne peut faire l'objet de monopoles.

« Il est possible d'aller dans le sens de cette double exigence en s'appuyant sur la position suivante : les séquences d'ADN, codantes ou non codantes, ne sont pas brevetables, elles doivent être considérées comme une information et déposées dans des banques de données accessibles à toute la communauté scientifique.

« Des organisations internationales pourraient apporter leur concours à cette protection de la connaissance contre les dangers de monopolisation.

« Ces principes n'excluent pas, pour autant, la protection brevets des produits ou procédés issus de ces bases de données lorsqu'ils sont le résultat d'une réelle invention et d'applications convenablement décrites et dont le caractère original a été prouvé ».

Après la publication du rapport sur la sécurité transfusionnelle
Un corps de médecins hémocliniciens va être créé

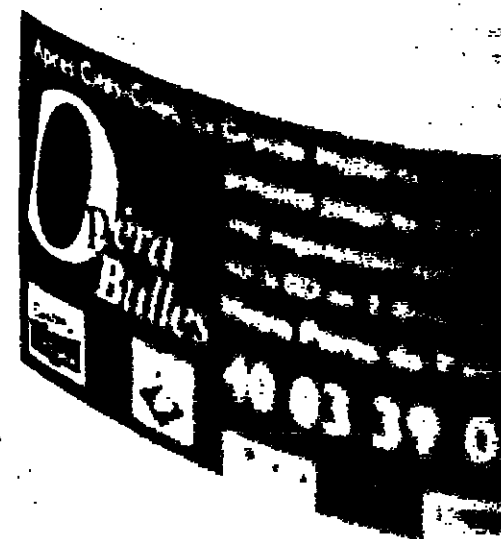
A la suite de la publication du rapport consacré à la sécurité transfusionnelle (le Monde du 6 décembre), le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, a annoncé jeudi 5 décembre que des mesures allant dans le sens des recommandations formulées par les trois rapporteurs — les professeurs Laurent Degos, Alain Godeau et Roger Salmon — allaient prochainement être prises sous la forme d'une circulaire.

Dans un premier temps, un corps de médecins hémocliniciens va être créé. Au nombre d'une trentaine, ils seront à la fois des consultants en

matière de prescription des produits sanguins, des garants « des bonnes pratiques de prescription » et des formateurs. Une seconde mesure consistera à mettre en place — avec l'accord de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) — un fichier des dons gérés par les centres de transfusion sanguine et un fichier des receveurs tenus par les établissements de soins.

Ces deux fichiers, codés, resteront indépendants l'un de l'autre, mais en cas de difficultés, il sera possible de remonter à la source d'une éventuelle contamination.

L'homme des



MUSIQUES

L'homme des marais

Tony Joe White ouvre les Treizièmes Transmusicales de Rennes

RENNES

de notre envoyé spécial

Les Treizièmes Transmusicales de Rennes ont commencé, mercredi après-midi 4 décembre, dans la petite salle de l'Ubu, par une épreuve initiatrice : deux artistes français recevaient leur baptême de la scène, après avoir publié un album prometteur. Dominique Dalcan, chanteur-compositeur-auteur, adorateur des Pet Shop Boys et de la pop synthétique britannique, s'en est tiré de justesse : malgré un groupe approximatif, un son catastrophique, on devinait le bouillonnement d'idées, d'envies, qui agitent une musique plus passionnée que l'écoute du disque ne pouvait le laisser deviner. Louise Féron, en revanche, est passée à côté du moment. Malgré un joli talent d'auteur, quelques mélodies simples et fortes, elle n'a pas trouvé la garde-robe musicale qui siedrait à sa voix. Trop rock pour elle, les Dogs, groupe du Havre, firent ce qu'ils purent, sans jamais empêcher la fraction la mieux intentionnée du public de s'acharner à Louise Féron une réorientation radicale.

La soirée programmée dans la salle de la Cité était dépourvue de ces enjeux crispants. Le trio Erik Marchand a réussi à convaincre les rockers avec sa fusion arabo-celtique. Dr Phibes and The House of Wax Equation a payé son tribut au rock psychédélique avec ce sérieux, cette quasi-tristesse un peu lyrique, propre à tant de rockers anglais du moment. L'invention sonore, la fureur molle du groupe le distinguent pourtant de la masse de ses contemporains.

On reviendra bientôt, à l'occasion de leur tournée française, sur les extravagances exquises de Charles et les Lulus, bande de bluesmen primitifs flamands emmenés par le chanteur belge Arno.

Bien après minuit est arrivé le moment de Tony Joe White. Rocker quadragénaire, musicien à échappées, Tony Joe White a écrit quelques standards du rock dont *Poik Salad Annie*, repris par Elvis



Tony Joe White, une cure de sobriété sudiste.

Presley. Il vit entre Memphis et l'Arkansas ; après sept ans de silence, il vient de publier un album sur Remark, un label français. Cette affinité mystérieuse entre la France et le musicien remonte à la fin des années 60. Johnny Halliday avait repris quelques titres de White qui s'était produit sur scène avec le rock belge.

Telecaster rose

Sur scène, Tony Joe White joue d'une Telecaster rose qu'il caresse et maltraite avec la même nonchalance. Accompagné d'un honnête groupe de bar, il joue du « swamp rock », le rock des marais de la Louisiane natale, un rock dont le déhanchement correspond exactement aux cadences de l'accent sudiste qui rythme la conversation de Tony Joe White.

« Je me suis lavé des maisons de disques américaines. On y considère les artistes comme des chevaux de course ; pas de résultats, au rancart. J'ai un ranch dans les monts Ozark, j'y élève des chevaux, je joue au golf. Je ne suis jamais loin de ma guitare. J'ai accumulé une brasse de chansons qui m'ont paru bonnes. »

En même temps, Tony Joe White avait proposé un de ces

titres à Tina Turner, qui lui a alors demandé de participer à leur enregistrement : « La première fois que je suis arrivé au studio, elle s'est mise à rire. Je ne comprenais pas ; j'ai regardé si ma broquette était ouverte ; elle a fini par me dire : mais tu es Blanc ! »

Avec les droits d'auteur des chansons enregistrées par Tina Turner, Tony Joe White a décidé de produire un disque : « Je voulais tout payer moi-même, tout décider et avoir personnellement à qui reprocher un échec. » Il est alors descendu en Alabama, au studio de Muscle Shoals, qui abrite l'une des meilleures sections rythmiques du monde. Il y a enregistré *Closer to the Truth*. « Je voulais le vendre par correspondance dans le monde entier. Finalement, Remark m'a fait une proposition. Je n'ai pas été surpris de faire affaire avec des Français. »

Une heure passée à écouter Tony Joe White sur scène ou sur disque, c'est un cours d'économie rock'n'rollienne, une cure de sobriété blues et du mot sudiste.

THOMAS SOTINEL

► Tony Joe White, le 6 décembre à 20 heures à la Cité, 120, boulevard de Rochechouart, Paris 18^e.

Le bon choix

Quatre livres pour conseiller les discophiles

Le Dictionnaire des disques et des Compacts Disques édité par la revue *Diapason* et les éditions Robert Laffont est à sa quatrième réimpression et à sa troisième édition. Il n'y a aucun hasard à ce succès : ce volume de la collection « Bouquins » n'est pas une discothèque (idéale directrice et normative, mais un pavé de mille trois cent soixante-huit pages d'informations sur l'interprétation musicale — dont il prend l'histoire en compte. Ce dictionnaire présente, classées alphabétiquement, les œuvres des compositeurs de tous les temps, grands et petits, à travers les enregistrements d'hier et d'aujourd'hui qui devraient entrer dans la discothèque de l'honnête homme (sauf mention contraire expressément indiquée).

Splendide travail qui table sur la capacité de jugement et de synthèse d'un lecteur maître de ses choix malgré les étoiles décernées. Les notes insistent, en effet, sur la description de l'interprétation et non sur le jugement de valeur. Dès sa première édition, le « Diapason-Laffont » se plaçait au-dessus de la mêlée. Il le reste, même si cette nouvelle mouture n'a pas bénéficié d'une mise au point suffisamment attentive (les ajouts ne sont pas toujours bien « mixés » aux anciens textes) et la disponibilité de certains disques, non signalés comme supprimés, reste à prouver. Mais quel ouvrage similaire peut se targuer de décrire douze versions du *Messie* de Haendel, six du *Werther* de Massenet, quatorze de la *Flûte enchantée*, dix-neuf du *Don Juan* de Mozart ?

Nous n'en dirons pas autant de la *Discothèque idéale du disque compact*, codifiée par *Compact*, la revue du disque laser et Flammarion. On y trouve, sur cinq cent soixante-quatre pages des enregistrements commentés de façon détaillée, dont le choix peut cependant être facilement discuté vu le petit nombre de versions présentées pour chaque œuvre. Et pas seulement pour cela : comment faire totalement confiance à un guide qui omet *Yoko Ono* dans *Ravel*, envoie André Gavrilov *ad patres* (aux dernières nouvelles, le jeune Soviétique se porte comme un

charme et vit à Londres), conseille la seconde version *Cifra* des *Rhapsodies hongroises* de Liszt parce que sa première version ne serait pas disponible (elle l'est, chez EMI, et en deux CD pour le prix d'un !), omet la *Mer* de Debussy par Toscanini (RCA) et ne conseille que deux versions des *Tableaux d'une exposition* de Moussorgski ? Comment, enfin, faire confiance à un guide qui donne des notes de difficulté croissante d'accès aux œuvres (de 1 à 5) à l'attention des mélomanes débutants, mais qui classe dans la même catégorie « œuvres ardues » (note 4) *Till, Don Juan* de Richard Strauss, la *Cinquième* de Mahler — elles ne le sont pas précisément — n'hésite pas à rapprocher (note 3) le *Sacre du printemps* de Stravinsky, la *Rhapsodie in blue* de Gershwin, les *Valses* de Chopin, les *Suites pour violoncelle* de Bach, les *Dances hongroises* de Brahms et les *Variations Diabelli* de Beethoven, quand la *Neuvième* du même Beethoven (note 1) est considérée d'un abord plus facile que l'*Ouverture d'Egmont* (note 2).

Poutre dans l'oreille

On ne conseillera pas davantage le *Guide Jeanson de la musique classique* publié par Plon. Et même, on le déconseillera fortement. L'auteur (un grand disquaire parisien) accumule les erreurs, prétend à la « liberté » (par opposition aux revues spécialisées qui ne tiendraient pas, selon lui, à se ficher avec les éditeurs-annonceurs publicitaires). Mais la poutre qu'il doit avoir dans l'oreille lui fait écrire dans une page que Sviatoslav Richter a choisi un piano-forte pour son dernier enregistrement Mozart chez Deutsche Grammophon (disque heureusement crédité plus loin à Philips) et préciser : « Encore faut-il une bonne chaîne pour apprécier le piano-forte ». Le pianiste soviétique ne jouerait-il pas plutôt sur un grand Yamaha tout neuf ? Cela s'entend même sur un transistor !

Ce guide « étoilé » les enregistrements qui ne sont presque jamais commentés. Heureusement, serait-on tenté de penser, car l'auteur n'y

mesure pas toujours ses adjectifs (X serait « ignoble » dans les *Partitas* et la *Fantaisie chromatique* de Bach). Voilà qui nous empêche de résister à l'envie de parodier l'auteur lui-même (page 102) pour demander à Plon : « Comment peut-on éditer de tels livres ? ».

Reste l'exercice auquel Alain Duault vient de se livrer pour *Le Près aux clercs* dans un *Guide du disque classique* qui porte son nom. En six cent trente-six pages, il a sélectionné mille disques correspondant aux mille œuvres qu'il juge nécessaires de connaître. Il sera toujours possible de penser que Duault aurait mieux fait de choisir une œuvre/version plutôt qu'une autre (*Spartacus* de Khatchaturian ne s'imposait peut-être pas), mais ce journaliste, ce critique, cet homme de radio et de télévision s'adresse au néophyte, affirme ses choix — souvent pertinents, même s'ils sont parfois réducteurs — et les assume. Plutôt que choisir Pierre Boulez dans tous les ballets de Stravinsky, pourquoi ne pas retenir seulement son *Oiseau de feu* (Sony) et conseiller Pierre Monteux dans la version originale de *Petrouchka* (RCA) et Stravinsky lui-même dans le *Sacre* (Sony) ? In fine, regrettons que l'impossible version des *Etudes symphoniques* de Schumann, par Maria Tipo, ait été sélectionnée quand celle de Sviatoslav Richter est incomparable (JVC) et que Marius Jansons le soit dans la *Pathétique* de Tchaïkovski. Le jeune chef n'aurait même pas, dans ses rêves les plus fous, se comparer à Evgeny Mravinsky (DGG).

ALAIN LOMPECH

► *Dictionnaire des disques et des compacts*, Diapason-Laffont, collection « Bouquins », 145 francs. La *Discothèque idéale du disque compact*, Flammarion-Compact, la revue du disque laser, 119 francs. *Guide Jeanson de la musique classique*, Plon, 95 francs. Le *Guide Alain Duault du disque compact classique*, Le Près aux clercs, 140 F.

CINÉMA

Mort d'un artiste

PAYSAGE AVEC FEMME
d'Ivica Matić

Il existe, en Yougoslavie comme dans les Caraïbes, une tradition de peinture naïve paysanne, peut-être inspirée par les broderies géométriques au point de croix qui ornent les corsages, les rideaux, les draps de cérémonie. Le héros du film d'Ivica Matić, *Paysage avec femme*, garde-forestier, est l'un de ces artistes, un passionné, un doux obsédé, il peint les paysages qu'il regarde : les prés, les ciels, les brumes, les branches tortueuses, les foins en désordre. Il y place des bovins dont il aime la placidité, et des femmes nues dont il apprécie les formes tendres, sans pour autant profiter de la situation. Son art lui tient lieu de sexualité.

Un seul au village le comprend et tente de l'aider. Les autres, gâleries machistes, ne croient pas à sa vertu. Ils lui font des mémoires, lui font épouser une veuve que l'un d'eux a mise enceinte. Et le peintre mourra, encombré par le taureau de la veuve — symbole — et les villageois, soudain convaincus, à travers champs suivent son cercueil, portant, au lieu de croix, ses tableaux cloués sur des piquets. Voilà donc un conte bien chargé de significations, suite de tableaux dont les nuances, les teintes irisées, la composition reproduisent avec une simplicité sophistiquée le style de l'art naïf et en renouvellent le charme. Un charme que le schématisme des personnages et la gaucherie des acteurs occasionnels ne gâchent pas, au contraire. De ce point de vue, le film — com-

mené en 1976, terminé en 1989, après la mort de son auteur — séduit. Dormirag tout de même qu'avec Matić ait insisté sur le bêtise campagnard — hennissements, aboiements, pépiements, — sur la musique exotique, — fûta de Pan et du vent de fausses, — sur les traditions séculaires et les coutumes locales. Mais cette œuvre insolite, infiniment mélancolique prend au cœur et ne se laisse pas oublier. Elle dure soixante-dix minutes, est précédée par le court-métrage d'une Québécoise, Louise Caré, qui montre de façon à la fois sensible et impressionnante les prémices de la mort et son inexorable douleur, dans la solitude apaisée de paysages d'automne, au milieu d'objets abandonnés.

COLETTE GODARD

Planté

L'HOMME QUI PLANTAIT
LES ARBRES
de Frédéric Back

Le film est court, une demi-heure, c'est sa seule modestie. Tout le reste est sous le signe du lucratif. Il raconte l'histoire d'un vieillard solitaire qui, patiemment, graine après graine, fit revivre une forêt. Frédéric Back, lui, sème à la volée, et ne laisse pas sur l'engrais. Le texte d'origine est de Giono, qui chemina souvent entre émotion et pathos. Le

moindre rajout fait basculer dans l'embarras sentimental. Et toutes les images, dessinées avec un soin dont nul ne dispute qu'il soit admirable, en rajoutent. Avec grand déploiement de joliesse, tandis que sur la bande-son Philippe Noiret arpège telle une contre-basse en gognotte. Elles illustrent au pied de la lettre des mots qui auraient besoin de sécheresse. Ce n'est plus un plaidoyer humaniste, c'est la messe et son iconographie sulpicienne.

J.-M. F.

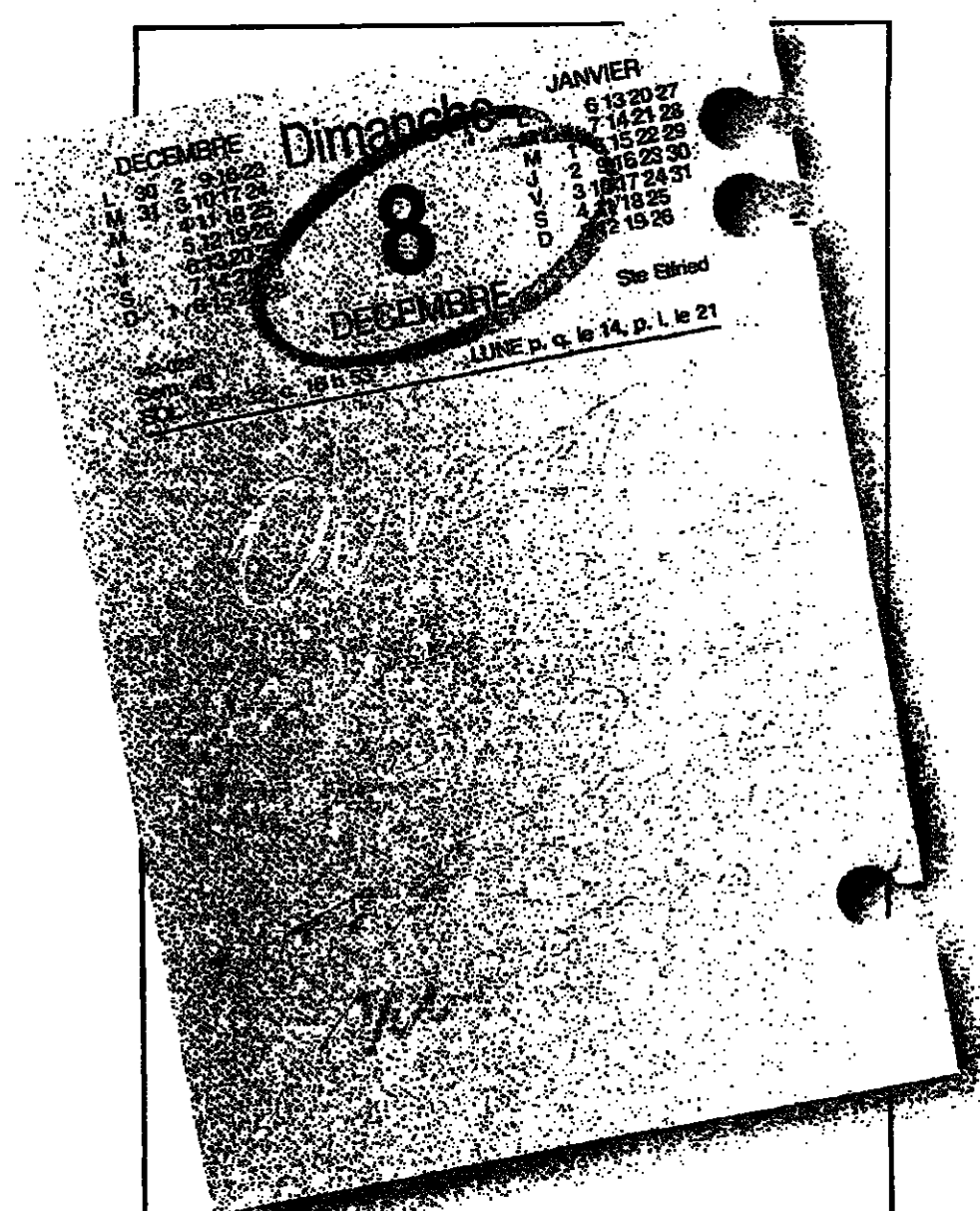
Un méchant petit diable

MA VIE EST UN ENFER
de Josiane Balasko

Même si l'on n'y croit pas, il ne faut jamais tenter le diable. Il se venge. Josiane Balasko l'a appris à ses dépens. Elle a repris son rôle de grosse fille mal gâtée et compléte, afin de pouvoir, l'imprudente, s'amuser avec l'enfer, le mythe faustien et tout ce qui s'ensuit. Abar, un diable subalterne (et fort laid), invoqué par hasard à travers un miroir magique lui a fait le coup du pacte. Et du charme, en même temps. Elle a cru l'avoir attrapé par les cornes. Il lui a inspiré des pages pornographiques et scatologiques dont on ne rirait même plus aujourd'hui dans les salles de garde.

Nous, on serait plutôt éberlués de ce comique fangeux, de cet esprit carabin assorti de beaucoup de méchanceté. Et voilà, il cherche à nous faire croire que Daniel Auteuil — dans un contre-emploi évident — est le plus mauvais acteur français de l'année. Cela ne fait rien, Madame Balasko ; on vous aime quand même. Mais s'il vous plaît, la prochaine fois, ne vous laissez pas prendre à ces ruses grossières. Soyez plus maline que le Malin.

JACQUES SIGLIER



Galeries Lafayette de 10 h 00 à 19 h 00.
Marks & Spencer de 11 h 00 à 19 h 00.
Lafayette Gourmet de 9 h 30 à 19 h 30.
Monoprix de 9 h 30 à 19 h 30.

Après Cités-Cinés, La Grande Halle-la Villette présente jusqu'au 5 janvier une exposition-spectacle sur la BD en 3 dimensions Métro Porte de Pantin 40 03 39 03

CULTURE

ARTS

Claude Berri fait le blanc

Le cinéaste et producteur présente une exposition Ryman dans son espace d'art contemporain de la rue de Lille, à Paris

Au 7, rue de Lille, à côté de chez Lacan, dans un nouveau lieu d'exposition, spacieux et bien éclairé (800 mètres carrés en partie sous verrière), sont présentées, pour neuf mois, des œuvres de l'Américain Robert Ryman. Beaucoup d'œuvres bien choisies, de grande et de petite taille, depuis les recouvrements gestuels, tangibles et signés de la fin des années 50, soit toute la gamme de sa « peinture à blanc ». Assez d'œuvres pour permettre, à qui veut bien le regarder, d'en saisir la constance, la substance, la lumière, et faire tomber nombre de préjugés quant à la pauvreté, sinon la futilité, dont on taxe encore le travail de ce peintre exigeant.

Un peintre, oui, qui se réalise depuis plus de trente ans dans le dénuement et le dénuement des données « réalistes » du tableau (mise en évidence du support, des sous-couches, de la touche, de la surface, de l'espace et ses limites, des attaches au mur, etc.), à une époque où Supports-Surfaces était loin de naître, dont il a exclu toute image, tout contour, tout pictural. Mais à la différence de bien d'autres, en vivant la peinture, plutôt qu'en en faisant le support d'un discours théorique avec exercices pédagogiques à la clé.

En inaugurant les cimaises blanches de RENN Espace d'art contemporain avec les peintures blanches et aussi peu spectaculaires qu'elles soient de Ryman, le patron de la maison, un homme de spectacle, le cinéaste Claude Berri, annonce, pourrait-on dire, la couleur de son entreprise (à but non lucratif) : blanche comme neige saturée de lumière. Et sa hauteur : le top-niveau de l'art contemporain.

Claude Berri compte parmi ces

nouveaux collectionneurs qui se sont pris de passion pour l'art contemporain au moment du grand boom du marché, il y a à peine plus de cinq ans, et qui, il faut bien le dire, ont pas mal contribué à la surchère, bousculé les règles en vigueur dans le circuit, agacé bien du monde sans forcément s'en rendre compte, ne connaissant pas le jeu.

Cambriolage pendant « Jean de Florette »

Claude Berri, lorsqu'il raconte son histoire, parle volontiers de ses erreurs, de son inexpérience, ne cherche pas à se justifier, n'a pas de message à délivrer, semble réagir au coup de cœur depuis sa « conversion » à l'art contemporain. Des coups de cœur qui l'ont porté, comme par hasard, d'emblée vers du gros calibre : son premier achat n'est-il pas la deuxième version du pastel de Picasso, *La Femme au corbeau*, revendu deux ans plus tard, pour acheter autre chose, du côté de chez Kasten Greve ou de chez Leo Castelli, que lui avait recommandé Daniel Tempone. Le coup de cœur peut justifier tout, les investissements financiers, l'achat, la revente, le mélange de sincérité et de calcul.

Tout commence par un cambriolage pendant le tournage de *Jean de Florette*. Claude Berri, jusqu'à présent par les arts décoratifs et un petit nu de Maramba qu'il regardait chaque jour sous différents lumières, se laisse aller à ce rapport de l'art à la lumière l'incitant depuis longtemps, et peut expliquer son intérêt pour Ryman, Ad Reinhardt ou Klein. La construction pour une meilleure connaissance de l'art contemporain. Le sort de l'entreprise, dont la créa-

tion a coûté quelques sous (soit : 5 millions de francs, travaux : 7 millions de francs, loyer : 400 000 francs), dépend pour l'instant de sa maison de production, donc de ce que le cinéma peut rapporter. Or le cinéma ne se porte pas bien. D'où sa recherche de financements extérieurs.

Claude Berri ne sait pas où il va au juste, fait ce qu'il fait pour son plaisir, n'a pas de message à délivrer, mais tant mieux, dit-il, si ça apporte quelque chose aux autres. Il a tout de même une conviction : dans le monde chaotique d'aujourd'hui il n'y a pas trente-six façons de faire son choix de vie : c'est l'abbé Pierre ou l'art (n'aurait-il pas choisi les deux ?). Et une certitude : que son aventure n'est pas banale. Effectivement, on n'est pas « touché pas la grâce » tous les jours.

A une question qu'on peut se poser, à savoir si le cinéaste et l'amateur d'art ont quelque chose à voir ensemble : la réponse est non, catégorique, plutôt sympathique : « Quand je fais un film, je fais plutôt le Musée d'Orsay (Claude Berri a entrepris le tournage de *Germinal* dans le Nord). Le cinéma, c'est aussi un art populaire. Je me considère comme un cinéaste populaire et je n'aurais pas de faire l'artiste contemporain. Je ne suis pas Godard, je le sais bien. »

« Je ne suis pas Godard »

Conscient de l'importance de son espace rue de Lille, Berri en attend une reconnaissance complète du milieu de l'art, espère, qui sait, créer une force, d'un dédoublé devenu une manie chez ceux qui achètent de l'art. A défaut, mettre sur pied une « association pour une meilleure connaissance de l'art contemporain ». Le sort de l'entreprise, dont la créa-

tion a coûté quelques sous (soit : 5 millions de francs, travaux : 7 millions de francs, loyer : 400 000 francs), dépend pour l'instant de sa maison de production, donc de ce que le cinéma peut rapporter. Or le cinéma ne se porte pas bien. D'où sa recherche de financements extérieurs.

Claude Berri ne sait pas où il va au juste, fait ce qu'il fait pour son plaisir, n'a pas de message à délivrer, mais tant mieux, dit-il, si ça apporte quelque chose aux autres. Il a tout de même une conviction : dans le monde chaotique d'aujourd'hui il n'y a pas trente-six façons de faire son choix de vie : c'est l'abbé Pierre ou l'art (n'aurait-il pas choisi les deux ?). Et une certitude : que son aventure n'est pas banale. Effectivement, on n'est pas « touché pas la grâce » tous les jours.

A une question qu'on peut se poser, à savoir si le cinéaste et l'amateur d'art ont quelque chose à voir ensemble : la réponse est non, catégorique, plutôt sympathique : « Quand je fais un film, je fais plutôt le Musée d'Orsay (Claude Berri a entrepris le tournage de *Germinal* dans le Nord). Le cinéma, c'est aussi un art populaire. Je me considère comme un cinéaste populaire et je n'aurais pas de faire l'artiste contemporain. Je ne suis pas Godard, je le sais bien. »

GENEVIEVE BREERETTE

Robert Ryman, RENN Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, 75007 Paris (réa. : 42-60-22-99). Du mercredi au vendredi de 12 heures à 16 heures, le samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'en juin 1992. Entrée : 30 F, étudiants : 20 F.

PHOTO

Un panthéon idéal

Deux cents portraits resuscitent le passé du studio Harcourt

En 1934 les frères Lacroix, patrons de presse, créent un studio spécialisé dans le portrait et la photo industrielle pour répondre aux besoins de leurs publications. Lorsqu'il change de fonction et s'installe en 1938 dans un somptueux hôtel avenue d'Iéna, Cosette Harcourt, femme de Jacques, lui donne son nom et sa signature sert de griffe au célèbre studio qui devient très vite un lieu de passage obligé.

Des photographes de plateau lui confèrent son inimitable style, inspiré par la statuaire classique et par les éclairages mythiques du cinéma. Harcourt réunit la psychologie, le caractère, le vérité. Les sujets sont saisis à la chambre, sans profondeur de champ, et offrent d'eux une image sans aspérité. La retouche, indélébile, opérée à même le négatif, est faite « pour se voir ». Elle gomme les imperfections et recrée une surface évanescence, impalpable, qui se confond avec l'épiderme du tirage et qu'on nomme la « peau de bébé ». Aux modèles intouchables, détachés « comme chez le teinturier » disait Barthes, il est demandé de n'être qu'une pure apparence.

L'aura Harcourt convient idéalement aux stars du septième art. Elles incarnent une beauté archétypée qui correspond à un désir de l'imaginaire social. Marlene Dietrich, Marie Marquet ou Simone Signoret offrent au public une image magnifiée d'elles-mêmes. Danielle Darrieux et Micheline Presle sont irrésistibles d'abandon. Michèle Morgan concentre toute l'expression du visage dans ses yeux. Arletty, en Pierrot vieillissant, casse seule l'image éternelle d'une star sans corps, éternisée par les assauts du temps.

Les hommes ont des rides, des verrous et fument. Ils se coiffent, dociles, dans un moule uniforme où transparaît pourtant la personnalité de chacun. Certains sont incontestables d'elles-mêmes, Michel Auclair. Les jeunes premiers (Brial, Jacques Charrier, Samy Frey) ont bien changé. D'au-

tres restent égaux à eux-mêmes (Gabin, Delon). Les réalisateurs (Renoir, Abel Gance) ont des têtes d'acteurs.

Les vedettes du music-hall (Piaf, Gréco, Brel, Moustache en 1953, Distel en 1949), de la danse (Béjart, du mime (Marceau sans tarder) se présentent également au rituel. Les comiques (Bourvil, Jean Yanne, Fernandel) sont réifiés au sublime. Exhibant leurs dents ils sont seuls à rire dans ce panthéon glacé où même la poplite est retouchée.

De Julien Gracq à Jean d'Ormesson - étonnant - les écrivains défilent aussi dans les illustres salons ; comme les hommes politiques, de Gaulle ou Jean Moulin, Mitterrand (1952) et même Chirac (1963). L'exposition n'offre que des célébrités. Les tirages modernes de Richard Azaoulay parfois agrandis sont bien présents, sur du tissu rouge, rappelant les salles de spectacle où ils étaient initialement accrochés.

Harcourt fut une des premières entreprises françaises à réaliser la vente par correspondance. L'élite de la société, la bourgeoisie, y fut traitée comme une star (1 % de la clientèle). On y fit même de la couleur, des nus, de la mode. Mais le studio a perdu son âme en devenant une « usine à portraits ».

Les photographes (Aldo, Forster, Vaincel) se sont effacés d'eux-mêmes au profit de la grille collective. Le fonds du studio, de 1934 à 1979, a été acquis par l'Etat en 1989. Il comporte 4 millions de négatifs et un fichier de 300 000 personnes.

PATRICK ROEGERS

« Harcourt oblige », Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 1^{er} mars 1992.

« Studio Harcourt, 60 ans de mythe étalés. Textes de Dominique Baqué et Françoise Denoyelle. 197 photos en bichromie, créditées par la Mission du patrimoine et la Manufacture, 395 F.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Samedi 7 décembre
Drouot-Richelieu, 11 heures et 14 heures : arts primitifs, arts publicitaires ; Drouot-Montaigne, 14 h 30 : armes, souvenirs historiques ; Palais des congrès, 16 heures : automobiles de collection.

ILE-DE-FRANCE
Samedi 7 décembre
Azerre, 14 h 30, vins ; Chartres, 14 heures, poupées ; Compiègne, 14 heures, militaires ; 14 h 30, arts d'Asie ; Vernon, 14 h 30, cartes postales, timbres.

Dimanche 8 décembre
Argenteuil, 14 h 30, argenterie, bijoux ; Azé, 14 h 30, gastronomie ; Chantilly, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Chartres, 14 h 30, poupées, automates ; Compiègne, 14 h 30, arts de la table ; Enghien, 14 h 30, styles de collection ; Etampes, 14 heures, cartes postales ; Fontainebleau, 15 h 30, tableaux contemporains ; L'Isle-Adam, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; La Verrière, 14 heures, objets d'art ; Le Havre, 14 h 30, sculptures modernes ; Nogent-sur-Marne, 14 h 30, argenterie ; Rambouillet, 14 heures, tapis d'Orient ; 14 h 30, Extrême-Orient ; Saint-Germain-en-Laye, 14 heures, tableaux modernes ; Sceaux, 14 heures, argenterie, bijoux ; Seilly, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Sens, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Tonnerre, 14 h 30, bijoux, argenterie ; Versailles-Bellevue, 14 h 30, verrerie contemporaine ; Vernon, 14 h 30, vins ; Versailles (Rameau), 14 heures, tableaux modernes ; Versailles (avenue de Sceaux), 14 h 30, tableaux modernes ; Versailles (Cheval-Légers), 14 h 15, mobilier, objets d'art.

PLUS LOIN
Samedi 7 décembre
Agen, 10 h 30, bijoux ; 14 heures, mobilier, tableaux ; Annecy, 14 heures, livres ; Auch, 14 h 30, mobilier, tableaux ; Béthune, 11 heures, champagnes ; 14 h 30, vins ; Cahors, 10 heures et 14 heures, mobilier, objets d'art ; Châlons-sur-Marne, 14 heures, gravures, sculptures ; Dreux, 14 heures, mobilier, tableaux ; Limoges, 14 h 30, cartes de tapisserie ; Marçay-en-Barrois, 17 h 30, voitures de collection ; Marseille (Cantini), 14 h 30, collection napoléonienne ; Marseille (Castellane), 14 h 30, tableaux, estampes ; Montauban (près Sargé), 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Nancy,

14 heures, fourrures ; Nantes (quai André-Rhys), 14 heures, mobilier, argenterie ; Nantes (rue Miséricorde), 14 h 30, argenterie, bijoux ; Nanterre, 15 heures, lithographies ; Orléans, 14 h 30, tableaux modernes ; Orléans, 14 heures, vins ; Parthenay, 14 h 30, bijoux ; Pau, 15 h 30, numismatique ; Reims, 14 heures, vins ; Reims, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Saint-Jean-de-Luz, 14 h 30, vins, alcools ; Troyes, 14 heures, timbres ; Verzy, 15 heures, vins ; Vichy, 14 heures, faïences, porcelaines ; Villefranche-sur-Saône, 15 heures, mobilier, objets d'art.

Dimanche 8 décembre
Argentan, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Arles, 14 heures, tableaux modernes ; Asten, 14 h 30, tableaux, mobilier ; Avignon, 10 heures, affiches ; 14 h 30, mobilier, tableaux ; Bar-le-Duc, 14 heures, poupées, accessoires ; Beauvais, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Cahais, 10 heures et 14 h 30, vins ; Compiègne, 14 h 30, vins et alcools ; Dax, 20 h 30, vins ; Dijon, 14 heures, mobilier, objets d'art ; Douai, 15 heures, tapis ; Epernay, 14 heures, mobilier, bijoux ; Issoudun, 14 h 30, livres, 15 heures, mobiliers, objets d'art ; Joux-lès-Tours, 14 heures, mobilier, orfèvrerie ; Laon, 14 h 15, mobilier, objets d'art ; Le Havre, 14 h 30, mobilier, tableaux ; Lille, 15 heures, art nouveau, art déco ; Limoges, 14 heures, tableaux modernes ; Lons-le-Saunier, 14 h 30, cartes postales ; Marseille (Castellane), 10 heures et 17 heures, pin's et télécartes ; Montargis, 14 heures, tableaux modernes ; Montauban, 14 h 30, tableaux modernes ; Montluçon, 14 h 30, poupées et jouets ; Nevers, 14 heures, livres, autographes ; Noyon, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Pithiviers, 14 h 30, vins ; Poitiers, 15 heures, mobilier, objets d'art ; Reims, 14 h 30, tableaux modernes ; Saint-Omer, 15 heures, automobiles miniatures ; Toulouse, 14 h 30, vins et 20 h 30, montres, bijoux ; Valenciennes, 14 heures, mobilier, tableaux ; Vézelay-le-François, 14 heures, mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS
Paris-Espace Austerlitz, Paris « Toymania » Parc des expositions.
EXPOSITIONS
Caen, Montpellier, En, Montauban, Nîmes, Courtenay, Annale, Antony, Joux-en-Josas, Blagnac, Langon et Miramont-de-Cayssac.

« L'infâme Fély »

Libertin satirique, Félicien Rops dessinait et gravait les vices de son temps

FÉLICIEEN ROPS
au Centre Walloon-Bruxelles

En 1866, ayant été condamné par le tribunal de la Seine l'année précédente à un an de prison pour publication d'ouvrages licencieux, l'éditeur Poulet-Malassis fit imprimer à Amsterdam un recueil de poèmes intitulés *Les Epaves*. L'auteur en est Charles Baudelaire, dont les *Fleurs du Mal* ont été jugées immorales par le même tribunal. Les *Epaves* rassemblent les pièces interdites par le jugement. Le volume s'orne d'un frontispice burlesque et funèbre, œuvre d'un graveur muraux de trente-quatre ans, Félicien Rops.

L'homme a déjà mauvaise réputation, ayant illustré *Les Aphrodites* de Nerciat ainsi qu'un *Dictionnaire érotique moderne* - quel titre ! A la fréquentation de Poulet-Malassis et de Baudelaire, le jeune Rops s'adonnait à la reproduction et des lettres de recommandation qui l'introduisaient à Paris, chez des peintres et des écrivains non moins scandaleux que lui, MM. Manet, Daubigny, Gautier, Villiers de l'Isle-Adam et Goncourt.

Le désir mène l'humanité

Dans leur *Journal*, ces derniers le louent de peindre « la crudité d'aspect de la femme moderne, son regard et son mauvais vouloir contre l'homme, non caché, non dissimulé, mais montré ostensiblement sur toute sa personne ». « Mauvais vouloir », c'est peu dire. Haine et horreur valaient mieux. La femme selon Rops n'est pas plus ou moins Dali, mais bien pire : traîtresse, corruptrice, dévoreuse d'énergie et mère de tous les tourments. La planche la plus illustre qu'il ait consacrée à ce motif, *Fornicatoire*, figure une beauté vêtue seulement de bas et de gants noirs, les yeux bandés. Elle avance, guidée par le cochon qu'elle tient en laisse, sur une corniche que décorent les allégories de la sculpture, de la musique, de la poésie et de la peinture. Le symbole est limpide : le désir mène l'humanité, et l'artiste en particulier. Une gravure moins cynique représente *La prostitution et le vol dominant le monde*. Voilà qui est clair.

On comprend que Baudelaire ait eu du goût pour un satiriste aussi net et que Huysmans l'ait tenu en

haute estime. On comprend aussi que la carrière de Rops soit agitée de scandales, pétitions du public dégoûté, protestations officielles, interdictions d'exposer. Dans sa patrie belge, il était connu sous le sobriquet de « l'infâme Fély ». Il finit par s'établir à Paris en compagnie de ses deux maîtresses, deux sœurs, couturières de leur état, dont il dessinait les modèles et assura la fortune.

Un misogynisme dans la haute couture ? Le paradoxe amuserait si l'affaire se posait en des termes si rudimentaires, si Rops avait « la femme » pour sujet. Mais le Goncourt eut raison de préciser « la femme contemporaine », et les organisateurs de l'exposition de lui donner pour titre « Rops et la modernité ». C'est en effet des mœurs du temps que traite Rops, de ce qu'il a observé dans les maisons closes, les bals publics, les salons et les théâtres. Les allusions politiques, les sacrilèges antireligieux qui abondent dans ses planches n'ont d'autre nécessité : l'artiste remonte aux causes du mensonge et de la culpabilité. Les conventions interdisent de décrire les plus virulentes de ces charges, dont une Sainte Thérèse en extase dont la vue a de quoi désespérer les amateurs de mysticisme.

Rops n'est du reste jamais meilleur que dans le dessin sur le vit, le croquis à la plume, le fragment d'anatomie obscure. Dans ces exercices de promptitude et de violence, il lui arrive de rivaliser avec Rodin et Lautrec. Les techniques plus lentes lui conviennent moins. Quand il grave à la pointe-écrite, il conserve sa vivacité très efficace. Quand il emploie le procédé du vernis mou, il s'appesantit sur les détails, il élabore des modèles gris un peu épaïs, il alourdit sa composition en vain. Au pire, il glisse dans un symbolisme scénique où la manière, trop laborieuse, dément l'inspiration. Il est encore moins à l'aise à l'aquarelle et à la gouache, n'ayant à l'évidence que de faibles dispositions pour la couleur. Peu importe cependant : ses dessins et ses eaux-fortes sont si justes qu'ils suffisent à ranger Rops dans l'artisticité de la modernité baudelairienne.

PHILIPPE DAGEN

Centre Walloon-Bruxelles, 7, rue de Venise, 75004 Paris. Tél. : 42-71-26-16. Jusqu'au 23 février.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
112, r. M. Groussier
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
François Hugues-Devallet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avry
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-72
Téléc : MONDIPUB 634 128 F
Téléc : 46-42-72-71. Société éditée
de la SARL Le Monde et de Médias et Républic Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tappez LEMONDE
ou 36-15 - Tappez LM

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE/ LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 940 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

RAMBOUILLET (THÉÂTRE D)
NICKELODEON (30-41-82-77). Le Malade Imaginaire : 14 h, ven. (dernière) 14 h.

RIS-ORANGIS (CENTRE ROBERT DESNOS) (69-06-72-72). Cinq folles et cirque mineur : 20 h 45 (Ven.), dim. 14 h 30.

SAINT-CLOUD (CC DES TROIS-PIERRES) (45-02-74-44). Les Lettres de mon moulin.

SAINTE-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-00-89). Salla J. V. Serrau. Bête de style : 20 h (Ven. sam. dernière).

SARCELLES (FORUM DES CHOULETTES) (34-19-54-30). Paroissiens : 21 h (Ven.).

SARTROUVILLE (THÉÂTRE) (39-14-23-77). Fables-La Fontaine : 21 h (Ven.).

SÈVRES (LES PAS DE SÈVRES) (45-34-28-28). Bernard Mabile : mar. 20 h 45 (Ven.).

SURESNES (THÉÂTRE JEAN-VILAR) (46-97-98-11). Love Letters : mar. 21 h.

VERSAILLES (THÉÂTRE MONTAIGNE) (93-50-71-18). Le Livre de la pauvre et de la mort : mar. 21 h.

LE VÉSINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIRS) (34-90-19-69). La Nuée de l'iguane : 21 h (Ven.).

VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL-SORIANO) (48-08-80-83). Amel soit il 21 h (Mer., jeu., ven., dim. 18 h. Reprise 21 h).

VITRY-SUR-SEINE (THÉÂTRE JEAN-VILAR) (46-82-84-90). Joseph et Nadjieba ou Théâtre au Kremlin : 21 h (Ven., sam.).

NOUVEAUX

(48-28-42-27) : UGC Maillot, 17-40-68-00-16) ; Patiné Wepler, 18-45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20-48-36-10-96).

NUAGE PARADIS. Film soviétique de Nikolai Dostal, v.o. : 14 Juliet Par-nasse, 6 (43-26-68-00) ; Saint-Alexandre-des-Arts, 6 (43-26-48-18) ; Les Trois Balza, 6 (45-81-10-80) ; Passeggi du Nord-Ouest, caféciné, 6 (47-70-81-47) ; 14 Juliet Bastille, 11 (43-57-90-81).

LE PAS Suspendu de LA CIGOGNE. Film franco-gréco-suisse-italien de Theo Angelopoulos, v.o. : C14 Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Europa Pantheon (ex-Relax Pantheon), 6 (43-54-15-04) ; Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-04-87) ; 14 Juliet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Bienvienne Montparnasse, 15 (46-44-25-02).

PAYSAGE AVEC CIEL. Film yougoslave de Ivica Matić, v.o. : Lucarnes, 6 (45-44-57-34) ; L'Entrepté, 10 (43-45-41-63).

STEPPING OUT. Film américain de Lewis Gilbert, v.o. : C14 Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; Eucurlis, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

l'Académie française et le Collège des Quatre-arts. Académiciens célèbres, 15 heures, 23 h de Cordi (J. Hauller).

« La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre-Nevski », 15 h 30, 12, rue Daru (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

SAMEDI 7 DÉCEMBRE

Galerie Colbert (auditorium), 2, rue Vivienne, 16 heures : « L'architecture du tableau. La nature et le paysage. Les hors de la profondeur », par F. Barbe (Fors cadre).

Centre associatif Mesnil-Saint-Denis, 25, rue Mesnil (grande salle) 14 h 30 : « Mexique 2 : le temps de la colonisation », par C. Vanderhaeghe : 19 h 30 : « La route de la soie 4 : l'âge de l'empire (des steppes) », par C. Bourzat (Le Cavalier blanc).

Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 15 heures : « Chocs et frontalités, les mathématiques derrière l'ensemble de Mandelbrot », par Bernard Branner.

Centre associatif Mesnil-Saint-Denis, 25, rue Saint-Antoine, 16 heures : « Architecture et fortifications : des remparts gallo-romains au début de l'artillerie en passant par les donjons » (Monuments historiques).

Sorbonne (amphithéâtre Descartes), 17 h 30 : « Médias planétaires, modèles d'univers », avec A. Brachic, J.-P. Luminet, M. Lachaze-Rey (Environnement sans frontières).

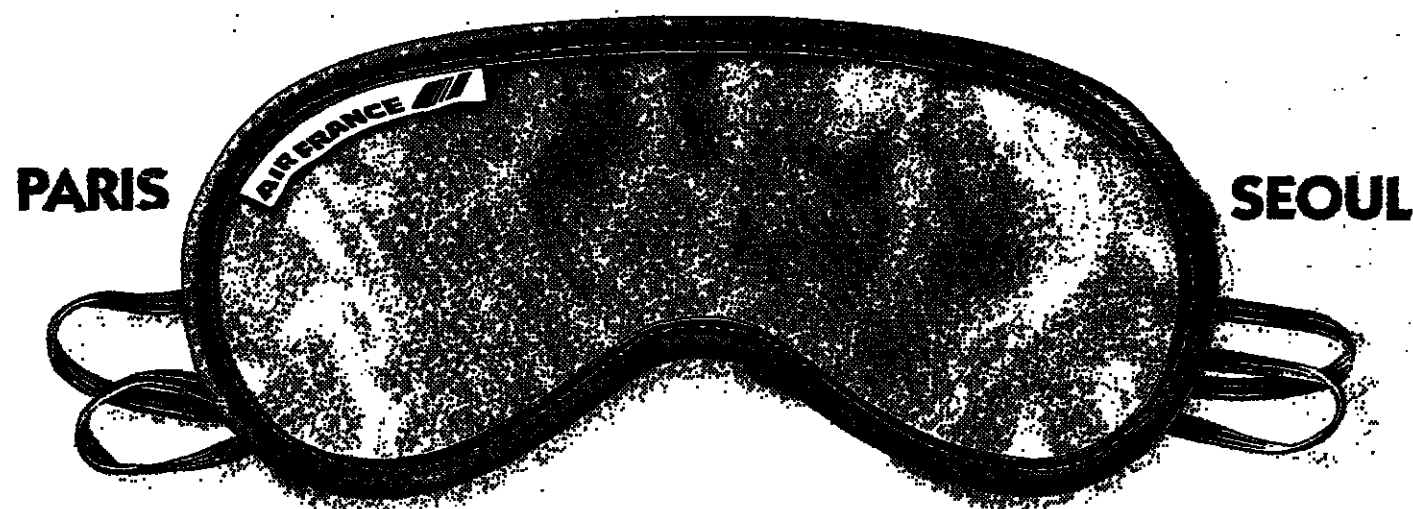
DIMANCHE 8 DÉCEMBRE

Centre associatif Mesnil-Saint-Denis, 25, rue Mesnil (salle de musique), 15 heures : « Casaleotto et Guardi : le dernier Rigo de Venise », par R. L. de la Cavalier blanc.

1, rue des Provaires, 15 heures : « Lumière et illumination dans la vie spirituelle et l'initiation », par J. Gorgeu : « La transfiguration du monde et l'Apocalypse », par Netya (Conférences Netya).

62, rue Saint-Antoine, 16 heures : « Les provinces romanes françaises sur les chemins de Saint-Jacques, les édifices de Saintonge » (Monuments historiques).

Pour toutes informations et réservations: 36 15/36 16, code AF.



Pour beaucoup d'hommes d'affaires, l'Extrême-Orient est une destination indispensable. Mais pour les hommes d'affaires français qui s'y rendent, le voyage peut être long et fatigant.

Aujourd'hui, avec la mise en service du nouveau Boeing 747-400, Air France vous offre de nombreux vols non stop sur l'Extrême-Orient.

Vous pouvez ainsi rejoindre sans escale Tokyo tous les jours en 11 h 55 de vol; Hong Kong 3 fois par semaine en 11 h 55; Séoul une fois par semaine en 13 h et Pékin une fois par semaine en 9 h 55.

Et pour que votre voyage soit encore plus tranquille, Air France a installé une partie de sa classe Le Club au pont supérieur et aménagé un espace détente avec salon et bar à l'arrière.

Ainsi, lorsque vous partirez avec Air France pour l'Extrême-Orient, rien ne viendra déranger votre parfaite sérénité.

Non stop. Ne pas déranger.



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL
DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

AIR FRANCE

EXTRA 150

26 Le conflit des dockers et la situation dans les ports
Les restructurations dans le négoce des matières premières

28 M. Marchand saisit la justice après l'émission
mardi soir sur l'extrême droite sur A 2

30 Marchés financiers
31 Bourse de Paris

BILLET

Economies et santé

Le système français d'assurance-maladie est à double face. Les dépenses liées à la médecine de ville dérapent faute de mécanisme de régulation. Sur les douze derniers mois, la progression atteint 6,8 % pour les honoraires et 11,4 % pour les prescriptions. Aussi, le gouvernement et la Sécurité sociale font pression sur les médecins libéraux pour les amener à accepter un mode de rémunération lié au respect d'un objectif global d'évolution des dépenses de santé. En revanche, infirmières et médecins des hôpitaux publics — soumis à un budget global — se plaignent de leur manque de moyens. Sur douze mois, les dotations ont augmenté de 5,2 %.

Pour 1992, le ministère des affaires sociales a consenti un effort : le taux directeur qui détermine les ressources de ces établissements augmentera de 5 %. S'y ajoutera 0,5 % au titre du récent protocole d'accord (1,5 milliard de francs en 1992) passé avec les infirmières. Le coup de pouce par rapport à 1991 sera de l'ordre de 1 % mais il résulte en quasi-totalité des mesures salariales catégorielles ou communes à l'ensemble des fonctionnaires.

L'hôpital serait-il un exemple de bonne gestion? Au plan quantitatif, ses coûts sont mieux maîtrisés. En revanche, l'existence d'un taux unique tend à pénaliser les établissements dont l'activité augmente. Sans compter la mauvaise répartition des capacités d'accueil : on estime à 60 000 le nombre de lits excédentaires.

Pour autant, le principe d'objectifs quantifiés sur le plan national reste le seul moyen de maîtriser les dépenses de santé. Le rapport que vient de rédiger M. Yannick Moreau à la demande du gouvernement sur les politiques mises en œuvre chez nos principaux partenaires est, sur ce point, formel. « Seuls les pays, très nombreux, qui fixent des limites a priori peuvent réguler les dépenses. Lorsque l'on se contente de rembourser des dépenses engagées sans aucun mécanisme régulateur, il n'y a pas de maîtrise possible », observe-t-elle.

« La question n'est plus de savoir si une approche économique est légitime ou non : elle est de conduire une approche économique intelligente, qui doit tenir compte des caractéristiques particulières du secteur de la santé », conclut M. Moreau. On ne saurait y parvenir sans le consentement des médecins libéraux et sans une modernisation de la gestion des hôpitaux.

JEAN-MICHEL NORMAND

Tandis que les sociétés MCC et MGN sont « de facto » à vendre

La nomination d'un administrateur judiciaire consacre l'effondrement de l'empire Maxwell

L'effondrement de l'empire Maxwell a été consommé avec la nomination, jeudi 5 décembre, d'un administrateur judiciaire pour les deux principales sociétés privées contrôlées par la famille, Headington Investments et Robert Maxwell Group. Les deux compagnies « publiques », MCC et MGN, dans lesquelles les holdings privés détiennent une part majoritaire, sont de facto à vendre.

LONDRES

de notre correspondant

L'empire Maxwell aura survécu un mois à la mort de son fondateur, décédé d'une crise cardiaque — c'est maintenant confirmé — le 5 novembre, dans l'Atlantique nord. Il aura fallu ce même laps de temps pour que la réputation de cet homme d'affaires apparemment génial et mégalomane soit irrémédiablement ternie. Au fur et à mesure que les irrégularités multiples qui ont marqué la gestion de son groupe apparaissent, les témoignages se font plus nombreux pour

décrire les méthodes et l'honnêteté parfois douteuses de l'ancien magnat britannique. Aujourd'hui, bien que seule la partie immergée de ses affaires et de ce qu'il faut bien appeler des « combines » soit visible, le roi est nu : Robert Maxwell, pour reprendre l'expression employée par plusieurs journaux britanniques, s'est comporté comme un « escroc » et la procédure judiciaire engagée le dira, peut-être l'était-il.

Vendre au mieux

La mise sous administration judiciaire, mercredi, des deux principales sociétés privées du groupe Maxwell, Headington Investments et Robert Maxwell Group (le Monde du 6 décembre, dernière édition), met en tout cas un terme au faux-semblant d'une possible opération de sauvetage de cet empire bientôt démantelé : les fils de Robert Maxwell associés à ses affaires, Kevin et Ian, ont admis qu'ils étaient incapables de proposer aux banques un montage financier, c'est-à-dire un apport de capitaux frais, pour éviter le démantèlement du groupe.

M. John Talbot, le nouvel administrateur des deux sociétés, qui représente le cabinet Arthur Andersen, a confirmé que tous les actifs contrôlés par les quelque 400 sociétés privées de la famille Maxwell étaient à vendre.

Son rôle est donc de céder au mieux ses intérêts, afin de dégager les fonds nécessaires pour rembourser les créanciers, au premier rang desquels les banques, ainsi que les fonds de retraite des deux principales sociétés publiques du groupe, Maxwell Communications Corporation (MCC) et Mirror Group Newspapers (MGN), dont les finances ont été ponctionnées par Robert Maxwell au profit d'opérations privées encore inconnues. Dans la pratique, cela signifie que ces deux sociétés sont de facto à vendre, puisque les holdings privées contrôlent 68 % de MCC et 51 % de MGN. Parmi les autres actifs — dont certains font déjà l'objet de propositions de rachat, — figurent notamment 6 % de Newspaper Publishing (propriétaire de *The Independent*), 10 % de la banque d'affaires Henry Aisbacher, ainsi que, notamment, le yacht *Lady Ghislaine*, à bord duquel Robert Maxwell a trouvé la mort.

Mais la galaxie des sociétés privées dans lesquelles l'ancien patron du *Daily Mirror* avait des intérêts, est encore bien mystérieuse, et il faudra sans doute attendre plusieurs semaines avant de savoir ce qui peut être proposé au plus offrant des éventuels acheteurs. Dans l'immédiat, c'est le groupe de presse qui risque d'être la première victime, notamment les journaux *Daily Mirror* et *The European*. Alors que le premier titre fait déjà l'objet de discrètes propositions de rachat (voir par ailleurs), le directeur du second, M. John Bryant, a indiqué que *The European*, ce journal fondé par Robert Maxwell en 1990, mettrait probablement en vente ses derniers numéros si une proposition financière n'est pas rapidement formulée. Les perspectives de recouvrement des fonds apparemment dilapidés par la gestion erratique de Robert Maxwell sont aujourd'hui faibles, du moins s'agissant d'environ 600 millions de livres (6 milliards de francs) prélevés sur les fonds de retraite.

Robert Maxwell, qui, contrairement à la règle — mais sans enfreindre la législation britannique — avait extrêmement laxiste s'agissant de la gestion des fonds de retraite — dirigeait directement, ou au travers d'hommes de paille, les fonds de retraite de ses propres sociétés, avait prêté ces sommes (sous la forme de portefeuilles d'actions) à ses sociétés privées, lesquelles avaient utilisées comme garanties pour obtenir de nouveaux prêts bancaires. Ces opérations complexes, notamment dans le cas de MGN, avaient été rendues possibles parce que Robert Maxwell avait peu à peu remplacé tous les représentants du conseil d'administration (les *trustees*) censés être les délégués des employés, par des hommes liges. Il s'était lui-même nommé président d'une société chargée de la gestion du fonds de retraite.

« Conspiration du silence »

Le gouvernement britannique est actuellement l'objet de pressions multiples pour faire adopter rapidement une loi interdisant que plus de 5 % des actifs des fonds de retraite d'une société puissent être investis dans une autre société appartenant directement ou indirectement au même groupe. Si la situation financière de ces fonds de retraite paraît mal engagée (c'est-à-dire celle de milliers de retraités), les banques ont des chances raisonnables de recouvrer leurs créances. Quatre d'entre elles — Natwest, Lloyds, Midland et Barclays — ont prêté environ 435 millions de livres aux sociétés privées du groupe Maxwell, mais d'autres institutions financières, dont le consortium bancaire dirigé par le Crédit lyonnais, ainsi que la Swiss Bank Corporation, sont aussi en position d'exiger la vente rapide des actifs privés de la famille Maxwell.

Les deux fils de Robert Maxwell pourraient être jugés responsables sur leurs propres biens, s'il se confirme que leurs signatures figurent sur des ordres de transfert de fonds des caisses de retraite aux sociétés privées.

La presse britannique met l'accent sur cette « conspiration du silence » dont a bénéficié tout au long de sa vie Robert Maxwell et situe les responsabilités à la fois à Westminster (le gouvernement), dans la City (la finance) et à Fleet Street (l'ancien quartier des journaux). Partout, l'ancien patron du *Daily Mirror* a su s'attirer ou réunir les soutiens ou les complicités. Il est vrai que dans ce milieu des affaires sans scrupules, il évoluait, selon ses propres dires, en « homme de la jungle ».

LAURENT ZECCHINI

Le « Daily Mirror » à l'encan

Parmi les conséquences de l'effondrement de l'empire Maxwell, la vente probable du *Daily Mirror*, l'un des principaux titres de la presse populaire britannique, constituerait, dans la perspective des prochaines élections parlementaires, un événement important. Ce journal représente en effet le principal soutien du parti travailliste.

LONDRES

de notre correspondant

Si le Mirror Group Newspapers (MGN) fait les frais, le premier, de la recherche éperdue de liquidités financières qui va suivre la chute de l'empire Maxwell, les victimes sont tout d'abord les détenteurs des titres contrôlés par MGN — *Daily Mirror*, *Sunday Mirror*, *The People*, *Daily Record*, *Sunday Mail* et *The Sporting Life* — le premier est le plus rentable et le plus susceptible d'intéresser des repreneurs. Les autres journaux de Robert Maxwell à l'extérieur de la Grande-Bretagne, *The European* et le quotidien de New York qu'il contrôle, le *Daily News*, perdent beaucoup d'argent. Le premier notamment, dont le seul de rentabilité avait été fixé à 300 000

numéros par semaine, vend moins de 233 000 exemplaires, et ses pertes sont évaluées à plus de 800 000 livres (près de 8 millions de francs) par mois.

Valeurs de gauche

Le *Daily Mirror* est en revanche une affaire rentable, bien qu'en perte de vitesse, comme l'ensemble des titres de la presse « tabloïd », une précision qui, en Grande-Bretagne, ne vise pas seulement le format mais souligne le caractère populaire. Sa diffusion est actuellement de 4 023 000 exemplaires, contre 4 160 000 exemplaires pour son concurrent le plus direct, *The Sun*. Ces chiffres sont cependant faussés par l'astuce : trouvée par Robert Maxwell, qui avait camouflé le déclin du journal qu'il avait acheté en juillet 1984, en couplant son chiffre de diffusion avec celui du *Daily Record*, de Glasgow. Seul, le *Daily Mirror* ne dépasse pas 3 millions d'exemplaires (contre 3,7 millions en 1983 et 5 millions dans les années 60).

Le journal laissé par l'ancien magnat britannique de la presse est cependant plus compétitif qu'il ne l'était il y a sept ans, les frais financiers ayant été réduits drastiquement en 1986, avec le licenciement

de quelque 2 000 employés dans les journaux du groupe. Créé en 1903, le *Daily Mirror*, qui se voulait à l'origine un « journal pour gentlemen » écrit par des femmes, est passé par divers stades tout en restant un journal populaire, n'hésitant pas à rivaliser avec ses concurrents à coups de « scandales » divers. Il n'a cependant jamais renié son attachement aux valeurs de gauche. Aujourd'hui, 71 % de ses lecteurs déclarent voter en faveur du Parti travailliste, contre 5 % pour le Parti conservateur. Robert Maxwell a toujours défendu et soutenu — dans les éditoriaux qu'il rédigeait lui-même ou commandait — cette ligne politique.

Les journalistes du *Daily Mirror* y sont également fidèles : ils viennent de prévenir un reprenneur éventuel que la politique éditoriale du journal ne pourrait être modifiée. La presse britannique est, dans l'ensemble, très largement favorable au parti conservateur. Tel est le cas des journaux de M. Rupert Murdoch, autre magnat de la presse, qui possède notamment le *Times* et le *Sun*. Parmi la presse nationale « sérieuse », seul le *Guardian* manifeste une tendance favorable au Parti travailliste. La vente du *Daily Mirror* représenterait donc un sérieux revers pour le Labour avant les élections parlementaires qui doi-

L. Z.

Malgré la décelération de l'économie

La Banque de France poursuit sa politique de lutte contre l'inflation et de défense du franc

Comme en 1991, la politique monétaire pour 1992 restera guidée par deux objectifs majeurs, la lutte contre l'inflation et la stabilité du franc, a déclaré, sans surprise, M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, en présentant à la presse jeudi 5 décembre les nouvelles normes de croissance des agrégats valables pour l'année prochaine.

Pour la Banque de France, la politique monétaire devra toutefois tenir compte d'une décelération sensible de la croissance de l'économie pendant l'année qui se termine. En 1991, le produit intérieur brut en valeur (PIB) n'aura progressé que de 4,3 % au lieu des 4,5 % prévus il y a un an, sa croissance en volume ayant été réduite à 1,4 % contre

2,7 %. La progression de la masse monétaire M3, sous sa nouvelle définition (monnaie en circulation, dépôts à vue, comptes sur les livrets et actifs des SICAV de trésorerie), qui a été de 8,1 % sur l'ensemble de l'année 1990, est revenue à 5,8 % en fin octobre, sa croissance se situant, actuellement, sur une pente annuelle de 5 %, donc au bas de la fourchette de 5 % - 7 %, fixée il y a un an.

Moindre progression des crédits distribués

Pour 1992, la progression du PIB en valeur est prévue à 5,1 % et en volume à 2,2 %, ce qui implique une croissance de M3 inscrite dans une fourchette de 4 % à 6 %, donc inférieure à celle inscrite pour 1991. Le choix de cet objectif reflète la volonté de la Banque de France de maintenir une politique monétaire vigilante, l'objectif interne (qui

prend en compte une inflation de 2,5 %) devant être cohérent avec l'objectif externe, à savoir la stabilité du franc vis-à-vis des monnaies les plus fortes du mécanisme de change européen.

L'analyse plus précise des agrégats monétaires en 1991 révèle que le ralentissement de M3 a deux origines. La première est la décelération très nette de la progression des crédits distribués (8 % contre 10,7 % en 1990 pour les crédits distribués par les seules banques, 50 % du total). Cette progression est revenue de 14,9 % à 9,6 %, celle des prêts bancaires aux sociétés, bien que ralentie, restant soutenue, avec un taux de croissance annuel de 13 % en août contre 22 % en 1990. Cela n'a pas été le cas des crédits aux ménages, plus 5,2 % en un an au lieu de 8,5 % en 1990 et 11,6 % en 1989. Malgré cet inféchissement, la Banque de France fait remarquer que les encours de crédits augmen-

tent encore, actuellement, près de deux fois plus vite que le produit intérieur brut, la décelération constatée ne pouvant donc être assimilée à un *credit crunch* (contraction du crédit). Notons, néanmoins, que le maintien d'un rythme soutenu pour les crédits aux sociétés peut s'expliquer par les besoins croissants de ces sociétés, dont les trésoreries se resserrent en même temps que leur activité.

La seconde origine est une légère contraction des dépôts à vue (moins 1,4 %) reflétant la plus grande attention portée par les sociétés et les ménages à la rémunération de leurs liquidités. A noter, également, une certaine décelération des placements en SICAV court terme, dont la progression annuelle est revenue de 37 % en 1990 à 22 % à la fin septembre 1991. Sur les dix premiers mois de l'année, les souscriptions de SICAV court terme se sont élevées à 71 milliards de francs contre 75 mil-

liards de francs pour la période correspondante 1990. D'autre part, les ménages adoptent une attitude différente en matière de placements : ils privilégient un peu moins les titres de SICAV court terme, compris dans M3, et s'orientent davantage vers des placements non monétaires tels que l'épargne contractuelle et les engagements de capitalisation et d'assurance. Ainsi, l'essor des plans d'épargne populaire (PEP) reste vif, leur encours augmentant de 70 milliards de francs au cours des dix premiers mois 1991. Une partie du ralentissement du rythme de croissance de M3 s'explique par le développement compris dans l'agrégat P1, dont la progression en glissement annuel reste très soutenue à 18,2 %.

Questionné sur les relations entre la Banque de France et la Banque fédérale d'Allemagne, M. de Larosière a discrètement déploré que les autorités allemandes se soient laissées

aller à une certaine dérive, que ce soit pour les déficits budgétaires de la RFA ou pour les revenus salariaux. Il avait remarqué qu'en France existe une forte cohérence de la politique d'ensemble, avec des résultats satisfaisants en matière d'inflation et de revenus salariaux, au prix d'un faible recours à la politique monétaire.

Interrogé sur l'attitude de la Banque de France en cas de nouveau relèvement des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne, le gouverneur, réaffirmant que la primauté de la stabilité monétaire était « totale », a répondu : « On verra, on s'adaptera au marché, on avisera ». En langage décodé, cela veut dire que l'institut d'émission français n'hésitera pas à relever à nouveau ses taux directeurs si le franc était tant soit peu menacé.

FRANÇOIS RENARD

ranger

AIR FRANCE

ÉCONOMIE

SOCIAL

Le conflit des dockers et la situation dans les ports

Saint-Nazaire préfère la négociation

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

Dans le concert de protestations qui monte des ports et docks, la voix des dockers nazairiens fait entendre sa différence. Ils refusent ce week-end de répondre au mot d'ordre de grève de quarante-huit heures lancé par la Fédération CGT des ports et docks. Mais le matin du lundi 2 décembre, ils ont pas travaillé afin d'examiner avec la gomme et le crayon le plan Le Drian. A l'issue de cette assemblée, les deux cents dockers présents se sont ralliés à l'unanimité - moins deux voix et deux abstentions - au point de vue de leurs responsables syndicaux. D'accord sur l'analyse économique du secrétaire d'Etat à la mer, les nazairiens sont aussi d'accord sur le principe d'une réforme de leur statut, « mais pas dans ces conditions ». Pas question cependant de se lancer tête baissée dans la grève. « Le plan Le Drian laisse de la marge pour la

Signature d'un plan d'action pour les travailleurs sociaux. - La CFDT, la FEN, la CFTC et la FNA (autonomes) ont signé, jeudi 5 décembre, avec le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, un « plan d'action pour les professions de l'action sociale ». Ce programme de travail, qui s'inspire des conclusions rendues par M. Jean Bricard et reprend plusieurs mesures déjà annoncées par le ministre (le Monde du 23 novembre), prévoit notamment la création d'un groupe de réflexion sur « la valorisation de la formation des travailleurs sociaux ». Pendant la séance de signature, une centaine d'assistants sociaux ont manifesté devant le ministère aux cris de « syndicats, trahison », à l'appel de la Coordination nationale des assistants de service social (CONCASS). Elles avaient auparavant manifesté au siège du Conseil constitutionnel.

Assurance-chômage : la CFTC signe l'accord. - Dans un communiqué publié jeudi 5 décembre, la CFTC annonce sa décision de signer le protocole d'accord sur le financement de l'assurance-chômage. « La CNPF a accepté que les entreprises renforcent sensiblement leur contribution au régime alors que le niveau d'indemnisation des chômeurs a été sauvegardé », souligne le syndicat. FO et la CFDT avaient ratifié le document, dès la fin des négociations (le Monde du 6 décembre). La CGC et la CGT le refusent.

négociation. Nous voulons en discuter le contenu, dans le but de valider les ports et de permettre ainsi aux dockers de continuer d'exister », explique Gilles Denigot, secrétaire général du syndicat CGT des dockers nazairiens.

S'il y a un point sur lequel les nazairiens ne transigeront pas, c'est l'exclusivité du travail sur le domaine public maritime : il doit revenir aux dockers - mensuels ou intermittents - titulaires de la carte « G ». « Il n'y aura pas de négociation s'il n'y a pas de clarification de la part de l'Etat sur ce sujet », souligne Gilles Denigot. Pour le reste, les nazairiens discutent les conditions que pose le ministre à la mise en place d'un plan social.

Ils déplorent également l'absence dans le plan Le Drian de règles permettant de répartir les gains aux clients : « Les dockers ont été échaudés par les précédents plans : les réductions d'effectif n'ont pas apporté un gramme de marchandise de plus aux ports », déplore Gilles Denigot, qui préconise la mise en place d'observatoires économiques de la transpiration dans chacun des ports. « Un bon plan, dit-il, est un plan où chacun doit gagner quelque chose, le dockeur, par une meilleure position sociale, les entreprises de manutention, par une meilleure capacité à investir, et le chargeur, par des coûts de passage des marchandises plus faibles ».

Pour le secrétaire du syndicat des dockers nazairiens, « le grand problème, aujourd'hui, c'est de redonner confiance aux places portuaires françaises. Les surcoûts sont surtout dus au manque de fiabilité et de flexibilité ». L'élection, il y a dix ans, de Gilles Denigot à la tête du syndicat

des dockers nazairiens avait été accompagnée de mouvements dans « il fallait d'abord combler le retard en matière sociale. Mais, quand nous avons pu nous intéresser à tout ce qui peut concerner le port en termes de développement de trafic ». Le résultat aujourd'hui est là : le port nazairien se porte bien et le taux d'emploi des dockers (129 professionnels) est le plus bas de France : 1,30 % contre une moyenne nationale de 30 %. « Nous sommes prêts à titulariser de nouveaux dockers dans le cadre de négociations port par port ».

Un langage de raison

Les dockers nazairiens revendiquent haut et fort leur part dans le développement de leur port : « S'il y a ce développement, c'est parce que nous avons eu l'habileté d'établir un rapport de confiance avec nos partenaires. C'est le résultat de ce syndicalisme nouveau que nous pratiquons ici, un syndicalisme de proposition. Si nous sommes fiables et flexibles, c'est le résultat d'accords négociés qui ne sont jamais des accords à la pelle. Au besoin, les dockers n'hésitent pas à mettre la main à la pâte, comme en 1983-1984, quand ils ont imposé la reprise du trafic de produits froids en menaçant de créer leur propre société de manutention ».

Membre du conseil d'administration du port autonome de Nantes-Saint-Nazaire, Gilles Denigot est, depuis les dernières élections, conseiller municipal de Saint-Nazaire sur la liste d'union de la gauche conduite par le socialiste Joël Baroux. Un mandat qui lui a valu d'être soup-

onné par certains de ses camarades d'être à la remorque du PS. Il a eu l'occasion de répondre à ces accusations, lors de la réunion de l'ensemble des secrétaires généraux des syndicats CGT des dockers, le 22 octobre dernier, à Saint-Nazaire : « Je n'ai jamais été dans une organisation politique. La condition de ma participation à la municipalité, c'était de suivre la vie portuaire. Ce qui fait, précisément, l'originalité de notre organisation, c'est qu'elle est une organisation strictement syndicale. Nous ne faisons confiance ni au PC ni au PS, mais à la raison ».

C'est ce langage de la raison que le Nazairien a voulu faire entendre à ses camarades secrétaires généraux réunis jeudi à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Pour Gilles Denigot, en effet, « rester sur le statu quo, c'est aller au suicide ».

JEAN-CLAUDE CHEMIN

La CGT appelle à deux jours de grève par semaine

La Fédération des ports et docks CGT a lancé, jeudi 5 décembre, un appel à la grève de quarante-huit heures chaque semaine, à partir du samedi 7 décembre, afin de s'opposer à la réforme du statut des dockers projetée par le secrétaire d'Etat à la mer, M. Jean-Yves Le Drian (le Monde du 29 novembre).

Victimes d'un gérant indélicat

Les salariés d'une entreprise de robinetterie impayés depuis la fin septembre

Des salariés payés avec des chèques en bois, un gérant inculpé d'escroqueries et incarcéré, une procédure de mise en règlement judiciaire qui a quelque peu terni le fait de l'empêchement du gérant. Telle est la triste mésaventure que subissent les vingt-deux salariés de GF-Bricard, à Woincourt (Somme). Le tribunal de commerce de Paris a toutefois décidé de statuer, le 9 décembre, sur la mise en redressement judiciaire de cette entreprise de robinetterie.

Reste que, depuis deux mois, ces salariés connaissent une situation dramatique. Non seulement leur paie

de septembre a été réglée sous forme de chèques sans provisions mais, le 4 novembre, alors que leur indélicat patron, M. Jacques Mathais, s'apprêtait à recommencer semblable délit, les gendarmes sont venus le « cueillir » pour l'emprisonner. A la tête de plusieurs entreprises éparpillées dans toute la France, M. Mathais a été inculpé, quarante-huit heures plus tard, d'escroqueries multiples et incarcéré. A Woincourt, outre les salariés en souffrance, le personnel de l'établissement se retrouvait aux prises avec les créanciers, M. Mathais abandonnant une

dette de 2 millions de francs depuis le 1^{er} janvier, date à laquelle il avait racheté GF-Bricard.

Mais la procédure de mise en redressement judiciaire, seule susceptible de permettre le paiement des salaires via un fonds de garantie, s'est compliquée du fait de l'empêchement du gérant. Et ce n'est que le 9 décembre que le tribunal de commerce devrait rendre sa décision, suite à une demande de saisine d'office déposée le 12 novembre par l'avocat de l'inculpé.

V. D.

INDUSTRIE

Les restructurations dans le négoce de matières premières

Sucres et Denrées va ouvrir ses activités industrielles à M. Gardini

« Nous allons rester un groupe », se réjouissait, mercredi 4 décembre M. Serge Varsano, PDG de Sucres et Denrées, le premier négociant français de matières premières, confirmant la conclusion prochaine d'un accord avec l'ancien « roi vert » de Ferruzzi, l'homme d'affaires italien Raul Gardini. Si les discussions - « extrêmement avancées » - aboutissent comme prévu en fin de semaine, M. Gardini devrait prendre une participation fortement majoritaire, à hauteur de 72 %, dans les activités industrielles de Sucres, le chocolat et la viande essentiellement. Le groupe français devrait en outre céder 16,5 % des parts de son holding (recentré sur le négoce) à une société détenue en commun par M. Gardini et le banquier français M. Jean-Marc Vercus, proche de longue date de la famille Varsano.

Cette opération devrait régler définitivement tous les problèmes financiers et nous permettre de rembourser nos créanciers », expliquait mercredi M. Varsano. Après avoir essuyé une perte de 460 millions de francs en 1990, le groupe avait entrepris, avec l'appui de ses banquiers, une forte restructuration, reposant notamment sur la cession de son fleuron industriel, le groupe chocolatier Barry. L'accord envisagé avec M. Raul Gardini, qui porte sur un engagement d'environ 1,6 milliard de francs, évitera ainsi à Sucres de se couper un bras. Connu à l'origine pour ses activités de négociant en sucre puis en cacao, Sucres conservera une activité non négligeable dans l'industrie. « A partir du chocolat et de la viande, Gardini va pouvoir développer un pôle agroalimentaire européen, ce que nous n'avons pas les moyens de faire nous-mêmes ».

reconnaît M. Varsano. Plusieurs inconnues demeurent sur la solution qui devrait être retenue au terme des discussions. Il semble en premier lieu que la position de M. Raul Gardini sera évolutive. Sa participation dans le holding pourrait en effet passer ultérieurement de 16,5 % à 34 %.

En revanche, la participation minoritaire conservée par Sucres dans l'industrie devrait pouvoir s'accroître de 28 % à 33 % ou 34 %. Une autre interrogation porte sur l'intégrité véritable pour Sucres de s'associer à M. Gardini, alors que le schéma de cession totale de Barry pour rembourser un prêt relais à court terme de 1,1 milliard de francs était à priori satisfaisant.

Revanches sur le sort

Mercredi, à Paris, le porte-parole de M. Gardini, M. Giovanni Simone, confirmant à l'agence Reuters l'imminence de l'entrée de l'entrepreneur italien dans Cacao Barry, Vital et Soaveviandes, M. Simone a précisé que l'Etat camerounais, détenteur de près de 15 % du capital de Barry, restait actionnaire minoritaire, « car c'est important qu'un pays producteur soit dans le capital ». De son côté, M. Gardini s'apprête à renouer avec l'industrie après avoir été évincé de la présidence de Ferruzzi en début d'année. L'homme a connu des déboires, M. Varsano aussi. « On se connaît depuis quinze ans, confie ce dernier. On a pensé qu'on pourrait faire des choses ensemble. » Des affaires, des revanches sur le sort, ils en révent tous les deux.

ERIC FOTTORINO

Nouvelles rumeurs de cession

Spéculations autour du redressement de CMB Packaging

Depuis quelques jours, les opérateurs boursiers ont les yeux rivés sur CMB Packaging. Le titre battait, mardi 3 décembre, l'un de ses records à 162 francs, avec un important volume de transactions (174 000 actions). Et bien que le lendemain il ait légèrement reculé (160 francs pour 94 000 transactions), le cours de l'action a progressé de 65,1 % depuis le début de l'année. Cette hausse spectaculaire dans un marché baissier, alimentée selon les opérateurs par des achats en provenance de Londres, a relancé les spéculations sur l'avenir du numéro un européen de l'emballage. Simple phénomène de rattrapage ? Ou désengagement en préparation de l'un au moins de ses deux gros actionnaires, le français CGIF et l'anglais MB Carndon (25,5 % du capital chacun) ?

« La baisse du titre, l'an dernier, était manifestement excessive, commente un professionnel, aggravée par les dissensions entre l'ancien PDG, M. Jean-Marie Desorpenries, et les actionnaires anglais qui, constataient publiquement sa gestion. L'an dernier, en septembre, de M. Jürgen Hintz à la tête de la société, l'annonce d'excellents résultats prévisionnels (930 millions de francs en 1991, 1,05 milliard en 1992 selon la société de Bourse Sou-

lié-Tellier), ont contribué au redressement du titre.

Mais, pour de nombreux observateurs, cette remontée pourrait conduire les Britanniques à se désengager. « Le cours actuel se rapproche des 180 francs du prix de valorisation des apports, note un professionnel. Celui à partir duquel MB Carndon, aujourd'hui écartelé entre deux métiers, pourrait décider de céder ses parts pour se recentrer sur le sanitaire. » A moins que les deux partenaires - liés par un pacte de préemption mutuelle - ne décident de céder en même temps leurs participations.

P.-A. G.

EN BREF

Des viticulteurs contrôlent les importations espagnoles. - Une centaine de viticulteurs ont occupé, jeudi 5 décembre, le bureau de douanes de Boulou (Pyrénées-Orientales) afin de réclamer « des contrôles systématiques d'importations de vins ». Simultanément, environ deux cents viticulteurs du Gard, de l'Hérault et de l'Aude ont occupé quelques heures le péage de l'autoroute A 9, interceptant les camions transportant du vin.

Les commissionnaires en douane bloquent la frontière franco-belge. - Après avoir paralysé, successivement, les postes-frontières de Hendaye, du tunnel du Mont-Blanc et du Fréjus, les commissionnaires en douane ont bloqué, vendredi 6 décembre, le transit des poids lourds aux postes douaniers franco-belges. Ils entendent protester contre les conséquences sur leurs activités de la suppression des frontières intra-communautaires à partir du 1^{er} janvier 1993. La suppression des formalités douanières pourrait faire disparaître plus de onze mille emplois chez les petits commissionnaires.

Précision. - Dans notre page « Points » consacré à l'Union économique et monétaire (le Monde du 5 décembre), il manquait la légende du graphique consacré à la richesse des Douze. L'unité de référence du PIB par tête est le « standard de parité du pouvoir d'achat », une mesure qui tient compte des niveaux différents des prix et de leur variations relatives dans les pays de la CEE. Cette mesure est utilisée en remplacement de l'expression du PIB (produit intérieur brut) en telle ou telle monnaie (l'écu, le dollar), qui, elle, ne refléterait pas les différences de pouvoir d'achat entre les monnaies.

Un colloque franco-britannique en marge du sommet de Maastricht

L'ambition européenne est-elle anachronique ?

Entre les attitudes française et britannique à l'égard de la construction européenne, il existe une grande différence, sinon même une méconnaissance du fond. Le sujet a été abondamment abordé lors d'une réunion qui vient de se tenir dans la banlieue de Londres entre une trentaine de personnalités françaises de la haute administration, des affaires, de la politique, de la presse, et une quarantaine de personnalités britanniques appartenant aux mêmes milieux.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Dans l'esprit de ses promoteurs, - M. Gérard Worms, président de la Compagnie de Suez pour les Français -, ce colloque est destiné à donner naissance à des réunions régulières, en principe une fois tous les deux ans sur le modèle des réunions dites de Kinnegwint, lesquelles rassemblent régulièrement une quarantaine de personnalités britanniques et un nombre équivalent d'Allemands.

Une question intrigue les Britanniques. Elle a constitué le thème dominant de la rencontre. Comment la France, si jalouse de son identité et qui, depuis de Gaulle, fait du concept d'indépendance et de souveraineté nationale la référence suprême, peut-elle aujourd'hui, de gaieté de cœur, avec un enthousiasme au moins apparent, pousser de toutes ses forces pour confier plus de pouvoirs à la communauté et la faire évoluer vers une union beaucoup plus étroite ?

C'est à Yves Cannac, président de la Commission générale d'organisation scientifique (CEGOS), ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée (sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing), qu'est revenue la tâche de résumer les arguments mis en avant par les Français pour expliquer - et pour la plupart d'entre eux justifier - leur nouvelle attitude.

Souveraineté et illusion

En demandant « plus d'Europe » dans tous les domaines, les Français n'ont pas le sentiment de consentir un abandon. Au contraire, a dit M. Yves Cannac, l'idée maîtresse c'est que, exercée dans le cadre purement national, la souveraineté est de plus en plus une illusion, sinon un leurre. La France est une puissance moyenne. L'Europe divisée ne pèse pas autant qu'elle pourrait le prétendre dans les affaires mondiales.

Dans le cadre d'une Europe structurée, les Français pensent qu'ils pourront exercer une influence plus réelle sur les affaires du monde, voire sur leurs propres affaires, dans la mesure où, sur le terrain économique et monétaire notamment, ce n'est plus à Paris que se prennent, dans de nombreux cas, les décisions qui influent le plus sur l'activité nationale. Telle est en tout cas la thèse dominante.

C'est ce transfert d'ambition que les Britanniques ont unanimement contesté. Bien que les thatchériens ne représentaient parmi eux qu'une petite minorité, ce n'est pas tout à fait par hasard qu'il incombe à un député conservateur, M. David Howell, proche des thèses de l'ancien premier ministre, de donner la

réplique. L'aspiration à faire de la France, à travers l'Europe, à nouveau une grande puissance, et de l'Europe intégrée une superpuissance lui paraît bien « étrange ». Pour tout dire, « à contre-courant ».

A la Diète japonaise, a rappelé M. Howell, vient d'avoir lieu un débat de deux jours au cours duquel les députés ont montré une fois de plus leur extrême réserve pour tout projet visant à permettre aux Japonais de « tenir leur rang » dans la politique mondiale. Ils ont résisté des quatre fers aux objections qui leur ont été adressées de l'étranger, pour que le Japon prenne conscience de la place qu'il pourrait tenir dans le nouvel ordre international.

C'est avec répugnance qu'une large majorité de Japonais envisagent la possibilité pour des soldats japonais en uniforme d'être envoyés à l'étranger, fût-ce à titre de gardiens de la paix, à l'occasion d'une crise internationale. N'assiste-t-on pas à cet événement extraordinaire qu'est l'effondrement de l'Union soviétique ? A encore déclaré M. Howell.

Quant aux Américains, sont-ils prêts à jouer ce rôle de superpuissance qu'on leur prête à l'étranger ? Les « congressmen » ne manquent pas d'exprimer leurs réticences à voir les Etats-Unis remplir la fonction de gendarme de l'univers, le public américain est plus préoccupé par la situation économique du pays que par son destin dans le monde ou par les initiatives du président au Proche-Orient.

M. Jean Gandois, président de Pechiney, releva aussi, en tirant les conclusions du groupe de travail qu'il présidait, le contraste présent par les réflexes et les attitudes fran-

çaises et britanniques. Les parlementaires britanniques, tant conservateurs que travaillistes, sont avec les industriels et les syndicalistes de leur pays, pratiquement tous d'accord pour accueillir à bras ouverts les investissements japonais. Mais M. Jean Gandois a encore déclaré : « Nous, Français, attendons trop de Maastricht. Ce sera un succès de forme mais les problèmes essentiels qui se posent aux Européens dès le lendemain de la conférence seront les relations avec l'Est européen ».

Le président de Pechiney n'a pas tort. C'est en effet une question que les Français ont tendance à mettre entre parenthèses, sans doute à cause de l'exemple d'en haut. Le seul contretemps fut la fausse arrivée de M. Hubert Védrine, secrétaire général de l'Elysée, vendredi 29 novembre dans la soirée. Il devait prononcer à cette occasion un discours en présence du ministre d'Etat britannique des affaires étrangères chargé de l'Europe, M. Tristan Garel-Jones. Retardé par le brouillard, M. Védrine était attendu pour la fin du dîner. Mais son avion a peine atterri à Luton, aéroport situé aux alentours de Londres, il faisait savoir qu'il devait repartir immédiatement pour Paris. Son pilote ne pouvait promettre de le ramener à temps, le président de la République ayant besoin de lui dans la matinée du samedi. L'ambassadeur Bernard Dorin était chargé de transmettre le « message » et la « pensée » d'Hubert Védrine. Le message parut court. Fausse note ? Les Français échangeaient des regards d'étonnement. M. Garel-Jones prononça pour sa part un discours très européen.

PAUL FABRA

POURQUOI ÊTRE ACTIONNAIRE D'ELF AQUITAINE ?

POUR PARTAGER AVEC NOUS LA PASSION DE L'ACTION

Première entreprise industrielle française
Première capitalisation boursière à Paris
Un des dix premiers pétroliers mondiaux

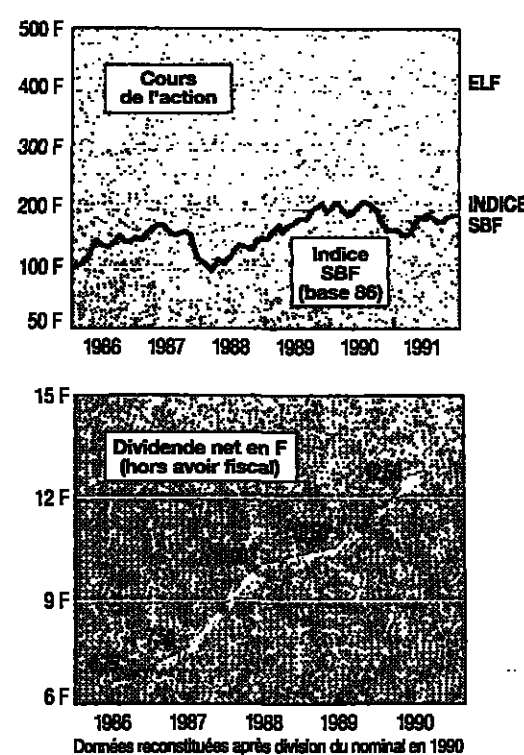
Pétrolier et gazier, ELF AQUITAINE a su s'imposer d'année en année dans de nouveaux grands secteurs d'activités tels que la chimie et la santé.

C'est un groupe industriel à la dimension et aux ambitions mondiales.

ELF AQUITAINE est aussi, pour ses actionnaires :

Un titre dont les performances dépassent celles du marché.

Un dividende en progression.



Du 11 décembre au 13 décembre 1991

(si les conditions du marché le permettent)

augmentez votre participation ou devenez actionnaire d'elf aquitaine

Pour acheter vos actions adressez-vous à votre banque, votre société de bourse, à La Poste, aux Caisses d'Épargne ou au Trésor Public afin de connaître les modalités de l'Offre Publique de Vente.

3.380.000 actions de la Société Nationale Elf Aquitaine de F 50 nominal portant jouissance du 1^{er} janvier 1991 seront mises en vente. Le prix de vente communiqué le 10 décembre sera net de tout frais pour les acquéreurs. Toute personne physique ou morale aura la faculté d'émettre un ordre d'achat, étant précisé que cet ordre devra :

• être unique • être déposé auprès d'un seul intermédiaire • être soit un ordre A, soit un ordre B.

L'ordre A portant sur 10 titres, ou sur un multiple de 10 titres sans pouvoir excéder 100 titres.

L'ordre B portant sur 200 titres au moins ou sur un multiple de 100 titres, sans limitation.

Les actions ne peuvent être offertes ou vendues aux États-Unis d'Amérique sauf en respectant les obligations d'enregistrement, et de remise de prospectus découlant de l'U.S. Securities Act of 1933.

Conformément à l'article 17 du règlement 89-03 de la COB un communiqué, soumis à l'appréciation de la COB, a été publié en date du 3.12.1991 dans la presse.

Un document de référence a été enregistré auprès de la COB le 10 juin 1991 sous le n° 91-228 ; des exemplaires sont disponibles auprès de la Société.

Pour toute information sur la Société

N° VERT: 05.05.11.11

011 36 16 0111

elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES - R. 45 ans - Sup. de Co. - 20 ans d'expérience professionnelle variée dont 12 ans en gestion des ressources humaines et notamment également les fonctions commerciales - organisation - gestion - informatique - Pratique de l'anglais et de l'espagnol.

RECHERCHE : poste de direction des ressources humaines. (Section BCO/BD 2088.)

COMMUNICATEUR PROFESSIONNEL - a assuré avec plein succès pendant 15 ans la cohésion de la communication internationale de grandes entreprises - a vécu en France, G.-B., Australie, Pays-Bas, USA - homme de dialogue, d'adaptation, de rigueur - met son acquis et son énergie au service d'un groupe comme moteur d'un programme de communication internationale, interculturel - anglais maîtrisé français. (Section BCO/BD 2089.)

PME - PMI très régions VOUS DESIREZ développer votre pénétration export spécialisée communication - rompu aux activités internationales de haut niveau. OFFRE : services étendus au commercial, marketing ou relations publiques - Excellente approche agent distributeur, terrain - anglais, portugais, espagnol, arabe, italien - Macintosh - mobilité parfaite - cadre excellent meneur d'hommes. (Section BCO/BD 2090.)

H.E.C. - J.F. - Trilingue anglais, allemand - Expérience 15 ans organisation, administration, gestion entreprises industrielles à vocation internationale - Dynamisme - motivé - disponible.

RECHERCHE : poste adjoint de DG PMI-PME. (Section BCO/Cadres IV 2091.)

CADRE COMMERCIAL - ELECTRONIQUE - 54 ans - base BE mécanique - CNAM électronique encadrement BE, responsable PME - 5 ans commercial - 15 ans sur le terrain proposition et assistance technique RAQ 150 9002 réalisation équipement électronique - sous-traitance globale achat - vente promotion produits nouveaux.

RECHERCHE : poste commercial, prospection et suivi d'affaires fabrications électroniques. (Section BCO/BD 2092.)

RECHERCHEZ-VOUS UN CHEF DE PRODUIT rapidement opérationnel, immédiatement disponible et qui a fait les preuves de son professionnalisme ? PROPOSE : diplômé ESC, deux ans et demi expérience réussie en cabinet de conseil marketing international - mobilité géographique France - étranger, anglais, italien, allemand parlés - connaissances spécifiques : grande conso., Pap. luxe, high-tech. (Section BCO/BD 2093.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

ASSOCIATIONS

Appel

SOS ALCOOL FEMMES
B.P. 38718
75705 Paris Cedex 15
perm. de laur. Charente
Le lundi de 14 h à 18 h
25, rue Marmont, Paris 16
Ne restez pas seule avec
votre souffrance, rejoignez
nous au (1) 40-71-04-70.

ENVOYER VOS DONS
A l'As. des femmes carcé-
rées. Pour un bonv. hum. vers le
Zaire, 3, rue A.-Chevalier,
93400 Saint-Martin-d'Héris.

Cours

JAPONAIS
Par la supplémentation.
Contactez : 47-23-33-58 ou
45-03-58. Fax : 40-44-58-58.

OPTIMUM

Préparateur : Le suivi des
devoirs scolaires de vos
enfants. Vérification des
carnets, répétition hebdoma-
daire des leçons.
Cours particuliers à dom.
Bacs blancs par correspond.

Philo, langues, français,
maths, physique, chimie,
OPTIMUM : 47-23-33-58.

Cours de français
normalement agréés de
lettres. Tous niveaux.
Tél. : 49-05-07-19.

Français pour adultes :
Remise à niveau et perfec-
tionnement 40 rue 47-48-73-05.

Mathématiques par
Polytechnique : Terminale C
1^{re} S, seconde.
Tél. : 45-26-51-00.

Association organise
COURS d'AL/ANG.
en petits groupes (2 niveaux)
stages intensifs.
Tél. : 47-33-35-56.

Sessions

et stages

YOGA

SIVANANDA : Stage dévotion
S. 12 et 14/12. Essai gratuit. Méd.
nation. Vacances de yoga. Profes-
sion. Douce. Centre yoga Sivan-
anda Vedanta. 123, bd
Sébastopol 2. Tél. : 40-28-77-48.

Le Monde
des
Carrières

École sous contrat avec l'État.
Savigny-s/Oise 91.
recherche inst. inf. retraité
pour l'été.
Tél. : 69-24-17-13

CENTRE GESTION AGRICOLE
Région parisienne
recherche
RESPONSABLE
COMPTABLE
Expér. agric. (BIA)
DEC. Responsabilité
Autonomie, déplacements RP.
Adresser CV et prétentions à :
CGRF, 124, avenue de Paris
78000 VERSAILLES

ASSOCIATION (85-83) rech.
PSYCHOTHERAPEUTES
16-20 ans. travail soutien et
accompagnement concert.
Projet insertion bénéficiaire
RMI en difficulté. Formation
thérapeutique nécessaire.
(Syndrôme, approche com-
munitaire approches)
expérience clinique.
Envoyer CV sous le 5446
LE MONDE PUBLICITE
15-17, rue de Colonne-P. J. A.
75002 Paris. Cds. 15

ORG. PUBLIC recherche tra-
ducteur ITALIEN des LCHES
+ allemand souhait. Tél. :
45-26-33-41 M. DUPUY.

MA PÉREIRE
Clair, 40 m. env.
Living + 2 chambres, cuis.,
salle de b. b. car. 45-22-
03-80 ou 43-55-88-04

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
Construction de sociétés
et services. 43-55-17-50

L'AGENDA

Antiquités

Mobilier historique français
Vid. préférence. mobiliers de
la Culture, 13 meubles
d'époque LOUIS XV.
Essentiellement français.
Nécessaire comm. préalable.
Tél. : 43-61-57-78

GALERIE F. FHAL

ACHÈTE TABLEAUX
OBJETS D'ART
BIBLIOTHÈQUES
PART. SUCCESSION
Déplacements Paris/Province

Tél. : 43-87-36-00
71, bd Malesherbes, 8^e

ESTIMAT. GRATUITE

Animaux

Part. vid. caniche noir
shortcut, mâle, 8 mois,
terroir, vacciné.
GIPSY
n'aimant pas rester seul, ch.
mâle, 8 mois, 1 500 F.
Tél. 46-52-73-95
Dom. 30-30-10-27
après 19 h.

Bijoux

1 cadeau apprécié.
1 bijou rare, ancien.
Ou argent.
GILLET, 18, rue d'Arcole
75004 PARIS
Tél. : 43-54-00-83

BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable chute :
« que des affaires exception-
nelles », écrit le guide « Paris
pas cher », tous bijoux or,
toutes pierres précieuses,
sillages, bagues, épingles.
ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX
Moulin-de-l'Église
91770 Saint-Vrain

PERRON OPERA
Angle bd des Italiens
4, Chaussée d'Antin
magasin à l'échelle
37, av. Victor-Hugo
Aure grand choix.

Cours

EN ALLEMAND
POURQUOI PAS ?
Vous voulez vous mettre
ou vous remettre
à la langue de Goethe ?
A vos transistors
tous les vendredis à
20 h 15 en écoute de la
DEUTSCHLANDFUNK
Sur ondes moyennes
1639 kHz et 1875 kHz.
Et à vos styles pour
commencer le manuel
d'accompagnement gratuit à
10 L'ALLEMAGNE
DLF - COLOGNE
Rép. Féd. d'Allemagne

Jeune fille

au pair

De station Alpes du Sud
Recherche fille au pair.
Séjour hiver 91/92.
Tél. : 92-81-01-57, bur.
Tél. : 92-81-17-72, dom.

Offre

de particulier

Part. vid. chien à coucher
(1990) 12 pl. + 2 chiens
en arna. naturel. Prix
20 120 F. vendus 15 100 F.
+ une cassette disc. What-
pool (1990) 2 250 F.
Tél. 48-40-09-37

Vacances

Tourisme

Loisirs

SKI DE FOND

JURA

3 H de PARIS TOV
Plein Nord, pleine zone
nordique, location studios
pour 2, 4 et 6 pers., et ch.
Activités sur place, salle de
remise en forme, sauna, ski
de fond, ski à roulettes.
Location matériel sur place.
Réservations.
Tél. (01) 81-48-00-72

SKI DE FOND

JURA

Haut-Jura 3 h Paris TOV
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme fran-
çaise du XVIII^e, confortable,
rénovée, chère 2 personnes avec
s. de b. b. car. Ambiance convi-
viale, détente, repos. Accueil
16 pers. max. tables d'hôte.
Cuisine maison (produits locaux
et pain cuit au four à bois).
Pois. rivi. et lac. Vins de Jura
à 100 F. (vins de France 150 F.).
Glace, crème, VTT. Piscine com-
plète + vin + massage de 40
+ 2000 F. pers./semaine.
Régime sportif et détente.
(01) 81-38-12-51
La Langue. 32650 MONTREUIL
LONDRES 30 mn par train.
Pav. 3 ch. aménagé, de
35 à 80 pers. le nuit.
Tél. 60-23-50-73

SKI DE FOND

JURA

Haut-Jura 3 h Paris TOV
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme fran-
çaise du XVIII^e, confortable,
rénovée, chère 2 personnes avec
s. de b. b. car. Ambiance convi-
viale, détente, repos. Accueil
16 pers. max. tables d'hôte.
Cuisine maison (produits locaux
et pain cuit au four à bois).
Pois. rivi. et lac. Vins de Jura
à 100 F. (vins de France 150 F.).
Glace, crème, VTT. Piscine com-
plète + vin + massage de 40
+ 2000 F. pers./semaine.
Régime sportif et détente.
(01) 81-38-12-51
La Langue. 32650 MONTREUIL
LONDRES 30 mn par train.
Pav. 3 ch. aménagé, de
35 à 80 pers. le nuit.
Tél. 60-23-50-73

SKI DE FOND

JURA

Haut-Jura 3 h Paris TOV
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme fran-
çaise du XVIII^e, confortable,
rénovée, chère 2 personnes avec
s. de b. b. car. Ambiance convi-
viale, détente, repos. Accueil
16 pers. max. tables d'hôte.
Cuisine maison (produits locaux
et pain cuit au four à bois).
Pois. rivi. et lac. Vins de Jura
à 100 F. (vins de France 150 F.).
Glace, crème, VTT. Piscine com-
plète + vin + massage de 40
+ 2000 F. pers./semaine.
Régime sportif et détente.
(01) 81-38-12-51
La Langue. 32650 MONTREUIL
LONDRES 30 mn par train.
Pav. 3 ch. aménagé, de
35 à 80 pers. le nuit.
Tél. 60-23-50-73

COMMUNICATION

M. Marchand saisit la justice
après une émission d'Antenne 2 sur l'extrême droite

M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a demandé jeudi 5 décembre à M. Henri Nallet, garde des sceaux, d'engager des poursuites contre les auteurs de certaines déclarations « enlevant de la diffamation raciale et de l'apologie de crime contre l'humanité », proférées, mardi 3 décembre, au cours de l'émission « Mardi soir » consacrée à l'extrême droite sur Antenne 2. Au cours de ce débat animé par Daniel Bilalian, M. Claude Cornilleau, président du Parti nationaliste français et euro-
péen (PNFE), groupe d'inspiration néo-nazie, a parlé de « tous les crimes commis par la pègre immigrée tous les jours ». D'autre part, un skinhead s'est livré à l'apologie du crime contre l'humanité, en affirmant à propos des chambres à gaz : « Je sais qu'il y

en a eu, c'est bien, on a trouvé un moyen efficace ». Ces deux déclara-
tions ont été faites sous le coup des dispositions de la loi du 29 juillet 1958 introduites en 1972. M. Henri Nallet a, le même jour, confié au procureur de la République de Paris le soin d'ouvrir une « enquête pour établir les conditions dans lesquelles des infractions auraient été commises et le cas échéant les suites à leur donner ».

M. Hervé Bourges, président d'A2-FR 3, devait intervenir vendredi 6 décembre, lors de la réunion hebdomadaire des cadres de la chaîne, pour rappeler la nécessité du respect des lois et demander la mise en place d'une procédure destinée à éviter les dérapages lors des plateaux en direct, notamment par un meilleur choix

des personnes invitées. « Une enquête sur l'extrême droite a toujours sa place dans les programmes mais un micro confié à des personnes incontrôlables, non », indiquait-on dans l'entourage de M. Bourges. Cette émission - qui relève de la responsabilité de la direction des programmes et non de la direction de la rédaction - a suscité une vive émotion chez les journalistes de la chaîne.

Notons que les propos incriminés tenus par le skinhead ne l'ont pas été en direct sur le plateau mais avaient été enregistrés par la RTBF et déjà diffusés par le magazine « Envoyé spécial » en mai 1990.

Un jugement inhabituel

Sanctions nocturnes pour « l'Événement du jeudi »

Quelques heures avant sa para-
ution, l'hebdomadaire « l'Événement du jeudi » fait l'objet, dans la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 décem-
bre, d'une ordonnance de référé lui enjoignant de « supprimer par massicotage » un article mettant en cause la gestion de la SONA-
COTRA. « Techniquement impos-
sible », selon l'hebdomadaire, la mesure n'a pas été exécutée. Mais les conditions particulières qui entourent cette décision ont conduit l'« Événement du jeudi » à saisir la cour d'appel, qui exami-
nera l'affaire le 10 décembre.

Dans son ordonnance manuscrite, M^{me} Françoise Ramoff, juge des référés, constate que l'article contesté par la SONACOTRA est constitué « de larges extraits d'un rapport (...) dressé par l'un des magistrats de la Cour des comptes » et qu'il s'agit d'un document « secret », dans la mesure où il est communiqué au « président de l'organisme contrôlé, afin qu'il apporte les observations, les réponses et les précisions qui permettront à la juridiction de donner son avis ».

Aussi, le juge des référés estime que « l'article incriminé faisant état des constatations retenues par la Cour des comptes, avant toute explication de l'intéressé invité à se justifier, porte atteinte aux droits de la défense que possède tout individu devant une juridiction ». Le magistrat souligne : « La présentation qui est faite de la porte de ce rapport donne à penser qu'il s'agit d'une appréciation définitive de la haute juridiction ». A ce stade, la décision présente toutes les caractéristiques normales d'un référé de presse et il appartenait aux juges du fond de se prononcer

sur la responsabilité civile ou pénale de l'« Événement du jeudi ». Mais le juge des référés conclut son ordonnance en déclarant que « l'atteinte à l'honneur et la violation des droits de la défense, par une divulgation illicite d'une information, ne serait pas convenablement réparée, par l'allocation ultérieure de dommages et intérêts » et ordonne la suppression de l'article « avant toute distribution ».

Décision

«exceptionnelle»

Il s'agit là d'une motivation nou-
velle, qui ouvre une porte plus large à la « censure préalable », dans la mesure où une telle décision, consi-
dérée par les magistrats eux-mêmes comme « exceptionnelle » et « particu-
lièrement grave », n'est généralement appliquée que lorsque le magistrat justifie son ordonnance par « une atteinte insupportable à l'intimité de la vie privée ».

Plus grave encore : l'avocat s'in-
surgé contre les conditions dans les-
quelles l'audience s'est déroulée. Pré-
senu par un huissier vers 20 h 30, Jean-François Kahn s'est précipité au
palais de justice pour comparaître au
référé fixé à 21 heures.

Informé vers 21 h 15, M^{me} Dupoux
se rend à son tour au palais pour
assister au débat. Mais il est leugue-
ment dans les couloirs déserts et per-
çoit tellement obscurs, sans trouver la
salle où se tient l'audience publique.
Le garde du Palais n'est pas au con-
runt du référé, et une série de coups
de téléphone montrent que le substi-
tut de permanence, le président du
tribunal, et même le magistrat de
garde à la chancellerie, ne sont pas
informés. Ce n'est que plus tard, en
retourant à l'hebdomadaire, qu'il
apprendra la décision. Pour l'avocat,
il s'agit là d'une « violation des droits
de la défense », qui n'a disposé d'au-
cun « délai raisonnable » pour être

préparé et n'a même pas pu être
présentée devant le juge.

Aussi, M^{me} Dupoux s'étonne que
l'ordonnance condamne justement
son client sur des jugements qui font
référence à la violation « du principe
des contradictoires » et à l'atteinte « aux
droits de la défense que possède tout
individu devant une juridiction ».

MAURICE PEYROT

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescour, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Jacques Amalric
Thomas Ferenzi
Philippe Hermon
Jacques Vernet
François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Benoit-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1980)
André Laurens (1980-1989)
André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : 40-65-26-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BENOIT-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : 48-60-30-10

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ISTITUTO PER LA RICOSTRUZIONE INDUSTRIALE

PROCEDURE RELATIVE A LA PRESENTATION

D'OFFRES D'ACHAT POUR LA PARTICIPATION MAJORITAIRE DANS CEMENTIR DETENUE PAR L'IRI

L'Istituto per la Ricostruzione Industriale (IRI), dont le siège est sis à Rome, Via Vittorio Veneto 89, a l'intention de solliciter et d'étudier des offres d'achat pour l'intégralité de sa participation dans le capital de Cementir - Cementaria del Tirreno S.p.A. ("Cementir"), consistant en 88.027.545 actions d'une valeur nominale de Lit. 1.000, représentant 51,76% du capital social de la société.

Seules les propositions portant sur l'intégralité de cette participation seront prises en considération.

Cementir exerce son activité dans le secteur de la production de ciment. La Société est inscrite à la bourse des valeurs à Gênes, Milan, Naples et Rome. Cementir a réalisé un chiffre d'affaires de Lit. 326.000.000.000 environ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

L'IRI sera consultée dans cette opération par Samuel Montagu & Co. Limited ("Samuel Montagu").

L'offre est réservée aux sociétés de capitaux ou autres personnes morales qui, à la date du dernier bilan approuvé, présentent un total de capitaux propres au moins égal à Lit. 30.000.000.000.

Les candidats à l'acquisition de Cementir doivent avoir accès à l'information et aux documents relatifs à l'opération doivent en faire la demande écrite à Samuel Montagu à l'adresse indiquée ci-après :

SAMUEL MONTAGU & CO. LIMITED
Corporate Finance
10 Lower Thames Street
London, EC3R 6AE
Angleterre

Tél. : 44-71-260 9000
Fax : 44-71-823 551/521 1531

Personnes à contacter :

Sylvain Gaudillat : 44-71-260 9432
Marco Morelli : 44-71-260 9553
Emmanuel Zuridi : 44-71-260 9577
Christopher Clarke : 44-71-260 9320

Tout courrier devra être adressé à l'intention de Mr. Christopher A. Clarke.

Il sera demandé aux parties sélectionnées de fournir certaines informations les concernant et de signer un engagement de confidentialité avant de recevoir tout document d'information.

L'IRI se réserve le droit de ne pas envoyer de dossier d'information à un candidat potentiel.

Les actions Cementir détenues par l'IRI ne sont pas enregistrées sous le "United States Securities Act" de 1933 et ne peuvent faire l'objet d'une offre de vente aux Etats Unis.

Les acheteurs potentiels sont informés de ce que la participation ne pourra faire l'objet d'une offre globale ou par tranche d'un montant unitaire inférieur à DM 80.000.

La présente proposition ainsi que la réception d'offres n'entraînent pour l'IRI aucun engagement ou obligation concernant sa participation dans Cementir. L'IRI se réserve le droit d'accepter une offre sans engager de négociations avec l'acquéreur potentiel. Les négociations n'auront pas un caractère exclusif.

Cette annonce a été préparée et est présentée par l'IRI et la publication pour le Royaume Uni en a été approuvée, dans le cadre de la Section 57 du Financial Services Act du Royaume Uni de 1986, par Samuel Montagu, membre du SFA. Cette annonce ne constitue pas une offre de vente d'actions ou d'intérêts liés à Cementir.

6 décembre, 1991

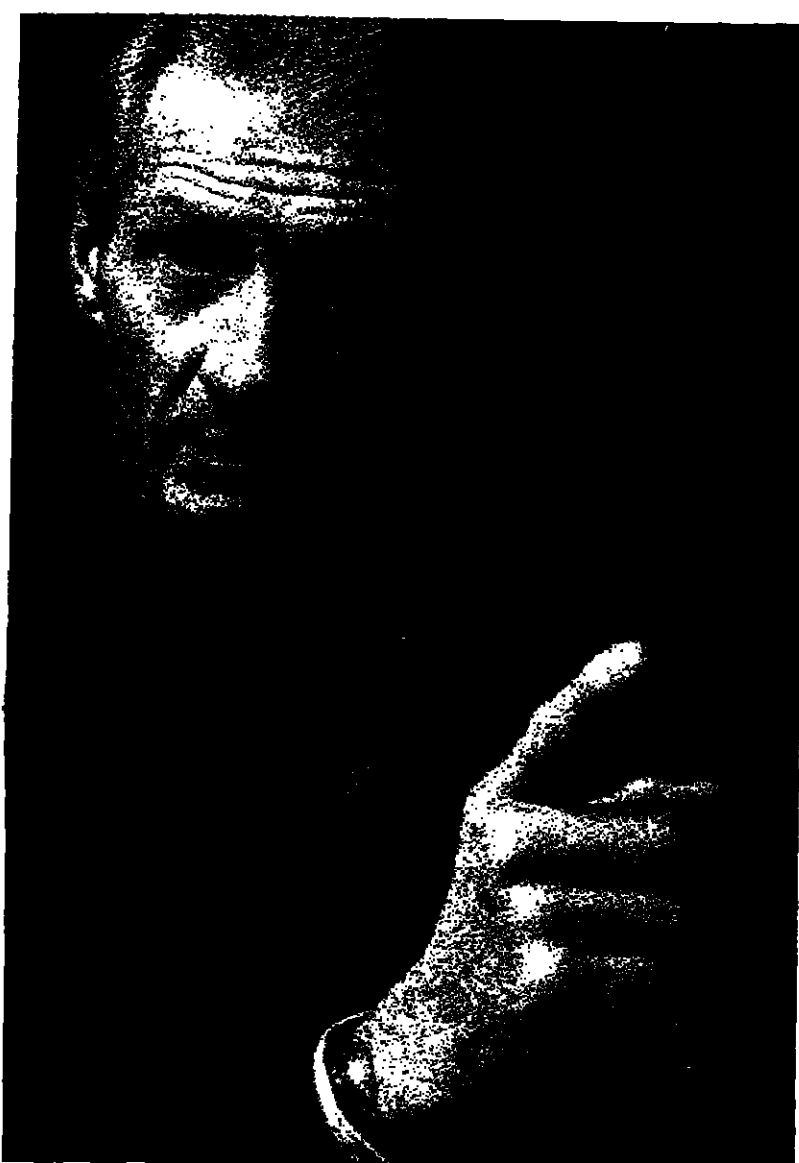
150 121 121 121

CATION

ut la justice
re 2 sur l'extrême d'...

• Le Monde • Samedi 7 décembre 1991 29

LE NOUVEL ECONOMISTE : DE QUOI PRENDRE DES DECISIONS. PAS DES LEÇONS.



*Les donneurs de leçons, les cours d'économie, c'est fini !
Aujourd'hui les chefs d'entreprise, les hommes d'affaires et les cadres n'en veulent plus.*

Au Nouvel Economiste, nous l'avons bien compris.

*Voilà pourquoi, chaque semaine, Le Nouvel Economiste dans sa nouvelle formule
donne la priorité aux faits et aux réalités, en offrant une couverture
complète de tous les secteurs clefs : industrie, finance, Bourse, marketing, communication.*

*Préciser les événements économiques, enquêter en France
et à l'étranger sur les mécanismes qui régissent les marchés, notre mission se trouve bien là.*

Pour que vous puissiez prendre des décisions. Pas des leçons.

LE NOUVEL
ECONOMISTE

CHAQUE SEMAINE, ANALYSEZ, DECIDEZ !

Paris 1991

MARCHÉS FINANCIERS

Pour tenter d'enrayer la fuite des capitaux La Suède relève brutalement ses taux d'intérêt

La Banque de Suède a relevé brutalement son taux de base interbancaire de 6 points, jeudi 5 décembre. Il passe de 11,5 % à 17,5 %. A la veille de la décision européenne d'établir une monnaie unique, lors du sommet de Maastricht, cette hausse montre combien coûte pour un pays non membre sa décision, prise cet été dans l'espoir d'intégrer la CEE, de « coller » la couronne à l'écu, alors que les marchés financiers doutent de la monnaie suédoise. Les fuites de capitaux ont atteint 26 milliards de couronnes (autour de 3 milliards de francs) ces deux dernières semaines.

L'inflation est revenue autour de 4 % ces derniers mois après avoir dépassé 10 % depuis deux ans. Mais les cambistes, qui, selon M. Bengt Dennis, gouverneur de la banque centrale, confondent les trois pays scandinaves, s'inquiètent de la crise des banques dans les pays nordiques et de la dévaluation finlandaise le 15 novembre. En fait, les marchés des changes déçoivent surtout les difficultés du nouveau gouvernement de droite de M. Carl Bildt à faire passer au Parlement ses réformes de libéralisation de l'économie. La condition au pouvoir devra démontrer qu'elle peut imposer l'austérité aux groupes de pression qui la composent. L'annonce du budget 1992, attendue pour le 10 janvier, sera décisive. Pour l'instant, les opérations doutent du pouvoir de M. Bildt et ils tablent sur un déficit budgétaire qui, en hausse, atteindrait 90 milliards de couronnes.

Les autorités veulent souligner par cette hausse des taux qu'ils ne dévalueront pas la couronne. Quel qu'en soit le coût pour l'industrie, qui est en récession.

Développant ses activités internationales La Caisse des dépôts inaugure trois filiales financières aux Etats-Unis

NEW-YORK

de notre correspondant

La Caisse des dépôts et consignations, qui a récemment célébré son 175^e anniversaire, a inauguré mercredi 4 décembre à New-York ses trois filiales financières destinées à faciliter le développement de ses activités internationales.

Rattachées à une société holding commune, la CDC North America, filiale à part entière de la Caisse des dépôts, ces trois entités sont CDC Capital (chargée des activités de trading, d'arbitrage et d'investissement sur les marchés américains et internationaux pour le compte propre de la Caisse); CDC Investment Management Corporation (CIMCO), dont la vocation est de gérer les portefeuilles de valeurs mobilières et de produits dérivés du marché américain pour le compte d'investisseurs institutionnels et de particuliers; et CDC Securities, dont la mission est de gérer les portefeuilles de valeurs mobilières et de produits dérivés du marché américain pour le compte d'investisseurs institutionnels et de particuliers.

La Caisse des dépôts, enfin, Caisse des

dépôts-Securities, dont le but est de vendre, sur le marché américain, des actions françaises et européennes et des valeurs d'Etat du secteur public, de même que de commercialiser auprès des clients de la Caisse des valeurs à taux fixe et du marché monétaire américain.

Les deux premières sociétés, dotées respectivement d'un capital de 17 et de 7,5 millions de dollars (environ 93 et 41 millions de francs), fonctionnent depuis quelques mois; la troisième, Caisse des dépôts-Securities, assortie d'un capital de 7,5 millions de dollars, « est encore en gestation », a précisé M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, précisant que les effectifs de ces trois entités représentent dans un premier temps environ soixante-dix personnes, essentiellement des financiers américains, dont une dizaine travaillent en salle de change, directement reliés à leurs homologues parisiens.

SERGE MARTI

Une ordonnance du juge des référés d'Auch La fusion Pyrénées-Gascogne du Crédit agricole est suspendue

AUCH

de notre correspondant

Rien ne va plus au sein de la Caisse régionale Pyrénées-Gascogne du Crédit agricole. C'est sous cette nouvelle appellation que, le 15 décembre 1990, les caisses du Crédit agricole du Gers, des Hautes-Pyrénées et des Pyrénées-Atlantiques décident de fusionner. La nouvelle caisse affichait ainsi un total de bilan de 24 milliards de francs, 300 000 clients et 1 700 employés. « Une dimension d'entreprise capable d'affronter les futurs enjeux bancaires », estimait alors M. Yves Barsalou, président national. Mais les personnels, qui ont mené une longue grève début octobre, s'estimaient menacés dans leur emploi et mal informés, n'ont jamais vraiment accepté cette idée de fusion. Le comité d'entreprise de la Caisse du Gers a même introduit une action en référé contestant le principe de la fusion.

Dans son ordonnance du 3 décembre, le juge des référés

d'Auch, M. Jean-Pierre Belmas, a retenu le bien-fondé de l'action du comité d'entreprise, dans la mesure où « les réunions du conseil d'administration concernant le projet d'union, puis de fusion, n'ont pas satisfait à la loi ». Plus important encore, selon le juge, « la procédure de fusion en cours doit être suspendue et ne pourra reprendre qu'au terme d'une nouvelle réunion du comité d'entreprise, qui aura été préalablement et régulièrement informé ».

Car c'est bien là le problème: nombre de personnes, administrateurs, sociétaires, personnels et simples clients ont l'impression aujourd'hui de découvrir une vérité cachée, conséquence de choix stratégiques discutables: la Caisse du Gers aurait provisionné plus de 200 millions de francs au bénéfice d'industriels aujourd'hui insolvables.

La direction de la Caisse Pyrénées-Gascogne a décidé de faire appel du jugement. Si la fusion n'intervient pas avant le 31 décembre, c'est alors la Caisse nationale du Crédit agricole qui prendra le pouvoir, « le temps nécessaire au redressement financier », estime M. Paugot, directeur de la Caisse régionale, mais, dans ce cas de figure, nous ne pouvons plus présenter la moindre garantie pour le personnel et pour les crédits ». Un jugement lourd de menaces pour une Gascogne, où le Crédit agricole a la réputation de « tenir » l'économie.

DANIEL HOURQUEBIE

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 5 décembre 1991:

DES DÉCRETS

- N° 91-1218 du 29 novembre 1991 relatif à l'organisation dans les écoles d'architecture d'un cycle d'études conduisant au diplôme d'architecte diplômé par le gouvernement, dans le cadre de la formation professionnelle continue et de la promotion sociale;

- N° 91-1219 du 4 décembre 1991 modifiant le décret n° 89-571 du 16 août 1989 pris en application de l'article 94 de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et relatif à l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier.

UN ARRÊTÉ

- Du 19 novembre 1991 portant agrément de comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale.

NEW-YORK, 5 décembre

Sous la barre des 2 900 points

Pour la troisième journée consécutive, la tendance s'est alourdie pour le deuxième fois en moins de huit jours l'indice Dow Jones des industriels est retombé en deçà de la barre des 2 900 points. Annoncé dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est poursuivi calmement avant de s'accélérer à mi-parcours. A la clôture, le « Dow » s'est établi à la cote de 2 889,09, soit à 22,68 points (- 0,78 %) au-dessous de son niveau précédent.

Le bilan général a été conforme à ce résultat. Sur 2 168 valeurs traitées, 1 026 ont reculé, 605 ont monté et 537 n'ont pas varié. Le marché a été passablement déprimé par l'annonce d'une très forte augmentation des demandes d'allocation chômage pour la semaine achevée le 23 novembre dernier. Du coup, l'augmentation des commandes industrielles pour octobre (- 1,2 %) est passée inaperçue. Il est vrai qu'elle a été en grande partie due au gonflement des ordres passés par l'armée (58,5 %) pour s'attendre en définitive que 0,6 %.

VALEURS	Cours de 4 déc.	Cours de 5 déc.
Alcoa	58 1/2	57 7/8
AT&T	104 1/2	104 1/2
Bell	41 3/8	42 1/8
Chrysler	15 1/8	14 7/8
Du Pont de Nemours	45 5/8	46 3/4
Exxon	47 3/4	46 7/8
General Electric	57 7/8	57 1/4
General Motors	23 3/4	23 1/8
IBM	90	90 1/2
ITT	31 3/8	31 1/2
Motorola	62 1/2	62 1/4
Pepsi	68 7/8	68 1/2
Schlumberger	62 1/8	62 1/4
Texas Instruments	17 1/8	17 1/8
Union Carbide	125 1/8	125 1/8
Westinghouse	15 5/8	15 1/2
Xerox Corp.	64	63 1/2

LONDRES, 5 décembre

Nouveau repli

La mise sous administration judiciaire des sociétés privées de l'empire Maxwell a fait mauvaise impression à la Bourse de Londres, préoccupée en outre par la baisse persistante de la livre sterling. L'indice Footsie a perdu 0,7 % jeudi 5 décembre, à 2 407 points.

Le fabricant de la Banque centrale allemande ne pas modifier sa politique de crédit a redonné un peu de souffle au marché, qui reste néanmoins pesé par les taux allemands, qui ont bien monté. Le marché était actif, avec un volume des échanges gonflé à 587,6 millions de titres contre 479 millions la veille.

Le fabricant de verre Pilkington a progressé après l'annonce du maintien de son dividende. Les constructeurs automobiles, tels que Rover et Lucas Industries, ont été affectés par l'annonce d'une chute des ventes d'automobiles qui laisse craindre une recrudescence de la crise économique britannique.

FAITS ET RÉSULTATS

■ L'OPA d'Accor sur les Wagons-Lits prolongée en Belgique. - L'offre publique d'achat lancée par le groupe hôtelier Accor sur la société française Wagons-Lits, qui devait s'achever le 5 décembre à minuit en Belgique et aux Pays-Bas, a été prolongée de dix jours (jusqu'au 19 décembre) en Belgique. Cette décision a été prise, jeudi 5 décembre, en référé, par le tribunal de commerce de Bruxelles, à la demande d'un groupe d'investisseurs institutionnels. Closes le 29 novembre en France, cette OPA sera finalement ouverte jusqu'à une date indéterminée, a annoncé, vendredi 6 décembre, la filiale belge d'Accor.

■ Printemps: la cotation des actions de la société de presse de Milan. - La cotation des actions d'Accor, qui avait été suspendue après l'annonce de l'OPA lancée par le groupe, reprendra le 9 décembre sur le marché de Milan. L'OPA sera en fait suspendue, a annoncé, vendredi 6 décembre, la filiale belge d'Accor.

■ Crédit local de France (CLF): résultats officiels de l'opération. - Les ordres d'achat passés par les particuliers pour l'acquisition du Crédit local de France (CLF), privatisé partiellement, ont été intégrés, vendredi 6 décembre, à l'annonce de la cotation de la société. Ces ordres « A », sur 100 titres au maximum, ont porté sur 3,4 millions de titres. Compte tenu de la demande excédentaire, les ordres « B » (200 titres au maximum) ont été réduits de 40 %. Au total, indique le ministre de l'économie et des finances, près de la moitié des actions offertes ont été attribuées à des particuliers. Le Crédit local de France aura donc environ 70 000 actionnaires en France. Sur la tranche française, le nombre d'actions souscrites s'est élevé à 10,3 millions de titres contre 7,57 millions offerts.

■ Repaire par Pierre-1^{er} des actifs immobiliers Sasea. - Le groupe Pierre-1^{er} a confirmé jeudi 5 décembre qu'il avait signé avec le holding financier suisse Sasea Holdings un contrat prévoyant la vente par Sasea de sa participation dans Scotti Finanziaria SPA. La société Pierre-1^{er} Participations NV, basée à Amsterdam, reprend ainsi la majorité des actions émi-

PARIS, 6 décembre

Poursuite de l'affaiblissement

La Bourse de Paris était victime d'un nouveau choc de faiblesse vendredi dans un marché très calme, sans affaires. En hausse de 0,03 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une cote plus basse qu'hier, à 2 892,25, soit à 0,43 % à 1 685,89 points. Par la même occasion, le système informatique bloquait les négociations pendant près d'une heure. A la reprise, l'indice CAC 40 était dans le rouge et le recul. Peu avant l'ouverture de Wall Street, il se maintenait à - 0,25 %, à 1 689,28. La décision de la banque centrale allemande de ne pas modifier sa politique de crédit n'a pas rassuré outre mesure les marchés financiers. Ces derniers s'attendent à une modification des parités monétaires au sein du SME après le sommet de Maastricht qui se tient les 9 et 10 décembre prochains.

Vendredi matin à Paris, les taux d'intérêt au jour le jour se détachent quelque peu, notamment légèrement sous les 10 %. La confirmation par différents responsables politiques américains de la faiblesse de la reprise économique aux Etats-Unis n'a pas non plus encouragé à investir. Accor a annoncé vendredi qu'il rouvrirait son OPA en France et qu'il paierait le complément de prix pour les actions Wagons-Lits à tous les actionnaires qui auront accepté l'OPA en Belgique, à condition que la justice belge confirme son jugement de mercredi. Du côté des plus fortes hausses, on notait l'IS, Desmar et Essilor. En baisse figurait l'Antologie internationale qui perdait plus de 10 %. Vansier assaut Berard Faure, CCMC et Salvépar.

Météorologie est encore bradée vendredi matin de 2,25 % après avoir chuté de 12 % la veille. Règle de 5 % de la Spex et de 2,6 % de Michelin. Hausse de 3 % de La Redoute avec 30 titres seulement.

TOKYO, 6 décembre

Effacement

La tendance est restée faible vendredi 6 décembre à la Bourse de Tokyo, qui n'a pas réagi à l'annonce de mesures fiscales destinées à relancer l'activité. L'indice Nikkei a cédé 14,11 yens (- 0,06 %) à 22 445,08 yens.

Le marché manquait d'énergie, constataient les opérateurs, préoccupés par l'évolution de Wall Street et de l'économie américaine.

VALEURS	Cours de 5 déc.	Cours de 6 déc.
Alstom	530	530
Boiseries	1 070	1 070
Canon	1 410	1 400
Fujitsu	2 400	2 400
Hitachi	1 810	1 810
Marubishi Bank	1 420	1 420
Marubishi Heavy	570	570
San-Ei	4 250	4 250
Toshiba	1 470	1 480

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3200	3215	Imtech H&M	780	790
Amis Amis	280	280	Imtech Computer	157 10	157 10
B.A.C.	88 50	88 50	IP&M	75	73 80
Bayer	780	800	Loxinvest	245	199 50
Bayer (L)	311	310	Locam	70	70
Boussac (Lyon)	237 50	241	Memo Com	64 15	60
CAJ de Fr. (C.C.I.)	800	799	Mobis	138	134
Cablecom	401	401	PubliFapach	350	350
Canal	887	870	Ratel	450	450
CEGEF	145	142	Rhône-Alpes (L)	320	317
CEPI	250 10	237 80	S.H.M.	160	162
CLM	906	901	Solus Invest (L)	94	98
Colson	278	278	Solus	361	359
Confiance	975	960	S.A.T. Goupil	130	130
Daewoo	152 10	152 10	Sopas	280	252
Dagblat	248 80	244 80	TFI	305	291
Démas	1150	1150	Thomson H. (L)	310	310
Demichiel Worms Co.	337 50	337 50	Unilog	215 10	215
Develuy	520	520	Viel et Co.	89	89
Dewille	243 50	225 20	Y St Laurent Group	760	740
Dolac	120	125 80			
Edison Bedford	230 10	230			
Europ. Propriété	163	164 10			
Finacor	126 90	126 90			
Frankoph	105 20	105 40			
IFF (group. L)	115	115			
Genepac	375	380			
Group. Oxyg	200	201			
Guarini	830	830			
ICC	801	801			
Idarona	201	195			
	121	120			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 5 décembre 1991
Nombre de contrats : 94 400

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	105,85	106,08	106,38
Précédent	105,68	105,85	106,10

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Jun 92	Mars 92	Jun 92
106	1,03	1,67	0,99	-

CAC 40 A TERME

Volume : 7 370 (MATIF)			
COURS	Décembre	Janvier	Février
Dernier	1 717,58	1 728	-
Précédent	1 728	1 735,50	-

CHANGES

Dollar : 5,4265 F

Vendredi 6 décembre, le dollar confirmait sa tendance à la baisse sur le marché des changes, dans l'attente de la publication des statistiques du chômage américain de novembre. A Paris, le billet vert s'échangeait au fixing à 5,4265 francs contre 5,4345 francs à la cotation officielle de la veille, jeudi 5.

FRANCOFORT	5 déc.	6 déc.
Dollar (en DM)	1,992	1,983
TOKYO	5 déc.	6 déc.
Dollar (en yen)	128,85	128,78

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (5 décembre) : 9 778 - 18 %
New-York (5 décembre) : 4 116/16

BOURSES

PARIS (BSE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises	112,80	112,20
Valeurs étrangères	116,90	117,70
ISBF, base 100 : 31-12-91	472,80	467,40
ISBF, base 1 000 : 31-12-97	1 713,90	1 703,20

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles	2 911,67	2 889,89
LONDRES (indice Financial Times)	2 407	2 407
100 valeurs	2 423,88	2 407
30 valeurs	1 838,70	1 822,40
Mines d'or	168,10	163,90
Fonds d'Etat	86,22	86,54

FRANCOFORT

Dax	1 560,96	1 553,42
TOKYO	5 déc.	6 déc.
Nikkei Dow Jones	22 459	22 445
Indice général	1 715	1 706

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,4225	5,4245	5,4915	5,4965
Yen (100)	4,2123	4,2172	4,2528	4,2580
£	6,5456	6,5580	6,5334	6,5428
Deutsche mark	3,4876	3,4980	3,4188	3,4244
Franc suisse	3,2542	3,2594	3,2702	3,2777
Lire italienne (1000)	4,5148	4,5194	4,4838	4,4918
Lire espagnole	9,3325	9,3416	9,2153	9,2215
Peseta (100)	5,3320	5,3394	5,2946	5,3014

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	6 3/16	6 5/16	6 11/16	6 13/16	6 5/8	6 3/4
Yen (100)	10 9/16	10 11/16	10 7/16	10 9/16	10 3/8	10 1/2
£	9 1/2	9 5/8	9 7/16	9 9/16	9 7/16	9 9/16
Deutsche mark	8 3/16	8 5/16	8 1/16	8 3/16	8 1/8	8 1/8
Lire italienne (1000)	12 3/8	12 7/8	12 3/16	12 5/16	12 1/8	12 3/8
Lire espagnole	10 9/16	10 11/16	10 9/16	10 11/16	10 9/16	10 11/16
Peseta (100)	12 3/8	12 3/4	12 3/8	12 3/4	12 3/8	12 3/4
Franc français	9 15/16	9 1/16	9 7/8	9 7/8	9 3/16	9 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Vendredi 6 décembre :
Bernard Nourine,
PDG de Gam Vert SA.

Les Dentées va ouvrir
industrielles à M. Gardin

Cours relevés à 13 h 47

auteur du redressement
CMB Packaging

5/12

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

a : soumission décachée - o : offert - * : droit décaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le Nobel et la diva

C'ÉTAIT comme une déclaration d'amour, entre deux trompettes de la mort. Derrière ses lunettes de restauratrice, M^{me} de Gennes, parlant de son mari, dira : « Ce qu'il y a de formidable avec lui, c'est que lorsqu'il vous explique quelque chose, même dans un domaine auquel vous n'entendez rien, vous finissez par vous sentir intelligent. »

Pierre-Gilles de Gennes a, en effet, ce pouvoir rare et séduisant : il diffuse, il irradie l'intelligence. Il y a bien, pour reprendre le titre du portrait publié dans le Monde, le 23 octobre, « un effet de Gennes ».

Il n'était que de voir cet autre portrait, en situation, réalisé par « Envoyé spécial ». Cet homme, ce Prix Nobel de physique n'est pas ce savoir hors du commun. Il est scientifique de charisme, espèce rare qui ne tient ni de Némus, ni de l'étudiant étourdi. Il est un homme dont immédiatement on souhaiterait être l'ami ou le disciple pour simplement avoir ce privilège rare de devenir intelligent un instant.

Pierre-Gilles de Gennes serait acteur qu'on lui reconnaîtrait une énorme présence. Et peut-être est-ce scientifique de présence qui envahit l'écran comme il occupe amphi et laboratoire, pleinement. Les images ont montré tout cela au travers

même des regards que portaient sur lui ses élèves, ses collègues.

Du charme, de la présence, Barbara Hendricks n'en est, elle non plus, pas dépourvue. Et elle en fait le meilleur usage. Une prime donna peut-être, à la ville, la parfaite Castafiore, à comploter ses caprices et ses admirateurs. Barbara Hendricks, elle, qui ne supporte visiblement ni le malheur ni l'indifférence au malheur humain, a décidé de s'engager.

C'est donc M^{me} Hendricks, ambassadrice auprès du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, que les caméras ont suivies, en Thaïlande. Elle y visitait les camps de réfugiés cambodgiens et vietnamiens. Les images n'étaient pas très nouvelles. Sauf que c'était elle, la diva, et eux, les réfugiés, elle avec eux. Et qu'une Barbara Hendricks suffit à faire passer le message.

Enfin il y avait eu le visage et le corps atrocement brûlés et mutilés d'un jeune homme après l'explosion d'une bombe aérosol antimoustiques. Les fabricants de ce produit avaient demandé au tribunal d'interdire la diffusion de ce reportage. En vain. Les faits relatés seraient plutôt penser que ce sont ces bombes aérosol qui devraient être interdites. Et vite !

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : > signalé dans le Monde, radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 6 décembre

TF 1

- 20.40 Variétés : Tous à la Une.
22.35 > Magazine : 12 sur la Une.
23.35 Sport : Bataille.
0.40 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.45 Soirée spéciale : Les Cinq Bougies du Téléthon.
23.50 1. 2. 3. Théâtre.
0.05 Tiroc, Journal et Météo.
0.20 Téléthon solidaire. En direct de Baie-Mahault (Guadeloupe).
1.35 Téléthon talents. Découvertes de jeunes talents en régions.

FR 3

- 20.45 Magazine : Thelassa. Les défricheurs d'océans.
21.40 Magazine : Caractères. Les Aventuriers de l'art. Invités : Yves Bonnefoy (Giacometti), Patrick Bricot (Les films noirs), Pascal Ouilgarn (Tous les matins du monde), Jean-Louis Farrier (l'Aventure de l'art au XX^e siècle).
22.45 Journal et Météo.
23.05 Ecrire contre l'oubli. Jean-Loup Hubert et Carole Bouquet pour Andreas Christodoulou (Grèce).
23.10 Magazine : Musicales. Connaissiez-vous Janacek ? Œuvres de Janacek, par Michèle Rudy, piano.
0.05 Magazine : Mondo Sono.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 20.30
20.05 Sport : Football. Cien-Lens.
21.55 Documentaire : Les Dessous de la forêt équatoriale.
22.50 Flash d'informations.
23.00 La Journée du cinéma.
Cinéma : SOS Fantômes 2. □ Film américain d'Ivan Reitman (1989).

0.45 Cinéma : Docteur M. ■

Film franco-allemand de Claude Chabrol (1990) (v.o.).

LA 5

- 20.50 Téléfilm : Le Prétendant. (2^e partie).
23.15 Téléfilm : Scherz à l'organisation.
0.35 Journal de la nuit.

M 6

- 20.40 Série : Le Saint.
22.20 Série : Equalizer.
23.15 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
23.45 Magazine : Culture rock. Présenté par Roseane. Docu : Janis Joplin ; Rocky Music ; Tony Joe White ; Rewind : Thierry Mugler ; Robert Wyatt ; Enquête : les enfants prodiges du rock ; Actu ; Passion ; Rock'n'pub.

0.15 Capital.

- 0.25 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 21.00 Téléfilm : La Goutte d'or.
23.00 Série : Photo-romans.
23.15 Téléfilm : Les Caquets de l'accouchée.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Spécial Harry Miller (1).
21.30 Musique : Black and Blue. La jazz et au-delà.
22.40 Les Nuits magnétiques. Les petites ondes.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Jean Roudaut (Georges Perros).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (amis de Francofort) : Concerto pour violon et orchestre, de Penderecki ; Symphonie n° 6 en si mineur op. 84, de Chostakovitch, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort.
23.07 Poussières d'étoiles.

L'HERMÈS
Editeur universitaire
depuis 22 ans
DROIT
ÉCONOMIE - GESTION
LANGUES DES AFFAIRES
catalogue gratuit sur demande
13 rue Séguier 75006 PARIS. Tél. 46 34 07 70

Samedi 7 décembre

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Pearl Harbor, perle japonaise.
13.50 Jeu : Millionnaire.
14.10 La Une est à vous (et à 16.50).
15.15 Téléfilm : L'express ne répond plus. Un train fou... à la suite d'une vengeance.
17.25 Divertissement : Mondo Dingo.
17.50 Magazine : Trente millions d'amis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00 Journal, Tiroc, Tapis vert et Météo.
20.45 Histoire d'en rire.
22.55 Théâtre : Ténor. Pibea de Kon Ludwig, mise en scène de Jean-Luc Moreau et Agnès Boury, avec Michel Leeb, Isabelle Spade.
0.55 Magazine : Formule sport. Football : Master superstars : Coupe du monde de ski acrobatique.
2.15 Journal et Météo.

A 2

- 13.30 Téléthon sans frontières.
14.20 Téléthon passion.
17.00 Téléthon jazz.
18.15 Téléthon bonne humeur.
19.55 Jeu : Noël surprise (et à 20.45).
19.59 Journal, Tiroc et Météo.
20.50 Soirée spéciale : La Grande Fête du Téléthon.
Avec Jerry Lewis, Mireille Mathieu, Alain Delon, Claude Cardinale, Wet Wet Wet, Orchestra Menzobvre in the Dark, Indochine, Yannick Noah, Catherine Lara, Fran-

çois Feldman, No. Sydney Youngblood, Chico et Roberto, Patrick Juvet, Antoine, Jean-Luc Lahaye.
1.35 Journal du Téléthon.

FR 3

- 13.00 Télévision régionale.
14.00 Variétés : Eurotop.
— De 15.00 à 19.00 La Sept —
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 La Sept —
0.00 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

- 13.32 Le Journal du cinéma.
13.36 Téléfilm : L'assassin était dans mon roman.
15.05 Le Journal du cinéma.
15.30 Sport : Football américain. Detroit Drive-New York Firebirds, en direct de Bercy.
17.05 Les Superstars du catch.
— En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Décade pas Bunny.
19.05 Dessin animé : La Grande Supercherie.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Téléfilm surprise. Un enfant à quatorze ans...
22.00 Divertissement : Les Nuls... l'émission.
22.55 Jazz : Quincy à Montreux. Quincy Jones and Friends, au Festival de Montreux.
23.56 Le Journal du cinéma.
0.00 Cinéma : La Bourgeoise et le Privé. Film américain classé X de 1989.
1.10 Cinéma : Panique à Needles Park. ■ Film américain de Jerry

Schauberg (1971). Avec Al Pacino, Kitty Winn (v.o.).

LA 5

- 13.20 Série : Le Retour de Mike Hammer.
15.00 C'est pour rire.
15.10 Tiroc à Saint-Cloud.
15.45 Série : Capitaine Furillo.
16.40 Série : Riptide.
17.35 Série : La Loi de Los Angeles.
18.25 Magazine : Intégral.
19.00 Série : L'Enter du devoir.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Série : Parry Mason.
L'Affaire de l'amour perdu. Une femme futur sénateur victime d'un chantage.
22.30 Feuilleton : Shogun (10^e épisode).
23.25 Journal de la nuit.

M 6

- 13.55 Série : Supercopier.
14.50 Série : Laredo.
15.45 Série : Les Aventures de Papa-Paul.
18.45 Série : Végas.
17.35 Série : Le Saint.
18.25 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.30 Informations : Bonne Nouvelle.
20.40 Téléfilm : Le Monstre des profondeurs. Sur le forage d'une plateforme pétrolière.
22.20 Téléfilm : La Malédiction du pharaon. Un archéologue obsédé par un trésor.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : Rapline.

LA SEPT

- 15.00 Mozart et la musique de chambre.

- 15.55 Cinémémo.
16.40 Portraits d'Alain Cavallier.
16.55 Avis de tempête.
19.00 Le Salon littéraire de l'Europe.
20.00 Le Dessous des cartes.
20.05 Histoire parallèle.
21.00 > Téléfilm : Les Caquets de l'accouchée.
22.25 Le Courrier des téléspectateurs.
22.35 Soir 3.
22.50 Ecrire contre l'oubli.
22.55 Cinéma de poche.
23.40 Cinéma d'animation.
0.00 Back to Madama.
1.20 Concerto pour hautbois de Madama.

FRANCE-CULTURE

- 20.45 Dramatique. Harriet, de Jean-Pierre Saracoc.
22.35 Musique : Opus. L'art de Clara Haskil. Concertos de Mozart, avec Carl Schuricht ; Sonatas pour violon et piano de Mozart, avec Arthur Grumiaux ; Extraits : la Loggia-rezza, de Liszt ; Etude-tableau n° 2, de Rachmaninov ; Sonate en si bémol majeur, de Schubert ; Concerto pour piano, de Schumann ; Sonatas, de Scarlatti ; Les Quatre Tempéraments, de Hindemith, par Clara Haskil, piano.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 17.50 Opéra (en direct de la Scala de Milan) : Parsifal, de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti ; sol. : Plácido Domingo, Wolfgang Brendel, Waltraud Meier, Robert Lloyd, Hamut Welker, Kurt Rydl.
23.05 Viva la Scala ! En direct des studios de la RAI de Milan.

Dimanche 8 décembre

La Ronde de l'aube. ■■ Film américain de Douglas Sirk (1957) (v.o.).
0.25 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 14.00 Téléfilm : La Double Vie de M. le juge.
15.35 Magazine : 24 Heures.
16.35 Documentaire : Les Pêcheurs de haut vol.
17.00 Divertissement : Les Nuls... l'émission.
17.56 Le Journal du cinéma.
18.00 Cinéma : Evols, la bataille d'Endor. ■ Film américain de Jim et Ken Wheat (1986).
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.30 Flash d'informations.
19.35 Ça cartoon.
20.25 Dis Jérôme... ?
20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche.
20.30 Cinéma : Taxi blues. ■■ Film franco-soviétique de Pavel Lounguine (1989).
22.15 Flash d'informations.
22.20 L'Équipe du dimanche. Football : Football américain.

LA 5

- 15.10 Tiroc à Autueil.
17.25 Divertissement : M 6 express.
19.00 Magazine : Dimanche 19 h Elcabach.
Invités : Edith Cresson.
20.00 Journal et Météo.
20.50 Journal des courses.
20.50 Cinéma : Blow Out. ■■ Film américain de Brian de Palma (1982).
22.45 Magazine : Reporters. Les Enfants damnés du Maître de Dios ; Home Video Set.

LA VIANDE DE BŒUF
DE QUALITÉ SUPÉRIEURE
PORTE UN NOM.

Adresse Fournisseurs et Bouchers LABELS 36 15 VIANDE LABEL



LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

8 Décembre

Jacques CALVET

La stratégie de Peugeot Citroën pour battre les Japonais

Rediffusion à 1 heure du matin

Avec un PNB en baisse de 0,5 % au troisième trimestre

L'Allemagne entre en récession

L'Office national des statistiques de Francfort a annoncé jeudi 5 décembre que le produit national brut (PNB) allemand (PNB) avait reculé de 0,5 % au troisième trimestre, après avoir baissé de 0,5 % au deuxième trimestre. Si le PNB reste en augmentation de 2,5 % par rapport à la même période de 1990, les économistes considèrent que la partie occidentale de l'Allemagne est entrée en récession. On estime en effet que deux trimestres consécutifs de repli du PNB sont le signe d'un tel phénomène. Selon certains experts allemands, l'activité devrait encore s'affaiblir au cours des deux prochains trimestres, et la croissance ne repartir qu'à l'été 1992.

Jeudi, l'Office allemand du travail a en outre annoncé une aggravation du chômage en novembre pour l'ensemble du pays. Le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru de 19 200 personnes, pour atteindre un total de 1,6 million de chômeurs. Le coût de la main-d'œuvre a tendance depuis plusieurs mois à se renchérir, la baisse des exportations dans le secteur de la construction mécanique entraîne des réductions de temps de travail et même des licenciements, tandis que l'afflux d'immigrés contribue à augmenter le taux de chômage.

Après la décision soviétique de suspension des paiements

La Deutsche Bank va coordonner le comité bancaire occidental de restructuration de la dette de l'URSS

FRANCFORT
correspondance

Après la décision de l'URSS de suspendre le paiement du principal de sa dette, le président du directoire de la Deutsche Bank, M. Hillman Kopper a annoncé, jeudi 5 décembre à Francfort, que la première réunion du Comité de restructuration de la dette de l'URSS se tiendrait à Francfort dès vendredi. « Il y a entre trois cents et quatre cents banques créditrices de l'URSS dans le monde », a-t-il précisé sans toutefois donner de détails sur la composition de ce comité auquel « tous les pays sont invités à participer ».

La Deutsche Bank a accepté de coordonner le comité. La dette est estimée entre 60 et 80 milliards de dollars (84 milliards de dollars selon des sources officielles soviétiques), dont plus de la moitié pour l'Allemagne, essentiellement sous forme de crédits garantis par l'Etat.

M. Kopper a insisté sur le fait que la part de la Deutsche Bank dans ce total était nettement inférieure aux 5 milliards de DM habituellement cités par les experts. Il n'a pas donné le chiffre exact mais a précisé, en revanche, que la part des crédits octroyés par la première banque commerciale allemande à l'URSS, à ses propres risques, était inférieure à celle du Brésil en 1982. Un pays auquel la Deutsche Bank avait consenti 1,4 milliard de prêt non garanti, a-t-il précisé.

Aucun nouveau crédit

Les provisions de sa banque s'établissent « entre 65 % et 70 % », a dit M. Kopper. Sur la question de savoir s'il prévoyait encore d'augmenter ces provisions vis-à-vis de l'URSS, il a répondu qu'une décision ne serait pas prise avant la fin de l'année.

Le président du directoire de la Dresdnerbank, M. Wolfgang Röhl, avait annoncé le 29 novembre que le taux de couverture de la deuxième banque commerciale du pays allait passer de 30 % à 60 % vis-à-vis de l'URSS. Et la Commerzbank, qui est numéro trois, la

seule banque allemande à avoir refusé jusqu'à présent de se prononcer, devait annoncer une décision similaire lors de sa conférence du lundi 9 décembre.

Selon un porte-parole, l'engagement total de la Commerzbank vis-à-vis de l'URSS est toutefois bien inférieur à celui de ses concurrentes et se situe « en dessous de 1 milliard de DM ».

En ce qui concerne l'avenir, M. Kopper a indiqué que sans une totale reconnaissance par les différentes Républiques de la dette globale de l'Union, « il n'y aura aucun nouveau crédit octroyé ».

M. Kopper s'est montré réservé sur l'engagement pris par les Soviétiques de recommencer à rembourser le principal sur sa dette à compter du 1^{er} janvier 1993 : tout dépendra du coût de l'énergie, de la consommation et du niveau de la production soviétique, a-t-il précisé.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Veuves de paix

ILS sont incroyables, les gens ! Ils s'indignent, ils protestent à tort et à travers. Vous savez vu Daniel Guichard piquer sa colère chez Sabatier la semaine dernière ? Il m'a refait le coup, hier, au téléphone. Pour quoi ? Pour rien. Pour une banale histoire de veuves de guerre — elles ont entre 87 et, oui, 108 ans — qu'on va foutre à la porte de leur maison de retraite. Une vieille bâtisse. Avec jardin. Quatre hectares de terrain, à Vance, pas loin de Nice, au prix du maître carré voyez un peu ce que ça représente ! Quoi qu'il en soit et sans aucun lien de cause à effet — en voilà des idées ! — le préfet placé à la tête de l'Office des anciens combattants a décidé de la fermer.

Prière de vider les lieux d'ici le 26 décembre. Le 26, vous remarquerez, pas le 25. C'est gentil, quand même. On leur filera un bout de dinde à mâchonner, assises sur leurs paquets, le jour de Noël. Si elles sont pas toutes mortes d'ici là, pareil que ces deux émotives qui ont eu un coup au cœur, un coup fatal, en apprenant la nouvelle. C'est toujours ça de moins.

L'ennui, c'est qu'il en reste encore une dizaine. Attendez qu'elles se décident à partir les pieds devant, ces traînardes ? Vous rigolez ? Ça prendrait des mois, des années. Enfin, des années, je sais pas, c'est fragile à ces âges-là. Mais, bon, on n'a pas de temps à perdre.

Et il reste à peine trois semaines pour faire place nette. Sous prétexte qu'elle ne l'est pas, justement. C'est pas Versailles, leur baraque, sûr et certain. Elle sent la pisse et le salpêtre. Cela dit, suffirait de peu de chose pour la retaper. Même que des entrepreneurs répondent à l'appel aux armes du chanteur ont proposé de s'y employer. A l'ail. Ils se pointent. On les vire. Comme des malpropres.

Et on a mille fois raisons. De quoi je me mêle ? Libre aux autorités de forcer ces femmes seules depuis plus d'un demi-siècle à changer de dernière adresse. La faute à qui si leurs conrads de maris se sont fait tuer pour la patrie ? Personne les a obligés !

Le Comité national d'éthique s'oppose au commerce des produits sanguins en Europe

Dans un avis rendu public vendredi 6 décembre, le Comité national d'éthique pour la première fois prend position vis-à-vis d'une directive européenne permettant d'inclure les produits dérivés du sang dans le circuit commercial et lucratif. Rappelant les principes éthiques qui caractérisent et font la force du système transfusionnel français (gratuit, respect du donneur, caractère non lucratif), le comité d'éthique explique dans son avis : « Admettre l'achat de sang et de plasma en tant que matière première ainsi que la vente commerciale des dérivés du plasma constitue la négation de ces principes ».

Pour le Comité, « toute dérogation — au motif que le sang est un tissu renouvelable (...) — porterait atteinte à une règle qui assure la protection de la dignité humaine. Après le sang, tous les tissus et organes risqueraient de devenir objets de commerce ». D'autre part, dans le rapport préalable à cet avis, le Comité national d'éthique évoque pour la première fois l'ensemble des affaires liées à la

transfusion sanguine et formule une série de critiques contre la politique développée ces dernières années par les responsables du CNTS et notamment la création d'un ensemble de filiales de droit privé et commercial. « Cette création comportait le risque d'une grave altération de l'image altruiste de la transfusion », souligne le Comité.

■ BASKET-BALL : deux joueurs du championnat de France convaincus de dopage. — Deux joueurs de basket-ball, Cecil Rucker du club d'Antibes (champion de France en titre) et Robert Carman, de l'équipe de Châlons-sur-Marne (Nationale 1B), ont été convaincus d'usage de produits dopants à la suite d'une contre-expertise, a annoncé, vendredi 6 décembre, la Fédération française de basket-ball. Les deux hommes sont des Américains naturalisés. Les sanctions prises à leur encontre n'ont pas été précisées. C'est la première fois que des cas de dopage sont observés dans le championnat de France.

Les Grands Prix de la Ville de Paris

Les Grands Prix de la Ville de Paris ont été remis, vendredi 6 décembre, à l'Hôtel de Ville par M. Jean Tiberi, maire du 5^e arrondissement et premier adjoint au maire de Paris, et M^{me} Françoise de Panafieu, adjointe au maire, chargée des affaires culturelles. Des jurys composés de personnalités indépendantes et de représentants de la Ville ont choisi les lauréats dans les différentes disciplines culturelles.

Voici la liste des lauréats des dix prix 1991 :

Grand Prix d'histoire : Jacques Thuillier.

[Né en 1928, Jacques Thuillier est professeur au Collège de France depuis 1977. Spécialiste de l'histoire de l'art, il a publié de nombreuses études, notamment sur Fragonard (1967), Poussin (1969-1986), Georges de La Tour (1972), Claude Lorrain (1982), les peintres pompéiens (1984).]

Grand Prix du roman : Jean Raspail.

[Né en 1925, écrivain, journaliste, chroniqueur, notamment au *Piquet*, Jean Raspail est membre de la Société des écrivains français et du conseil général de Patagonie. Auteur de nombreux romans, il a obtenu le Grand Prix du roman de l'Académie française en 1981 pour *Moi, Antoine de Tournay, roi de Patagonie*. Son dernier roman, *Sine*, a été publié aux Éditions de Fallois cette année.]

■ Pierre Nora reçoit le prix Louis-Weiss. — L'historien et éditeur Pierre Nora, directeur d'études à l'École des hautes études, directeur littéraire chez Gallimard (où il anime la revue *Le Débat* et le secteur des sciences humaines), vient de se voir attribuer le prix Louis-Weiss Bibliothèque nationale, doté d'une somme de 90 000 francs.

Grand Prix de poésie : Alain Bosquet.

[Né en 1919 à Odessa (Ukraine), critique littéraire dans plusieurs journaux, membre du jury Renaudot et vice-président de l'Académie Mallarmé, Alain Bosquet est l'auteur de nombreux recueils de poèmes, d'essais et de romans. Il a obtenu le Grand Prix du roman de l'Académie française pour *Une mère russe* en 1978.]

Grand Prix des arts : Jean Milchell.

[Né en 1926, cette Américaine de Paris, ou plutôt de Vézelay, dans le Val d'Aube, un des lieux de l'art, a été marquée par l'œuvre tardive du maître impressionniste. Sa peinture, abstraite et gestuelle, est la transposition d'émotions et de sensations au contact de la nature.]

Grand Prix musical : Jacques Castérède.

[Ancien élève de Tony Aubin et d'Odette Meneses, ce Parisien de souche, 40 ans, est resté attaché à une tradition nationale et à un style plutôt néoclassique. Professeur au Conservatoire national supérieur de Paris, Jacques Castérède a composé notamment deux concertos pour piano, des symphonies, des cycles de mélodies et plusieurs pages de musique de chambre.]

Grand Prix Gérard Philipe : Patrick Pinea et Stéphane Bierry.

[Elève au Conservatoire de Michel Bouquet et de Jean-Pierre Vincent, Patrick Pinea sert depuis 1988 les meilleurs auteurs sous la direction des meilleurs metteurs en scène (Lavaudant, Niche et Vincent, qui vient de lui confier, à Nanterre, le rôle d'Octave dans *Les Caprices de Marianne*). Il est l'un des plus âgés espoirs du théâtre français.]

Grand Prix Solo Cabati : Maurice Lever.

[Directeur de recherches au CNRS, historien de la littérature et des mentalités, Maurice Lever a publié cette année une biographie du marquis de Sade (Fayard).]

Grand Prix de la littérature dramatique : René de Obaldia.

[Né en 1918, René de Obaldia, après avoir publié des poèmes, des romans et des récits, se consacre au théâtre à partir de 1960. Parmi ses pièces les plus connues, citons : *Géométrie* (1960), *Le Serpe de la Vilette* (1963), *M. Kleis et Rosalie* (1973).]

Grand Prix de la littérature enfantine : Christian Bruehl.

[Né en 1948, Christian Bruehl est écrivain, concepteur d'albums et éditeur. Parmi la quarantaine de livres qu'il a publiés, citons : *L'histoire de Julie qui avait une ombre de garçon* et *Ce que mangent les matrasseurs*.]

Grand Prix de la photographie : Sébastien Salgado.

[Né au Brésil en 1944, Sebastião Salgado fait reporter photographique chez Gamma à partir de 1975, puis chez Magnum, où il entre en 1979. Il a travaillé notamment en Amérique latine et au Sahel avec Médecins sans frontières.]

M. Georges Marchais invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 8 décembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député du Val-de-Marne répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Rollat, du Monde, et de Béatrice Hadjeje et de Bernard Lohut, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

RODIN, STAR DE LA MODE!

« OUI, nous sommes, dans notre genre, parmi les "Stars de la Mode" (et de la Décoration), modeste mise à part... Les femmes se déclarent séduites et même passionnées par nos tissus. Malgré ces succès flatteurs, nous restons raisonnables et abordables. »

Après tout, ce n'est pas notre faute si nous, et nos tissus, plaisons à ce point ! (depuis 30 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SOMMAIRE

DÉBATS

Quand Yasser Arafat dialoguait avec Plessner..... 2

ÉTRANGER

La guerre civile en Croatie..... 3
Albanie : la vague d'Enver Hoxha a été arrêtée pour corruption..... 3
Pologne : la nomination de M. Olezowski au poste de premier ministre..... 3
La préparation du Sommet européen de Maastricht..... 4 à 6
Un entretien avec M. Gianni De Michelis, ministre italien des affaires étrangères..... 5
Togo : le premier ministre, M. Koffi, est libéré par ses amis politiques..... 7
Etat-Unis : M. Bush a remodelé son équipe dans la perspective de l'élection présidentielle de 1992. 8
Un entretien avec le premier ministre indien, M. P. V. Narasimha Rao..... 8

POINT

L'union politique européenne..... 6

POLITIQUE

L'Etat assurera plus de la moitié du financement de l'indemnisation des victimes des transfusions sanguines..... 9
Le projet de loi sur l'eau à l'Assemblée nationale..... 10
Le clin d'œil de M. Rocard aux théoriciens de l'autogestion..... 10

SOCIÉTÉ

Les fausses factures du Sud-Est au tribunal de Paris..... 11
Les grefriers protestent contre le projet de réforme de leur statut..... 11

CULTURE

Musiques : Tony Joe White ouvre les Treizièmes Transmusicales de Rennes..... 13

Exposition : Féliçien Rops..... 14

ÉCONOMIE

L'effondrement de l'empire Maxwell..... 25
Les dockers CGT feront grève deux jours par semaine..... 26
La Subde relève brutalement ses taux d'intérêt..... 30
La Caisse des dépôts inaugure trois filiales financières aux Etats-Unis..... 30

COMMUNICATION

Sanctions nocturnes pour l'« Evénement du jeudi »..... 28

SANS VISA

■ Moscou, l'Avide dollar • Belleville la balafre • Plus de mine, plus de coronas • Mitraille d'autisme • La table • Les jeux..... 17 à 24

Services

Abonnements..... 14
Annonces classées..... 28
Carnet..... 32
Loto, Tac-o-tac..... 32
Marchés financiers..... 30-31
Météorologie..... 32
Philatélie..... 32
Radio-télévision..... 33
Week-end d'un chineur..... 14
Spectacles..... 15

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 6 décembre 1991 a été tiré à 525 926 exemplaires.

SOUS LE PATRONAGE DE M. LIONEL JOSPIN
MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Mardi 10 décembre 1991

FORUM A NORMALE SUP[®]
Les Rencontres de l'Agora
DES ENTREPRISES SE PRÉSENTENT

De 10 h à 17 h 30 : ouverture des stands
A 17 h 30 : Conférence de clôture, animée par M. Frédéric Lemaître. Collaborateur au MONDE INITIATIVES.

Hors des sentiers battus
DES ATYPIQUES
DANS LES GRANDES ENTREPRISES

NORMALE SUP[®]

45, RUE D'ULM - 75005 PARIS

RENSEIGNEMENTS :
Tél. : 46-34-66-80

HIPPOLYTE
RIVE GAUCHE

Liquidation
totale

- 50 %

Nino Cerruti
Giorgio Armani
Gianfranco Ferré
Ermenegildo Zegna
Basilie

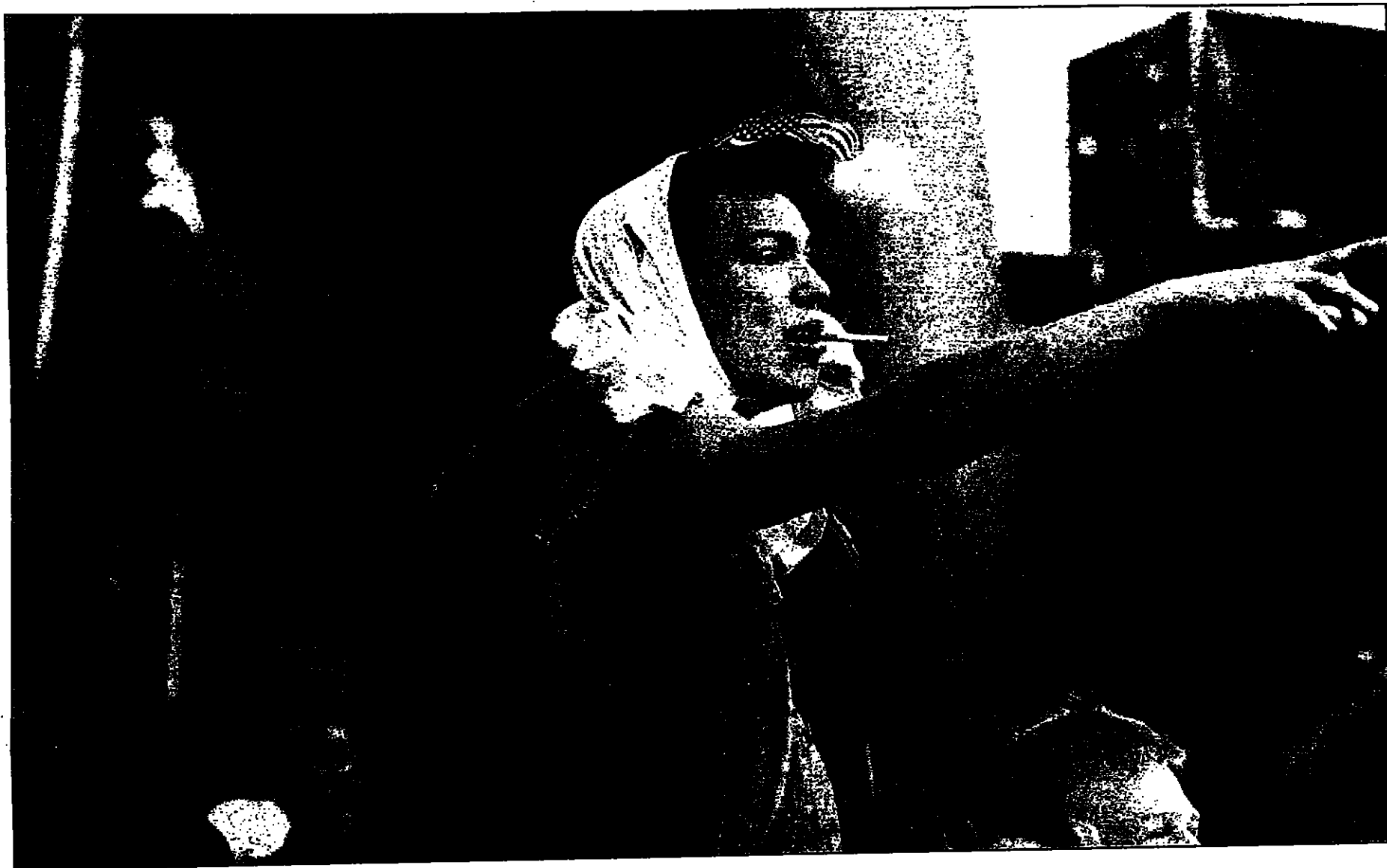
Byblos
Krizia Uomo
Karl Lagerfeld
V 2 et Istante
by Gianni Versace
Iceberg

19-21, rue de l'Ancienne-Comédie, Paris-6^e, M^o Odéon

24 12 1991

S A N S V I S A

Moscou, l'Avida Dollar



VICTORIA JULEVA

Liberté, liberté chérie... Et les Moscovites s'apprennent, selon les angures, à passer un hiver pire que les précédents. Rien ne va plus dans la capitale, en proie au vertige, rarement atteint, de la perte d'identité et de la course à cette devise, à la fois diable et saint: le dollar. Une ville qui vit et pense en dollars. Une Avida Dollar, comme pouvait dire André Breton désignant Salvador Dali par cet anagramme célèbre.

AIMER Moscou, jusqu'à ces derniers mois, c'était forcément le déstabiliser d'abord. Refuser de se perdre dans un océan de contradictions et d'incompréhension, se braquer, par réflexe de survie, contre cette ville sans centre ni sens, jetée sur la steppe par des mégalos, pour des cocus ayant, un jour, feint de croire qu'on leur avait offert l'Amérique. Buter, à chaque coin de rue, sur une invraisemblable collection de mensonges gros comme des mausolées de Lénine, sur les signes déprimés d'un énorme malentendu, dont on se demandait par quelle emprise sur les esprits il avait bien pu si longtemps faire fi de la raison.

Oui, l'aimer, c'était commencer par se défendre d'elle, de sa désolation urbaine aux couleurs brechtienques, le gris et le brun, de ses démenées architecturales, de cette pauvreté de boue qui paraissait recouvrir tout, les lieux et les hommes, de cette atmosphère de décombres d'après bombardement. Rues défoncées, même à cent mètres du Kremlin, cages d'escalier en lambeaux, odeurs de pisse et d'ordures même dans les cafés bordant l'hôtel Moskva, en face du musée Lénine, même dans l'entrée de l'Institut des archives, tout autour, des bords de la Moskova jusqu'en haut de la rue Pouchkine, au cœur géographique du régime dans la cité, avait régné un ordre de faussetés que des millions de Moscovites, jusqu'en juillet dernier, n'avaient jamais, au fond, remis, physiquement en question.

Et, à chaque fois, la même appréhension, le même refus préalable vous saisissaient. Comment faisaient-ils pour tenir derrière leurs yeux apparemment sans flamme, dans leurs vêtements sans sépulture, revenant d'un bureau kafkaïen contre l'assommoir de quelques rouilles non convertibles? Comment supportaient-ils, même sous Gorbatchev, leur propre fâcheux de robots, imposés par le décor et par ce qu'il recelait d'oppression rance, leur alignement de files d'attente qui transformaient les

trottoirs en camps à ciel ouvert, et, en face, l'arrogance des ZIL, ces voitures officielles inventées par un scénariste de Hollywood, s'échappant, rideaux tirés, de la place Rouge? Alors, aimer Moscou revenait à rire de tout au dixième degré, à adopter le rythme de ralenti permanent des Moscovites, à vivre dans sa tête, à constater, à chaque nouveau séjour, que l'éclairage avait encore baissé dans la vieille rue Arbat, mais que ça s'appelait encore de la lumière. Qu'il allait strement neiger et que ce froid guignol urbain allait enfin ressembler, pour eux, à des lambeaux de souvenirs d'enfance russe, pour nous, à des lectures d'adolescence. Bref, que le pire n'était pas certain.

Et puis venait la nuit, heureusement fort tôt, l'hiver en début d'après-midi, et qui divisait tout par deux, la honte et la hère, les fillettes d'un système et la schizophrénie d'une ville qui s'en allait par tous les bouts. Et puis venait l'alcool, le sourire des filles, au Slavski Bazar de la rue du 25-October, qui se mariaient en blanc et en hauts talons, et vous entraînaient, après l'heure de la vodka, narguer la milice, aux abords du Kremlin, avec les coussins de l'Oral ou de Biélorussie. Le McDonald's de la place Pouchkine, sauveur alimentaire des opposants au putsch de juillet, était déjà fermé, mais la note vous entraînait vers le marché noir de la gare de Iaroslav, ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et ces Moscovites de rencontre vous racontaient, à deux pas du port d'attache du Transsibérien, mille histoires que l'ivresse rendait drôles. Les yeux brillaient. Le collectivisme ne les avait pas tués.

Alors, tard, aimer Moscou, c'était s'en retourner en se disant que les apparences, dans la plus folle des villes, étaient, comme ailleurs, trompeuses. Que ces Moscovites possédaient, inconsciemment ou non, une réelle capacité de manipulation. Que leur inertie avait eu raison du pouvoir tyrannique de leurs princes. Beaucoup ne manquaient pas de roubles. Des dizaines d'astuces, de réseaux

de solidarité permettaient de se jouer du KGB, du mauvais sort et des règlements. Tout, on presque, pouvait se traiter, derrière les paravents de la grisaille. Le décor, la paranoïa ambiante favorisaient aussi l'arrangement permanent, et chacun s'employait à compliquer le diagnostic. Moscou, ville hallucinogène, aussi, à dessein.

Il en allait ainsi, depuis quelques années, à chaque voyage. Moscou se dérobait sans cesse, perturbant ses grilles de lecture, désespérant l'analyse. Mais cette fois? En ce début d'hiver d'après-putsch? Morte ou vive encore? A bout de souffle et de combines, comme le croit l'Occident? Ou déjà ailleurs, dans une autre folie d'équivoque, dans une démente opération de communication qui consisterait à déguiser la vie et la ville comme les autres - les nouveaux bailleurs de fonds - pensent ou veulent les voir? Moscou a depuis longtemps appris à jouer le rôle requis par les exigences de l'heure. Elle saurait même, certains de ses habitants le confient, se montrer plus pauvre encore qu'elle ne l'est, devant les caméras de la compassion.

Comment s'y retrouver, alors que, objectivement, tout va plus mal que l'hiver précédent? L'après-midi de la faillite financière de l'Union, l'autre vendredi, la rumeur colportait déjà, dans le centre, ce que le directeur de la Gosbank allait expliquer, le soir, à la télévision. Les caisses étaient vides pour les salaires des fonctionnaires et des militaires. Dans le passage souterrain du métro, à la station Marks-Prospekt, deux sous-officiers de l'armée rouge achetaient des insignes de l'armée blanche à un collectionneur novotalgique. Ils connaissaient déjà la nouvelle. Plus payés? Ces deux-là remettaient chez eux pour se changer, et commencer leur journée de chauffeurs de taxi. Ils s'en fichaient donc, habitués à ne plus compter, psychologiquement, sur les roubles du service public.

Dehors, des Moscovites faisaient la queue, dans la rue du 25-October. Mais, pour des glaces à la vanille. Le Goum, planté par les bolcheviks en face du Kremlin

pour imiter les grands magasins américains était, comme d'habitude, vide de produits et plein de gens qui déambulaient pour se réchauffer. Les jeans, les manteaux, les chaînes hi-fi se vendaient ailleurs, dans les parcs ou les halls de gare. S'achetaient, plutôt. Car, Moscou en disette officielle, avec ses *limitchiks*, immigrés de l'intérieur interdits de résidence dans la capitale, avec ses Arméniens réfugiés, ses militaires sans casernement, tout simplement avec ses pauvres, Moscou, avec ses dix millions d'habitants au bord de l'abîme, brassait, ce mois-là, des affaires comme jamais.

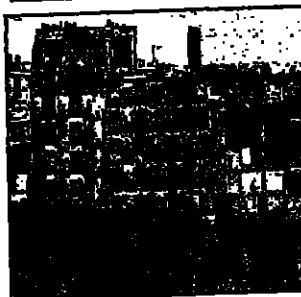
Miracle, mirage des catacombes? Sans Gosbank, de toute façon sans roubles, de l'argent s'était pourtant transformé en voitures. En des dizaines de milliers de voitures, vieilles Lada ou Volvo d'occasion, raménées par des Polonais,

qui composaient un ahurissant ballet d'embouteillages que Staline, amoureux des larges artères désertes, aurait de toute évidence réprimé. Dès 16 heures, toutes les « perspectives » étaient saturées, les véhicules particuliers, un seul occupant à bord comme en Occident, noyant les camions bringués balant des coopératives ouvrières, les bus épuisés de l'Etat, en des sur-place interminables. On roulait sur les trottoirs, pour s'échapper, dans les allées des parcs, sans souci des cris des agents dépourvus de sifflet.

Une course contre la montre paraissait s'être engagée entre les signes appuyés du déclin et des rêves d'Eldorado.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio
Lire la suite page 20

AU SOMMAIRE



Belleville milladée, balafée	p. 19
Birobidjan un pays juif à l'Est	p. 20
Nord Plus de corons	p. 21
Grande Guerre où l'on reparte d'Alain-Fournier	p. 24

Encares (p. 18)	Télex (p. 19)
Jeux (p. 22)	Table (p. 23)

NOEL AU PAYS DU PERE NOEL

3 VOYAGES D'EXCEPTION EN LAPONIE FINLANDAISE



Trois programmes de Noël (pages 11 à 13) et de multiples activités : ski, traîneau à renne, luge, motoneige, traîneau à chiens
■ Le Père Noël, son traîneau, son renne et ses cadeaux
■ Un guide-accompagnateur Paris/Paris
SCANDITOURS

Brochure SPORTS D'HIVER SCANDITOURS 91/92 dans toutes les Agences de Voyages et à La Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques
36 rue Tronchet 75009 Paris Tél (1) 47 42 38 65

œuvres de paix

aris

lon
elle
99'

RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES

IPPOLYTE

Liquidation
totale
- 50 %

A PARIS

Belleville la balafrée

Paris a livré Belleville au plus offrant; Paris n'a pas su protéger l'un des quartiers les plus sonores de son histoire. Belleville tailladée, lacérée, balafrée.

C'EST par en haut, de la station de métro Jourdain ou de la rue du Télégraphe, le point géographique le plus élevé (128 mètres) de la capitale après Montmartre, où Chappe avait installé en 1792 la tête de ligne de son réseau de sémaphores, en redescendant donc vers le boulevard, là où s'élevait jadis la « Barrière » d'octroi de Paris, qu'il convient d'aborder la rue de Belleville — si possible par un matin clair et frais d'automne ou juste avant le printemps, comme, au siècle dernier, lors de la légendaire « descente annuelle de la Courtille ».

En ce temps-là, vers 1830, Belleville, qui n'avait pas encore été scindée en son milieu en deux arrondissements, les dix-neuvième et vingtième, et qui incluait à l'ouest La Villette et à l'est Ménilmontant, c'était tout le charme de la campagne aux portes mêmes de la ville. Sur les pentes bosselées de la colline de calcaire et de gypse, que l'on extrayait afin d'en tirer du plâtre, et d'où jaillissaient en tous endroits sources et cours d'eau, ainsi qu'en témoignent encore les noms de certaines rues, telles la rue des Cascades, de la Mare ou des Rigoles, s'accrochaient, entre les jardins potagers, des vignes qui produisaient un petit vin violet et aigre qu'on appelait le « guinguet ». Au centre des domaines ou le long des chemins creux qui, comme le révèle la géométrie particulièrement tortueuse du plan du quartier, serpentaient entre eux, d'habiles commerçants avaient édifié à la sauvette des tonnelles, parfois adjointes de véritables maisons, où, le dimanche, les artisans des faubourgs du Temple et Saint-Antoine venaient dépenser leur paye de la semaine à boire, manger et s'amuser.

Le Mardi gras ou, tout ce beau monde avait coutume de se retrouver dans les « guinguettes » du haut Belleville pour une nuit de libations jusqu'à l'aube où, rejointe par les bourgeois qui sortaient de l'Opéra, des Variétés ou de l'Ambigu-Comique, la troupe avinée, affublée de masques grotesques, redescendait alors en cortège la rue de Belleville, oscillant entre les tavernes aux noms savoureux qui se pressaient des deux côtés — « L'île d'Amour », face à l'actuelle église Saint-Jean-Baptiste, « Le Grand Vainqueur », « Les Barreaux verts », « La Fontaine de Riccy » ou encore « Le Bal Noël », dans le bas de Belleville; puis, après avoir traversé la Barrière, empruntait l'interminable rue du Faubourg-du-Temple, pour finir, en carnaval, sur la

place du Château-d'Eau, l'actuelle République.

Chez Desnoyers, la plus grande et la plus célèbre de ces tavernes bellevilloises, sur l'emplacement de la rue du même nom, la fête durait deux jours entiers, sans discontinuer, emmenée, sous la Restauration, par un curieux personnage, un certain Charles La Battut, dandy du bitume qui se disait « anglais » et devait passer à la postérité sous le nom de « Milford l'Arsonille », lequel, entouré de demi-mondaines et de courtisanes à demi nues, lançait, de la galerie qui surplombait la salle, vin, victuailles et même pitances d'or sur la foule en délire, afin d'en accroître, si nécessaire, le désordre...

De décor de ces extraordinaires bacchanales pas si lointaines — la dernière « descente de la Courtille » eut lieu vers 1850 — il ne reste bien sûr rien. La ville provinciale du dix-huitième siècle, où il était de bon ton, comme l'auteur dramatique Favart, fortune faite, de se retirer, à été ensevelie sous la ville ouvrière des classes « dangereuses », républicaines puis communardes de la fin du dix-neuvième siècle; et cette dernière, à son tour, a disparu, au profit, pourrait-on dire, de ce qui est sans doute l'un des plus grands gâchis architecturaux de Paris.

Car ce serait être encore bien au-dessous de la vérité que de dire que Belleville a été « détruite » : la descendance du hameau moyenâgeux de Pointoiseville, qui était, avant son incorporation dans Paris en 1860, avec 70 000 habitants, la treizième ville de France, a été charcutée, lacérée, tailladée de toutes parts, horriblement et sans retour balafrée.

Partout, des « barres » sans caractère aux couleurs pissées, de ce neuf déjà vieux commun à tant de banlieues, écrasent les maisons basses à un ou deux étages rescapées de cette époque où Belleville était, en même temps que celui des anarchistes, le fief des apaches. Ce qui était l'une des vues les plus authentiquement poétiques de Paris, le passage Julien-Lacroix, bâti sur une ancienne carrière de gypse, avec ses volées de marches en torsade enserées par des immeubles étayés les uns sur les autres, et auxquels pendaient des réverbères en poterne, a été impitoyablement rasé, pour faire place à un parc sinistre, aussi accueillant que celui d'une ZUP de Saint-Nazaire. Tout à côté, la charmante rue du Sénégal ne tient plus qu'à un pan, presque entièrement muré, avec pour vis-à-vis un terrain vague révélant une terre jaune-orange baveuse constellée de détritus.

Dans l'étonnant passage de Pékin, en coude, toutes les fenêtres des immeubles sont placardées de planches de bois disjointes pourrissantes, que seul veille — sur rien — un haut-relief énigmatique de soleil royal. Et il n'est pas un point du quartier d'où l'on n'aperçoive la silhouette agressive d'une grue, y compris dans l'un de ces merveilleux « passages » ou « villas », telle



celle de l'Adour, sur le flanc ouest de Belleville, où le temps semble s'être arrêté — mais pour combien d'années encore ? — et où, comme en province, lorsqu'on s'y promène, les rideaux des maisons s'entreouvrent furtivement pour guetter l'intrus.

Quel chaos que ce quartier jadis si unitaire ! Comme s'il avait été le théâtre d'une affreuse guerre civile déchirant des frères, ou le témoin, comme en certaines villes du nord des États-Unis, de l'irréductible déconiture d'une industrie entière, réduite à néant par un nouveau produit ou un nouveau procédé.

Bien sûr, il demeure encore, çà et là, des vestiges de ce qui fut l'un des quartiers les plus animés de la capitale. En passant, le regard vole encore, derrière les façades, la rue d'adorables cours intérieures, comme au 105 de la rue de Belleville, à qui ne manque qu'un air d'accrocher pour retrouver le chemin du dix-neuvième siècle. Rue des Cascades, au n° 44, non loin d'un surprenant hôtel particulier néogothique à la façade étroite, derrière un jardin où Becker, dit-on, tourna certaines scènes de *Casque d'or*, on peut apercevoir une petite villa recouverte de lierre, promise, paraît-il, à la démolition. Et, face à des ensembles immobiliers sans grâce, bâtis sur l'emplacement de la fameuse Maison des saint-simoniens de Prosper Enfantin, derrière une cordonnerie à jamais fermée, se tient l'une des rues les plus étroites — pas plus d'un mètre — de Paris, le passage de la Duée, que l'on ne traverse jamais sans angoisse... et les épaules de profil.

Il reste même, dans le quartier, quelques ensembles qui ont échappé, on ne sait trop pourquoi, aux dits « bâtisseurs ». Au bas de la rue de la Mare, le pont métallique qui enjambe la voie ferrée de la Petite Ceinture semble sorti d'un des derniers chapitres du *Voyage au bout de la nuit*. Rues Delouvain, Fessart, de Palestine, et des Solitaires, tout autour de l'église Saint-Jean-Baptiste, on goûte encore, le dimanche après-midi, une qualité de silence toute provinciale, dans un ensemble presque préservé, où l'on s'attendrait à entendre le lointain cliquetis du tramway-funulaire qui reliait jadis la République à Belleville — pour peu, bien sûr, que l'on ignore certaines bâtisses disgracieuses qui rompent sans cesse l'unité des petites maisons de l'endroit.

Partout, on découvre encore des ateliers de mécanique qui évoquent, par leur désordre, le bon temps des années d'après-guerre; de petites merceries surchargées de boîtes à fils, de dentelles bon marché, de jarretelles et de bas fantaisie; ou encore une de ces minuscules échoppes de cordonnerie, souvenirs d'un temps où Belleville, qui recyclait les peaux des bêtes abattues à La Villette, était aussi l'une des capitales françaises

au mois, comme aime à en dessiner Tardí, qu'on trouve encore dans le quartier.

Toute nostalgie tirée et buë, on peut aussi décider de s'en remettre totalement à ce qui fait aujourd'hui le tissu du quartier : ses diverses émigrations. Dans le bas de Belleville, où s'étaient établis, au début du siècle, les juifs ashkénazes chassés d'Europe centrale, le funet du bortsch se mêle aux effluves des brochettes arabes et turques, ainsi, bien sûr, qu'à celui des divers canards laqués chinois ou assimilés. Et le curieux pourra attendre la finale de la Coupe de football de Turquie entre Konya et Izmir, retransmise ici en direct grâce aux antennes paraboliques, pour traîner dans un des « salons de thé » turcs de la rue Piat; ou encore, s'en aller consommer, sur le comptoir, des charcuteries hongroises arrosées de slivovitz bosniaque dans l'échoppe d'un Monténégrin passé sans transition des collines dénudées qui dominent les bouches de Kotor à cette butte plus râblée mais tout aussi escarpée.

Depuis quelques années, on note même — signe réconfortant, — comme à Pigalle, mais heureusement dans une moindre mesure, l'investissement du quartier par les nouveaux noctambules. Cela ne va pas, bien sûr, sans quelque distorsion. Les « branchés », ou ce qu'il en reste, aiment, comme ce Slavik de sinistre mémoire qui a gâché tant de cafés-brasseries

magiques, les reconstitutions « clean », où l'on a le décor mais pas forcément l'esprit. « *Nostalgie de la boue* » aidant, selon la belle expression de Tom Wolfe reprise au lettré italien Mario Praz, on en voit même certains réinvestir sans façon les vieux rades, tel ce bar des « Folies-Belleville » qui occupe l'emplacement de l'ancienne taverne, mythique, du même nom.

Bien sûr, on peut préférer des ambiances plus authentiques; oublier Belleville, comme d'autres, jadis, Palerme; et s'en aller prospecter des quartiers plus secrets, voire quelque proche banlieue, demeure plus « parigote », parce que désolée et désertée...

Mais, ne laissons pas sur les quelques occasions de bonheur que recèle encore Belleville. Elles sont si rares ! En fermant alternativement l'œil droit ou gauche, afin d'éviter, sur tel ou tel côté des rues, certains immeubles rapportés, on peut même, avec un peu d'imagination, l'espace d'une nuit, réussir à réinventer pour soi le Belleville de l'ancien temps tel qu'on pu l'éterniser sur la pellicule des photographes comme Atget, Brassai ou Doisneau.

Si l'on a la chance d'avoir l'ivresse heureuse, il se peut même qu'à l'aube, à l'heure où les certitudes vacillent, brouillard aidant, l'on voit, comme dans un mirage, se lever, des pavés disjointes de certaines rues, ces silhouettes en blouse ou en frac qu'aurait pu peindre Ensor, des participants de la « descente de la Courtille »...

Patrice Bollon

► On tirera beaucoup de profit, comme nous l'avons fait nous-même, de la lecture de *Vie et histoire du vingtième arrondissement*, de Simon Lacordaire, sans doute le meilleur tome d'une collection toujours de bonne tenue. Editions Mervay, 190 F.

LE PORTUGAL À PARTIR DE

1500F*

ALLER/RETOUR

Au départ de :

Paris - Lyon - Nice - Marseille - Toulouse - Bordeaux

100 vols hebdomadaires France - Portugal - France

TAP AIR PORTUGAL

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE TAP AIR PORTUGAL
OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES

*Tarifs valables jusqu'au 15/12/91 et du 1/1/92 au 31/3/92, soumis à des conditions particulières de vente et de transport

LE GOLF TRÈS VERT, AU PIED D'UN SUBLIME HOTEL, LE SOLEIL PRÉSENT EN JANVIER, LE SPORT TOUTS LES WEEK-ENDS, C'EST DANS LA BROCHURE GOLF AUTOUR DU MONDE DE VOYAGES GALLIA.

Golf
AUTOUR DU MONDE

12, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 42 66 48 71

EVATOUR

MER, SOLEIL, DECOU-
VERTE, SPORT, CULT-
TURE, LOISIR, EN 2
JOURS, 8 JOURS, 10
JOURS.

C'EST CE QUE VOUS
SOHAITEZ, COMME
VOUS LE RÉVEZ.
ET C'EST DANS LA BRO-
CHURE EVATOUR DES
VOYAGES GALLIA.

12, rue Auber - 75009 PARIS
Tél. 42 66 48 71

SANS • VISA
VOYAGEMoscou
l'Avida Dollar

Suite de la page 17

Moscou s'empêtrait dans ses phantasmes d'évasion. Les rock-loukoums des Balkans faisaient fureur dans les ventes de cassettes, mais une radio d'inspiration française, Europe-Plus, financée par Europe 2, avait réussi le tour de force de devenir le premier média de la région moscovite, avec un tiers de ses programmes musicaux dans la langue de Molière. Et l'autre jour, Patricia Kaas, que les quadragénaires assimilaient à Edith Piaf, avait réuni plus de dix mille personnes à chacun de ses trois concerts.

Des pizzerias s'étaient ouvertes en ville, qui détrônaient le vieux Praga et les quelques restaurants géorgiens de la capitale. La nomenclatura, d'Union ou de Russie, s'y précipitait, comme au restaurant américain. Seule différence notable avec les hivers précédents : le rouble ne valait plus un kopek. Les officines de l'étranger exigeaient des « monnaies fortes », au mieux confinaient les détenteurs de roubles dans une

interminable file d'attente paralysée. Comme on parquait des gitanes. Et toute la ville, en tout cas, tous ceux qui dans Moscou avaient balancé leur morale nationale avec leurs dernières illusions politiques ou ceux qui étaient en mesure, par leur situation, de le faire, avaient adopté le dollar pour unique salut.

L'hôtel Cosmos avait toujours été célèbre pour ses filles de joie, et ses proxénètes protégés par la police. Depuis quelques mois, il tournait à l'hôtel de passe, des dizaines de jeunes femmes, non professionnelles, s'affichant ouvertement dans le hall. On payait la fille, le fic et le proxénète, la gardienne d'étage, le portier, et le chauffeur de taxi. On payait tout. En dollars. Sans billet vert, la nourriture d'hôtel redevenait tiers-mondiste, la vodka rare.

Moscou s'abîmait en une cynique ruée vers l'or, des jeunes gens bien élevés épousant les manières fortes des racketteurs des leur sortie du lycée, leurs grands frères s'engageant dans les compagnies privées de gardiennage qui fleuris-



saient en ville. Des diplomates draguaient, et rares, dans les cafés, même dans les buffets officiels, restaient les sourires gratuits. Des policiers ne distribuaient plus d'amendes qu'en dollars. Toute la capitale n'atteignait pas l'Eldorado, mais on sentait, à tant de signes de crise, que toute la ville y aspirait secrètement. Des professeurs de sciences politiques quittaient la fac pour la protection armée des restaurants. Les

hommes politiques ne paraissent devant les micros qu'à la vue de grosses coupures. Même Boris Eltsine avait failli se faire piéger, racontait-on, par une chaîne de télévision américaine.

Alors, une fois de plus, toutes les lectures de cette mégapole névrosée se brouillaient à plaisir. On annonçait le plus méchant hiver depuis la Perestroïka, des coupures d'électricité, un cortège de privations, mais Moscou se

perdait à singer, par dépit ou obligation, La Havane des permissivités, avant la révolution castriste. Pour 100 dollars, on pouvait interviewer des tueurs à gage, des tueurs récents, qui vous éliminaient n'importe qui pour 200 dollars. La CIA pouvait dormir tranquille : les agents de l'ex-KGB se reconvertissaient dans l'escroquerie, le trafic d'armes, au mieux les affaires.

Moscou déprimée écourait, cet

hiver, son client de passage. La nœce du Slavsky Bazar vous invitait toujours, mais comme hôte payant. A vous de fournir la vodka. Même la place Rouge ne donnait plus envie, le soir, de s'attarder sous son ciel jaune et magnétique : la crainte de voir un haut dirigeant réformateur, à bout de force morale ou de conviction, traverser pour vous demander de quoi boucler la fin de ce mois-là...

Tous s'apprêtaient pas de se sentir ainsi suppôts d'un nouveau maître. Mais comment faire autrement ? Comment rester moscovite, russe et digne, dans cette confusion accélérée des valeurs ? Dans une boutique de la rue Arbat, qui conserve quelques maisons de bois comme les reliques de fastes disparus, un touriste, l'autre jour, cherchait à acheter un ours. Un ours en peluche. La jeune vendeuse, étudiante en philosophie, exigeait des dollars. Le touriste, depuis son arrivée, ne décollait pas contre ce diktat. Il posa la question qu'il servait à tous les Moscovites rencontrés : « Pourquoi ? Vous êtes américaine ? » D'habitude, les vendeurs, les filles, les filles et les portiers ricanaient, ou se fâchaient. Celle-ci pleura, doucement, en servant l'ours en peluche dans ses bras.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

DÉCOUVERTE

Birobidjan : la faucille et l'étoile

Visite au Birobidjan, en Asie soviétique, région autonome créée à la fin des années 20, considérée comme une sorte de Terre promise pour les juifs d'URSS, et qui vient à peine de s'ouvrir aux étrangers.

DANS ce quartier de maisons de bois et de chantiers, le long d'une rue en terre battue, la maisonnette peinte en bleu ne se distingue guère des autres, sinon par une étoile de David qu'on aperçoit derrière une fenêtre. Sur un discret panneau est écrit en russe et en hébreu « synagogue ».

Coiffé de sa calotte et arborant une barbe de prophète, Boris Kaufman fait office de rabbin. Il est juif mais pratique le culte du jour du sabbat (*subotniki* en russe), forme christianisée du judaïsme. Les fidèles de ce culte, arrivés en Russie à l'époque de Pierre le Grand, sont encore nombreux en Ukraine. Ils observent les préceptes du Nouveau Testament et ne sont pas reconnus comme juifs par le judaïsme, explique Boris Kaufman. « Personne ne voulait prendre en charge la nouvelle synagogue ouverte il y a quatre ans, alors j'ai décidé de m'en occuper en attendant qu'un rabbin soit désigné et que le nombre des fidèles augmente, nous dit-il. Il faut dix hommes au moins pour pouvoir célébrer le culte juif. Les juifs qui viennent à la synagogue n'étaient pas assez nombreux, on arrive tout de même au compte avec les fidèles du jour du sabbat ».

Capitale de la région autonome juive, à trois heures de train de Khabarovsk en suivant la voie du Transsibérien, Birobidjan fut à la fin des années 20 une ville bâtie sur une volée d'espoirs : une sorte de Terre promise pour les juifs d'Union soviétique.

C'est en 1927 que Staline, désireux de régler le problème des communautés juives installées çà et là et de fixer ceux que l'on appelait les « gens de l'air », décida de créer une région autonome juive. L'endroit choisi fut un village dans une région de marécages habitée par toutes sortes d'éthnies : Coréens, Nansan (d'origine mongole) et autres se livrant à la chasse et au commerce.

La création de ce qui devait être une « patrie » juive souleva un grand enthousiasme chez les marxistes des communautés de l'étranger : parmi les premiers arrivants au début des années 30, on comptait des juifs de Philadelphie et une cinquantaine d'Argentine. Certains sont repartis, d'autres ont été victimes des purges. Un seul Argentin a survécu.

A la descente du train, en grandes lettres sur le toit de la gare, Birobidjan est écrit en yiddish. Un peu partout dans ce qui est aujourd'hui une petite ville de 85 000 habitants, plus propre et plus dynamique que beaucoup de ses homologues de l'Extrême-Orient soviétique, beaucoup d'inscriptions sont en yiddish. Le long de la grande rue Lénine, bordée de peupliers et par endroits de vieilles maisons sibériennes en bois, se trouve le bâtiment du quotidien local, *Birobidzhan Stern*, qui tire à 3 000 exemplaires. Il n'a jamais cessé de paraître pendant soixante ans. Organe du PC jusqu'en 1990, il a pris depuis une certaine indépendance, nous dit son nouveau rédacteur en chef, M. Vladimir Beinkiev. Jusqu'en 1980, il était uniquement en yiddish. Désormais il est bilingue : « Autrefois, la

majorité de la population parlait yiddish et les Russes qui voulaient travailler dans l'administration devaient l'apprendre. Cette période est révolue ».

Même s'ils sont largement minoritaires (de 7 000 à 8 000), et infiniment moins nombreux qu'à Khabarovsk (40 000), les juifs de Birobidjan jouent un rôle déterminant dans l'administration et l'économie de la ville : du chef de police au champion local de boxe, en passant par le directeur de l'hôtel et les principaux notables, tous sont juifs. Et pourtant, parmi eux, ceux qui croient en l'avenir de Birobidjan sont de moins en moins nombreux.

« Ville d'un grand rêve, qui mobilisa espoirs et énergies, mais qui a sombré, Birobidjan est aujourd'hui une ville de la mémoire vivante », estime Bernard Choseed, professeur de russe qui vit actuellement au Japon, et qui s'est rendu quatre fois à Birobidjan depuis que la ville a été ouverte aux étrangers en 1989, après cinquante ans de fermeture. Ville de la mémoire, Birobidjan l'est assurément, mais d'une mémoire blessée.

Mémoire, la communauté juive de Birobidjan le fut dès la fin des années 30 avec les purges frappant les « ennemis du peuple » : sans doute 11 000 personnes, parmi lesquelles de nombreux juifs, dont Liberev et Dimanshtein, chefs de la communauté juive de Birobidjan, périrent dans les goulags de la région, nous dit-on au musée où une salle est consacrée à cette période. Seconde épreuve : la campagne contre le « cosmopolitisme » de la fin des années 50 et du début de la décennie suivante. Selon le professeur Choseed, une des principales accusations formulées alors contre les juifs soviétiques était le projet d'établir une autre région autonome en Crimée. Une quinzaine de figures représentatives de la communauté juive, parmi lesquels des écrivains célèbres, comme Feber, Bergelson,



furent exécutées. Aujourd'hui, perestroïka ou non, l'espoir a peine à resnaître.

Personne n'a pris au sérieux la déclaration de Boris Korsunsky, président de l'assemblée régionale, et ancien secrétaire général du PC, lorsqu'il demanda le 20 janvier dernier la création d'une République indépendante juive. Et même si, à Khabarovsk, on a décidé de faire bientôt du Birobidjan une zone d'économie libre, dans l'évident souci d'attirer des capitaux juifs et israéliens, lorsqu'elle sera effectivement créée, beaucoup de juifs auront sans doute quitté la ville. Les plus qualifiés en premier.

Jusqu'en 1989, les autorités du Birobidjan affirmaient avec fierté que pas un juif n'avait quitté la région. Ce qui était faux, car certains s'installaient d'abord dans d'autres villes d'URSS et de là émigraient s'ils le pouvaient. En quatre ans, un millier de juifs ont déjà quitté Birobidjan et autant s'apprêtent à le faire. La plupart pour Israël.

Certains juifs d'autres régions de l'URSS avaient demandé à venir s'installer à Birobidjan, nous dit-on, mais aucune facilité ne leur fut offerte et, amers, ils ont décidé aussi d'émigrer. D'autres, en revanche, veulent rester et faire renaitre les traditions juives.

C'est le cas de Mikhaïl Sorokin, qui enseigne le yiddish. Il a trente-cinq ans, a étudié aux États-Unis où vit son oncle, et il compte y retourner pour y apprendre l'hébreu. Mais pour revenir ensuite à Birobidjan. « Je comprends ceux qui partent, mais ma terre natale

est ici où commence à poindre une redécouverte des valeurs et de la culture juives, nous dit-il. Mes parents étaient d'honnêtes communistes et ils ne m'ont rien appris. Comme beaucoup d'autres, ils étaient venus ici pour construire une République socialiste, non un Etat religieux. Même si certaines traditions de la vie juive étaient observées (le repos du samedi, des fêtes), même si nous parlions yiddish, nous n'apprenions que l'histoire du mouvement prolétarien juif et ne savions rien de notre culture. Aujourd'hui, dans la séance ouverte par la perestroïka, est sensible chez les jeunes une prise de conscience du vide culturel dans lequel nous nous trouvons : nous avons soif d'identité, de racines. Nous sommes la seule région soviétique juive de l'URSS et nous sommes encore plus ignorants de notre culture que nos compatriotes de la partie occidentale ».

Dans les restaurants, on a commencé à servir de la nourriture juive. Deux instituteurs israéliens viennent quelques mois par an enseigner l'hébreu à cent cinquante élèves. Au musée, une salle est consacrée à la renaissance de la culture juive sur le thème « Être ou ne pas être juif ». Mais ce jour-là, à la gare, une jeune femme juive, enseignante d'anglais, et son mari médecin achetaient leurs billets pour Moscou d'où ils partiraient vers Israël. Pour eux, l'avenir n'était plus à Birobidjan.

De notre envoyé spécial
Philippe Pons

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

AUVERGNE

FÊTES DE FIN D'ANNÉE
AU FAMILY HÔTEL** NN
avenue Emile-Duciaux
15800 Vichy-Céret
Tél. : 71-47-50-49
Fax : 71-47-51-31
En pension complète,
semaine à 1 645 F.
) jours à 2 220 F, réveillons inclus.
« Oxygenation », V.T.T.,
PISCINE COUVERTE.

74380 BONNE - HAUTE-SAOÏE

Hôtel** au pied des stations
et à 10 mn des premières pistes,
dans village de caractère.
Vos vacances de Noël et d'hiver
en pension et 1/2 pension.
Ambiance familiale et savoyarde.
Tous repos : Hôtel Fécognan.
Tél. : (16) 50-39-20-19.
Fax : 50-36-27-80.

05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Eti-hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade.
Meubles, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, s.d. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.
FAX : 92-45-80-10.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 180 F à 420 F
FAX : 46-34-24-30
Tél. : 43-54-92-55.

Italie

VENISE

San Marco N. 1936
HÔTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES***
Tél. : (41) 52-32-333 Fax : 5203721
et son Restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
TAVERNA LA FENICE
Tél. : (41) 52-33-856 Fax : 5237866.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UNE CROISIÈRE
SUR LE NIL

avec



36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

السنة من الالهي

250

A Waziers, près de Douai, cœur du bassin houillier, où Maurice Thorez, en 1947, lança un appel fameux pour relancer la production, la mine, depuis dix ans, est fermée. A Waziers, la compagnie avait construit des cités, des coronas modèles. Des témoins se souviennent.



prêt, éclatent. Adolphe Lekien a passé vingt-sept ans et demi à la mine, est allé des années à l'abattage « la lampe entre les dents », a eu bien des engueulades au fond ou au retour dans la salle des pendus avec des chefs portons qui voulaient le mettre injustement à l'amende, et finissait d'interminables journées comme garçon de café pour vivre plus décemment. « Tout ça, ça disparaît ! », dit Adolphe Lekien, qui n'oubliera jamais l'« odeur humaine » du fond.

Cela fait soixante-treize ans que Jeanne Czech, d'origine polonaise, habite dans l'allée G de la cité Notre-Dame promise à la destruction et son jardinier possède les plus beaux chrysanthèmes. Un chat s'enfuit sur le toit du garin. M^{me} Czech lisse de sa main les deux lettres posées sur la table de la cuisine, où on lui annonce qu'on ne peut pour l'instant la reloger là où elle le souhaiterait. « J'ai toujours habité ici, c'est ici que mes enfants sont venus au monde. Je mourrai sans doute avant d'avoir connu une salle de bains », murmure-t-elle. Sur le coup de midi, la camionnette de l'épicerie, tout en évitant les flaques de l'allée, corne désemparément. L'homme a beau officier en blouse blanche derrière sa balance, les enfants ne sortent plus des courtes parois à des volées de moineaux pour rattraper le véhicule. Un à un les bistrotiers, face à l'entrée des carreaux où on allait vider une dernière bistouille, un mélange de genièvre et de café, avant de descendre au fond, s'éteignent comme des quinquets.

« La tentation, c'est de raser », explique l'architecte Jean-Etienne Griselin. « Le Nord-Pas-de-Calais est une région sans mémoire. Les hommes politiques disent : la mine ne fera pas. Et puis cela s'est fait en douceur. C'est vrai qu'on ne peut pas souhaiter faire travailler des hommes dans des conditions pareilles. Il y a comme une impossibilité de positiver cette mémoire d'une conscience malheureuse. Ou alors cette mémoire est réductrice, et on fait des musées. »

De notre envoyé spécial
Régis Gayotat

- (1) Mineur de fond, d'Augustin Viseur, collection « Terre humaine », Plon, 1991, 603 p., 195 F.
(2) La Vie quotidienne des mineurs en 1900, d'André Lebou, édité par l'Association des amis des musées d'Escaudain, 1975.
(3) Les Gueules noires, d'Eugène Morel (1907). Cité dans la Mine et les mineurs en 1900, publication du CRDP de Lille.
(4) Cité dans la Mine et les mineurs en 1900, publication du CRDP de Lille.
► Waziers est située dans la périphérie de Douai. A 5 kilomètres environ de là, sur la route de Douai à Valenciennes, à Lewarde, a été ouvert un Centre historique minier sur l'emplacement de la fosse Delloy, où l'on visite des anciennes galeries minières reconstruites, après une descente simulée. Ouvert tous les jours, sauf du 1^{er} au 15 janvier et certains jours fériés (1^{er} mai, 1^{er} novembre, 25 décembre). Tél. : 27-98-03-89, 59267 Lewarde.

Plus de mine, plus de coronas

C'EST une de ces rues surgies de nulle part avec, en son milieu, une enseigne lumineuse, sorte de fanal vers lequel on se dirige, le col relevé, sur le trottoir glissant. C'est l'heure du dernier billard dans ce bar sans nom, avec, agrippées au comptoir, quelques silhouettes lourdes qui reboutonnent leur canadienne avec des gestes maladroits tandis que la serveuse, le flichi déjà sur la tête, agit sa recette au fond de sa caisse.

Cela fait déjà plus de dix ans que la mine s'est tue à Waziers (Nord), que les chevalements ont été démontés et que les hommes ne vont plus à la fosse, le dos courbé, happés par une brume fantasmagorique. A Waziers, aujourd'hui, il reste les veuves cloîtrées dans les coronas avec leurs pauvres souvenirs bien rangés sur des nappes au-dessus de la cheminée, la bouillotte ronronnant au coin du fourneau. Il reste les familles d'immigrés accrochées à leur maison, un territoire conquis par les péries, un jardin rectiligne où le linge se laisse prendre par le gel, et quelques allées de briques rouges parsemées de flaques d'eau qui se renvoient des bribes du ciel.

Waziers vit à présent sans maître, et la cité Notre-Dame, avec ses six cents logements, vit sans chefs portons, sans gardes rôdant autour des courtes pour surprendre les larmes ou les paroles de révolte. Six allées de coronas, tracées au cordeau, où la pauvreté, elle aussi une belle coriace, s'est insinuée comme naguère la poussière du charbon. « On s'entendait mieux autrefois dans la misère », dit simplement Rosanna, fille de mineur. Il faut voir comment un silicoz finit sa vie. Mon père est mort dans des souffrances atroces, avec des bouteilles d'oxygène à proximité. Il pesait 35 kilos. A quel bon donner quelques millions si on ne peut pas profiter de la vie ?

Il aura fallu cent trente ans pour faire de Waziers un haut lieu de l'extraction charbonnière où Maurice Thorez, en 1947, lança un appel fameux pour relancer la production. Episode aujourd'hui oublié de l'Histoire d'après-guerre. Figure emblématique du monde de la mine, une des rares gueules noires à avoir reçu la croix de commandeur de la Légion d'honneur, Augustin Viseur raconte (1) que des fanions flottaient au sommet des chevalements qui avaient réalisés les meilleurs rendements, que des noms prestigieux (Churchill, Staline...) furent donnés à des veines de charbon, que des prix (un vélo, un poste de radio, un cochon) étaient distribués aux meilleurs ouvriers afin d'inciter « des hommes sous-alimentés à travailler toujours davantage comme des damnés, à ruiner leur santé avec un matériel aussi usé qu'eux ». La « bataille du char-

bon », comme on l'appela, fut gagnée, rappelle Viseur, par des hommes dont vingt ans après on n'avait pas fini de compter les victimes.

Il n'aura fallu que trois ans pour faire du carreau de Gayant, la principale fosse de Waziers, un terrain vague. En 1977, la direction des Houillères du Nord décidait que l'arrêt des exploitations allait rendre « disponibles » - formule aimable - mille ouvriers du fond. Le coup de grâce fut donné le 14 avril 1981 « à 15 h 36 », se rappelle le directeur d'école, lorsque le chevalement - un monstre de ferraille de 54 mètres de haut - fut couché au sol au milieu d'une foule qui devait serrer les poings, comme si surtout, après avoir obtenu la galerie principale, on voulait faire disparaître les traces des souffrances des hommes qui avaient combattu au fond.

« On croyait que c'était éternel », observe René Doisy, un ancien ouvrier de jour, appuyé par son fils instituteur. « D'ici jusqu'à Douai, c'était une avenue d'usines. Le sentiment que j'ai, c'est celui d'une grande ingratitude. On a été oubliés par la collectivité nationale. Après 1914-1918, nous avons tout reconstruit de nous-mêmes. Pire après 1945. Après 1970, on nous a encore dit : débrouillez-vous ! »

On a commencé par abattre les symboles les plus voyants, comme si on voulait casser la mémoire ouvrière. Voici maintenant qu'on s'attaque aux coronas, là où, pensait Zola, « une armée noire vengeresse » grandissait « qui allait faire bientôt éclater la terre ». Dans ce petit coron en cul-de-sac proche de la cité Notre-Dame, où l'on voit encore l'emplacement de la chaîne et de la grille qui barraient l'entrée des habitations, Rosanna est la seule survivante au milieu d'un amas de toitures et de fenêtres arrachées, des débris de garins et de clapiers défoncés. Bientôt, le sol sera aussi lisse que la pelouse des cimetières.

Femme de service avec un salaire de 4 600 francs, un loyer de 670 francs à régler, vivant seule avec un fils, qui revient du régiment, Rosanna, qui attend d'être expulsée, ses paquets déjà ficelés, posés un peu partout dans la salle à manger, sort ses bons de charbon, petits privilèges avec les soins gratuits (la gratuité du logement est réservée aux ayants droit, c'est-à-dire les pensionnés ou leurs veuves) arrachés au temps de la splendeur des Houillères. Rosanna pense surtout à ce grand corps couvert de cicatrices bleues, sans cesse accidenté, meurtri par la poussée des wagonnets et les morsures du charbon : « Ha ! Il aurait mieux fait de rester en Italie ! »

Au moment de la nationalisation après la dernière guerre, les Houillères avaient hérité des

anciennes Compagnies minières non seulement des carreaux, mais aussi un énorme patrimoine immobilier, estimé aujourd'hui à plus de quatre-vingt mille logements, soit l'équivalent d'une ville de deux cent cinquante mille habitants (Le Monde du 29 janvier 1991). Un héritage encombrant et disputé depuis la disparition totale de la mine dans le Nord. Le 21 décembre 1990, en effet, à Oignies, le chef porton Désiré Lefait a été le dernier à remonter du fond avec son équipe. Un parc immobilier vétuste dont une part sera restaurée, mais, si l'on en croit les Houillères, dont un tiers des logements seront démolis.

La mairie de Waziers ressemble à une cathédrale laïque moderne style avec, sculptée au fronton, un gros PAX et des noms de musiciens. Les édiles communistes qui décidèrent de sa construction dans les années 30 voulaient manifester rivaliser dans l'art de bâtir avec la puissante Compagnie des mines d'Aniche, propriétaire des lieux. Assis en face de son secrétaire général, le maire de Waziers, Marc Duquesne (PC), un ancien métallo, qui éprouve de la fierté à « être dans la plus vieille mairie communiste de France, dès 1912 », continue d'affirmer que « Thorez avait raison » et que « les tonnes de charbon, c'est pas ce qui manque ».

« La moitié de la commune appartenait aux Houillères, poursuit le maire. C'était un Etat dans l'Etat. La commune récupère petit à petit son territoire, son autonomie foncière redevient maîtresse chez elle, après des décennies de cohabitation patronale délicate. « Nous avons commencé par reprendre les fiches industrielles. Mille cinq cents logements appartenaient aux Houillères. Un millier seront peut-être détruits. Mais nous avons un principe prioritaire : défendre la gratuité pour les ayants droit. »

Waziers pensait avoir trouvé la tranquillité dans son immobilité forcée, en avoir fini avec les rendez-vous souterrains avec la mort, les attentes devant les grilles des carreaux, les files d'hommes sortant des ténèbres portant les leurs, inertes, sur leurs épaules, le va-et-vient des ambulances dans les coronas. Et pourquoi pas un peu de bien-être malgré la crise dans cette satanée grisaille ? Waziers a troqué sa peur contre une autre. Une entreprise qui fabrique de l'ammoniac, implantée à proximité des anciennes fosses, a été classée « usine à risques majeurs », ce qui nécessite la création d'un périmètre de sécurité autour de la zone. La moitié des pavillons de la cité Notre-Dame devront donc être démolis. C'est tout un coron, exemplaire pour les historiens de l'urbanisme minier, dont la construction est basée sur le contrôle de la population, qui va disparaître.

Les premiers coronas étaient construits au pied des fosses. Ils étaient en quelque sorte le prolongement de l'entreprise, qui pouvait ainsi disposer rapidement, en cas de besoin, du maximum d'hommes, comme l'explique André Lebou (2). Peu à peu les compagnies modifiaient leur politique, et les coronas furent édités à l'écart pour éviter la pénétration des idées subversives. « La notion de voisinage lieu de production logement fut peu à peu abandonnée au profit de l'idée qu'il était préférable de conserver une structure rurale aux cités de mineurs afin de développer la pratique du jardinage et d'éloigner les mineurs des tentations urbaines, et particulièrement des cabarets et des lieux de réunion », écrit André Lebou.

A partir de 1907 la Compagnie d'Aniche à Waziers va plus loin et édifie des cités pavillonnaires (le pavillon comprend quatre logements avec un jardin pour chacun) en intégrant un ensemble d'équipements : des écoles avec de larges baies lumineuses et des logements de fonction pour les instituteurs, une salle des fêtes, une salle de patronage et, bien sûr, l'église, Notre-Dame-des-Mineurs. L'ensemble de ces « services » permet à la Compagnie de contrôler tous les actes de la vie quotidienne.

On trace de larges allées pour faciliter les descentes de police. On met les ouvriers au jardinage, et ne pas avoir un jardin entre-tenu, comme s'abstenir aux réunions de l'Harmonie, cache peut-être quelque chose de répréhensible. Mais pour la majeure partie des mineurs, émaner d'un coron en ce début de siècle représente une formidable promotion sociale, enviable par tous, même si on se sent exclus de la communauté villageoise, qui garde ses

préjugés à l'égard du coron. « Dans sa partie la plus rapprochée de la fosse et de l'habitation de l'ingénieur, le coron ne loge que des gens passibles : les surveillants, les garde-magasins et les chefs d'un syndicat toujours hostile à la grève. On voit souvent M. le curé sortir de ces maisons. Et cette habitude plaît à la Compagnie, car celle-ci aime à voir rassembler ses brebis obstinées. Mais par contre voici que les cabarets sont venus se placer, le coron a pris la funeste manie de grouper les Borains et les Flamands, tous gens brutaux et ivrognes. Dans ce quartier on n'aperçoit jamais la douillette de M. le curé, mais parfois les képis des gendarmes », note un témoin en 1907 (3).

Et le clergé apporte son soutien aux patrons, pour tenter d'endiguer le socialisme naissant, assimilé à une nouvelle puissance démoniaque. « Par la construction d'églises, les mineurs auront un réactif contre leurs tendances socialistes (...). Et les grèves, Monsieur le président, n'est-ce pas encore une preuve que les agglomérations ouvrières ont besoin de religion et de morale ? », écrit en 1900 le curé de Lens au président de la Compagnie (4). Pas moins de cinquante-quatre églises seront édifiées dans le Nord-Pas-de-Calais par les compagnies minières jusqu'à leur nationalisation après 1945. « J'ai encore beaucoup de travail. Les gens ont fait de Dieu », observe aujourd'hui le père François Wojtyla, petit-cousin du pape, curé de Notre-Dame-des-Mineurs, qui veille sur la communauté polonaise.

Le coron se meurt aujourd'hui et toutes ses solidarités, forgées dans cet enfermement de la mine comme de l'habitat, dans cet enfermement des corps et de l'es-

Camino

FAVORISE LES DÉCIDÉS !

Il y a ceux qui savent et les autres... A tous ceux qui peuvent déjà décider de leurs prochaines vacances, Camino propose des avantages financiers exclusifs.

Early Bird,
les circuits accompagnés moins chers.
Plus tôt vous réservez l'un de nos circuits accompagnés, aux Euro-Links, en Italie ou en Israël et moins il vous coûte. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 3 000 F par personne (selon la durée de votre voyage et la précocité de votre inscription) !

Option Prix Garanti.
La fin des clés monétaires.
Règle la plus désagréable qu'une hausse de tarif résultant de fluctuations monétaires. En versant 70 % d'acompte lors de votre inscription, le prix de votre voyage, individuel ou accompagné, ne peut plus être révisé à la hausse (mais reste révisable à la baisse). Si vous voulez tout connaître sur ces avantages, contactez votre agence de voyages ou téléphonez-nous pour connaître le point de vente CAMINO le plus proche.

Camino
VOYAGES EN RÊVE MAJEUR
CAMINO 136, rue Champlainet 75018 PARIS. TEL. : (1) 4492 8000

№ 1463

pg 604

№ 420

№ 692



№ 1465



En essayant de suivre le guide

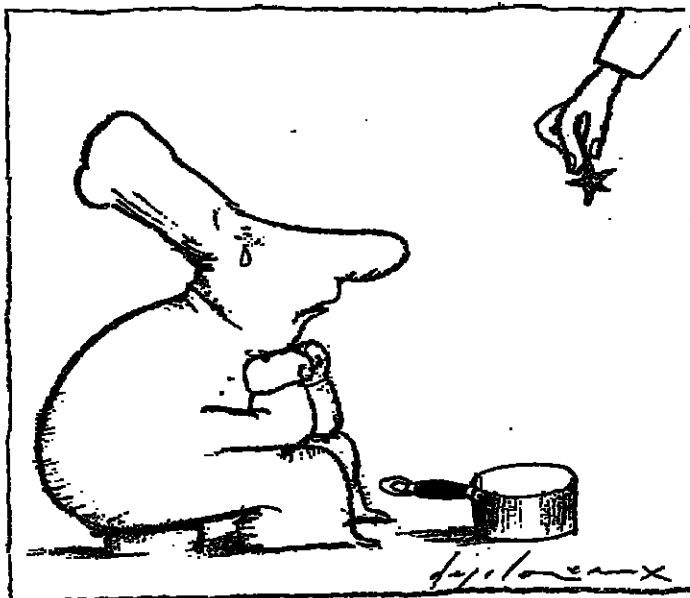
MILLÉSIMÉ 1992. Non, il ne s'agit point des vins (leur millésime 1991 vient de paraître et, selon les terroirs, on s'en réjouit ou l'on pleure !), mais des guides gastronomiques.

Eux aussi sont « couci-couça », mais toutes les années sont ainsi et leur côté « mise à jour » laisse de plus en plus à désirer sans que ce soit tout à fait de la faute de leurs auteurs. Où est-il, le temps moderne où l'on allait à l'imprimerie au dernier moment faire taper au typo une ligne pour remplacer l'autre ?

Finalement, Michelin, dont le guide millésimé 1992 ne paraîtra que dans quelques mois, semble avoir raison : il aura eu la possibilité d'enregistrer, lui, les changements du dernier moment 1991.

Passeons. Mais retenons par exemple que Patrick Lendère a quitté la rue Duret voici déjà trois bons mois. Que le Guide Pudlowski 1992 l'y signale encore, se demandant « Partira-t-il ? », que le Bottin gourmand l'a rayé tout bonnement, de même que le Guide Lebey, tandis que Gault-Millau le dit installé au *Parillon des Princes* (où du reste vous ne le verrez point, il n'est que conseiller !). Notons encore que Gault-Millau ignorent la *Gauloise* que citent Pudlowski et le Bottin gourmand (ce dernier avec d'autres noms de propriétaires que le Guide Lebey).

Ce ne sont point là des critiques mais la constatation des difficultés chaque année plus impor-



tantes que rencontre la mise à jour d'un guide, surtout en ce qui concerne les changements parisiens. Et à ce propos on ne saurait trop féliciter Lebey d'avoir inscrit dans le sien la *Roseate* (rue Ferdinand-Fabre dans le 15^e) dont j'ai signalé ici les débuts, et *Vancouver* (rue Arsène-Houssaye), deux bonnes adresses ignorées des autres.

De même on regrettera que le Bottin gourmand ait supprimé la *Truite vagabonde* (rue des Batignolles) que Lebey, honore, lui, d'une tour Eiffel (ses étoiles à lui)

de même qu'il gratifie de ladite tour l'excellent *Relais Perdre* (rue du Printemps).

Revenons-en aux guides parus : Le Bottin gourmand, dont j'ai déjà parlé, reste traditionaliste (avec en sa partie « province » un classement par département bien pratique et agréable). Le Gault-Millau ne cache point sa préférence pour les toqués « rouges » (nouvelle cuisine) face aux toqués « noirs » (traditionnels). Ces derniers ne semblent pourtant bien mieux crédibles.

Le Guide Pudlowski de Paris

Gourmand (chez Albin Michel) est lui aussi un guide d'humeur (ce qui ne me gêne point, au contraire !). Ses « félicitations » sont des assiettes (de une à trois) et quelquefois des assiettes brisées (certaines peut-être imméritées, d'autres, comme pour la *Brasserie lorraine*, place des Ternes, qui feront remonter au cœur des souvenirs moins amers). A signaler aussi pour chaque arrondissement les bons bouchers, fromagers, épiciers, etc. et des coeurs qui devraient nous aller droit (au cœur), comme celui des Boucheries nivernaises (99, faubourg Saint-Honoré).

Dernier en date, le Guide Lebey des restaurants de Paris (1992).

Ici les symboles sont des tours Eiffel (une, deux, trois), rouges pour les meilleurs (*Robuchon* et *Lucas-Caron*, ce qui est sans doute injuste pour le *Vivarois*). Et des tours renversées pour les « coupables » (pauvre *Maison du caviar* !). Notons que, si l'auteur semble anti-fromage (il les cite rarement dans ses repas), il publie le palmarès des meilleurs fromagers (en oubliant la *Ferme Saint-Hubert*, ce qui est dommage). Et qu'il signale par une, deux ou trois tasses les meilleurs cafés, ce qui est bien. Notons enfin que, si la banlieue est peu « enquêtée » par l'auteur, son petit guide est mieux au point sur Paris que les autres, en général.

Le Reynière

Tour de cartes

ART et magie de la cuisine : c'est le titre d'un ouvrage du cher Raymond Oliver. Il y prouve que si la cuisine est un art, elle peut être également un jeu passionnant, plein de diversité et d'imprévu. Et il entendait entretenir une « porte » de ce jeu passionnant qu'est la création d'un plat, une sorte de métamorphose. Le chef est, en somme, un illusionniste de talent.

Roger Lamazère fut de ceux-là lorsqu'il conseillait à ses clients de déguster la truffe (fraîche, bien entendu !) à la croque au sel, ou qu'il codifiait à la pointe de l'inspiration son cassoulet natal. N'oubliant point qu'il fut prestidigitateur de talent au music-hall, il faisait disparaître l'addition en même temps qu'apparaissait l'appétit.

Jan Madd également est un marchand de rêves que l'on applaudit à l'Olympia, à la Comédie-Française, aux Américains, et à l'étranger au Palladium de Londres comme à l'Opéra de Cologne et à celui de Hambourg. Puis il créa, cent ans après Robert Houdin, son théâtre d'enchantement : « Métamorphosis », sur une péniche aux entrailles transformées en un ravissant petit théâtre à l'italienne.

Lamazère, après la fermeture de son restaurant, début août, avait disparu (entre parenthèses, quelques guides le citent encore). La suite, vous le devinez : d'un manipulateur l'autre, Lamazère est revenu !

Où ça ? Sur *Métamorphosis*,

bien sûr, transformée en bar-salon restauratoire en surface et préluce au spectacle d'en dessous des 19 heures, ou après 23 heures perpétuant ainsi l'enchantement dudit spectacle par la magie gourmande.

Raymond Oliver en est été enchanté, lui qui, imaginant deux interprètes de Mozart, se demandait : « Lequel est le plus près de Mozart ? Celui qui suit scrupuleusement les indications de la partition ou celui qui, au contraire, ayant compris et ressenti profondément sa musique, donne libre cours à son propre tempérament ? »

Selvons donc Lamazère après ses tours de cartes en faisant celui de sa carte sud-ouest-suisse. Elle comporte quatre assiettes. L'Alchimie du Périgord (magret fumé, grattons et gâteaux d'oe, 60 F), la Gibecière (confits affinés en pots de grès, 80 F), les Secrets de l'enchantement (foie gras chapeauté de truffe, 120 F) et les Sortilèges de *Métamorphosis* (foie gras de canard frais et foie gras d'oe au torchon, 150 F). En dessert, les sorbets chocolat blanc et noir et les muscades de Satan (noix péguirouines confites à la liqueur). Avec des vins au verre (ou à la bouteille), un monbazillac 1989 (30 F le verre) et un madiran 1988 (25 F le verre). Vins encore mal connus des Parisiens.

Puissant vin rouge né sur une bonne trentaine de communes des Pyrénées-Atlantiques, des Hautes-Pyrénées et du Gers, le madiran serait venu de Bour-

gogne amené par les moines du Clos de Vougeot, au douzième siècle, à l'abbaye de Madiran. Il est puissant, de bonne garde, alliant finesse et bouquet. Le monbazillac, blanc liquoreux de la Dordogne au sud de Bergerac, est, tel le sauternes, fruit de la pourriture noble.

Dans ses bonnes années, il est le plus riche de nos vins liquoreux. Art du vigneron, magie du terroir, on songe à Baudelaire évoquant (dans la *Fanfarlo*) : « La truffe, cette végétation sourde et mystérieuse de Cybèle, cette exquise matière défiant la science de l'agronome comme l'or celle de Paracelse et qui, avec un verre de chio, a l'effet de plusieurs zéros après un chiffre... » Point n'est besoin d'aller en Grèce chercher son compagnon chez les magiciens Lamazère et Madd, le monbazillac est là... Comme par magie !

L. R.

► *Métamorphosis*, bar-salon Lamazère, sur berge face au 198, quai de Jemmapes (10^e). Tél. : 42-81-33-70. Du mardi au samedi, à partir de 19 heures. Possibilité de réservation de la salle de spectacles pour dîners de groupe. Au printemps, la gourmande et féérique péniche vogue sur les canaux de la France et même de l'étranger. Renseignements : Chantal Saint-Jean, tél. : 42-88-90-29.

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES
RELAIN BELLMAN, 37, r. Franc-J., 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.

COPENHAGUE, 1^{er} étage
FLORA DANICA, sur un jardin
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.
142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41

CONVENTION
LE DEY, 109, rue Croix-Nivert, 1^{er} étage. Tél. : 46-24-31-64.
Cuisine algéroise ; Bourrek, Chorba
Choix de couscous et tajines algérois.

GOBELINS
ENTOTTO, 45-47-51 - F. dim.
143, r. L.-M.-Nabokov, 1^{er} étage.
Spécialités éthiopiennes.

MAUBERT
LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert, 5. 43-54-61-99.
T.L.J. Cadre XVII^e authent. PMR 220 F.

PL. PEREIRE
DESSIRIER, 11, Jusq. 0 h 30
Huîtres, coquillages, crustacés.
Spéc. de poissons, viandes
9, pl. Mal-Juin, 17^e (voiturier)
42-27-82-14 - 43-80-50-72.

GASTRONOMIE

WAGON 7
7, RUE BOURSALTY - 75017 PARIS
42 93 41 57

COPENHAGUE
1^{er} étage

FLORA DANICA
sur un jardin

L'Ambassade gourmande des Champs-Élysées
Festival de SAUMON
142, Champs-Élysées 43 59 20 41

La Medina
Spécialités orientales

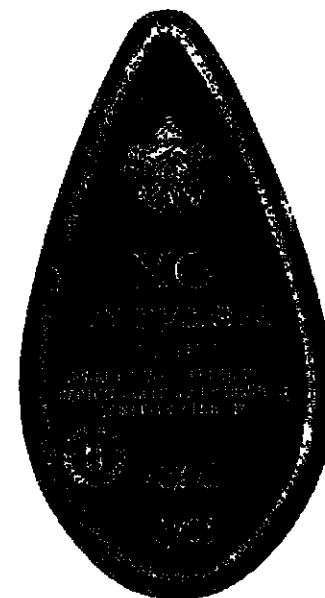
56, bd du Colonel-Fabien
92240 Malakoff
Tél. : 46-45-94-57
Fermé le dimanche soir et lundi

On peut être très Turbot
et savourer lentement.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vier de homards et de langoustes.
10, place de Cléry Paris 5^e
Réservation : (1) 40 74 43 78 - Fax : (1) 32 08 63 16

CHEZ HANSI
L'Absace de Hansi dans un décor unique.
3, place du 18-Juin-1940 Paris 6^e
Angle Miquette-Hausmann rue de Rameau
Réservation : (1) 45 48 96 42 - Fax : (1) 45 44 55 54



Le X.O. de COURVOISIER est issu du mariage de très vieux cognacs de grande et petite Champagne et Borderies. Les Borderies extérieurement des parfums fantastiques après 30 ans de vieillissement. Les champagnes apportent finesse et subtilité. Avec le X.O. de COURVOISIER, découvrez l'expression parfaite de la plénitude obtenue par le vieillissement et le mariage secret entre l'eau-de-vie et le bois.
X.O. COURVOISIER.



La fondation de la Maison remonte à 1875, date à laquelle Henri Paul LANG (1855-1913) et son épouse Phanélie-Hélène BIE-MONT commencent à commercialiser des vins sous la marque LANG-BIEMONT à AVIZE, leur village. Grâce à leur travail et leurs compétences en matière de négoce et de vinification, ils parviennent à la Maison de se hisser parmi les premières du Négoce Champenois jusqu'en 1940. Les deux grandes guerres, les occupations, les successions difficiles et les difficultés d'approvisionnement ne lui permirent malheureusement pas de poursuivre sa progression. C'est en 1979 que les derniers successeurs décidèrent de lui adjoindre un vignoble et une cave moderne qui lui permettrait de reprendre sa croissance. Depuis cette date, une nouvelle implantation à OIRY, à quelques kilomètres d'Avize, nous a permis de réaliser un outil de travail parmi les plus modernes de Champagne. Nos vignes, réparties sur l'ensemble du vignoble Champenois, nous assurent une bonne part de la récolte indispensable à la réalisation de nos Cuvées. Plus connue en CHAMPAGNE sous le flatteur surnom de la MAISON DU BLANC DE BLANCS, elle est également aujourd'hui la Maison du Rosé. Traditionnelle, familiale et indépendante depuis 1875, la Maison LANG-BIEMONT est devenue au fil des ans une MAISON D'EXCEPTION. Une gamme soignée et variée : * Cuvée Carte d'Or Brut ou Demi-sec. * Cuvée Réserve Brut. * Cuvée Blanc de Blancs Brut Millésimé. * Cuvée LB 111. Le Champagne des grandes années... * Cuvée d'EXCEPTION. Nous choisissons le meilleur Millésime des dernières années. Joyau de la Maison, sa complexité, sa richesse et son équilibre en font l'égal des plus grands. Digne de votre choix, le CHAMPAGNE LANG-BIEMONT signera la qualité de votre table.
LANG BIEMONT « LES ORMISSETS » OIRY 51200 EPER-NAY. Tél. : 26-55-43-43. Télécopie 26-51-37-05.

L. R.

Mitraille d'automne

« Quand on ne trouve pas la Boche, on la cherche ! » Puissant mais fatal mot d'ordre pour ces hommes de la 22^e compagnie du 288^e régiment d'infanterie qui, durant les premiers mois de guerre, vont tomber au combat et disparaître sans laisser de traces. Parmi eux, un certain lieutenant Alain-Fournier.

un terrier d'où ils étaient tirés comme des lapins.

Il y avait trois cents Français dans le petit bois qui faisaient un cliquetis du diable, une foule soudaine comme à l'heure de pointe et pressée de rentrer à la maison. Beaucoup s'enfuirent ; ils couraient encore volontiers s'ils n'avaient été rattrapés à Rodincourt, dans le Pas-de-Calais. Mais, vingt et un hommes de la 22^e compagnie du 288^e régiment d'infanterie, pris au piège de l'honneur, de l'ennemi, de l'absurde, tombèrent ce jour-là.

Depuis, le soleil, la vie, n'ont pas repris le terrain. Les larmes ont séché, les cœurs des veuves ne battent plus, mais ce maudit secteur de guerre, du côté de Verdun, entre Vaux-lès-Palameix et Saint-Rémy, n'a toujours pas effacé le massacre. Ici, pendant plus de trois ans, le front s'est arrêté, des villages ont été rayés des cartes d'état-major, le paysage a toujours l'air d'une gueule cassée mal réparée. On voit encore dans les sous-bois des centaines de creux qui épousèrent les épaules des morts. L'été, le paysage sourit un peu sans doute, et l'hiver la neige voudrait tout effacer. Mais à l'automne, sa saison, sa couleur, son drapeau, il est triste et mourant comme un jeune soldat. Il se couvre de boue. La terre dégorge alors toutes les saletés du désastre ; dans les bois mouillés, des fusils rouillés, des casques avec des trous sur le côté. Des squelettes remontent à la surface à dos de mulot. L'envoyé des Anciens Combattants court les champs du carnage pour emporter les corps et prévenir les familles, ou ce qu'il en reste. L'homme des bois, braconnier de l'enfer, muni de détecteurs de métaux, se fait un peu de cuivre...



Paris Août 1914

La bêtise avait aussi ses morts à rendre. Un lendemain d'orage, à l'endroit où les victimes de la 22^e compagnie avaient été ensevelies par les Allemands, poussa la pointe d'un godillot. On trouva là vingt et un corps dans une fosse, à fleur de terre parce que, dessous, la roche est trop dure et qu'on ne peut demander à un Prussien de s'épuiser de charité en temps de guerre. Vingt et un, tête-bêche, en bon ordre : le capitaine, le lieutenant, le sous-lieutenant et la troupe, portés disparus, morts pour la France, enfin... morts. On aurait accompli les formalités d'usage, mais avec le capitaine Bou-bée de Gramont, le sous-lieutenant Imbert et les pious-pious, le lieutenant Alain-Fournier était tombé au coin du bois. Ici gisait l'auteur du *Grand Meaulnes*.

Des archéologues dégagèrent alors à la petite cuillère les débris qu'on ramasse ordinairement à la pelle. On tendit une bâche sur la fosse - il ne cessait de pleuvoir - et, pendant des jours, couchés sur les squelettes des jeunes hommes, les spécialistes procédèrent à la toilette des ossements. Gratter l'horreur, souffler dessus, l'essuyer avec des chiffons. Gratter encore ces crânes ricanants,

sans regarder trop en face celui qui avait un bouton de varense en plein dans l'orbite. Le travail de la terre les ayant remué, il y avait eu branle-bas chez certains, des pas de danse même. Ils n'étaient plus bien droit comme Clemenceau.

Les archéologues leur chatouillaient les métacarpes, mais ils riaient plutôt de la bonne farce : cette guerre « fraîche et joyeuse » qui avait ici fauché leur jeunesse et leurs premières amours. Et comme il n'y avait qu'eux pour se moquer de la pluie et du froid, les savants croque-morts, les familles grelottant au bord de la fosse, les visiteurs bons et bien vivants, faisant floc floc dans leurs bottes, voulaient en finir au plus vite. Les braves sont aujourd'hui « démontés », emportés dans des sacs de plastique au laboratoire. On les identifiera. Tous. Si on peut.

On disait le capitaine de Gramont un peu gâche, pas très sûr de ses réserves qui n'avaient guère d'ardeur au combat. Ses dernières paroles auraient été : « Quand on ne trouve pas la Boche, on la cherche ! » Péguy avait bien écrit : « Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés ! » De Gramont ? Un militaire qui avait l'allure de l'épo-

que et qui faisait sauter ses enfants sur les genoux. Pour la famille, un homme doux et bon, qui en avait bavé pour ses galons de capitaine. On les a d'ailleurs retrouvés dans la fosse...

Le sous-lieutenant Imbert, vingt-cinq ans, agrégé de l'Université, grièvement blessé, est mort en appelant sa mère. On se souvient que le 2 août, sur le quai de la gare de l'Est, la foule lui offrit des fleurs qu'il fit porter à sa femme. Longtemps elle ne put croire à sa mort. Elle aurait voulu qu'il soit prisonnier, amnésique dans un hôpital, à bas. En 1972, on mit dans son cercueil les fleurs fanées de son épouse...

Alain-Fournier, l'écrivain à succès, l'amant de M^{me} Simone qui jouait à fendre l'âme du Rostand et du Bernstain, morte à cent huit ans, avait écrit la veille une lettre à sa sœur Isabelle. Des phrases banales et rassurantes aussi. On sut qu'il était grièvement blessé, le dos appuyé contre un arbre, quand les Allemands, qui reprochaient aux Français d'avoir tiré sur une ambulance vinrent l'achever. Le *Grand Meaulnes* était un beau livre d'amour et la guerre une vacherie sans nom. Dans sa fosse, il était

pareil aux autres, sinon qu'il avait les plus belles dents de la compagnie...

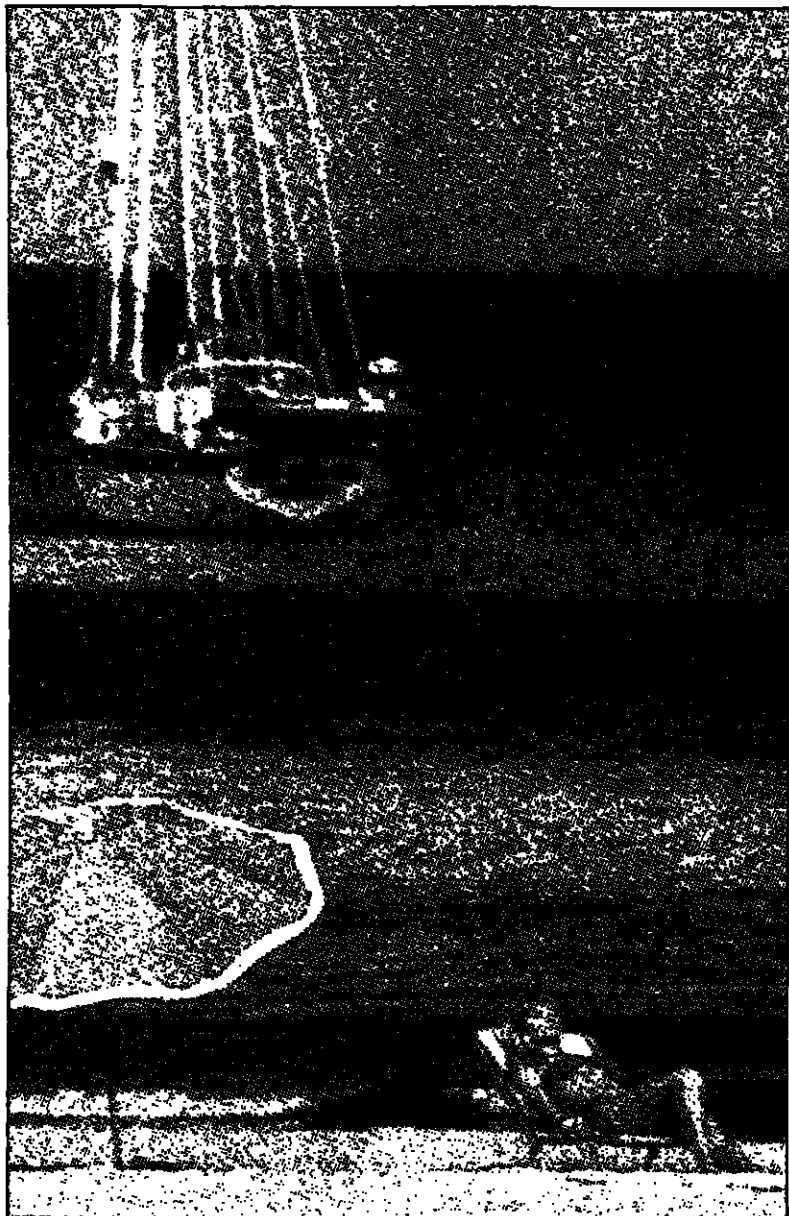
La guerre pient encore de fines gouttes glacées. Elle blesse à distance avec ses crapouillots. On y versa trop de sang pour que le temps, si commode et frivole, apporte le pain de l'oubli. Il y a des survivants, des centennaires qui n'en sont pas encore revenus, et des années de peines comme des écharpes de brume dans les souvenirs des familles, ces crêpes noires et mûres du massacre.

Sous les hauteurs de la Meuse, sous tous les champs de bataille où périrent des millions d'hommes, les disparus attendent de remonter à la surface, un jour ou l'autre, sous le soc d'une charrue, dans la timbale d'un bulldozer. Ils attendent parce que les monuments aux morts, ce n'est pas suffisant. Avec leurs pitoyables dépouilles, ils protestent mieux contre l'impardonnable tuerie. Pas pour faire peur à leurs petits-enfants, ni même pour dérangier, mais en mémoire de l'enfer. Un par un, ils battent le rappel de l'écabot : ce n'est pas croyable qu'on en trouve encore tant.

Pour chaque mort sans sépulture, un gendarme vient frapper aux portes des familles avec la mine de circonstance, mais aujourd'hui elle est moins allongée parce que les circonstances ont plus de soixante-dix ans. Le fer ne remue plus qu'un peu dans l'ancienne plaie. Elles elles sont mortes, mais on se souvient bien de leur attente infinie, de leur espoir si fort, si feint, pour vaincre le chagrin. Elles usaient leurs yeux sur la dernière lettre, si banale qu'il aurait dû rentrer le lendemain. Elles s'épuisaient en vaines recherches... Ce fut souvent la même histoire, et aujourd'hui, il ne revient que des squelettes de revenants. L'orage est passé, cette pluie sale de larmes. Les morts deviendraient tous des soldats inconnus si un vieux de la vieille ne rentrait de temps en temps au cimetière, sans trop s'excuser du retard, juste pour dire : « Plus jamais comme en 14 ! » Il ne sait pas, le veinard ! ce qui est arrivé depuis.

De notre envoyé spécial
Christian Colombani

Exposition universelle.



Exposition Universelle.



Imaginez... Séville, cité magique d'Andalousie, reine de 1992, hôte de l'Exposition Universelle, miroir de "L'Ère des Découvertes". Imaginez... Séville, gardienne de l'Alcazar, du Patio de los Naranjos et de la Casa Pilatos. Imaginez... Séville joyau andalou et laissez-vous fasciner par ses multiples facettes où se reflètent tous les visages de l'Espagne. L'Espagne et ses plages paradisiaques, ses eaux cristallines, chaudes et limpides. L'Espagne et la richesse de son patrimoine artistique et historique de plusieurs siècles. L'Espagne de 92... où des millions de regards rythment les plus extraordinaires records olympiques. L'Espagne... où votre attention est unique devant les plus précieux trésors architecturaux. L'Espagne... où votre émotion retrace le chemin des plus prodigieux Maîtres Espagnols. L'Espagne enfin, où votre curiosité vous mène d'une capitale à l'autre, où votre plaisir vous guide de surprise en découverte.

L'Espagne, un rêve qui se réalise chez votre agent de voyage.



L'Espagne. Tout sous le soleil.



EXP'92

L'Espagne. Hôte des Jeux Olympiques et de l'Exposition Universelle de Séville en 1992.

Office Espagnol du Tourisme
43 ter, av. Pierre-¹ de Séville - 75281 Paris Cedex 08
Tel. : (1) 47.20.50.54 - 47.10.10.62 - Téléc. : 56.10 Espagne